SOUVENIRS D'ENFANCE

II.

PRIÈRE SUR L'ACROPOLE.
LE BONHOMME SYSTÈME ET LA PETITE NOÉMI.

I.

Je n'ai commencé d'avoir des souvenirs que fort tard. L'impérieux devoir qui m'obligea, durant les années de ma jeunesse, à résoudre pour mon compte, non avec le laisser-aller du spéculatif, mais avec la fièvre de celui qui lutte pour la vie, les plus hauts problèmes de la philosophie et de la religion ne me laissait pas un quart d'heure pour regarder en arrière. Jeté ensuite dans le courant de mon siècle, que j'ignorais totalement, je me trouvai en face d'un spectacle en réalité aussi nouveau pour moi que le serait la société de Saturne ou de Vénus pour ceux à qui il serait donné de la voir. Je trouvais tout cela faible, inférieur moralement à ce que j'avais vu à Issy et à Saint-Sulpice; cependant la supériorité de science et de critiques d'hommes tels qu'Eugène Burnouf, l'incomparable vie qui s'exhalait de la conversation de M. Cousin, la grande rénovation que l'Allemagne opérait dans presque toutes les sciences historiques, puis les voyages, puis l'ardeur de produire, m'entraînèrent et ne me permirent pas de songer à des années qui étaient déjà loin de moi. Mon séjour en Syrie m'éloigna encore davantage de mes anciens souvenirs. Les sensations entièrement nouvelles que j'y trouvai, les visions que j'y eus d'un monde divin étranger à nos froides et mélancoliques contrées, m'absorbèrent tout entier. Mes rêves, pendant quelque temps, furent la chaîne brûlée de Galaad, le pic de

Safed, où apparaîtra le Messie, le Carmel et ses champs d'anémones semés par Dieu, le gouffre d'Aphaca d'où sort le fleuve Adonis. Chose singulière! ce fut à Athènes, en 1865, que j'éprouvai pour la première fois un vif sentiment de retour en arrière, un effet comme celui d'une brise fraîche, pénétrante, venant de très loin.

L'impression que me fit Athènes est de beaucoup la plus forte que j'aie jamais ressentie. Il y a un lieu où la perfection existe; il n'y en a pas deux; c'est celui-là. Je n'avais jamais rien imaginé de pareil. C'était l'idéal cristallisé en marbre pentélique qui se montrait à moi. Jusque-là j'avais cru que la perfection n'est pas de ce monde; une seule chose me paraissait se rapprocher de l'absolu. Depuis longtemps je ne croyais plus au miracle, dans le sens propre du mot; cependant la destinée unique du peuple juif, aboutissant à Jésus et au christianisme, m'apparaissait comme quelque chose de tout à fait à part. Or voici qu'à côté du miracle juif venait se placer pour moi le miracle grec, ce fait d'un peuple créant un type de beauté éternelle, sans aucune tache locale ou nationale, une chose qui n'a existé qu'une fois, qui ne s'était jamais vue, qui ne se reverra plus, mais dont l'effet durera éternellement. Je savais bien avant mon voyage que la Grèce avait créé la science, l'art, la philosophie, la civilisation; mais l'échelle me manquait. Quand je vis l'Acropole, j'eus la révélation du divin, comme je l'avais eue la première fois que je sentis vivre l'Évangile, en apercevant la vallée du Jourdain des hauteurs de Casyoun. Le monde entier alors me parut barbare. L'Orient me choqua par sa pompe, son ostentation, ses impostures. Les Romains ne furent que de grossiers soldats; la majesté du plus beau Romain, d'un Auguste, d'un Trajan, ne me sembla que pose auprès de l'aisance, de la noblesse simple de ces citoyens fiers et tranquilles. Celtes, Germains, Slaves m'apparurent comme des espèces de Scythes consciencieux, mais péniblement civilisés. Je trouvai notre moyen âge sans élégance ni tournure, entaché de fierté déplacée et de pédantisme. Charlemagne m'apparut comme un gros palefrenier; nos chevaliers me semblèrent des lourdauds dont Thémistocle et Alcibiade eussent souri. Il y a eu un peuple d'aristocrates, un public tout entier composé de connaisseurs, une démocratie qui a saisi des nuances d'art tellement fines que nos raffinés les aperçoivent à peine. Il y a eu un public pour comprendre ce qui fait la beauté des Propylées et la supériorité des sculptures du Parthénon. Cette révélation de la grandeur vraie et simple m'atteignit jusqu'au fond de mon être. Tout ce que j'avais connu jusque-là me sembla l'effort maladroit d'un art jésuitique, un rococo composé de pompe niaise, de charlatanisme et de caricature.

C'est principalement sur l'Acropole que ces sentimens m'assiégeaient. Un excellent architecte avec qui j'avais voyagé avait coutume de me dire que, pour lui, la vérité des dieux était en proportion de la beauté solide des temples qu'on leur a élevés. Jugée sur ce pied-là, Athéné serait au-dessous de toute rivalité. Ce qu'il y a de surprenant, en effet, c'est que le beau n'est ici que l'honnêteté absolue, la raison, le respect même envers la divinité. Les parties cachées de l'édifice sont aussi soignées que celles qui sont vues. Aucun de ces trompe-l'œil qui, dans nos églises en particulier, sont comme une tentative perpétuelle pour induire la divinité en erreur sur la valeur de la chose offerte. Ce sérieux, cette droiture, me faisaient rougir d'avoir plus d'une fois sacrifié à un idéal moins pur. Les heures que je passais sur la colline sacrée étaient des heures de prière. Toute ma vie repassait, comme une confession générale, devant mes yeux. Mais ce qu'il y avait de plus singulier, c'est qu'en confessant mes péchés, j'en venais à les aimer; mes résolutions de devenir classique finissaient par me précipiter plus que jamais au pôle opposé. Un vieux papier que je retrouve parmi mes notes de voyage contient ceci :

PRIÈRE QUE JE FIS SUR L'ACROPOLE QUAND JE FUS ARRIVÉ A EN COMPRENDRE LA PARFAITE BEAUTÉ.

« O noblesse! ô beauté simple et vraie! déesse dont le culte signifie raison et sagesse, toi dont le temple est une leçon éternelle de conscience et de sincérité, j'arrive tard au seuil de tes mystères; j'apporte à ton autel beaucoup de remords. Pour te trouver, il m'a fallu des recherches infinies. L'initiation que tu conférais à l'Athénien naissant par un sourire, je l'ai conquise à force de réflexions, au prix de longs efforts.

« Je suis né, déesse aux yeux bleus, de parens barbares, chez les Cimmériens bons et vertueux, qui habitent au bord d'une mer sombre, hérissée de rochers, toujours battue par les orages. On y connaît à peine le soleil; les fleurs sont les mousses marines, les algues et les coquillages coloriés qu'on trouve au fond des baies solitaires. Les nuages y paraissent sans couleur, et la joie même y est un peu triste; mais des fontaines d'eau froide y sortent du rocher, et les yeux des jeunes filles y sont comme ces vertes fontaines, où, sur des fonds d'herbes ondulées, se mire le ciel.

« Mes pères, aussi loin que nous pouvons remonter, étaient voués aux navigations lointaines, dans des mers que tes Argonautes ne connurent pas. J'entendis, quand j'étais jeune, les chansons des voyages polaires; je fus bercé au souvenir des glaces flottantes, des mers brumeuses sem-

blables à du lait, des îles peuplées d'oiseaux qui chantent à leurs heures et qui, prenant leur volée tous ensemble, obscurcissent le ciel.

« Des prêtres d'un culte étranger, venu des Syriens de Palestine, prirent soin de m'élever. Ces prêtres étaient sages et saints. Ils m'apprirent les longues histoires de Cronos, qui a créé le monde, et de son fils, qui a, dit-on, accompli un voyage sur la terre. Leurs temples sont trois fois hauts comme le tien, ô Eurhythmie, et semblables à des forêts; seulement ils ne sont pas solides; ils tombent en ruine au bout de cinq ou six cents ans; ce sont des fantaisies de barbares, qui s'imaginent qu'on peut faire quelque chose de bien en dehors des règles que tu as tracées à tes inspirés, ô Raison. Mais ces temples me plaisaient; je n'avais pas étudié ton art divin; j'y trouvais Dieu. On y chantait des cantiques dont je me souviens encore : « Salut, étoile de la mer,... reine de ceux qui gémissent en cette vallée de larmes... » ou bien : « Rose mystique, tour d'ivoire, maison d'or, étoile du matin... » Tiens, déesse, quand je me rappelle ces chants, mon cœur se fond, je deviens presque apostat. Pardonne-moi ce ridicule; tu ne peux te figurer le charme que les magiciens barbares ont mis dans ces vers, et combien il m'en coûte de suivre la raison toute nue.

« Et puis, si tu savais combien il est devenu difficile de te servir. Toute noblesse a disparu. Les Scythes ont conquis le monde. Il n'y a plus de république d'hommes libres; il n'y a plus que des rois issus d'un sang lourd, des majestés dont tu sourirais. De pesans Hyperboréens appellent légers ceux qui te servent... Une *pambéotie* redoutable, une ligue de toutes les sottises, étend sur le monde un couvercle de plomb, sous lequel on étouffe. Même ceux qui t'honorent, qu'ils doivent te faire pitié! Te souviens-tu de ce Calédonien qui, il y a cinquante ans, brisa ton temple à coups de marteaux, pour l'emporter à Thulé? Ainsi font-ils tous... J'ai écrit, selon quelques-unes des règles que tu aimes, ô Théonoé, la vie du jeune dieu que je servis dans mon enfance; ils me traitent comme Evhémère; ils m'écrivent pour me demander quel but je me suis proposé; ils n'estiment que ce qui sert à faire fructifier leurs tables de trapézites. Et pourquoi écrit-on la vie des dieux, ô ciel! si ce n'est pour faire aimer le divin qui fut en eux, et pour montrer que ce divin vit encore et vivra éternellement au cœur de l'humanité?

« Te rappelles-tu ce jour, sous l'archontat de Dionysodore, où un laid petit Juif, parlant le grec des Syriens, vint ici, parcourut tes parvis sans te comprendre, lut tes inscriptions tout de travers et crut trouver dans ton enceinte un autel dédié à un dieu qui serait *le Dieu inconnu*. Eh bien, ce petit Juif l'a emporté; pendant mille ans, on t'a traitée d'idole, ô Vérité, pendant mille ans, le monde a été un désert où ne germait aucune fleur. Durant ce temps, tu te taisais, ô Salpinx, clairon de la pensée. Déesse de l'ordre, image de la stabilité céleste, on était cou-

pable pour t'aimer, et aujourd'hui qu'à force de consciencieux travail nous avons réussi à nous rapprocher de toi, on nous accuse d'avoir commis un crime contre l'esprit humain en rompant des chaînes dont se passait Platon.

« Toi seule es jeune, ô Cora; toi seule es pure, ô Vierge; toi seule es saine, ô Hygie; toi seule es forte, ô Victoire. Les cités, tu les gardes, ô Promachos; tu as ce qu'il faut de Mars, ô Aréa, la paix est ton but, ô Pacifique. Législatrice, source des constitutions justes, Démocratie (1), toi dont le dogme fondamental est que tout bien vient du peuple, et que partout où il n'y a pas de peuple pour nourrir et inspirer le génie, il n'y a rien, apprends-nous à extraire le diamant des foules impures. Providence de Jupiter, ouvrière divine, mère de toute industrie, protectrice du travail, ô Ergané, toi qui fais la noblesse du travailleur civilisé et le mets si fort au-dessus du Scythe paresseux; Sagesse, toi que Zeus enfanta après s'être replié sur lui-même, après avoir respiré profondément; toi qui habites dans ton père, entièrement unie à son essence; toi qui es sa compagne et sa conscience; Énergie de Zeus, étincelle qui allumes et entretiens le feu chez les héros et les hommes de génie, fais de nous des spiritualistes accomplis. Le jour où les Athéniens et les Rhodiens luttèrent pour le sacrifice, tu choisis d'habiter chez les Athéniens, comme plus sages. Ton père cependant fit descendre Plutus dans un nuage d'or sur la cité des Rhodiens, parce qu'ils avaient aussi rendu hommage à sa fille. Les Rhodiens furent riches, mais les Athéniens eurent de l'esprit, c'est-à-dire la vraie joie, l'éternelle gaîté, la divine enfance du cœur.

« Le monde ne sera sauvé qu'en revenant à toi, en répudiant ses attaches barbares. Courons, venons en troupe. Quel beau jour que celui où toutes les villes qui ont pris des débris de ton temple, Venise, Paris, Londres, Copenhague, répareront leurs larcins, formeront des théories sacrées pour rapporter les débris qu'elles possèdent, en disant : « Pardonne-nous, déesse, c'était pour les sauver des mauvais génies de la nuit, » et rebâtiront tes murs au son de la flûte, pour expier le crime de l'infâme Lysandre! Puis ils iront à Sparte maudire le sol où fut cette maîtresse d'erreurs sombres, et l'insulter parce qu'elle n'est plus.

« Ferme en toi, je résisterai à mes fatales conseillères, à mon scepticisme, qui me fait douter du peuple, à mon inquiétude d'esprit, qui, quand le vrai est trouvé, me le fait chercher encore, à ma fantaisie, qui, après que la raison a prononcé, m'empêche de me tenir en repos. O Archégète, idéal que l'homme de génie incarne en ses chefs-d'œuvre, j'aime mieux être le dernier dans ta maison que le premier ailleurs. Oui, je m'attacherai au stylobate de ton temple; j'oublierai toute disci-

(1) ΑΘΗΝΑΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ. Le Bas, *Inscr.* I, 32ᵃ.

pline hormis la tienne, je me ferai stylite sur tes colonnes, ma cellule sera sur ton architrave. Chose plus difficile! pour toi, je me ferai, si je peux, intolérant, partial. Je n'aimerai que toi. Je vais apprendre ta langue, désapprendre le reste. Je serai injuste pour ce qui ne te touche pas; je me ferai le serviteur du dernier de tes fils. Les habitans actuels de la terre, je les exalterai, je les flatterai. J'essaierai d'aimer jusqu'à leurs défauts; je me persuaderai, ô Hippia, qu'ils descendent des cavaliers qui célèbrent là-haut, sur le marbre de ta frise, leur fête éternelle. J'arracherai de mon cœur toute fibre qui n'est pas raison et art pur. Je cesserai d'aimer mes maladies, de me complaire en ma fièvre. Soutiens mon ferme propos, ô Salutaire! aide-moi, ô toi qui sauves.

« Que de difficultés en effet je prévois! Que d'habitudes d'esprit j'aurai à changer! Que de souvenirs charmans je devrai arracher de mon cœur! J'essaierai; mais je ne suis pas sûr de moi. Tard je t'ai connue, beauté parfaite. J'aurai des retours, des faiblesses. Une philosophie, perverse sans doute, m'a porté à croire que le bien et le mal, le plaisir et la douleur, le beau et le laid, la raison et la folie se transforment les uns dans les autres par des nuances aussi indiscernables que celles du cou de la colombe. Ne rien aimer, ne rien haïr absolument, devient alors une sagesse. Si une société, si une philosophie, si une religion eût possédé la vérité absolue, cette société, cette philosophie, cette religion aurait vaincu les autres et vivrait seule à l'heure qu'il est. Tous ceux qui jusqu'ici ont cru avoir raison se sont trompés, nous le voyons clairement. Pouvons-nous sans folle outrecuidance croire que l'avenir ne nous jugera pas comme nous jugeons le passé? Voilà les blasphèmes que me suggère mon esprit profondément gâté. Une littérature qui, comme la tienne, serait saine de tout point n'exciterait plus maintenant que l'ennui.

« Tu souris de ma naïveté. Oui, l'ennui... Nous sommes corrompus; qu'y faire? J'irai plus loin, déesse orthodoxe, je te dirai la dépravation intime de mon cœur. Raison et bon sens ne suffisent pas. Il y a de la poésie dans le Strymon glacé et dans l'ivresse du Thrace. Il viendra des siècles où tes disciples passeront pour les disciples de l'ennui. Le monde est plus grand que tu ne crois. Si tu avais vu les neiges du pôle et les mystères du ciel austral, ton front, ô déesse toujours calme, ne serait pas si serein, ta tête, plus large, embrasserait divers genres de beauté.

« Tu es vraie, pure, parfaite; ton marbre n'a point de taches; mais le temple d'Hagia-Sophia, qui est à Byzance, produit aussi un effet divin avec ses briques et son platras. Il est l'image de la voûte du ciel. Il croulera; mais si ta cella devrait être assez large pour contenir une foule, elle croulerait aussi.

« Un immense fleuve d'oubli nous entraîne dans un gouffre sans nom. O abîme, tu es le Dieu unique. Les larmes de tous les peuples

sont de vraies larmes; les rêves de tous les sages renferment une part de vérité. Tout n'est ici-bas que symbole et que songe. Les dieux passent comme les hommes, et il ne serait pas bon qu'ils fussent éternels. La foi qu'on a eue ne doit jamais être une chaîne. On est quitte envers elle quand on l'a soigneusement roulée dans le linceul de pourpre où dorment les dieux morts. »

II.

Au fond, quand je m'étudie, j'ai en effet très peu changé; le sort m'avait en quelque sorte rivé dès l'enfance à la fonction que je devais accomplir. J'étais fait en arrivant à Paris; avant de quitter la Bretagne, ma vie était écrite d'avance. Bon gré mal gré, et nonobstant tous mes efforts consciencieux en sens contraire, j'étais prédestiné à être ce que je suis, un romantique protestant contre le romantisme, un utopiste prêchant en politique le terre-à-terre, un idéaliste se donnant inutilement beaucoup de mal pour paraître bourgeois, un tissu de contradictions, rappelant l'*hircocerf* de la scolastique, qui avait deux natures. Une de mes moitiés devait être occupée à démolir l'autre, comme cet animal fabuleux de Ctésias qui se mangeait les pattes sans s'en douter. C'est ce que ce grand observateur, Challemel-Lacour, a dit excellemment : « Il pense comme un homme, il sent comme une femme, il agit comme un enfant. » Je ne m'en plains pas, puisque cette constitution morale m'a procuré les plus vives jouissances intellectuelles qu'on puisse goûter.

Ma race, ma famille, ma ville natale, le milieu si particulier où je me développai, en m'interdisant les visées bourgeoises et en me rendant absolument impropre à tout ce qui n'est pas le maniement pur des choses de l'esprit, avaient fait de moi un idéaliste, fermé à tout le reste. L'application eût pu varier; le fond eût toujours été le même. La vraie marque d'une vocation est l'impossibilité de réussir à autre chose qu'à ce pour quoi l'on a été créé. L'homme qui a une vocation sacrifie tout involontairement à sa maîtresse œuvre. Des circonstances extérieures auraient pu, comme il arrive souvent, dérouter ma vie et m'empêcher de suivre ma voie naturelle; mais l'absolue incapacité où j'aurais été de réussir à ce qui n'était pas ma destinée eût été la protestation du devoir contrarié, et la prédestination eût triomphé à sa manière en montrant le sujet qu'elle avait choisi absolument impuissant en dehors du travail pour lequel elle l'avait choisi. Toute application intellectuelle, j'y aurais réussi. Toute carrière ayant pour objet la recherche d'un intérêt quelconque, j'y aurais honteusement échoué.

Le trait caractéristique de la race bretonne, à tous ses degrés, est l'idéalisme, la poursuite d'une fin morale ou intellectuelle, souvent erronée, toujours désintéressée. Jamais race ne fut plus impropre à l'industrie, au commerce. Tout ce qui est lucre lui paraît peu digne du galant homme; l'occupation noble est à ses yeux celle par laquelle on ne gagne rien, par exemple celle du soldat, celle du marin, celle du prêtre, celle du vrai gentilhomme qui ne tire de sa terre que le fruit convenu par l'usage, sans chercher à l'augmenter, celle du magistrat, celle de l'homme voué au travail de la pensée. Au fond de la plupart de ses raisonnemens, il y a cette opinion, fausse sans doute, que la fortune ne s'acquiert qu'en exploitant les autres et en pressurant le pays. La conséquence d'une telle manière de voir, c'est que le riche n'est pas très considéré; on estime beaucoup plus l'homme qui se consacre au bien public ou qui représente l'esprit du pays. Ces braves gens s'indignent contre la prétention qu'ont ceux qui font leur fortune de rendre par surcroît un service social. Quand on leur avait dit autrefois : « Le roi fait cas des Bretons, » cela leur suffisait. Le roi jouissait pour eux, était riche pour eux. Persuadés que ce que l'on gagne est pris sur un autre, ils tenaient l'avidité pour une chose basse. Une telle conception d'économie politique est devenue très arriérée; mais le cercle des opinions humaines y ramènera peut-être un jour. Grâce au moins pour les petits groupes de survivans d'un autre monde, où cette inoffensive erreur a entretenu la tradition du sacrifice! N'améliorez pas leur sort, ils ne seraient pas plus heureux; ne les enrichissez pas, ils seraient moins dévoués; ne les gênez pas pour les faire aller à l'école primaire, ils y perdraient peut-être quelque chose de leurs qualités et n'acquerraient pas celles que donne la haute culture; mais ne les méprisez pas. Le dédain est la seule chose pénible pour les natures simples; il trouble leur foi au bien ou les porte à douter que les gens d'une classe supérieure en soient bons appréciateurs.

Cette disposition, que j'appellerais volontiers romantisme moral, je l'eus au plus haut degré, par une sorte d'atavisme. J'avais reçu, avant de naître, le coup de quelque fée. Gode, la vieille sorcière, me le disait souvent. Je naquis avant terme et si faible que pendant deux mois on crut que je ne vivrais pas. Gode vint dire à ma mère qu'elle avait un moyen sûr pour savoir mon sort. Elle prit une de mes petites chemises, alla un matin à l'étang sacré; elle revint la face resplendissante. « Il veut vivre, il veut vivre! criait-elle. A peine jetée sur l'eau, la petite chemise s'est soulevée. » Plus tard, chaque fois que je la rencontrais, ses yeux étincelaient : « Oh! si vous aviez vu, disait-elle, comme les deux bras s'élancèrent! » De bonne heure, les fées m'aimèrent, et je les aimais. Ne riez pas de

nous autres Celtes. Nous ne ferons pas de Parthénon, le marbre nous manque; mais nous savons prendre à poignée le cœur et l'âme; nous avons des coups de stylet qui n'appartiennent qu'à nous; nous plongeons les mains dans les entrailles de l'homme, et, comme les sorcières de Macbeth, nous les en retirons pleines des secrets de l'infini. La grande profondeur de notre art est de savoir faire de notre maladie un charme. Cette race a au cœur une éternelle source de folie. Le « royaume de féerie, » le plus beau qui soit en terre, est son vrai domaine. Seule, elle sait remplir les bizarres conditions que la fée Gloriande impose à qui veut y entrer; le cor qui ne résonne que touché par des lèvres pures, le hanap magique qui n'est plein que pour l'amant fidèle, n'appartiennent qu'à elle.

La religion est la forme sous laquelle les races celtiques dissimulent leur soif d'idéal; mais l'on se trompe tout à fait quand on croit que la religion est pour elles une chaîne, un assujettissement. Aucune race n'a le sentiment religieux plus indépendant. Ce n'est qu'à partir du XIIe siècle, et par suite de l'appui que les Normands de France donnèrent au siége de Rome, que le christianisme breton fut entraîné bien nettement dans le courant de la catholicité. Il n'eût fallu que quelques circonstances favorables pour que les Bretons de France fussent devenus protestans, comme leurs frères les Gallois d'Angleterre. Ce n'est qu'au XVIIe siècle que notre Bretagne française fut tout à fait conquise par les habitudes jésuitiques et le genre de piété du reste du monde. Jusque-là, la religion y avait eu un cachet absolument à part. C'était surtout par le culte des saints qu'elle était caractérisée. Entre tant de particularités que la Bretagne possède en propre, l'hagiographie locale est sûrement la plus singulière. Quand on visite à pied le pays, une chose frappe au premier coup d'œil. Les églises paroissiales, où se fait le culte du dimanche, ne diffèrent pas essentiellement de celles des autres pays. Que si l'on parcourt la campagne, au contraire, on rencontre souvent dans une seule paroisse jusqu'à dix et quinze chapelles, petites maisonnettes n'ayant le plus souvent qu'une porte et une fenêtre, et dédiées à un saint dont on n'a jamais entendu parler dans le reste de la chrétienté. Ces saints locaux, que l'on compte par centaines, sont tous du Ve ou du VIe siècle, c'est-à-dire de l'époque de l'émigration; ce sont des personnages ayant pour la plupart réellement existé, mais que la légende a entourés du plus brillant réseau de fables. Ces fables, d'une naïveté sans pareille, vrai trésor de mythologie celtique et d'imaginations populaires, n'ont jamais été complétement écrites. Les recueils édifians faits par les bénédictins et les jésuites, même le naïf et curieux écrit d'Albert

Legrand, dominicain de Morlaix, n'en présentent qu'une faible partie. Loin d'encourager ces vieilles dévotions populaires, le clergé en effet ne fait que les tolérer; s'il le pouvait, il les supprimerait. Il sent bien que c'est là le reste d'un autre monde, d'un monde peu orthodoxe. On vient une fois par an dire la messe dans ces chapelles; les saints auxquels elles sont dédiées sont trop maîtres du pays pour qu'on songe à les chasser; mais on ne parle guère d'eux à la paroisse. Le clergé laisse le peuple visiter ces petits sanctuaires selon les rites antiques, y venir demander la guérison de telle ou telle maladie, y pratiquer ses cultes bizarres; il feint de l'ignorer. Où donc est caché le trésor de ces vieilles histoires? Dans la mémoire du peuple. Allez de chapelle en chapelle; faites parler les bonnes gens, et, s'ils ont confiance en vous, ils vous conteront, moitié sur un ton sérieux, moitié sur le ton de la plaisanterie, d'inappréciables récits, dont la mythologie comparée et l'histoire sauront tirer un jour le plus riche parti (1).

Ces récits eurent de bonne heure la plus grande influence sur mon imagination. Les chapelles dont je viens de parler sont toujours solitaires, isolées dans des landes, au milieu des rochers ou dans des terrains vagues tout à fait déserts. Le vent courant sur les bruyères, gémissant dans les genêts, me causait de folles terreurs. Parfois je prenais la fuite éperdu, comme poursuivi par les génies du passé. D'autres fois, je regardais par la porte à demi enfoncée de la chapelle les vitraux ou les statuettes en bois peint qui ornaient l'autel. Cela me plongeait dans des rêves sans fin. La physionomie étrange, terrible de ces saints, plus druides que chrétiens, sauvages, vindicatifs, me poursuivait comme un cauchemar. Tout saints qu'ils étaient, ils ne laissaient pas d'être parfois sujets à d'étranges faiblesses. Grégoire de Tours nous a conté l'histoire de ce Winnoch, qui passa par Tours en allant à Jérusalem, portant pour tout vêtement des peaux de brebis dépouillées de leur laine. Il parut si pieux qu'on le garda et qu'on le fit prêtre. Il ne mangeait que des herbes sauvages et portait le vase de vin à sa bouche de telle façon qu'on aurait dit que c'était seulement pour l'effleurer. Mais la libéralité des dévots lui ayant souvent apporté des vases remplis de cette liqueur, il prit l'habitude d'en boire, et on le vit plusieurs fois ivre. Le diable s'empara de lui à tel point, qu'armé de couteaux, de pierres, de bâtons, de tout ce qu'il pouvait saisir, il poursuivait les gens qu'il voyait. On fut obligé de l'attacher avec des chaînes dans sa cellule. Ce fut un saint tout de même. Saint

(1) Un consciencieux et infatigable chercheur, M. Luzel, sera, j'espère, le Pausanias de ces petites chapelles locales, et fixera par écrit toute cette magnifique légende, à la veille de se perdre.

Cadoc, saint Iltud, saint Conéry, saint Renan ou Ronan, m'apparaissaient de même comme des espèces de géants. Plus tard, quand je connus l'Inde, je vis que mes saints étaient de vrais *richis*, et que par eux j'avais touché à ce que notre monde âryen a de plus primitif, à l'idée de solitaires maîtres de la nature, la dominant par l'ascétisme et la force de la volonté.

Naturellement, le dernier saint que je viens de citer était celui qui me préoccupait le plus, puisque son nom était celui que je devais porter (1). Entre tous les saints de Bretagne, il n'y en a pas du reste de plus original. On m'a raconté deux ou trois fois sa vie, et toujours avec des circonstances plus extraordinaires les unes que les autres. Il habitait la Cornouaille, près de la petite ville qui porte son nom (Saint-Renan). C'était un esprit de la terre plus qu'un saint. Sa puissance sur les élémens était effrayante. Son caractère était violent et un peu bizarre; on ne savait jamais d'avance ce qu'il ferait, ce qu'il voudrait. On le respectait, mais cette obstination à marcher seul dans sa voie inspirait une certaine crainte; si bien que le jour où on le trouva mort sur le sol de sa cabane, la terreur fut grande à l'entour. Le premier qui en passant regarda par la fenêtre ouverte et le vit étendu par terre, s'enfuit à toutes jambes. Pendant sa vie, il avait été si volontaire, si particulier, que nul ne se flattait de pouvoir deviner ce qu'il voulait que l'on fît de son corps. Si l'on ne tombait pas juste, on craignait une peste, quelque engloutissement de ville, un pays tout entier changé en marais, tel ou tel de ces fléaux dont il disposait de son vivant. Le mener à l'église de tout le monde eût été chose peu sûre. Il semblait parfois l'avoir en aversion. Il eût été capable de se révolter, de faire un scandale. Tous les chefs étaient assemblés dans la cellule, autour du grand corps noir, gisant à terre, quand l'un d'eux ouvrit un sage avis : « De son vivant, nous n'avons jamais pu le comprendre; il était plus facile de dessiner la voie de l'hirondelle au ciel que de suivre la trace de ses pensées; mort, qu'il fasse encore à sa tête. Abattons quelques arbres; faisons un chariot, où nous attellerons quatre bœufs. Laissons-le les conduire où il voudra qu'on l'enterre. » Tous approuvèrent. On ajusta les poutres, on fit les roues avec des tambours pleins, sciés dans l'épaisseur des gros chênes, et on posa le saint dessus. Les bœufs, conduits par la main invisible de Ronan, marchèrent droit devant eux, au plus épais de la forêt. Les arbres s'inclinaient ou se brisaient sous leurs pas avec des craquements effroyables. Arrivés enfin, au centre de la forêt, à

(1) La forme ancienne est Ronan, qui se retrouve dans les noms de lieu *Loc-Ronan*, les eaux de Saint-Ronan (pays de Galles), etc.

l'endroit où étaient les plus grands chênes, le chariot s'arrêta. On comprit; on enterra le saint et on bâtit son église en ce lieu.

Ces récits me donnèrent de bonne heure le goût de la mythologie. La naïveté avec laquelle on les prenait reportait à des milliers d'années en arrière. On me conta la façon dont mon père, dans son enfance, fut guéri de la fièvre. Le matin avant le jour, on le conduisit à la chapelle du saint qui en guérissait. Un forgeron vint en même temps, avec sa forge, ses clous, ses tenailles. Il alluma son fourneau, rougit ses tenailles, et mettant le fer rouge devant la figure du saint : « Si tu ne tires pas la fièvre à cet enfant, dit-il, je vais te ferrer comme un cheval. » Le saint obéit sur-le-champ. La sculpture en bois a été longtemps florissante en Bretagne. Ces statues de saints sont d'un réalisme étonnant; pour des imaginations plastiques, elles vivent. Je me souviens d'un brave homme, pas beaucoup plus fou que les autres, qui s'échappait quand il pouvait, le soir. Le matin, on le trouvait dans les églises en bras de chemise, suant sang et eau. Il avait passé la nuit à déclouer les christs en croix et à tirer les flèches du corps des saint Sébastien.

Ma mère, qui par un côté était Gasconne (mon grand-père du côté maternel était de Bordeaux), racontait ces vieilles histoires avec esprit et finesse, glissant avec art entre le réel et le fictif, d'une façon qui impliquait qu'au fond tout cela n'était vrai qu'en idée. Elle aimait ces fables comme Bretonne, elle en riait comme Gasconne, et ce fut là tout le secret de l'éveil et de la gaîté de sa vie. Quant à moi, ce milieu étrange m'a donné pour les études historiques les qualités que je peux avoir. J'y ai pris une sorte d'habitude de voir sous terre et de discerner des bruits que d'autres oreilles n'entendent pas. L'essence de la critique est de savoir comprendre des états très différens de celui où nous vivons. J'ai vu le monde primitif. En Bretagne, avant 1830, le passé le plus reculé vivait encore. Le XIVe, le XVe siècle étaient le monde qu'on avait journellement sous les yeux dans les villes. L'époque de l'émigration galloise (Ve et VIe siècle) était visible dans les campagnes pour un œil exercé. Le paganisme se dégageait derrière la couche chrétienne, souvent fort transparente. A cela se mêlaient des traits d'un monde plus vieux encore, que j'ai retrouvés chez les Lapons. En visitant en 1870 avec le prince Napoléon les huttes d'un campement de Lapons près de Tromsoe, je crus plus d'une fois, dans des types de femmes, d'enfans, dans certains traits, certaines habitudes, voir ressusciter devant moi mes plus vieux souvenirs.

III.

Tout me prédestinait donc bien réellement au romantisme, je ne dis pas au romantisme de la forme (je compris de bonne heure que le romantisme de la forme est une erreur, que, s'il y a deux manières de sentir et de penser, il n'y a qu'une seule forme pour exprimer ce qu'on pense et ce qu'on sent), mais au romantisme de l'âme et de l'imagination, à l'idéal pur. Je sortais de la vieille race idéaliste en ce qu'elle avait de plus authentique. Il y a dans le pays de Goelo ou d'Avaugour, sur le Trieux, un endroit que l'on appelle le Lédano, parce que là le Trieux s'élargit et forme une lagune avant de se jeter dans la mer. Sur le bord du Lédano est une grande ferme qui s'appelait Keranbélec ou Meskanbélec. Là était le centre du clan des Renan, bonnes gens venues du Cardigan, sous la conduite de Fragan, vers l'an 480. Ils vécurent là treize cents ans d'une vie obscure, faisant des économies de pensées et de sensations dont le capital accumulé m'est échu. Je sens que je pense pour eux et qu'ils vivent en moi. Pas un de ces braves gens n'a cherché, comme disaient les Normands, à *gaaingner;* aussi restèrent-ils toujours pauvres. Mon incapacité d'être méchant ou seulement de le paraître vient d'eux. Ils ne connaissaient que deux genres d'occupations, cultiver la terre et se hasarder en barque dans les estuaires et les archipels de rochers que forme le Trieux à son embouchure. Peu avant la révolution, trois d'entre eux gréèrent une barque en commun et se fixèrent à Lézardrieux. Ils vivaient ensemble sur la barque, le plus souvent retirée dans une anse du Lédano; ils naviguaient à leur plaisir et quand la fantaisie leur en prenait. Ce n'étaient pas des bourgeois, car ils n'étaient pas jaloux des nobles; c'étaient des marins aisés et ne dépendant de personne. Mon grand-père, l'un d'eux, fit une étape de plus dans la vie citadine; il vint à Tréguier. Quand éclata la révolution, il se montra patriote ardent, mais honnête. Il avait quelque argent; tous ceux qui étaient dans la même situation que lui achetèrent des biens nationaux : lui n'en voulut pas; il trouvait ces biens mal acquis. Il n'estimait pas honorable de faire par surprise de grands gains n'impliquant aucun travail. Les événemens de 1814 et 1815 le mirent hors de lui. Hegel n'avait pas encore découvert que le vainqueur a toujours raison, et, en tout cas, le bonhomme aurait eu peine à comprendre que c'était la France qui avait vaincu à Waterloo. Il me réservait le privilége de ces belles théories, dont je commence du reste à me dégoûter. Le soir du 19 mars 1815, il vint voir ma mère : « Demain matin, dit-il, lève-toi de bonne heure et regarde la tour. » Effectivement, pen-

dant la nuit, le sacristain n'ayant pas voulu donner la clé de la tour, il avait escaladé avec quelques autres patriotes une forêt d'arcs-boutans et de clochetons, au risque de se rompre vingt fois le cou, pour arborer le drapeau national. Quelques mois après, quand le drapeau contraire l'eut emporté, à la lettre il perdit la raison. Il sortit dans la rue avec une énorme cocarde tricolore. « Je voudrais bien savoir, dit-il, qui est-ce qui va venir m'arracher cette cocarde. » On l'aimait dans le quartier. « Personne, capitaine, personne, » lui répondit-on, et on le ramena doucement par le bras à la maison. Mon père partageait les mêmes sentimens. Il fit les campagnes de l'amiral Villaret-Joyeuse. Pris par les Anglais, il passa plusieurs années sur les pontons. Chaque année, sa jouissance était d'aller, le jour où l'on tirait au sort, humilier les recrues nouvelles de ses souvenirs de volontaire. Regardant d'un œil de mépris ceux qui mettaient la main dans l'urne : « Autrefois, disait-il, nous ne ne faisions pas ainsi, » et il haussait ostensiblement les épaules sur la décadence des temps.

C'est par ce que j'ai vu de ces excellens marins et ce que j'ai lu et entendu des paysans de Lithuanie ou même de Pologne, que j'ai formé mes idées sur la vertu innée de nos races, quand elles sont organisées selon le type du clan primitif. On ne comprendra jamais ce qu'il y avait de bonté dans ces vieux Celtes, et même de politesse et de douceur de mœurs. J'en ai vu encore le modèle expirant, il y a une trentaine d'années, dans la jolie petite île de Bréhat, avec ses mœurs patriarcales, dignes du temps des Phéaciens. Le désintéressement, l'incapacité pratique de ces braves gens, dépassaient toute imagination. Ce qui montrait leur noblesse, c'est que, dès qu'ils voulaient faire quelque chose qui ressemblât à un négoce, ils étaient sûrement trompés. Depuis que le monde existe, jamais on ne se ruina avec plus de fougue, plus d'imagination, plus d'entrain, plus de gaîté. C'était un feu roulant de paradoxes pratiques, d'amusantes fantaisies. Jamais on ne méprisa plus joyeusement toutes les lois du bon sens positif et de la saine économie. « Maman, demandai-je un jour à ma mère, dans les dernières années de sa vie, est-ce que vraiment tous ceux de notre famille que vous avez connus étaient aussi réfractaires à la fortune que ceux que j'ai connus moi-même?

— Tous pauvres comme Job, me répondit-elle. A quoi penses-tu donc? Comment veux-tu qu'il en fût autrement? Aucun d'eux ne naquit riche et aucun d'eux n'a pillé ni rançonné personne. En ce temps-là, il n'y avait de riche que le clergé et les nobles. Il y a pourtant une exception, c'est Z., qui est devenu millionnaire. Ah! celui-là est un homme considéré, bien établi dans le monde, presque un député, susceptible au moins de l'être.

— Comment donc Z. a-t-il fait une fortune considérable, quand tous autour de lui sont restés pauvres?

— Je ne peux pas te dire cela... Il y a des gens qui naissent pour être riches, d'autres qui ne le seront jamais. Il faut avoir des griffes, se servir le premier. Or c'est ce que nous n'avons jamais su faire. Dès qu'il s'agit de prendre la meilleure portion sur le plat qui passe, notre politesse naturelle s'y oppose. Aucun de tes ascendans n'a gagné d'argent. Ils n'ont rien pris à la masse, n'ont pas appauvri le monde. Ton grand-père ne voulut pas suivre l'exemple des autres, acheter des biens nationaux. Ton père était comme tous les marins. La preuve qu'il était né pour naviguer et se battre, c'est qu'il n'entendait rien aux affaires. Quand tu vins au monde, nous étions si tristes, que je te pris sur mes genoux et pleurai amèrement. Les marins, vois-tu, ne ressemblent pas au reste du monde. J'en ai vu qui, au début de leur engagement, avaient entre les mains des sommes assez fortes. Ils imaginaient un divertissement singulier. Ils faisaient chauffer les écus dans un poêlon, puis les jetaient dans la rue, riant aux éclats des efforts de la canaille pour s'en saisir. C'était une façon de marquer qu'on ne se fait pas tuer pour des pièces de six francs, et que l'argent n'était rien à leurs yeux auprès de l'honneur de servir le roi. Et ton pauvre oncle Pierre, en voilà encore un qui m'a donné du souci. Oh ciel!

— Parlez-moi de lui, dis-je; je ne sais pourquoi je l'aime.

— Tu l'as vu un jour; il nous rencontra près du pont; il te salua; mais tu étais trop respecté dans le pays, il n'osa te parler, et je ne voulus pas te dire. C'était la meilleure créature de Dieu; mais on ne put jamais l'astreindre à travailler. Il était toujours par voies et par chemins, passant ses jours et ses nuits dans les cabarets; avec cela bon et honnête, mais il fut impossible de lui donner un état. Tu ne peux te figurer comme il était charmant avant que la vie qu'il menait ne l'eût épuisé. Il était adoré dans le pays, on se l'arrachait. Ce qu'il savait de contes, de proverbes, d'histoires à faire mourir de rire ne peut se concevoir. Tout le pays le suivait. Avec cela, assez instruit; il avait beaucoup lu. Dans les cabarets on faisait cercle autour de lui, on l'applaudissait. Il était la vie, l'âme, le boute-en-train de tout le monde. Il fit une véritable révolution littéraire. Jusque-là on ne savait par cœur que *les Quatre fils d'Aymon* et *Renaud de Montauban*. On connaissait tous ces vieux personnages, on savait leur vie par cœur; chacun avait son héros particulier pour lequel il se passionnait. Pierre fit connaître des histoires moins vieillies, qu'il prenait dans les livres, mais qu'il accommodait au goût du pays. Nous avions alors une assez bonne bibliothèque. Quand vinrent les pères de la mission, sous Charles X, le prédicateur fit un

si beau sermon contre les livres dangereux que chacun brûla tout ce qu'il avait de volumes chez lui. Le missionnaire avait dit qu'il valait mieux en brûler plus que moins, et que d'ailleurs tous pouvaient être dangereux selon les circonstances. Je fis comme tout le monde; mais ton père en jeta plusieurs sur le haut de la grande armoire. — Ceux-là sont trop jolis, me dit-il. — C'étaient *Don Quichotte, Gil Blas, le Diable boiteux*. Pierre les dénicha en cet endroit. Il les lisait aux gens du peuple et aux gens du port. Toute notre bibliothèque y a passé. De la sorte il mangea le peu qu'il avait, une petite aisance, et devint un pur vagabond; ce qui ne l'empêchait pas d'être doux, excellent, incapable de faire du mal à une mouche.

— Mais pourquoi, dis-je, ses tuteurs ne le firent-ils pas embarquer comme marin? Cela l'eût entraîné et réglé un peu.

— Ç'aurait été impossible, tout le peuple l'eût suivi; on l'aimait trop. Si tu savais comme il avait de l'imagination. Pauvre Pierre! je l'aimais tout de même; je l'ai vu parfois si charmant. Il y avait des momens où un mot de lui vous faisait pâmer de rire. Il possédait une façon d'ironie, une manière de plaisanter sans qu'on fût averti, ni que rien préparât le trait, que je n'ai vues à personne. Je n'oublierai jamais le soir où l'on vint m'avertir qu'on l'avait trouvé mort au bord du chemin de Langoat. J'allai, je le fis habiller proprement. On l'enterra; le curé me dit de bien bonnes paroles sur la mort de ces vagabonds dont le cœur n'est pas toujours aussi loin de Dieu que l'on pourrait croire. »

Pauvre oncle Pierre! j'ai bien souvent pensé à lui. Cette tardive estime sera sa seule récompense. Le paradis métaphysique ne serait pas sa place. Son imagination, son entrain, sa sensualité vive, firent de lui, dans son milieu, une apparition à part. Le caractère de mon père ne ressemblait nullement au sien. Mon père était plutôt doux et mélancolique. Il me donna le jour vieux, au retour d'un long voyage. Dans les premières lueurs de mon être, j'ai senti les froides brumes de la mer, subi la bise du matin, traversé l'âpre et mélancolique insomnie du banc de quart.

IV.

Je touchais par ma grand'mère maternelle à un monde de bourgeoisie beaucoup plus rangée. Ma bonne maman, comme je l'appelais, était un fort aimable modèle de la bourgeoisie d'autrefois. Elle avait été extrêmement jolie. Je l'ai connue dans ses dernières années, gardant toujours la mode du moment où elle devint veuve. Elle tenait à sa classe, ne quitta jamais ses coiffes de bourgeoise, ne souf-

frit jamais d'être appelée que *mademoiselle*. Les dames nobles l'avaient en haute estime. Quand elles rencontraient ma sœur Henriette, elles la caressaient : « Ma petite, lui disaient-elles, votre grand'mère était une personne bien recommandable, nous l'aimions beaucoup, soyez comme elle. » En effet, ma sœur l'aimait extrêmement et la prit pour exemple; mais ma mère, rieuse et pleine d'esprit, différait beaucoup d'elle; la mère et la fille faisaient en tout le contraste le plus parfait.

Cette bonne bourgeoisie de Lannion était admirable de candeur, de respect et d'honnêteté. Beaucoup de mes tantes restèrent sans se marier, mais n'en étaient pas moins heureuses, grâce à un esprit de sainte enfance qui rendait tout léger. On vivait ensemble, on s'aimait; on participait aux mêmes croyances. Mes tantes X. n'avaient d'autre divertissement que, le dimanche, après les offices, de faire voler une plume, chacune soufflant à son tour pour l'empêcher de toucher terre. Les grands éclats de rire que cela leur causait les approvisionnaient de joie pour huit jours. La piété de ma grand'-mère, sa politesse, son culte pour l'ordre établi, me sont restés comme une des meilleures images de cette vieille société fondée sur Dieu et le roi, deux étais qu'il n'est pas sûr qu'on puisse remplacer.

Quand la révolution éclata, ma bonne maman l'eut en horreur, et bientôt elle fut à la tête des pieuses personnes qui cachaient les prêtres insermentés. La messe se disait dans son salon. Les dames nobles étant dans l'émigration, elle regardait comme son devoir de les remplacer en cela. La plupart de mes oncles au contraire étaient grands patriotes. Quand il y avait des deuils publics, par exemple à propos de la trahison de Dumouriez, mes oncles laissaient croître leur barbe, sortaient avec des mines consternées, des cravates énormes et des vêtemens en désordre. Ma bonne maman avait alors de fines railleries qui n'étaient pas sans danger : « Ah! mon pauvre Tanneguy, qu'avez-vous? quel malheur nous est survenu? Est-ce qu'il est arrivé quelque chose à ma cousine Amélie? Est-ce que l'asthme de ma tante Augustine va plus mal? — Non, ma cousine, la république est en danger. — Ce n'est que cela? ah! mon pauvre Tanneguy, que vous me soulagez! Vous m'enlevez un véritable poids de dessus le cœur. » Elle joua ainsi pendant deux ans avec la guillotine, et ce fut miracle si elle y échappa. Elle avait pour compagne de son dévoûment une dame Taupin, très pieuse comme elle. Les prêtres alternaient entre sa maison et celle de Mme Taupin. Mon oncle Y., très révolutionnaire, au fond excellent homme, lui disait souvent : « Ma cousine, prenez garde; si j'étais obligé de savoir qu'il y a des prêtres ou des aristocrates cachés chez vous, je vous dénoncerais. » Elle répondait qu'elle ne connais-

sait que de vrais amis de la république, mais ce qui s'appelle de vrais amis!..

Ce fut en effet Mme Taupin qui fut guillotinée. Ma mère ne me racontait jamais cette scène sans la plus vive émotion. Elle me montra dans mon enfance les lieux où tout s'était passé. Le jour de l'exécution, ma bonne maman emmena toute la famille hors de Lannion, pour ne pas participer au crime qui allait s'y accomplir. On se rendit avant le jour à une chapelle située à une demi-lieue de la ville, dans un endroit désert, et dédiée à saint Roch. Beaucoup de personnes pieuses s'y rencontrèrent. Un signal devait les avertir du moment où la tête tomberait, pour que tous fussent en prière quand l'âme de la martyre serait présentée par les anges au trône de Dieu.

Tout cela créait des liens d'une profondeur dont nous n'avons plus d'idée. Ma bonne maman aimait les prêtres, leur courage, leur dévoûment. Elle éprouva leur glaciale froideur. Sous le consulat, quand le culte fut rétabli, le prêtre qu'elle avait caché au péril de sa vie fut nommé curé d'une paroisse près de Lannion. Elle prit ma mère, alors enfant, par la main, et elles firent ensemble un voyage de deux lieues, sous un soleil ardent. Revoir celui qu'elle avait vu officier de nuit chez elle, dans de si tragiques circonstances, lui faisait battre le cœur. L'orgueil sacerdotal, peut-être le sentiment du devoir, inspira au prêtre une étrange conduite. Il la reconnut à peine, la reçut debout et la congédia après deux ou trois paroles. Pas un remercîment, pas une félicitation, pas un souvenir. Il ne lui proposa même pas un verre d'eau. Ma grand'mère pensa défaillir; elle revint à Lannion avec ma mère, fondant en larmes, soit qu'elle se reprochât une erreur de son cœur de femme, soit qu'elle fût révoltée contre tant d'orgueil. Ma mère ne sut jamais si, dans le sentiment qui lui resta de ce jour, le froissement ou l'admiration l'emportèrent. Peut-être finit-elle par comprendre la sagesse profonde de ce prêtre, qui sembla lui dire brusquement: « Femme, qu'y a-t-il de commun entre toi et moi? » et ne voulut pas reconnaître qu'il dût lui savoir quelque gré du bien qu'elle avait fait. Les femmes admettent difficilement ce degré d'abstraction. L'œuvre se personnifie toujours pour elles en quelqu'un, et elles ont peine à comprendre qu'on ait combattu côte à côte sans se connaître ni s'aimer.

Ma mère, gaie, ouverte, curieuse, aimait plutôt la révolution qu'elle ne la haïssait. A l'insu de ma bonne maman, elle écoutait les chansons patriotiques. Le *Chant du Départ* lui avait fait une vive impression, et quand elle répétait le beau vers prononcé par les mères :

De nos yeux maternels ne craignez point de larmes...

sa voix était toujours émue. Ces grandes et terribles scènes avaient laissé en elle une empreinte ineffaçable. Quand elle s'égarait en ces souvenirs, indissolublement liés à l'éveil de sa première jeunesse, quand elle se rappelait tant d'enthousiasmes, tant de joies folles, qui alternaient avec les scènes de terreur, sa vie semblait revi vr tout entière. J'ai pris d'elle un goût invincible de la révolution, qui me la fait aimer malgré ma raison et malgré tout le mal que j'ai dit d'elle. Du reste, je n'y reviendrai plus : *sat prata biberunt.* Je n'efface rien de ce que j'ai dit, mais depuis que je vois l'espèce de rage avec laquelle des écrivains étrangers cherchent à prouver que la révolution française n'a été que honte, folie, et qu'elle constitue un fait sans importance dans l'histoire du monde, je commence à croire que c'est peut-être ce que nous avons fait de mieux, puisqu'on en est si jaloux.

V.

Un personnage singulier, qui resta longtemps pour moi une énigme, compta pour quelque chose parmi les causes qui firent de moi, en somme, bien plus un fils de la révolution qu'un fils des croisés. C'était un vieillard dont la vie, les idées, les habitudes, formaient avec celles du pays le plus singulier contraste. Je le voyais tous les jours, couvert d'un manteau râpé, aller acheter chez une petite marchande pour deux sous de lait dans un vase de fer-blanc. Il était pauvre, sans être précisément dans la misère. Il ne parlait à personne, mais son œil timide avait beaucoup de douceur. Les personnes que des circonstances tout à fait exceptionnelles mettaient en rapport avec lui étaient enchantées de son aménité, de son sourire, de sa haute raison.

Je n'ai jamais su son nom, et même je crois que personne ne le savait. Il n'était pas du pays et n'avait aucune famille. Sa paix était profonde, et la singularité de sa vie n'excitait plus que de l'étonnement; mais ce résultat, il ne l'avait pas conquis tout d'abord. Il avait fait bien des écoles. Un temps fut où il avait eu des rapports avec les gens du pays, leur avait dit quelques-unes de ses idées; personne n'y comprit rien. Le mot *système*, qu'il prononça deux ou trois fois, parut drôle. On l'appela *Système*, et bientôt il n'eut plus d'autre nom. S'il eût continué, cela eût mal tourné, les enfans lui eussent jeté des pierres. En vrai sage, il se tut, ne dit plus mot à personne et eut le repos. Il sortait tous les jours pour aller acheter ses petites provisions; le soir, il se promenait dans quelque lieu

retiré. Son visage était sérieux, mais non triste, plutôt aimable que malveillant. Dans la suite, quand je lus la *Vie de Spinoza* par Colerus, je vis que j'avais eu sous les yeux dans mon enfance un modèle tout semblable au saint d'Amsterdam. On le laissait tout à fait tranquille; on le respectait même. Sa résignation, sa mine souriante, paraissaient une vision d'un autre monde. On ne comprenait pas, mais on sentait en lui quelque chose de supérieur; on s'inclinait.

Il n'allait jamais à l'église et évitait toutes les occasions où il eût fallu manifester une foi religieuse matérielle. Le clergé le voyait de très mauvais œil; on ne parlait pas contre lui au prône, car il n'y avait pas scandale, mais en secret on ne prononçait son nom qu'avec épouvante. Une circonstance particulière augmentait cette animosité et créait autour du vieux solitaire une sorte d'atmosphère de diaboliques terreurs.

Il possédait une bibliothèque très considérable, composée d'écrits du XVIIIe siècle. Toute cette grande philosophie, qui en somme a plus fait que Luther et Calvin, était là réunie. Le studieux vieillard la savait par cœur et vivait des petits profits que lui rapportait le prêt de ses volumes à quelques personnes qui lisaient. C'était là pour le clergé une sorte de puits de l'abîme dont on parlait avec horreur. L'interdiction de lui emprunter des livres était absolue. Le grenier de Système passait pour le réceptacle de toutes les impiétés.

Naturellement je partageais cette horreur, et c'est bien plus tard, quand mes idées philosophiques se furent assises, que je songeai que j'avais eu le bonheur dans mon enfance de voir un véritable sage. Ses idées, je les reconstruisis sans peine en rapprochant quelques mots qui m'avaient paru autrefois inintelligibles, et dont je me souvenais. Dieu était pour lui l'ordre de la nature, la raison intime des choses. Il ne souffrait pas qu'on le niât. Il aimait l'humanité comme représentant la raison, et haïssait la superstition comme la négation de la raison. Sans avoir le souffle poétique que le XIXe siècle a su ajouter à ces grandes vérités, Système, j'en suis sûr, vit très haut et très loin. Il était dans le vrai. Loin de méconnaître Dieu, il avait honte pour ceux qui s'imaginent le toucher. Perdu dans une paix profonde et une sincère humilité, il vit que les erreurs des hommes méritent plus de pitié que de haine. Il était évident qu'il méprisait son siècle. La renaissance de la superstition, qu'il avait crue enterrée par Voltaire et Rousseau, lui semblait dans la génération nouvelle le signe d'un complet abêtissement.

Un matin, on le trouva mort dans sa pauvre chambre, au milieu de ses livres empilés. C'était après 1830; le maire lui fit le soir

des funérailles décentes. Le clergé acheta toute sa bibliothèque à vil prix et la fit détruire. On ne découvrit dans sa commode aucun papier qui pût aider à percer le mystère qui l'entourait. Seulement dans un coin on trouva soigneusement enveloppé un bouquet de fleurs desséchées, liées par un ruban tricolore. On crut d'abord à quelque souvenir d'amour, et plusieurs brodèrent sur ce canevas le roman de l'inconnu; mais le ruban tricolore troublait cette hypothèse. Ma mère ne croyait nullement que ce fût là l'explication véritable. Quoiqu'elle eût un respect instinctif pour Système, elle me disait toujours : « C'est un vieux terroriste. Je me figure par momens l'avoir vu en 1793. Et puis il a juste les allures et les idées de M..., qui terrorisa Lannion et y tint la guillotine en permanence tant que dura Robespierre. »

Il y a quinze ou vingt ans, je lus aux *faits divers* d'un journal à peu près ce qui suit :

« Hier, dans une rue écartée, au fond du faubourg Saint-Jacques, s'est éteint presque sans agonie un vieillard dont l'existence intriguait fort le voisinage. Il était respecté dans le quartier comme un modèle de bienfaisance et de bonté; mais il évitait tout ce qui eût pu mettre sur la voie de son passé. Quelques livres, le *Catéchisme* de Volney, des volumes dépareillés de Rousseau étaient épars sur sa table. Une malle composait tout son avoir. Le commissaire de police appelé à l'ouvrir n'y a trouvé que quelques pauvres effets, parmi lesquels un bouquet fané, enveloppé avec soin dans un papier sur lequel était écrit : *Bouquet que je portai à la fête de l'Être suprême, 20 prairial, an* II. »

Ce fut là pour moi un trait de lumière. Je ne doutai pas que le bouquet de Système ne rappelât le même souvenir. Je me rappelai les rares adeptes de l'église jacobine que j'avais pu connaître, leur ardente conviction, leur attachement sans bornes aux souvenirs de 1793 et 1794, leur impuissance à parler d'autre chose. Ce rêve d'une année fut si ardent que ceux qui l'avaient traversé ne purent désormais rentrer dans la vie. Ils restèrent sous le coup d'une idée fixe, mornes, frappés de stupéfaction; ils avaient le *delirium tremens* des ivresses sanglantes. C'étaient des croyans absolus; le monde, qui n'était plus à leur diapason, leur semblait vide et enfantin. Restés seuls comme les restes d'un monde de géans, chargés de la haine du genre humain, ils n'avaient plus de commerce possible avec les vivans. Je compris l'effet que fit Lakanal quand il revint d'Amérique en 1833 et qu'il apparut à ses confrères de l'Académie des Sciences morales et politiques comme un fantôme... Je compris Daunou et son obstination à voir dans M. Cousin, M. Guizot, les plus dangereux des jésuites. Par un contraste assez ordinaire, ces survivans parfois hideux de luttes titaniques étaient

devenus des agneaux. L'homme n'a pas besoin, pour être bon, d'avoir trouvé une base logique à sa bonté. Les plus cruels inquisiteurs du moyen âge, Conrad de Marbourg par exemple, étaient les plus doux des hommes. C'est ce qu'on verra quand notre grand maître, M. Victor Hugo, donnera son *Torquemada*, et montrera comment on peut devenir brûleur d'hommes par sensibilité, charité.

VI.

Quoique l'éducation religieuse et prématurément sacerdotale qui m'était donnée ait empêché pour moi les liaisons de jeunesse avec des personnes d'un autre sexe, j'avais des petites amies d'enfance dont une surtout m'a laissé un profond souvenir (1). De très bonne heure, le goût des jeunes filles fut vif en moi. Je les préférais de beaucoup aux petits garçons. Ceux-ci ne m'aimaient pas, mon air délicat les agaçait. Nous ne pouvions jouer ensemble; ils m'appelaient *mademoiselle*; il n'y avait taquinerie qu'ils ne me fissent. J'étais au contraire tout à fait bien avec les petites filles de mon âge; elles me trouvaient tranquille et raisonnable. J'avais douze ou treize ans. Je ne me rendais aucun compte de l'attrait qui m'attachait à elles. L'idée vague qui m'attirait me semble avoir été surtout qu'il y a des choses permises aux hommes qui ne sont pas permises aux femmes, si bien qu'elles m'apparaissaient comme des créatures faibles et jolies, soumises pour le gouvernement de leurs petites personnes à des règles qu'elles acceptaient. Toutes celles que je connaissais étaient d'une modestie charmante. Il y avait dans le premier éveil qui s'opérait en moi le sentiment d'une légère pitié, l'idée qu'il fallait aider à une résignation si gentille, aimer leur retenue et la seconder. Je voyais bien ma supériorité intellectuelle; mais dès lors je sentais que la femme très belle ou très bonne résout complétement pour son compte le problème qu'avec toute notre force de tête nous ne faisons que gâcher. Nous sommes des enfans ou des pédans auprès d'elle. Je ne comprenais que vaguement; déjà cependant j'entrevoyais que la beauté est un don tellement supérieur, que le talent, le génie, la vertu même, ne sont rien auprès d'elle, en sorte que la femme vraiment belle a le droit de tout dédaigner, puisqu'elle rassemble, non dans une œuvre hors d'elle, mais dans sa personne même, comme en un vase myrrhin, tout ce que le génie esquisse péniblement en traits faibles, au moyen d'une fatigante réflexion.

Parmi ces petites camarades, j'ai dit qu'il y en avait une qui

(1) Je me suis interdit de toucher ici aucun souvenir relatif à ma sœur. Ces souvenirs me sont trop sacrés pour que j'aie jamais dû les livrer à d'autres qu'à ceux qui l'ont connue.

avait pour moi un effet particulier de séduction. Elle s'appelait Noémi. C'était un petit modèle de sagesse et de grâce. Ses yeux étaient d'une délicieuse langueur, empreints à la fois de bonté et de finesse; ses cheveux étaient d'un blond adorable. Elle pouvait avoir deux ans de plus que moi, et la façon dont elle me parlait tenait le milieu entre le ton d'une sœur aînée et les confidences de deux enfans. Nous nous entendions à merveille. Quand les petites amies se disputaient, nous étions toujours du même avis. Je m'efforçais de mettre la paix dans la compagnie. Elle était sceptique sur l'issue de mes tentatives. « Ernest, me disait-elle, vous ne réussirez pas; vous voulez mettre tout le monde d'accord. » Cette enfantine collaboration pacifique, qui nous attribuait une imperceptible supériorité sur les autres, établissait entre nous un petit lien très doux. Maintenant encore, je ne peux pas entendre chanter : *Nous n'irons plus au bois*, ou *Il pleut, il pleut, bergère*, sans être pris d'un léger tressaillement de cœur. Certainement, sans l'étau fatal qui m'enserrait, j'eusse aimé Noémi deux ou trois ans après; mais j'étais voué au raisonnement, la dialectique religieuse m'occupait déjà tout entier. Le flot d'abstractions qui me montait à la tête m'étourdissait et me rendait pour tout le reste absent et distrait.

Un singulier défaut d'ailleurs, qui plus d'une fois dans la vie devait me nuire, traversa cette affection naissante et la fit dévier. Mon indécision est cause que je me laisse facilement amener à des situations contradictoires dont je ne sais pas trancher le nœud. Ce trait de caractère se compliqua en cette circonstance d'une qualité qui m'a fait commettre autant d'inconséquences que le pire des défauts. Il y avait, parmi ces enfans, une petite fille beaucoup moins belle que Noémi, bonne et aimable sans doute, mais moins fêtée, moins entourée. Elle me recherchait, peut-être même un peu plus que Noémi, et ne dissimulait pas une certaine jalousie. Faire de la peine à quelqu'un a toujours été pour moi une impossibilité. Je me figurais vaguement que la femme qui n'est pas très jolie doit être malheureuse et se dévorer intérieurement, comme si elle avait manqué sa destinée. J'allais avec la moins aimée plus qu'avec Noémi, car je la voyais triste. Je laissai ainsi bifurquer mon premier amour, comme plus tard je laissai bifurquer ma politique, de la façon la plus maladroite. Une ou deux fois je vis Noémi rire sous cape de ma naïveté. Elle était toujours gentille pour moi, mais il y avait par momens chez elle une petite nuance d'ironie qu'elle ne dissimulait pas, et qui ne faisait que me la rendre plus charmante encore.

La lutte qui remplit mon adolescence me la fit oublier à peu près. Plus tard, son image s'est souvent représentée à moi. Je demandai un jour à ma mère ce qu'elle était devenue : « Elle est

morte, me dit-elle, morte de tristesse. Elle n'avait pas de fortune. Quand elle eut perdu ses parens, sa tante, une très digne femme, qui tenait l'hôtellerie de ..., la plus honnête maison du monde, la prit chez elle. Elle fit de son mieux. Tu ne l'as connue qu'enfant, charmante déjà; mais à vingt-deux ans c'était un miracle. Ses cheveux, qu'elle tenait en vain prisonniers sous un lourd bonnet, s'échappaient en tresses tordues comme des gerbes de blé mûr. Elle faisait ce qu'elle pouvait pour cacher sa beauté. Sa taille admirable était dissimulée par une pèlerine; ses mains longues et blanches étaient toujours perdues dans des mitaines. Rien n'y faisait. A l'église, il se formait des groupes de jeunes gens pour la voir prier. Elle était trop belle pour nos pays, et elle était aussi sage que belle. » Cela me toucha vivement. Depuis j'ai pensé beaucoup plus à elle, et, quand Dieu m'a eu donné une fille, je l'ai appelée Noémi.

VII.

Le monde en marchant n'a pas beaucoup plus de souci de ce qu'il écrase que le char de l'idole de Jagarnata. Toute cette vieille société dont je viens d'essayer un crayon a maintenant disparu. Bréhat n'existe plus; je l'ai revu il y a six ans, je ne l'ai pas reconnu. On a découvert au chef-lieu du département que certains usages anciens de l'île ne sont pas conformes à je ne sais quel code; on a réduit une population douce et aisée à la révolte et à la misère. La source de la petite marine que fournissaient ces îles et ces côtes est tarie. Les chemins de fer et les bateaux à vapeur l'ont ruinée. Et les vieux bardes, o ciel! en quel état je les ai vus réduits! J'en trouvai plusieurs, il y a quelques années, parmi les Bas-Bretons qui viennent à Saint-Malo demander aux plus sordides besognes de quoi ne pas mourir de faim. L'un d'eux vint me voir; il était sous-aide balayeur. Il m'exposa en breton (il ne savait pas un mot de français) ses idées sur la fin de toute poésie et sur l'infériorité des nouvelles écoles. Il était partisan de l'ancien genre, de la complainte narrative, et il se mit à me chanter celle qu'il tenait pour la plus belle. Le sujet était la mort de Louis XVI. Il fondait en larmes. Arrivé au roulement de tambours de Santerre, il ne put aller plus loin. « S'il avait pu parler, me dit-il en se levant fièrement, le peuple se serait révolté. » Pauvre honnête homme !

En présence de pareils exemples, le cas de l'opulent Z... me devenait de plus en plus inexplicable. Quand je demandais à ma mère de me donner l'explication de cette singularité, elle répondait toujours d'une manière évasive, me parlait vaguement d'aventures dans les mers de Madagascar, refusait de répondre. Un jour je la pressai

plus vivement. « Mais comment donc, lui dis-je, le cabotage, qui n'a jamais enrichi personne, a-t-il pu faire un millionnaire? — Mon dieu, Ernest, que tu es entêté! Je t'ai déjà dit de ne pas me demander cela. Z... est le seul homme un peu comme il faut de notre monde; il a une belle position; il est riche, estimé, on ne lui demande pas compte de la manière dont il a pu acquérir sa fortune. — Dites-le-moi tout de même. — Eh bien, que veux-tu? On ne devient pas riche sans se salir un peu. Il avait fait la traite des nègres... »

Un peuple noble, bon seulement pour servir des nobles, en harmonie d'idées avec eux, est de notre temps un peuple placé à l'antipode de ce qu'on appelle la saine économie politique et destiné à mourir de faim. Pour les délicats, retenus par une foule de points d'honneur, la concurrence est impossible avec de prosaïques lutteurs, bien décidés à ne se priver d'aucun avantage dans la bataille de la vie. C'est ce que je découvris bien vite, dès que je commençai à connaître un peu la planète où nous vivons. Alors s'établit en moi une lutte ou plutôt une dualité, qui a été le secret de toutes mes opinions. Je n'abandonnai nullement mon goût pour l'idéal; je l'ai plus vif que jamais, je l'aurai toujours; le moindre acte de vertu, le moindre grain de talent, me paraissent infiniment supérieurs à toutes les richesses, à tous les succès du monde; mais comme j'avais l'esprit juste, je vis en même temps que l'idéal et la réalité n'ont rien à faire ensemble; que le monde, jusqu'à nouvel ordre, est voué sans appel à la platitude, à la médiocrité; que la cause qui plaît aux âmes bien nées est sûre d'être vaincue; que ce qui est vrai en littérature, en poésie, aux yeux des gens raffinés, est toujours faux dans le monde grossier des faits accomplis. Les événemens qui suivirent la révolution de 1848 me fortifièrent dans cette idée. Il se trouva que les plus beaux rêves, transportés dans le domaine des faits, avaient été funestes, et que les choses humaines n'allèrent jamais mieux que quand les idéologues cessèrent de s'en occuper. Je m'habituai dès lors à suivre une règle singulière, c'est de prendre pour mes jugemens pratiques le contre-pied exact de mes jugemens théoriques, de ne regarder comme possible que ce qui contredisait mes aspirations. Une expérience assez suivie, en effet, m'avait montré que la cause que j'aimais échouait toujours et que ce qui me répugnait était ce qui devait triompher. Plus une solution politique fut chétive, plus elle me parut dès lors avoir de chances pour réussir dans le monde des réalités.

En fait, je n'ai d'amour que pour les caractères d'un idéalisme absolu, martyrs, héros, utopistes, amis de l'impossible. De ceux-là seuls je m'occupe; ils sont, si j'ose le dire, ma spécialité. Mais je vois ce que ne voient pas les exaltés, je vois, dis-je, que ces grands

accès n'ont plus d'utilité et que d'ici longtemps les héroïques folies que le passé a déifiées ne réussiront plus. L'enthousiasme de 1792 fut une belle et grande chose, mais une chose qui ne peut se renouveler. Le jacobinisme, comme M. Thiers l'a très bien prouvé, a sauvé la France; maintenant il la perdrait. Les événemens de 1870 ne m'ont pas précisément guéri de mon pessimisme. Ce que j'appris cette année-là, c'est le prix de la méchanceté, c'est ce fait que l'aveu éhonté qu'on n'est ni sentimental, ni généreux, ni chevaleresque, plaît au monde, le fait sourire d'aise et réussit toujours. L'égoïsme est juste le contraire de ce que j'avais été habitué à regarder comme beau et bien. Or le spectacle de ce monde nous montre l'égoïsme seul récompensé. L'Angleterre a été jusqu'à ces dernières années la première des nations, parce qu'elle a été la plus égoïste. L'Allemagne a conquis l'hégémonie du monde en reniant hautement les principes de moralité politique qu'elle avait autrefois si éloquemment prêchés.

Là est l'explication de cette singularité que, ayant eu quelquefois à émettre des conseils pratiques dans l'intérêt de mon pays, ces conseils ont été au rebours de mes opinions d'artiste. J'ai agi en homme consciencieux. Je me suis défié de la cause ordinaire de mes erreurs; j'ai pris le contre-pied de mes instincts; je me suis mis en garde contre mon idéalisme. Je crains toujours que mes habitudes d'esprit ne me trompent, ne me cachent un côté des choses. C'est comme cela qu'il se fait que, tout en aimant beaucoup le bien, j'ai une indulgence peut-être fâcheuse pour ceux qui ont pris la vie par un autre côté, et que, tout en étant fort appliqué, je me demande sans cesse si ce ne sont pas les gens frivoles qui ont raison.

Enthousiaste, je le suis autant que personne; mais je pense que la réalité ne veut plus d'enthousiasme, et qu'avec le règne des gens d'affaires, des industriels, de la classe ouvrière (la plus intéressée de toutes les classes), des Juifs, des Anglais de l'ancienne école, des Allemands de la nouvelle, a été inauguré un âge matérialiste où il sera aussi difficile de faire triompher une pensée généreuse que de produire le son argentin du bourdon de Notre-Dame avec une cloche de plomb ou d'étain. Il est curieux du reste que, sans contenter les uns, je n'ai pas trompé les autres. Les bourgeois ne m'ont su aucun gré de mes concessions; ils ont vu plus clair que moi en moi-même; ils ont bien senti que j'étais un faible conservateur, et qu'avec la meilleure foi du monde je les aurais trahis vingt fois par faiblesse pour mon ancienne maîtresse, l'idéal. Ils ont senti que les duretés que je lui disais n'étaient qu'apparentes, et qu'au premier sourire d'elle je faiblirais.

Il faut créer le royaume de Dieu, c'est-à-dire de l'idéal, au dedans

de nous. Le temps n'est plus où l'on pouvait former des petits mondes, des Thélèmes délicats, fondés sur l'estime et l'amour réciproques; mais la vie bien comprise et bien pratiquée, dans un petit cercle de personnes qui se comprennent, est à elle-même sa propre récompense. Le commerce des âmes est la plus grande et la seule réalité. Voilà pourquoi j'aime à penser à ces bons prêtres qui furent mes premiers maîtres, à ces excellens marins, qui ne vécurent que du devoir, à la petite Noémi, qui mourut parce qu'elle était trop belle, à mon grand-père, qui ne voulut pas acheter de biens nationaux, au bonhomme Système, qui fut heureux puisqu'il eut son heure d'illusion. Le bonheur, c'est le dévoûment à un rêve ou à un devoir; le sacrifice est le plus sûr moyen d'arriver au repos. Un des anciens bouddhas antérieurs à Sakya-Mouni atteignit le *nirvana* d'une étrange manière. Il vit un jour un faucon qui poursuivait un petit oiseau. — Je t'en prie, dit-il à la bête de proie, laisse cette jolie créature; je te donnerai son poids de ma chair. — Une petite balance descendit incontinent du ciel, et le marché commença. L'oisillon s'installa commodément dans un des plateaux; dans l'autre, le saint mit une large tranche de sa chair; le fléau de la balance ne bougeait pas. Lambeau par lambeau, le corps y passa tout entier; la balance ne remuait pas encore. Au moment où le dernier morceau du corps du saint homme fut mis dans le plateau, le fléau s'abaissa enfin, le petit oiseau s'envola, et le saint entra dans le *nirvana*. Le faucon, qui après tout avait fait une bonne affaire, se bâfra de sa chair.

Le petit oiseau représente les parcelles de beauté et d'innocence que notre triste planète recèlera toujours, quels que soient ses épuisemens. Le faucon est la part infiniment plus forte d'égoïsme et de grossièreté qui constitue le train du monde. Le sage rachète la liberté du bien et du beau en abandonnant sa chair aux avides, qui, tandis qu'ils mangent ces dépouilles matérielles, le laissent en repos ainsi que ce qu'il aime. Les balances descendues du ciel sont la fatalité : on ne la fléchit pas, on ne lui fait point sa part; mais, au moyen de l'abnégation absolue, en lui jetant sa proie, on lui échappe, car elle n'a plus alors de prise sur nous. Quant au faucon, il se tient tranquille dès que la vertu par ses sacrifices lui procure des avantages supérieurs à ceux qu'il atteindrait par sa propre violence. Tirant profit de la vertu, il a intérêt à ce qu'il y en ait; ainsi, au prix de l'abandon de sa partie matérielle, le sage atteint son but unique, qui est de jouir en paix de l'idéal.

ERNEST RENAN.

LES

RÉFORMES DE LA TURQUIE

LA POLITIQUE RUSSE ET LE PANSLAVISME.

I.

Il y a une manière aisée de raconter l'histoire, manière longtemps à la mode et pratiquée par la plupart de nos anciens historiens, c'est d'attribuer tous les événemens, toutes les révolutions, à l'intervention de tel ou tel personnage, au génie de l'un, à l'incapacité de l'autre, en un mot à l'action individuelle. Si la république romaine a péri, c'est qu'il s'est rencontré un César; si la vieille monarchie française s'est effondrée, c'est que la royauté est tombée aux mains du débile Louis XVI. En histoire, une semblable explication du passé est aujourd'hui regardée comme enfantine par les élèves mêmes de nos écoles. En politique, c'est-à-dire pour l'histoire inachevée qui se déroule sous nos yeux, cette mesquine conception des faits prévaut encore. Tous les événements contemporains sont rapportés par l'opinion aux calculs des hommes d'état, aux intrigues des cabinets, aux hasards de la guerre, comme si la politique était une partie d'échecs jouée sur une table rase, comme si derrière les révolutions populaires ou la diplomatie des gouvernemens il n'y avait point en jeu des causes générales et l'inexorable logique des faits. Combien de personnes en France croient avoir expliqué les deux grandes révolutions du XIXe siècle, l'unité de l'Italie et l'unité de l'Allemagne, avec la dextérité de M. de Cavour, le machiavélisme de M. de Bismarck et les illusions de Napoléon III!

Comment s'étonner d'entendre juger de cette sorte l'Orient de l'Europe, les principautés du Danube, la Russie, des pays qui pour le public sont de simples dénominations géographiques plu-

tôt que des peuples vivans? Dès que du fond de l'obscure Herzégovine s'élevèrent les premières étincelles de l'incendie qui aujourd'hui menace d'embraser l'Europe, tout le monde se demanda d'où était partie la main qui avait mis le feu. Était-ce de Pétersbourg, était-ce de Berlin? Hélas! ile st encore en Europe des peuples inflammables où, comme dans les forêts de pins, le feu peut prendre spontanément; ou mieux, il y a des régions où l'incendie qui éclate tout à coup aux yeux couvait silencieusement depuis des années. Pour qui connaissait tant soit peu la Turquie, il n'était pas douteux que de ce côté devaient tôt ou tard venir à l'Europe de désagréables surprises. La question d'Orient n'est pas nouvelle; depuis le commencement du siècle, il ne s'est guère passé dix ans qu'elle n'ait été remuée quelque part : en Serbie, en Grèce, en Égypte, au Montenegro, en Bosnie, au Liban, en Crète, et cela le plus souvent non sans donner de légitimes inquiétudes pour la paix générale. En maintenant l'intégrité territoriale de la Turquie sans y introduire aucunes réformes intérieures, la guerre de Crimée avait laissé la question dans toute sa périlleuse gravité; elle ne pouvait manquer de se représenter à plus ou moins longue échéance. Bien qu'en politique, de même qu'en météorologie, nous sachions fort mal prévoir les changemens de temps, l'orage était certain, le moment seul restait douteux, et plus la tempête tardait, plus il était manifeste qu'elle allait éclater. Il y a des gens qui, lorsque le ciel est demeuré longtemps chargé de nuages sans qu'il pleuve, s'étonnent de voir enfin la pluie tomber. C'est ce que nous avons fait en nous montrant surpris des événemens d'Orient.

L'Europe, qui connaît moins bien ses frontières orientales que les deux Amériques ou les côtes de l'extrême Asie, l'Europe s'est habituée à regarder les soulèvemens périodiques des chrétiens d'Orient, des Slaves surtout, comme quelque chose d'artificiel ou d'apprêté dont la raison devait être cherchée à Pétersbourg ou à Moscou. Pour la plupart des hommes politiques comme pour le vulgaire, c'est la Russie qui se cache toujours derrière les Slaves, c'est elle qui se meut derrière les Bosniaques, les Serbes, les Monténégrins, elle qui dans la dernière insurrection et la dernière guerre est le principal, ou mieux, le seul acteur. Pour qui connaît un peu les pays slaves de la Turquie, ne seraient-ce que les bords du Danube ou les côtes de l'Adriatique, c'est là un point de vue erroné. La politique russe peut jouer plus ou moins habilement des sentimens ou des sympathies slaves, ce n'est point elle qui les fait toujours vibrer. Le vent révolutionnaire, qui depuis un demi-siècle agite plus ou moins bruyamment les contrées slavonnes de la Turquie ou de l'Autriche, ne souffle pas toujours des steppes moscovites.

En Turquie comme en Autriche, le slavisme a des racines séculaires, des racines indigènes dans la tradition, dans l'histoire, dans la conscience même des Slaves, Serbes ou Bulgares, Tchèques ou Slovaques. Chez tous ces peuples longtemps oubliés de l'Europe et souvent même de leurs maîtres, les promoteurs de l'idée slave, de l'idée nationale, n'ont été d'ordinaire ni des étrangers ni des Russes, ni des hommes d'état, ni des écrivains politiques. En Turquie comme dans l'Autriche-Hongrie, ce furent des poètes, des philologues, des historiens, des érudits, qui, en remettant en honneur les idiomes, les légendes, la poésie, l'histoire des petits peuples slaves, leur rendirent avec leurs titres nationaux une conscience nationale. A cet égard, les Tchèques de Bohême ont plus fait pour le réveil du slavisme que les Russes de Pétersbourg ou de Moscou.

Ces apôtres d'une grande race, morcelée en de nombreuses petites nationalités, toutes soumises à l'étranger, levèrent naturellement les yeux sur le seul peuple slave qui fût indépendant et puissant, sur le seul état de l'Europe qui semblât leur devoir prêter un appui. C'est ainsi que les Slaves, les orthodoxes et les sujets de la Porte surtout, s'habituèrent à tourner leurs sympathies et leurs prières vers Moscou, comme vers la ville sainte nationale, vers une sorte de La Mecque ou de Jérusalem slavonne d'où devait un jour leur venir la rédemption. De leur dispersion et de leur abandon, de leurs souffrances dans le présent et de leurs espérances dans l'avenir, est ainsi né ce penchant des Slaves de la Turquie pour leur grande congénère de Russie, penchant vague et le plus souvent irréfléchi, dont quelques esprits ont voulu tirer toute une doctrine, toute une politique, et qui plus ou moins encouragé des Russes, a reçu des Allemands et des Hongrois le nom de panslavisme.

Une nation qui rencontre au dehors de pareilles sympathies n'a garde de les négliger. Les hommes d'état russes étaient trop habiles pour ne point entretenir les sentimens qui s'élevaient vers la Russie, des rives du Danube, de la Save et de l'Adriatique. La protection des petits peuples de même race et de même religion est devenue de plus en plus un point fixe, un dogme de la politique russe; mais ici encore il ne faut point confondre ce qui revient aux cabinets et ce qui revient au peuple, ce qui est le fait des calculs de la politique avec ce qui appartient aux instincts nationaux. En Russie comme chez les Slaves non Russes, ce double courant de sympathie réciproque a sa première source dans la conscience populaire. Le peuple russe, demeuré des siècles sous la domination ou la suzeraineté des Tatars, et depuis lors en guerres fréquentes avec les Turcs, le peuple russe, habitué à voir dans l'islamisme l'ennemi héréditaire de sa patrie et de sa foi, était merveilleusement disposé

à partager les haines et les espérances de ses frères slaves encore soumis au joug qu'il avait eu lui-même tant de mal à secouer. Rien par suite de plus complexe que les sentimens qui animent la politique russe en Orient. Tout n'y est point calcul et visées personnelles, tout n'y est point intérêt égoïste, comme on affecte de le dire en Occident; tout n'y est point non plus dévoûment, charité chrétienne et amour de ses frères, comme on aime à se le persuader à Moscou.

Chez les peuples comme chez les individus, les mobiles sont souvent multiples et confus : l'amour-propre, la vanité, l'ambition, se mêlent aisément à la générosité, à l'amour du bien, à l'enthousiasme pour une grande œuvre ou une grande cause. Ainsi en Orient la Russie souhaite passionnément l'affranchissement de ses frères orthodoxes, et elle est flattée de l'idée de reprendre sa revanche de l'inutile guerre de Crimée. Ainsi le cabinet de Pétersbourg compatit, comme la nation, aux souffrances des Slaves du Balkan, et il n'est point insensible aux reproches des Russes ou des étrangers qui l'accusent de n'avoir pas su tirer pour sa politique un parti suffisant des dernières guerres de l'Europe, et de n'avoir obtenu pour l'agrandissement de son allié de Prusse qu'une insuffisante compensation. Le peuple veut le triomphe de la croix sur le croissant, le gouvernement un libre débouché sur la Méditerranée, et par là de libres communications avec l'univers entier. Il y a dans les sentimens qui agitent la Russie une sorte de poésie romanesque et d'idéal traditionnel contre lequel la nation se défend d'autant moins que sa grandeur n'y peut que gagner; il y a un enthousiasme, une sorte d'ivresse qui, pour être puisée à des sources différentes, n'en est pas moins sincère et vivace. Les volontaires russes qui, au milieu de la déroute des milices serbes, se sont fait tuer sur les hauteurs de Diunis, sont bien réellement morts pour une idée. Une même cause avait réuni des hommes d'opinions fort diverses, car, dans cet intérêt passionné pour les Slaves, les instincts religieux se joignent aux visées politiques, les tendances mystiques du passé aux penchans humanitaires du présent. Il y a là de l'esprit des croisades et de l'esprit de la révolution. Les uns rêvent de délivrer la coupole de Sainte-Sophie des quatre hauts minarets qui la dominent, et d'où les navires chrétiens voient le muezzin appeler les musulmans à la prière; les autres songent à l'affranchissement des nationalités opprimées et espèrent voir réaliser chez de petits peuples aux mœurs encore primitives l'idéal patriarcal ou démocratique slave. Arriérées ou novatrices, désintéressées ou calculées, toutes les idées, toutes les vues convergent vers le même but. Orthodoxes et raskolniks, croyans et nihilistes regardent presque égale-

ment la Russie comme ayant en Orient une mission sainte, une vocation providentielle. Une telle conviction, une telle unanimité chez un grand peuple et un peuple jeune est une force dont la politique doit tenir compte et qu'il est imprudent de surexciter par d'inutiles provocations.

L'opinion publique, dans l'Occident de l'Europe, ne comprend pas assez ce qu'est la Russie moderne. Habituée à regarder cet empire du Nord comme le domaine de l'absolutisme, l'Europe se le représente fréquemment comme un grand corps inerte, une sorte d'automate ou de mécanisme incapable de mouvement spontané. C'est là une vue fausse, en retard d'au moins un quart de siècle. La Russie est aujourd'hui une nation aussi vivante qu'aucune en Europe. C'est une nation qui a conscience d'elle-même, qui pense, qui sent, qui s'exprime. Dans cet état autocratique, la dominatrice du monde moderne, l'opinion, règne presque aussi souverainement que dans les états constitutionnels de l'Occident. Si la Russie n'a ni parlement, ni constitution politique, l'opinion y a son principal et plus puissant organe, la presse. Chose singulière, en Russie et en Turquie la presse est à peu près soumise au même régime, au régime des avertissemens, inventé par le second empire français. En dépit de ces entraves, la presse russe est nombreuse et puissante. A certains égards même, elle a d'autant plus d'influence, d'autant plus d'importance, qu'il n'y a point d'assemblées politiques pour lui disputer l'attention du pays.

Le manque de chambres et d'institutions représentatives a une autre conséquence : la presse et le public, n'étant point occupés des débats parlementaires et des querelles de partis, sont moins souvent distraits de ce qui se passe à l'étranger. Le caractère du régime politique contribue ainsi à tourner au dehors les regards des Russes. C'est, je crois, un phénomène ordinaire que, sous un gouvernement absolu, les relations étrangères tiennent d'autant plus de place dans les préoccupations publiques que le train régulier des affaires intérieures y laisse plus de vide. La France, sous le second empire, en a elle-même été dans une certaine mesure un exemple, tandis qu'aujourd'hui la France est d'autant moins disposée à se passionner pour les questions extérieures qu'elle est tout entière à ses luttes de partis et à l'expérience de sa nouvelle constitution. La Russie a, elle aussi, été longtemps absorbée dans les grandes réformes du règne actuel; elle n'en a point encore recueilli tous les fruits qu'elle en avait espérés, et, moitié par déception, moitié par désœuvrement, elle a de nouveau reporté son attention et ses espérances sur la politique extérieure. La presse russe, jadis remplie de discussions ou de considérations sur la situation des paysans, sur

la réforme judiciaire, sur l'enseignement classique, est aujourd'hui presque uniquement consacrée aux affaires de l'Orient.

Une chose à noter, c'est qu'aux premiers jours cet ardent intérêt pour les Slaves de la Turquie n'a pas éclaté dans toute son impétuosité. Au début de l'insurrection de l'Herzégovine, l'opinion russe paraissait relativement froide. Les intérêts matériels, devenus, là aussi, puissans depuis une vingtaine d'années, et là comme partout ennemis de toute cause de trouble, les intérêts industriels et financiers, privés et nationaux, semblèrent un moment capables de dominer toute autre préoccupation et de comprimer les sympathies politiques ou religieuses. Les comités slaves avaient quelque peine à remuer l'opinion, et les esprits positifs montraient, non sans satisfaction, cette sorte de froideur ou d'apathie comme une preuve des transformations et de la maturité de l'esprit public. La prolongation de l'insurrection, les atermoiemens du cabinet anglais, l'intervention de la Serbie, ne tardèrent point à réveiller l'opinion. Quand on songe à l'émotion produite en Angleterre par les massacres de Bulgarie, l'on comprend sans peine les sentimens qu'ont dû soulever chez les Slaves orthodoxes de Russie ces horreurs minutieusement enregistrées et longuement commentées dans les feuilles russes. Toutes les passions religieuses ou nationales assoupies furent ravivées, et la vieille Russie, la sainte Russie d'autrefois, sembla renaître pour reprendre sa mission historique.

Le mouvement de l'opinion a été si soudain, si universel, si impératif, que, malgré les apparences contraires, la conduite du gouvernement russe, obligé de résister à une telle pression, a été jusqu'ici réellement modérée. Certes l'attitude du cabinet de Pétersbourg, demeurant en relations officielles avec la Porte-Ottomane, et laissant soldats et officiers marcher librement au secours du vassal de la Porte, était peu conforme aux usages du droit des gens; mais pour l'Europe, pour la Turquie même, mieux valait de la part de la Russie une incorrection diplomatique qu'une déclaration de guerre en bonne forme. Le sentiment populaire, l'impatience nationale, ont par là reçu satisfaction sans entraîner tout le pays; ces envois d'hommes et d'argent aux Serbes ont été pour l'excitation russe comme la soupape de sûreté sans laquelle une explosion eût été malaisée à prévenir. Il semble du reste que le nombre des volontaires russes ait été exagéré, et en tous cas leurs valeureux efforts n'ont point changé le cours des événemens.

Pour fermer à l'invasion turque le cœur de la Serbie, il a fallu un ultimatum de Livadia. Grâce à lui, nous avons enfin un armistice, et le gouvernement russe va pouvoir prouver la sincérité de son amour de la paix. La question, encore une fois enlevée au sort des armes, a

été de nouveau remise à la diplomatie. En dépit de l'humeur guerrière d'une partie de la presse russe, en dépit même des belliqueux discours de Londres ou de Moscou, la guerre du tsar et du sultan peut encore être évitée. En arrêtant l'armée turque dans sa marche sur Belgrade, la Russie a eu une première satisfaction que les ministres britanniques ont tort de lui contester : avec de la modération et l'appui des conseils de l'Europe, elle peut sans tirer l'épée assurer aux provinces chrétiennes de la Porte les garanties que réclament pour elles la civilisation et l'humanité. Russes et Turcs vont avoir le temps de réfléchir, et d'une longue trêve on peut dire, comme de la nuit, qu'elle porte souvent conseil. Les intérêts matériels, les intérêts du crédit et du trésor de la Russie, sauront peut-être de nouveau faire entendre leur voix. L'effervescence nationale, apaisée par de sages concessions de la Porte, pourrait avoir le temps de se calmer et de tomber. Pour cela, il suffirait d'obtenir de la Turquie de larges et sérieuses garanties en faveur des provinces chrétiennes, et c'est à quoi doivent s'employer les puissances préoccupées du maintien de la paix.

II.

Tout le monde en Europe est d'accord sur un point : l'empire ottoman ne peut prolonger son existence qu'à l'aide de réformes. La Turquie est la première à le reconnaître, et l'honneur des hommes d'état aujourd'hui à la tête des affaires ottomanes, de Midhat en particulier, est de ne pas avoir attendu la crise actuelle pour le sentir. Tout le monde demande des réformes, la Turquie en offre, en promet, en décrète de bonne grâce. Par malheur, le divan n'est plus à l'époque où ce mot magique semblait suffire à rendre invisibles tous les vices de l'administration turque. L'Europe veut savoir ce que seront ces réformes et quelles en seront les garanties. A vrai dire, ce n'est point là une affaire d'un règlement aisé. La première chose, le point capital, est de décider si les changemens accomplis devront s'appliquer spécialement aux régions insurgées et aux provinces chrétiennes, ou s'étendre au même titre et simultanément à toutes les contrées de l'immense empire ottoman, du Danube à l'Euphrate et de l'Adriatique aux déserts de l'Arabie. En un mot, les réformes seront-elles locales, particulières à certaines contrées, ou générales, édictées également pour tous les sujets de la Porte, et, dans le premier cas, quelle en sera la portée et quelles seront les provinces appelées à en bénéficier? Là est le nœud de la difficulté.

L'on sait que vers le mois d'octobre l'Angleterre a proposé d'ac-

corder des institutions particulières à la Bosnie, à l'Herzégovine, même à la Bulgarie, c'est-à-dire aux provinces qui ont plus ou moins pris part à l'insurrection. Il semblait en effet naturel d'appliquer un remède local à un mal aujourd'hui localisé dans les provinces chrétiennes de la Porte. La Russie a pris à son compte, en cherchant à l'étendre, la proposition anglaise. Qu'a fait le divan ? Aux demandes des puissances, il a répondu par des contre-propositions plus larges, embrassant l'empire entier. La Porte offre de donner à ses états un régime constitutionnel, un parlement composé de deux chambres, l'une élue par le peuple, l'autre choisie par le sultan, et toutes deux ouvertes à tous les sujets turcs, sans distinction de nationalité ou de religion. Le divan a fait comme le débiteur dont les créanciers réclameraient une hypothèque privilégiée sur certaines de ses terres, et qui répondrait en leur offrant une banale garantie sur tous ses biens, sans renoncer à la libre disposition d'aucun. Un tel procédé inspire toujours quelque méfiance. Pour qui connaît un peu la Turquie, les plans de réforme de la Porte sont trop beaux pour être satisfaisans. A l'Europe comme aux chrétiens de l'Orient, quelque chose de plus modeste inspirerait moins de doute.

Qu'est-ce en effet que le système proposé par la Porte? C'est tout simplement le régime parlementaire, tel qu'il fonctionne plus ou moins librement dans les états civilisés des deux mondes, monarchie ou république; c'est un parlement composé de deux chambres, tout comme en Angleterre ou aux États-Unis. Il y avait une certaine malice à répliquer par une telle proposition à la Russie, le seul pays de l'Europe, outre la Turquie, encore dépourvu de ce savant mécanisme constitutionnel, la plus à la mode et la plus imitée des machines qui soient jamais sorties des îles britanniques. Le vizir du sultan répondant aux représentans du tsar autocrate par l'offre d'une constitution, cela était piquant et humiliant pour l'amour-propre des Russes. L'Angleterre ne pouvait manquer d'en être flattée. Tout en affectant de répéter que ce mécanisme compliqué ne peut régulièrement fonctionner que dans leur île, les Anglais aiment assez voir les autres pays le leur emprunter, sauf à s'amuser dans leur orgueil des bévues ou des accidens des malheureux peuples qui ne savent pas faire jouer la délicate machine. La Russie ne pouvait prendre la chose d'aussi bon cœur, et il n'est vraiment pas besoin d'avoir mis le pied à Stamboul pour partager à cet égard le scepticisme russe. Des élections en Turquie, des députés à Constantinople, un sénat ottoman, tout cela, il faut le reconnaître, n'avait pas l'air assez sérieux pour contraindre la Russie à y voir autre chose qu'un moyen dilatoire ou une plaisanterie déplacée. A force d'être habile et spirituelle, la Porte avait en somme dépassé la me-

sure. Elle ne demandait cependant, pour mettre la nouvelle constitution en jeu, qu'un armistice de six mois. C'en devait être assez pour faire les élections et réunir les chambres turques. Tout était déjà fixé; le chiffre des députés accordé à chaque province était déterminé, la répartition des siéges entre musulmans et chrétiens officiellement réglée. La Bulgarie devait avoir quatre députés chrétiens et autant de musulmans, la Bosnie et l'Herzégovine l'une trois, l'autre deux représentans de chaque religion, bien que dans ces trois provinces les chrétiens l'emportassent notablement en nombre sur les mahométans. Le jour même de la convocation des chambres a, je crois, été annoncé, et les futurs députés ont été prévenus de l'indemnité de séjour ou des frais de voyage sur lesquels ils devaient compter.

Le grand malheur de la Turquie est de ne pouvoir guère opérer les réformes qu'on lui demande, alors même qu'elle en a le désir; mais de tous les plans le moins pratique, le plus manifestement inefficace, si même il était mis à exécution, est assurément le régime constitutionnel. Veut-on prendre de tels projets au sérieux, on est vite convaincu que pour les chrétiens de la Turquie une constitution turque devrait plutôt être un objet de crainte qu'un motif d'espérance. Que peut être en effet une représentation nationale en Turquie, de quelque titre qu'on la décore, de quelque origine qu'elle provienne? Les chrétiens y seront toujours en minorité devant les musulmans, la partie européenne devant la partie asiatique. La majorité appartiendra à l'islam et l'influence à l'Asie; le pouvoir abandonné au parlement tomberait aux mains des Turcs d'Anatolie, à la fois bien moins éclairés et bien plus fanatiques que leurs compatriotes du Bosphore. Avec la diversité de races et de langues de l'empire, en Asie comme en Europe, il ne saurait y avoir d'autre drapeau, d'autre signe de ralliement que la religion. L'islamisme deviendrait plus que jamais le lien ou le ciment de l'empire, le Koran serait plus encore que par le passé le code national, et le *chéri* la loi suprême de l'état. Ulémas et softas, derviches ou santons, seraient les vrais inspirateurs de la chambre des députés. Quand il échapperait par miracle au fanatisme religieux, le parlement ottoman serait par politique zélateur de l'islam, car la majorité ne saurait renoncer au désir de s'assimiler ses adversaires, et, pour rendre tout le monde turc en Turquie, il n'y aurait toujours qu'un moyen, l'islam (1).

(1) Un des plus grands, des plus justes reproches que l'on puisse faire à la Porte, depuis la guerre de Crimée, ce sont précisément ses essais de colonisation de l'Europe au profit de l'islam, au moyen des Circassiens et des Tatars établis par le gouvernement au milieu des populations chrétiennes de la Bulgarie, et plus récemment de la

Chez des peuples ignorans, mal préparés à la liberté, les franchises politiques offrent, au début du moins, plus de dangers que d'avantages. Cela serait surtout vrai de la Turquie. Quels que soient ses défauts, le gouvernement turc de Constantinople est incontestablement plus éclairé, plus libéral, que la masse de ses sujets, parce que le gouvernement est en relation plus étroite avec l'Europe et que nombre de ses agens ont plus ou moins emprunté les mœurs européennes. A des réformes administratives ou politiques, l'obstacle en d'autres pays peut être dans les conseillers du gouvernement, intéressés à maintenir les abus; en Turquie, le principal obstacle aux réformes, et par suite à une pacification durable, est dans le peuple turc, dans son ignorance, ses préjugés et ses haines. Aujourd'hui même, l'une des principales difficultés du divan vient du fanatisme du peuple de Stamboul, qui d'un moment à l'autre peut renouveler sur une plus vaste échelle les massacres récens de Salonique ou aider une conspiration rétrograde à renverser du pouvoir les partisans des réformes et des concessions à l'Europe. Avec des chambres, l'embarras serait plus grand encore. Quand la crainte de l'Europe les déciderait à concéder ostensiblement aux chrétiens l'égalité civile, l'égalité devant la justice ou devant l'impôt, ce n'est point un parlement ottoman qui aiderait à la mise en pratique des droits accordés aux ghiaours. Abandonnés à la discrétion d'une majorité musulmane, les raïas auraient plus que jamais besoin de protection étrangère, et l'Europe, ne leur pouvant toujours refuser ses bons offices, risquerait d'être obligée à une incessante et périlleuse intervention. En résumé, libre et indépendant, un parlement turc ne serait pour le gouvernement qu'une entrave à tout progrès, et pour le chrétien qu'une menace ou un agent légal d'oppression. Assujetties et dépendantes du pouvoir, des chambres turques, parées d'un pouvoir nominal, ne seraient pour l'empire ottoman qu'un vide et coûteux décor, qui n'aurait pas longtemps l'avantage de faire illusion à l'Europe. Cette triste hypothèse est la plus probable et serait la plus désirable; mais que doivent espérer les chrétiens d'Orient et l'Europe d'une institution dont le mieux qu'on puisse attendre est d'être inoffensive?

Il n'y a pour les chrétiens en Turquie qu'un seul mode de réformes praticable et efficace, ce sont les réformes locales appliquées à une région déterminée et sanctionnées par des conventions internationales. Aucun homme ayant quelque connaissance personnelle

Thessalie. Ces tentatives pour renforcer la population musulmane en Europe ont eu pour principal résultat les massacres de la Bulgarie, et l'une des choses à demander au divan devrait être de s'interdire à l'avenir la transplantation de ces tribus fanatiques au milieu des provinces chrétiennes les plus paisibles.

de l'Orient ne saurait, je crois, mettre ce fait en doute. Les vices de l'administration, le défaut d'instruction et de moralité, le manque d'hommes et de personnel, n'en sont pas la seule raison; la première est dans la variété, la diversité des races et des religions, dans l'étendue et la conformation géographique de l'empire. Les populations réunies par les armées musulmanes sous le sceptre du sultan seraient-elles plus avancées, les fonctionnaires seraient-ils moins ignorans et plus intègres, que la centralisation administrative serait encore dans l'empire ottoman un contre-sens. La Turquie ressemble sous ce rapport à sa voisine l'Autriche-Hongrie. Comme l'empire des Habsbourg et plus encore, l'empire ottoman n'est qu'une mosaïque de peuples juxtaposés et souvent enchevêtrés les uns dans les autres, une confuse marqueterie d'élémens hétérogènes qui se disjoint de tous côtés et manque sans cesse de se rompre. Pour surcroît de difficultés, aux diversités nationales s'ajoutent les diversités religieuses qui, ne correspondant pas toujours aux premières, aggravent encore la complication. Comment la centralisation, si difficile à l'Autriche, serait-elle possible à la Turquie, dépourvue de l'instrument moderne de tout régime centraliste, dépourvue de bureaucratie? Il est à remarquer du reste que dans l'empire ottoman la centralisation est de date relativement récente. C'est avec un système tout différent que l'empire turc s'est fondé, a grandi et vécu. La centralisation n'y est guère qu'une imitation des grands états bureaucratiques de l'Occident, et ce fâcheux emprunt n'a pas été étranger à l'énervement et à la décadence de l'empire. En voulant rapprocher et fondre ensemble des élémens disparates, on n'a réussi qu'à fortifier, au lieu de l'affaiblir, leur répulsion réciproque et leurs tendances à l'isolement. Si la Turquie peut se régénérer, si elle doit réconcilier au sceptre du sultan les diverses nationalités de l'empire, ce ne peut être qu'au moyen d'institutions locales, d'institutions provinciales en harmonie avec les besoins, les traditions et l'individualité de chaque province. S'il doit y avoir un jour dans l'empire ottoman renouvelé une représentation centrale commune à toutes les portions du territoire, ce ne pourra être que le couronnement d'institutions provinciales déjà anciennes et respectées. Agir autrement avec le cadre actuel de l'empire, c'est prétendre élever une maison sans tenir compte de la disposition du terrain ou de la nature des matériaux, au risque de la voir s'écrouler sur la tête de ceux qu'elle devrait abriter.

Tout ce qui, en fait de réformes, a depuis un siècle été tenté sur la base de la centralisation, est demeuré une œuvre stérile ou une lettre morte; ainsi les réformes solennellement annoncées à la suite de la guerre de Crimée, et tous les *hatts*, firmans et *iradés* libéraux

prodigués par Abdul-Medjid ou Abdul-Azis, tout ce qui dans ce siècle s'est fait d'un peu sérieux, d'un peu efficace dans la Turquie d'Europe ou d'Asie, a été fait par des réformes locales, par des arrangemens propres à telle ou telle province; ainsi en a-t-il été pour le Liban, à la suite des massacres de Damas, ainsi en Crète à la suite de la grande insurrection de 1866, ainsi encore dans l'île de Samos, après la grande guerre de l'indépendance grecque. Partout où les populations sont d'ordinaire demeurées soumises, chez les tribus chrétiennes de l'Albanie, chez les Mirdites par exemple, il s'est conservé une bonne part d'autonomie. Partout où, après des insurrections ou des massacres, la pacification a été quelque peu durable, c'est grâce à des mesures spéciales et à des priviléges locaux.

La même méthode a seule quelque chance d'assurer aux provinces européennes de la Turquie, aux chrétiens slaves ou grecs, un peu de tranquillité et de sécurité. En Asie même, en dépit de la prépondérance numérique de l'élément turc et mahométan, ce système serait encore le plus propre à rattacher à la Turquie les différentes populations réunies sous son sceptre, les Arméniens, par exemple, de sa frontière orientale, ou les Grecs du littoral de la mer Égée. Des deux côtés du Bosphore, des institutions provinciales seraient le meilleur moyen de donner aux populations musulmanes ou chrétiennes un réel contrôle sur l'administration, et par là de mettre un terme aux malversations de toute sorte et à la gêne du trésor public, en dépit du lourd poids des impôts. Des deux côtés du Bosphore, si chrétiens et musulmans peuvent être rapprochés, c'est dans des assemblées où prédomineraient les intérêts locaux, communs aux uns et aux autres, dans des assemblées où le plus souvent ils auraient au moins pour lien ou pour interprète une langue commune, ce qui ne saurait se rencontrer dans une chambre turque.

La direction, l'orientation de la politique européenne, est indiquée par la nature des choses; toute la difficulté est dans le chemin à suivre. Que peuvent être des réformes locales, des institutions provinciales, si ce n'est des libertés spécialement accordées à telle ou telle contrée, c'est-à-dire un certain degré d'autonomie? Or, dès que l'on parle d'autonomie, les soupçons se font jour et les interprétations diffèrent. Certes, le mot n'a point le même sens dans les propositions de l'Angleterre et dans celles de la Russie. Ce n'est pas la première fois que l'on paraît s'entendre sur les mots sans être sûrs de s'entendre sur les choses. Un point cependant est manifeste, c'est que la Porte, victorieuse des Serbes, n'accorderait pas sans guerre à ses provinces chrétiennes une autonomie politique qui serait le prélude d'une complète indépendance. D'un autre côté, pour avoir quelque valeur et quelque efficacité, les pri-

viléges accordés à ces provinces doivent être sérieux, constituer de véritables droits, et, selon l'expression du chef du *foreign-office*, un véritable *self-government* local. L'affaire est certes complexe et délicate; mais en quelque sens que l'on retourne le problème oriental, on aura toujours du mal à trouver une solution pratique et quelque peu acceptable aux deux parties. Il ne nous appartient pas d'indiquer jusqu'où doivent s'étendre les droits ou priviléges accordés aux provinces chrétiennes de la Porte. Là où elle a conclu avec ses sujets ou avec l'Europe des arrangemens locaux, au Liban, en Crète, à Samos, la Turquie l'a fait sur des bases fort différentes et inégalement avantageuses aux habitans. Il y a néanmoins là des précédens dont aucun sans doute n'offre un modèle digne d'être copié, mais qui réunis offrent d'utiles points de comparaison. La participation des chrétiens aux affaires locales en raison de leur nombre, la nomination de fonctionnaires et même de gouverneurs chrétiens, là où les chrétiens sont en majorité, la collection des taxes remise aux habitans, l'emploi de la langue locale dans l'administration et la justice, enfin l'admission des non-musulmans au service militaire ou l'égal désarmement de tous les habitans, tels semblent devoir être les points fondamentaux des nouvelles institutions. En dépit des difficultés de détail et des prétentions opposées de la Porte et de Pétersbourg, une entente sur de telles bases n'est pas absolument impossible. Il faut seulement que, sous la pression des autres puissances, la Russie renonce pour ses protégés à l'autonomie politique, et que la Turquie consente à une réelle autonomie administrative.

III.

La première difficulté de tout arrangement est de fixer les limites des droits concédés aux chrétiens; la seconde est de déterminer le nombre et les frontières des provinces admises au bénéfice des institutions nouvelles. Au début, on ne parlait que des deux provinces insurgées, dont l'une n'est guère qu'une annexe de l'autre, de la Bosnie et de l'Herzégovine. Depuis, les méfaits systématiques des Circassiens et des *bachi-bozouks* ont élargi la question. Les incendies et les massacres dont ils ont été victimes ont amené la diplomatie à réclamer pour les Bulgares les mêmes avantages ou les mêmes garanties que pour les Bosniaques. Il semble difficile en effet que, dans les réformes demandées à la Turquie, l'Europe laisse de côté la contrée qui a le plus souffert, et qui, ayant le moins participé à l'insurrection, a le plus souffert par la faute de ses maîtres.

De tous les peuples de la péninsule des Balkans, les Bulgares sont à la fois le plus nombreux et celui qui croît le plus rapidement en nombre, le plus travailleur et le plus paisible, le plus moral et peut-être aussi le plus intelligent, au moins le plus désireux de s'instruire. Sur ce dernier point, ces Bulgares, longtemps les plus arriérés de l'Orient, longtemps raillés pour leur pesanteur d'esprit, le cèdent à peine aujourd'hui aux Grecs, dont le goût pour l'instruction est notoire. Au lycée franco-turc de Constantinople, où les diverses races et religions de l'empire, assises sur les mêmes bancs, concourent pour ainsi dire entre elles, le Bulgare tenait, dans les dernières années, le premier rang (1). De grands efforts en faveur de l'enseignement primaire avaient été faits récemment par les Bulgares eux-mêmes, de nombreuses écoles, soutenues par des contributions volontaires, s'élevaient dans leurs bourgades, et, chose remarquable, ces écoles ont été avec les églises le principal objet de la fureur des Circassiens et des *bachi-bozouks*. Les instituteurs, souvent même les institutrices, ont été partout les premières victimes. La région des Balkans, qui, grâce à l'esprit travailleur et à la patience de ses habitans, était la plus riche province de l'empire ottoman, a été ainsi dévastée à la fois moralement et matériellement. Pour relever ces doubles ruines, les Bulgares ont besoin de garanties que le trésor ottoman, dont ce peuple agriculteur était le principal pourvoyeur, est le premier intéressé à leur voir accorder. Ce peuple du reste, qui, à l'inverse de ses voisins serbes ou grecs, n'a jamais pris qu'une faible part aux insurrections, ce peuple avant tout paisible et patient, est le moins exigeant de tous ceux qui vivent sous la domination turque. De tous les raïas, les Bulgares sont ceux qui se laisseraient contenter à moins de frais, et s'il est des chrétiens que la Porte puisse se rattacher par d'habiles concessions, ce sont eux.

Il y a des difficultés naturellement inhérentes à toute institution autonome; il s'en rencontrera, je dois le dire, de particulières et de différentes pour les Bosniaques et les Bulgares. Dans la Bosnie et l'Herzégovine, les obstacles sont le caractère fier et belliqueux des habitans, le penchant de beaucoup d'entre eux pour la Serbie ou le Montenegro, enfin la division des chrétiens mêmes en deux églises dont la rivalité va jusqu'à l'hostilité. C'est ainsi la région de la Turquie d'Europe où les chrétiens, tout en étant en majorité, sont le plus désunis, et c'est en même temps celle où les musulmans, qui forment une nombreuse minorité, sont le plus riches,

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 octobre 1874, l'étude de M. de Salve sur *l'Enseignement en Turquie*.

le plus habitués à commander, le moins résignés à rien abdiquer de leur suprématie (1). La Bosnie offre cette singulière anomalie que les musulmans n'y ont guère donné moins de tracas à la Porte que les chrétiens. Les uns et les autres, ceux-là pour maintenir leurs priviléges, ceux-ci pour s'affranchir du joug des begs, ont tour à tour eu recours aux armes. Entièrement abandonnée à elle-même, la Bosnie risquerait de devenir comme un champ-clos où mahométans et chrétiens, orthodoxes grecs et catholiques latins, lutteraient entre eux pour la liberté ou la domination. Dans une telle contrée, il ne saurait guère y avoir de paix durable sans un pouvoir arbitral extérieur, sans une force armée du dehors musulmane ou chrétienne. Durant la dernière insurrection, bien des gens ont en France et à l'étranger proposé d'ériger la Bosnie et l'Herzégovine en principauté vassale, sans s'apercevoir qu'il n'y avait pas là, comme en Serbie ou en Roumanie, d'élément politique ou religieux homogène, capable de servir de base à un état indépendant. Les insurgés bosniaques auraient réussi à chasser les Turcs, que, pour mettre fin à leurs discordes intérieures, ils eussent été obligés de se jeter dans les bras d'un de leurs voisins, obligés de s'annexer à la Serbie, au Montenegro, à l'Autriche, ou à tous les trois à la fois. L'on sait que tels étaient les vœux de ces provinces, les orthodoxes penchant vers les principautés, les catholiques vers l'Autriche. La défaite de la Serbie maintient aujourd'hui les Bosniaques sous le sceptre du sultan. L'autonomie réclamée pour eux ne doit point les exposer à un danger auquel, en devenant indépendans, ils n'eussent échappé qu'en aliénant leur indépendance le jour même où ils l'eussent conquise. La Bosnie est la dernière partie de l'empire turc pour laquelle les amis des chrétiens puissent réclamer une entière autonomie; l'intérêt même des habitans interdit de les laisser seuls en face les uns des autres.

Pour les Bulgares, il y a aussi des difficultés particulières, mais en grande partie d'un autre ordre. Là, le caractère tranquille de la population n'expose pas aux mêmes troubles qu'en Bosnie. A ce point de vue, il serait vraiment dommage de refuser aux plus paisibles et aux plus travailleurs des chrétiens ce que l'on propose d'accorder aux plus turbulens. Le côté délicat du problème, pour les Bulgares, c'est de fixer les limites, les contours matériels de la région appelée à bénéficier du *self-government*. Les Bulgares en effet ne sont pas seulement le peuple le plus nombreux de la Turquie d'Europe, ils en sont aussi le plus diffus, le plus épars. En cer-

(1) Voyez, sur les begs musulmans de la Bosnie, l'étude de M. Yriarte, dans la *Revue* du 1er mars 1876.

taines contrées, ils se mêlent aux Turcs et aux Tatars, en d'autres aux Roumains et aux Albanais, et surtout aux Grecs. Là même où ce peuple de laboureurs est le plus compacte, les villes situées dans son sein sont souvent presque exclusivement peuplées de Turcs et de Grecs. Il n'y a en tout cas nulle relation entre les limites de la population bulgare et les limites de la province placée entre le Balkan et le Danube, qui chez nous porte le nom de Bulgarie. Au sud et à l'ouest, les Bulgares dépassent largement les frontières de la Bulgarie, ou, comme disent les Turcs, du *vilayet du Danube*. En revanche, les Bulgares sont en minorité dans la partie orientale de la province qui porte leur nom. Les mahométans turcs ou tatars récemment colonisés forment même la population presque exclusive de la région comprise entre le coude du Danube et la Mer-Noire. Cette portion du pays pourrait, dans une organisation nouvelle, être sans inconvénient détachée de la province pourvue d'institutions autonomes. Restreinte de ce côté, la nouvelle Bulgarie devrait être agrandie d'un autre. Il serait difficile de lui donner partout pour frontières les Balkans, dont le versant méridional est également habité par les Bulgares, et a été le principal théâtre des massacres dont s'est émue l'Europe. Beaucoup de ces localités aujourd'hui tristement célèbres, Tatar-Bazardjik par exemple, sont en dehors de la Bulgarie officielle et ne sauraient être laissées en dehors des mesures réparatrices destinées à empêcher le renouvellement de semblables horreurs. D'un autre côté, une extension démesurée ou prématurée d'une Bulgarie autonome peut nuire aux intérêts futurs des Grecs autant qu'aux intérêts présens des Turcs, menacés par là de voir un jour enlever à Constantinople la muraille du Balkan après le fossé du Danube. Aussi, dans les régions mixtes comme la Macédoine et la Thrace, la diplomatie européenne aura-t-elle double motif de ne pas trop laisser sacrifier les Grecs aux Bulgares et l'hellénisme au slavisme.

La route qui tôt ou tard doit mener les Bulgares à des institutions autonomes a été ouverte, dans ces dernières années, du consentement même de la Porte. Ce peuple, jusque-là dépourvu de tout lien national, a récemment reçu du divan un commencement d'autonomie sous la forme jusqu'ici en usage dans l'empire ottoman, la forme religieuse. Les Bulgares, confondus pendant des siècles avec les Grecs dans la grande église byzantine et exploités par le clergé phanariote, ont obtenu du divan d'avoir une église nationale indépendante du patriarcat de Constantinople et ayant pour chef un exarque bulgare. Cette mesure trop peu remarquée en Europe, souvent même mal comprise, a été l'acte le plus important de la Porte depuis la guerre de Crimée et le principal résultat de l'influence du

général Ignatief sur le Bosphore. Par là les Bulgares, affranchis du joug religieux des Grecs, ont été érigés en communauté, en *nation* particulière de l'empire, au même titre que les Grecs ou les Arméniens. La grande difficulté, le grand débat a porté sur les limites de la nouvelle église et de l'église-mère, sur les limites de l'exarchat bulgare et du patriarcat de Constantinople. Dans cette affaire de juridiction ecclésiastique qui a conduit les deux parties rivales à un schisme au fond tout politique, ce qui était en question, c'était moins les droits du siége patriarcal œcuménique et les priviléges de la liturgie grecque que les prétentions nationales des Slaves et des Hellènes sur les pays où, comme en Macédoine, les deux races se touchent et se mêlent. Grecs et Slaves comprenaient que les frontières de l'exarchat bulgare devaient dessiner à l'avance le cadre futur d'une Bulgarie autonome et marquer au sein de l'empire la part de l'héritage ottoman assigné à chacune des deux races. La Porte ne le sentait guère moins, et, tout en cédant aux demandes de ses sujets slaves et aux conseils de la Russie, elle répugnait à fixer les bornes du nouvel exarchat. Pour le Bulgare en effet, l'émancipation ecclésiastique n'a été qu'un moyen d'arriver à l'émancipation civile, l'autonomie religieuse que le prélude de l'autonomie administrative.

Quelques difficultés pratiques que présente la délimitation des droits à concéder aux provinces chrétiennes, ou la délimitation même des régions appelées à profiter des nouvelles institutions, le principal obstacle à tout régime autonome est ailleurs. La véritable objection est celle que, dans les négociations, les adversaires de tels projets mettront le moins en avant. Ce qui fait hésiter les puissances, ce n'est ni leur confiance dans la Porte, ni leur indifférence pour les chrétiens de la Turquie, c'est la crainte qu'un nouvel ordre de choses ne tourne tôt ou tard au démembrement de la Turquie et à l'agrandissement d'un empire voisin. Ce que redoutent les hommes d'état, c'est de voir l'autonomie administrative des provinces slaves aboutir à l'autonomie politique, et celle-ci à la domination directe ou indirecte de la Russie. A cet égard, l'insistance même du cabinet et de la presse russes en faveur de l'autonomie des Slaves de Turquie éveille les soupçons de l'étranger et paralyse ses sympathies pour les malheureux sujets de la Porte. Nous en revenons ainsi à la Russie, aux Slaves et à ce spectre du panslavisme, que la défiance européenne voit toujours planer sur la question d'Orient.

IV.

Il serait manifestement peu sincère ou peu clairvoyant d'affirmer que les institutions locales accordées aux provinces chrétiennes ne les mèneront jamais plus loin, de nier que de l'autonomie administrative elles puissent jamais s'élever à l'autonomie politique, et de là à l'indépendance. L'exemple des deux provinces roumaines, de la Valachie et de la Moldavie, suffirait à prouver qu'une telle marche est possible, peut-être même naturelle. Les circonstances ne sont cependant pas tout à fait analogues. Les Roumains possédaient une unité de nationalité et de religion, une unité géographique qui leur devait singulièrement faciliter une telle évolution. Pour les Bosniaques et les Bulgares au contraire, le mélange des races ou des cultes d'un côté, l'indécision des contours géographiques de l'autre, semblent devoir rendre la transition de l'autonomie à l'indépendance plus difficile ou plus lente. Je suppose cependant que malgré tous les obstacles ce pas ait pu être franchi, je suppose les Bulgares parvenus, de concessions en concessions, à une situation analogue à celle des Roumains aujourd'hui; si ce passage s'était fait pacifiquement, si, au lieu d'une province désolée par des insurrections ou des massacres périodiques, la Turquie avait sur les Balkans un vassal paisible et prospère, le mal ne serait pas grand. S'il n'y avait qu'une principauté danubienne de plus, les puissances occidentales, qui ont plus que personne contribué à l'indépendance de la Roumanie, qui, pour l'agrandir, ont même enlevé à la Russie une bande de terre, les puissances occidentales ne sauraient s'inquiéter. D'où viennent donc les appréhensions suggérées par une perspective si vague et si lointaine encore? Comment se fait-il que l'on redoute en Bulgarie ce qu'on a soi-même encouragé en Roumanie? Faut-il dire : vérité en deçà du Danube et erreur au-delà? Non, la contradiction n'est qu'apparente; elle s'explique du moins sans peine. Toute cette différence de points de vue tient uniquement à la différence de races des populations sur les deux rives du Danube. Au nord, c'est un peuple de traditions et de langue latines qui se fait gloire du nom de Romain, dont toutes les sympathies sont pour l'Occident, et qui se regarde comme un avant-poste de l'Europe en Orient. Au sud du grand fleuve au contraire, c'est un petit peuple slave, sans lien avec l'Occident, et n'ayant de penchant que pour le grand empire slave du nord. En aidant à ériger la Roumanie en état quasi-indépendant, l'Europe créait une barrière entre la Russie et les maîtres actuels du Bosphore; en contribuant à préparer l'érection de la Bulgarie en principauté vas-

sale, l'Europe craint de laisser jeter sur le Danube un pont pour les Russes et d'établir sur les Balkans une avant-garde de la Russie.

Qu'y a-t-il de fondé dans de telles appréhensions? C'est là un point qui mérite examen. L'on ne saurait avoir aucune opinion sur les affaires d'Orient avant de s'en être fait une sur cette vieille question du panslavisme, dont tant de personnes prononcent le nom et dont si peu comprennent le sens. Le panslavisme est-il un vague fantôme qui s'évanouit dès qu'on le regarde de près, ou au contraire est-ce un monstre qui menace de dévorer l'Orient? Dans ce dernier cas, l'Europe ne saurait en effet prendre trop de précautions; sa sécurité, sa liberté, y sont intéressées. Toutes les puissances devraient sur ce point se sentir solidaires et abdiquer leurs rivalités devant le péril commun. La Russie occupe déjà près de la moitié du sol européen, elle a déjà une population double de celle du plus peuplé des autres états; aucune nation européenne ne peut souhaiter de la voir s'agrandir dans notre partie du monde. La France là-dessus ne saurait être d'un autre sentiment que l'Autriche, l'Allemagne ou l'Angleterre. Malgré toutes ses sympathies naturelles pour la Russie, malgré l'appui qu'en telle ou telle occasion lui pourrait prêter le gouvernement russe, la France ne peut oublier l'équilibre de l'Europe ou en trahir les intérêts généraux. Certes, notre pays en ses malheurs a eu peu à se louer d'autrui, il n'en reste pas moins fidèle à ce qui semble la cause de cette Europe dont il a été abandonné. Quoi qu'en puissent penser quelques esprits isolés, la France vaincue d'aujourd'hui ne doit point regarder le panslavisme d'un autre œil que la France naguère victorieuse de Sébastopol. Toute la question est de savoir ce qu'il y a de réel dans ce spectre si souvent évoqué depuis vingt ans. Pour sortir à cet égard des notions vagues où flotte l'opinion publique, il y a deux faces de la question à considérer. La Russie a-t-elle vraiment sur la presqu'île des Balkans les convoitises qu'on lui soupçonne depuis un siècle, et les ayant, la Russie trouverait-elle un point d'appui chez les populations slaves de la presqu'île?

Et d'abord la presse occidentale entretient souvent l'Europe d'un « parti panslaviste russe. » C'est là, il faut le dire, une dénomination absolument inconnue en Russie. On y connaît bien un groupe d'hommes distingués auxquels depuis une trentaine d'années on applique la désignation de *slavophiles* (*slavianophily*); mais que signifie ce nom ou ce sobriquet? A-t-il quelque rapport à la politique étrangère et aux Slaves de Turquie? Nullement; ce n'est qu'une allusion à la politique intérieure et aux tendances russes, moscovites si l'on veut, de certaine école. Les slavophiles sont des hommes qui croient qu'au lieu de tout emprunter à l'Europe, la Russie doit

rester fidèle à son génie national, doit chercher sa grandeur dans les mœurs et les traditions slaves. Ce parti, ou mieux cette école, s'oppose en Russie aux *Occidentaux*, partisans de l'imitation des institutions européennes, et le plus grand nombre des slavophiles ne songe guère plus à l'annexion à la Russie des Slaves des Balkans, que leurs adversaires les Occidentaux ne songent à l'annexion de l'Occident. Ce terme de slavophile ne répond donc nullement au mot de panslaviste, expression originaire d'Allemagne, et qu'en parlant des partis russes la presse européenne devrait abandonner. Certes il y a chez le plus grand nombre de ces slavophiles, comme chez la plupart des Russes, de vives sympathies pour les Slaves orthodoxes et une vive répulsion pour la Turquie musulmane; mais chez eux comme chez la plupart de leurs compatriotes, ces sympathies restent vagues, idéales, et ne sont nullement formulées en politique déterminée.

Pour dire toute la vérité, nous nous méprenons en prêtant d'ordinaire à la Russie et aux Russes sur la Turquie et sur Constantinople des vues précises, des projets calculés. Ce qui se rencontre en Russie, c'est plutôt une vague attraction, d'indécises visées, d'incertaines velléités. Les peuples, les gouvernemens mêmes, sont comme les individus, loin d'avoir toujours un parti-pris, une résolution arrêtée, en un mot, un plan. Il y a des nations auxquelles la nature même a marqué un but qu'elles se sentent obligées d'atteindre; ainsi pour l'Italie unifiée était Venise, ainsi était Rome. Aucun Italien ne niait sérieusement un fait aussi évident, aucun ne songeait à dissimuler l'objectif national, quelque intérêt momentané que pût avoir le gouvernement italien à donner sur ce point le change à l'étranger. Rien de pareil en Russie. Peu de Russes confessent des vues sur le Bosphore, moins encore sur le Balkan, et les plus sérieux traitent de telles visées de dangereuses chimères. Si les Russes jettent naturellement les yeux de ce côté, c'est moins sur le Danube que sur le Bosphore même; ils s'inquiètent moins d'agrandir leur empire en y faisant entrer des frères slaves que d'avoir par la possession des détroits un libre accès sur la Méditerranée. Or il ne faut point beaucoup de réflexion pour sentir ce qu'à ce point de vue pourrait avoir de précaire et de décevant l'occupation du bas Danube, des Balkans, de Constantinople même. Quand les Russes camperaient à Péra et dans Stamboul, il serait encore facile à une puissance maritime, à l'Angleterre par exemple, de fermer à la Russie l'étroite et double porte des détroits. Il suffirait pour cela de se faire à l'extrémité des Dardanelles, dans la presqu'île de Gallipoli ou ailleurs, un autre Gibraltar, et les Anglais seraient plus maîtres de cette issue de la Méditerranée qu'ils

ne le sont de l'autre aujourd'hui. Pour achever l'examen de cette hypothèse, l'on ne doit point oublier que sur terre la position des Russes établis en Turquie ne serait pas meilleure. Ils seraient toujours menacés de voir couper leurs communications avec le centre de l'empire, toujours à la merci d'une armée autrichienne ou allemande débouchant des bastions naturels de la Transylvanie ou descendant le grand chemin du Danube. Si jamais les Russes doivent régner à Constantinople, ce sera par la tolérance de l'Europe, de l'Allemagne ou de l'Autriche en particulier, et dans ce cas Constantinople, dont les communications dépendraient toujours du bon plaisir de Vienne ou de Berlin, ne saurait être pour la Russie qu'une garnison excentrique dont l'un ou l'autre empire voisin lui aurait fait payer cher la possession. Pour peu qu'on y réfléchisse, l'on voit qu'au point de vue russe même, les avantages d'une telle politique sont loin d'en valoir les risques.

Nous en sommes toujours en Occident au prétendu testament de Pierre le Grand, pièce apocryphe qui paraît avoir été forgée cent ans après la mort du vainqueur de Charles XII, dans l'intérêt des desseins de Napoléon Ier, pour servir à des plans non moins démesurés que ceux prêtés par le faussaire au grand réformateur du Nord. La Russie est assez vaste, elle est embarrassée d'assez de peuples divers pour ne point accroître encore ses difficultés en absorbant des contrées dont l'assimiliation ne se ferait pas sans dépenses ni peine. Quels seraient pour le gouvernement de Pétersbourg les résultats d'un partage ou d'une occupation de la Turquie, faite isolément ou de concert avec l'Autriche, selon les projets mis un moment en avant? Annexion ou occupation prolongée aurait pour la Russie deux conséquences également funestes : l'une serait un surcroît de dépenses, alors que pour son propre développement l'empire a un besoin impérieux de toutes ses ressources; l'autre serait un sursis, un temps d'arrêt, peut-être un recul dans ses réformes intérieures, et pour longtemps le rejet indéfini de toute constitution politique. Ainsi se trouveraient compromis du même coup les résultats du passé et les espérances de l'avenir, ce qu'a si laborieusement obtenu le gouvernement, l'équilibre financier, et ce que rêvent obstinément les patriotes, des institutions libérales. L'on sait ce que sous ce dernier rapport la Pologne a déja coûté à la Russie. Rien en effet ne ferme à une nation l'accès de la liberté et du *self-government* comme l'incorporation à son territoire de populations hétérogènes, de mœurs et d'éducation étrangères, qui ne peuvent être gouvernées qu'à l'aide du pouvoir absolu ou de lois d'exception. La Russie a déjà sur ses frontières européennes et asiatiques toute une large ceinture de provinces et de populations

difficiles à assimiler, il y aurait imprudence à l'élargir encore. Une Russie prolongée par-dessus le Danube jusqu'à la Méditerranée menacerait l'élément russe d'énervement à force d'extension ou de dénationalisation dans le cosmopolitisme. L'empire russe, agrandi de parties mal soudées ensemble, offrirait plus de prise à l'ambition de ses voisins, ou, démesurément distendu, il risquerait de se rompre et de se désagréger de lui-même. A quelque point de vue que l'on se place, au point de vue financier ou économique, au point de vue du développement politique ou de la force effective de l'état, l'héritage des empereurs byzantins ne serait pour les tsars qu'une fastueuse et périlleuse succession. En vérité, aucun patriote russe, aucun ami de la Russie ne lui peut rien souhaiter de pareil.

L'intérêt bien entendu de la Russie est manifeste; mais devant des séductions ambitieuses, chez les peuples comme chez les individus, il serait imprudent de se trop confier à l'intérêt bien entendu. Par bonheur pour la Russie et l'Europe, les rêves du panslavisme rencontreraient plusieurs barrières successives dans la géographie, dans l'ethnologie, dans la conscience même des peuples que l'on suppose enclins à de pareils songes. En dépit de l'opinion vulgaire, la région des Balkans ne serait guère pour la Russie qu'une seconde Pologne, plus vaste que la première, plus isolée naturellement de l'empire et plus facile à en distraire. Les Slaves ne sont point les seuls habitans de la péninsule de l'Hœmus. Au nord, entre eux et les Russes, il y a d'abord un peuple presque aussi nombreux que Bulgares et Serbes réunis, les Roumains, demeurés depuis Trajan à l'embouchure du Danube comme un avant-poste de l'Occident. Au sud, il y a les Grecs, qui aujourd'hui encore forment le gros de la population chrétienne de la banlieue de Constantinople; les Grecs, comme les Roumains, plus rapprochés de nous que des Slaves, par l'origine et les traditions, comme les Roumains jaloux de leur nationalité et peu soucieux de se laisser submerger dans un océan panslave. Chez ces deux peuples, les plus compactes, les mieux délimités par la nature, les plus fortement constitués aujourd'hui de la péninsule, l'antagonisme avec les Slaves va parfois jusqu'à l'injustice. C'est cette rivalité ou ces méfiances qui, dans la dernière guerre serbo-turque, ont retenu les cabinets d'Athènes et de Boukarest dans la neutralité, alors qu'en coopérant énergiquement avec les Serbes ils eussent pu décider la défaite de l'adversaire commun. Roumain et Hellène, tous deux justement fiers de porter le nom des deux grands peuples classiques, n'abdiqueront jamais leur antique et glorieuse nationalité au profit de peuples que, dans leur orgueil traditionnel, ils dédaignent comme d'obscurs parvenus. Chez l'un et l'autre, une

Russie établie sur les Balkans ou sur le Bosphore ne rencontrerait que des sujets toujours portés à la révolte ou des voisins toujours prêts à se joindre à ses adversaires.

Le panslavisme ne trouverait guère un meilleur accueil chez les Slaves de la Turquie. L'opinion contraire est, je crois, le fruit de l'ignorance ou de la prévention. J'ai plusieurs fois visité l'empire turc, j'ai eu l'occasion de voir sur le Danube ou sur l'Adriatique des patriotes slaves, serbes, monténégrins, bulgares; je les ai toujours trouvés fort mécontens du régime ottoman, mais fort décidés à ne lui point substituer la domination russe. J'ai rencontré, je l'avoue, un ou deux hommes parlant ouvertement de la création d'un état, d'un empire slave. « Vous voulez dire un empire russe? leur demandai-je. — Non pas russe, répliquaient-ils avec une sorte d'indignation, mais bien slave, en dehors de la Russie comme de l'Autriche... » Ces peuples ont l'habitude en effet de réserver pour eux-mêmes ce nom de Slave, qui, dans la bouche des riverains de l'Adriatique, désigne habituellement la branche jougo-slave ou le rameau serbo-croate des ethnologues. Ce que les plus exigeans ou les plus aventureux entendent par un état slave, c'est d'ordinaire une grande Serbie, tout au plus un état serbo-bulgare ou une confédération *jougo-slave* réunissant dans une même patrie tous les Slaves du sud orthodoxes. Si chez les populations serbes ou bulgares il y a quelques tendances panslavistes, c'est dans ce sens restreint qu'il faut habituellement entendre leur panslavisme.

Les Slaves de Turquie appartiennent à cette branche jougo-slave à laquelle se rattachent en dehors d'eux les Croates, les Dalmates et les Slovènes de l'Autriche, mais ils se divisent en deux rameaux fort différens par le caractère, bien que fort semblables de mœurs et d'éducation, les Serbes et les Bulgares. Chez les premiers, les plus actifs, les plus entreprenans, les plus belliqueux, l'on chercherait en vain un panslaviste dans le sens donné à ce mot en Occident. Habitans de la Serbie proprement dite ou de la Montagne-Noire, Bosniaques ou Herzégoviniens sont également jaloux de leur autonomie. Les deux principautés en guerre avec la Turquie y sont trop habituées pour y renoncer volontairement, et si Belgrade et Tsettinié comptent sur la Russie, c'est comme sur une alliée qui doit les aider à s'affranchir de la domination ottomane. Les Serbes ont leurs traditions, leurs songes de grandeur; ils se croient, eux aussi, de hautes destinées, mais la démocratie slave pour laquelle combat ou conspire l'*Omladina* serbe n'entend pas vivre à l'ombre des ailes de l'aigle à deux têtes moscovite. Si quelques Russes se sont jamais fait illusion à ce sujet, la dernière campagne a pu les éclairer. Les volontaires de Moscou sont accourus à Belgrade en libérateurs; les

Serbes, dépourvus d'officiers indigènes, étaient heureux de remettre à ces généreux auxiliaires le commandement de leurs milices. Les officiers de Tchernaïef n'en ont pas moins pu entendre les murmures qu'excitait parmi leurs frères slaves leur ingérence politique ou leur prépondérance militaire. Ces rivalités ne semblent même pas avoir été sans influence sur les dernières défaites de l'armée serbe et de ses cadres russes. Il n'y avait pas besoin d'une telle expérience pour savoir que si les Serbes réclamaient l'appui de la Russie, c'est uniquement au profit de la Serbie, et que, s'ils désiraient être indépendans du sultan, ce n'était point pour devenir les vassaux du tsar.

Restent les Bulgares. Si en dehors de la Russie il y a quelques panslavistes dans le sens que nous donnons à ce mot, c'est parmi ces Bulgares. La raison en est simplement un plus long et plus complet abaissement, une sorte d'affaissement politique et d'aveuglement de la conscience nationale obscurcie par la privation séculaire de toute autonomie. Tandis que depuis trois quarts de siècle le raïa serbe peut lever les yeux vers Belgrade ou Tsettinié, le Bulgare, las du joug turc, ne savait où diriger les siens. Il était pour ainsi dire devant un ciel vide, et la nuit de sa servitude était sans étoiles. Abandonné d'autrui et sans confiance en lui-même, il n'est point étonnant que le désespoir lui ait fait regarder vers le tsar du Nord comme vers le dieu mystérieux d'où lui devait un jour venir le salut. Aujourd'hui, si ses yeux se dirigent encore du même côté, ce n'est plus avec le même sentiment. Au contact de leurs voisins, Serbes et Roumains, sous l'impulsion des comités de Boukarest ou de Belgrade, ces Bulgares tant abaissés ont relevé la tête; ils se sont mis, eux aussi, à rêver d'avenir, mais à rêver pour leur propre compte. S'ils ont avec les Russes plus d'affinité de race que n'en ont les Serbes, étant probablement, comme les Moscovites, nés d'une infusion du sang finnois dans le sang slave, les Bulgares sont moins que les Serbes rapprochés des Russes par le lien le plus apparent, le lien de la langue. Eux aussi du reste ont leur histoire, leurs traditions entièrement étrangères à celles de la Russie et récemment recueillies dans leurs chants populaires. Chez ce peuple si longtemps déprimé, l'orgueil national s'est déjà réveillé : faute de mieux, il s'exerce rétrospectivement, et, à l'aide de poèmes plus ou moins authentiques, le patriotisme bulgare revendique comme sienne une bonne part de l'héritage poétique ou héroïque des Grecs, d'Orphée de Thrace à Alexandre de Macédoine. Pour peu qu'on lui permette de goûter à l'autonomie, un tel peuple y prendra vite assez de goût pour se détourner du trouble breuvage panslaviste. Sa conscience nationale, déjà éveillée par l'indépendance de son église et la dé-

couverte de ses titres littéraires, ne peut manquer de mûrir. Une fois pourvus d'institutions autonomes, les Bulgares cesseront de regarder au-delà du Danube, et, si le lien qui les unit à la Porte vient un jour à se relâcher, ils n'iront pas d'eux-mêmes s'enchaîner à un empire étranger. Ce qui, là où il peut exister encore, fomente le panslavisme, c'est l'oppression des Slaves, ce qui en doit effacer les derniers vestiges, c'est leur liberté.

V.

En demandant l'autonomie de ses congénères de Turquie, la Russie travaille ainsi contre les projets qu'on lui prête sur les Balkans. Une fois libres, Serbes et Bulgares ne seraient pas pour la cour de Pétersbourg des cliens beaucoup plus dociles que les Roumains ou les Grecs. Slaves ou non Slaves, les chrétiens d'Orient rechercheront la protection de la Russie tant qu'ils craindront la servitude d'un autre côté; du jour où ils se sentiraient menacés par elle d'annexion ou de vasselage, ils deviendraient les plus défians vis-à-vis de la politique russe, et au besoin chercheraient un appui chez ses adversaires. Il se passerait chez eux ce que nous avons vu à nos portes en Belgique. Quand la France travaillait à l'indépendance des provinces belges des Pays-Bas, plusieurs Français s'imaginaient donner à leur patrie une sorte d'annexe ou d'avant-poste. On sait combien, au point de vue politique, l'événement a démenti ces espérances. Partout, en pareil cas, les petits peuples qui ont goûté à l'indépendance ou à l'autonomie redoutent les nations les plus voisines et les plus parentes, parce que ce sont celles qui peuvent le plus aisément les absorber. Or, par tout ce qui rapproche les peuples et constitue la nationalité, par l'histoire, par la géographie, par la langue, par les mœurs, les Bulgares sont manifestement plus éloignés des Russes que les Belges, les Wallons du moins, des Français. Si les Slaves du sud sont jamais engloutis par leur puissante protectrice, c'est que l'Europe les lui aura abandonnés, au lieu de les aider à maintenir ou à recouvrer leur autonomie nationale.

C'est par une étrange confusion en effet que nombre de personnes regardent les rêves du panslavisme comme un corollaire légitime de ce qu'on a nommé le principe de nationalité. Si le panslavisme en semble une conséquence, c'est une déduction forcée qui, dans son exagération, fausse et dénature singulièrement le principe. Le nom de Slave indique une race, nullement une nation. Il ne serait pas plus conforme à la nature et aux instincts nationaux de réunir en un seul état les différens peuples slaves, que de joindre en un seul les différens peuples néo-latins. C'est de même un abus

de mots que de comparer l'unité slave à l'unité allemande. L'analogue du panslavisme, ce serait le pangermanisme, en entendant par là l'annexion à l'empire d'Allemagne de tous les pays où peut prédominer le sang teutonique, de la Hollande au Danemark, de l'Angleterre à la Scandinavie. Or l'une ou l'autre de ces conceptions est également monstrueuse, également en contradiction avec le droit national et les libres aspirations des peuples. Je dirai plus, les Slaves de la Turquie, les Serbes et les Bulgares ont leur nationalité moins en péril sous la suzeraineté ou la domination même d'un empire faible et hétérogène comme la Turquie, que sous la domination ou le protectorat d'un empire fort et centralisé comme la Russie, qui, depuis l'effacement des derniers vestiges du royaume de Pologne, ne souffre plus dans son sein aucune trace d'autonomie locale.

Le panslavisme est une chimère malsaine, aujourd'hui repoussée de tous ceux qu'on a cru longtemps incliner vers elle. Non-seulement l'unité de tous les Slaves ou leur fédération même est impossible, mais il est douteux que le panslavisme restreint des jougo-slaves soit jamais réalisé; il est douteux même que le rameau serbe réussisse jamais à réunir en un seul faisceau ses branches aujourd'hui éparses. Pour être une combinaison plus modeste et plus inoffensive que le panslavisme, le *panserbisme* ou l'illyrisme, du nom antique ressuscité par quelques-uns de ses premiers fauteurs, ne semble pas de longtemps pouvoir sortir de la région des utopies. La division des églises, le long divorce historique des Croates et des Serbes, la séparation des alphabets latin et cyrillique, enfin, parmi les Serbes orthodoxes même, le dualisme de la Serbie et du Montenegro, sont autant d'obstacles difficiles à franchir (1).

Le programme *omladiniste* d'une grande Serbie est, dans les affaires actuelles, l'épouvantail de l'Autriche-Hongrie. On comprend qu'un état si fortement éprouvé par l'unité italienne et l'unité allemande redoute l'unité serbe. Cette dernière n'a pourtant, dans un avenir prochain, qu'une chance sérieuse, l'incorporation à l'Autriche même de la Bosnie et plus tard de la Serbie. Dans les cercles slaves et aussi, dit-on, dans les cercles militaires de Vienne, de tels projets ont rencontré une certaine faveur. La proposition d'occuper en commun les pays insurgés, un moment faite à l'Autriche par la Russie, tendait au fond vers le même résultat; mais ces avances ont

(1) Sur cette question comme sur la plupart de celles qui se rattachent aux Slaves du sud, le lecteur français possède en sa langue les meilleurs moyens d'information. Je citerai en particulier *le Monde slave* et les *Études slaves* de M. L. Leger, *les Serbes de Hongrie* de M. E. Picot, *le Balkan et l'Adriatique* de M. Albert Dumont, et *les Slaves de Turquie* de M. Cyprien Robert, publication qui, après avoir paru il y a plus de trente ans dans la *Revue*, conserve encore un véritable intérêt d'actualité.

été repoussées par le gouvernement autrichien, avant tout soucieux de maintenir le fragile équilibre de son dualisme intérieur. L'on peut croire qu'en dépit de certaines sollicitations l'Autriche ne songera à une occupation ou à une rectification de frontières que le jour où elle serait devancée dans cette voie par la Russie, ou verrait s'étendre à ses portes un état serbe agrandi, s'enfonçant comme un coin entre la Croatie et la Dalmatie autrichiennes.

Une occupation des provinces insurgées par des troupes chrétiennes semble à une partie de la presse russe la seule garantie sérieuse que l'on puisse obtenir de la Porte pour l'exécution de ses réformes. Le gouvernement russe inclinerait, dit-on, vers ce point de vue. Si cela est, ce peut être la pierre d'achoppement de la paix. Certes, après les massacres de Bulgarie, trop souvent exécutés sous les yeux ou avec la connivence des *nizams* et des officiers turcs, il est difficile d'avoir grande confiance dans les troupes régulières de la Porte; mais dans ces provinces, divisées entre des races ou des cultes hostiles, il faut une force armée, et si l'on récuse les Turcs, qui mettre à leur place? Des Russes en Bulgarie, des Autrichiens en Bosnie, nous dit-on, et l'on cite comme précédent l'occupation française de Syrie après les massacres de Damas de 1860. L'exemple est mal choisi. Est-ce que les régimens français envoyés au Liban pouvaient exciter en Europe ou à Constantinople la même défiance qu'un corps d'armée russe sur le Balkan? Si l'on veut imiter ce qui s'est fait en Syrie, il faut confier la garde des provinces slaves à une puissance assez éloignée, assez désintéressée pour qu'on ne lui puisse supposer aucune velléité d'annexion permanente.

Cette puissance, où la trouver? Un journal russe, le *Golos*, je crois, a un instant mis l'Italie en avant; des journaux anglais, le *Times* en particulier, ont parlé de la France. L'un ou l'autre choix serait sans inconvénient pour la Turquie ou l'Europe, mais il est peu probable que le gouvernement italien soit plus que le gouvernement français disposé à accepter les embarras et les frais d'une occupation des provinces turques. Une intervention collective avec des garnisons empruntées aux diverses puissances n'offre malheureusement guère moins de difficultés. On est ainsi obligé d'en revenir à la Russie et à l'Autriche, et quand elle se ferait en commun, simultanément et par traité, une telle occupation ne serait jamais que la coopération de la méfiance, et une sorte de prise de gage pour des éventualités qu'une telle mesure rendrait presque inévitables. L'Autriche entrée sur le territoire turc à la suite de la Russie, d'autres puissances, l'Angleterre par exemple, pourront croire utile de prendre aussi leurs sûretés, et ainsi les principaux états de l'Europe se verraient conduits à occuper sur le territoire ottoman des

positions difficiles à quitter et difficiles à garder sans luttes. Pour l'opinion européenne ce ne serait là que le prélude d'un démembrement et d'une guerre générale. Et que deviendraient au milieu de tout cela ces chrétiens de Turquie qu'on prétend ainsi protéger? Que deviendrait avec une telle occupation russe ou autrichienne l'autonomie si ardemment réclamée pour les provinces occupées? Hélas! il serait trop à craindre que Bosniaques et Bulgares ne vinssent à disparaître, momentanément submergés sous un flot de troupes étrangères. Une telle perspective n'a rien de réjouissant pour les amis des Slaves de Turquie, et il est permis de douter que ce soit là le but pour lequel Serbes et Monténégrins ont pris les armes. Certes, si l'Europe, si la Russie, comme je le crois, veulent sincèrement l'autonomie des provinces chrétiennes, ce n'est point là le procédé dont elles doivent user. Mieux vaut encore, à défaut d'occupation collective, laisser Slaves ou Grecs en face des garnisons turques, sans autre protection que la présence de consuls ou de commissaires européens spécialement nommés dans ce dessein.

Le gouvernement russe a toujours protesté de son amour pour la paix; l'heure est venue de montrer si ses préparatifs militaires n'ont d'autre but que d'intimider la Porte. Par son ultimatum de Livadia, la Russie, en imposant l'armistice, a sauvé la Serbie et Belgrade de l'invasion turque; par son attitude belliqueuse et la simple menace du déploiement de ses forces, elle peut de même, sans tirer l'épée, obtenir pour ses protégés slaves une large autonomie administrative. Ne serait-ce rien qu'un tel résultat atteint sans verser le sang? Ne serait-ce point pour les provinces slaves de Turquie l'inauguration d'une ère nouvelle, pour la Russie elle-même une suffisante et noble revanche de la guerre de Crimée? En poussant les choses au contraire à l'extrême, en formulant des demandes inacceptables pour la Turquie et inquiétantes pour l'Europe, le cabinet de Pétersbourg compromettrait le succès de sa politique, au moment d'en recueillir les fruits. Une déclaration de guerre à la Porte aurait pour premier résultat de remettre tout en question. Les appréhensions suscitées en Europe par les exigences belliqueuses de la Russie refroidiraient singulièrement les sympathies européennes pour les chrétiens d'Orient, à l'heure même où toutes les puissances sont prêtes à seconder le tsar pour donner aux chrétiens des garanties contre l'arbitraire musulman.

Le gouvernement russe a toujours désavoué les rêves du panslavisme, il a toujours nié toute velléité d'agrandissement territorial, et, tant que ses troupes ne sont point entrées en Turquie, personne n'a le droit de douter de la sincérité de la Russie. Le gouvernement du tsar a donné une noble preuve de modération et de bonne

foi en 1870, lors de la révision du traité de Paris, en ne cherchant pas à reprendre la bande de terre de Bessarabie enlevée en 1855 à la Russie. Tant que la paix n'est point troublée, rien n'autorise à soupçonner au cabinet de Pétersbourg des vues cachées; mais le jour où les hostilités seraient ouvertes, le jour où les troupes russes camperaient sur le Danube ou sur les Balkans, qui peut garantir les résolutions de la Russie, qui peut affirmer que le gouvernement du tsar restera toujours maître de sa politique? Une fois lancé sur la pente de la guerre, aucun gouvernement n'est sûr du point où il s'arrêtera, aucun n'est certain de ne pas dépasser ses propres intentions. Rien n'est entraînant comme la guerre, comme la victoire surtout; il y a dans les succès militaires, pour les peuples comme pour les individus, quelque chose d'exaltant, d'enivrant, qui les emporte souvent au-delà de leurs desseins prémédités. Le général répugne à laisser abandonner par ses troupes tout le terrain conquis, le politique réclame des avantages en rapport avec les sacrifices consentis et les risques courus. Comment la Russie persuadera-t-elle au monde qu'elle saura toujours se maintenir au-dessus de telles tentations? Et si l'Europe n'en est point convaincue, les puissances les plus intéressées à l'équilibre oriental peuvent, malgré leur peu de sympathie pour les Turcs, malgré leur désir de coopérer au bien des chrétiens, se voir entraînées à la guerre contre la Russie, ou obligées de garder une neutralité défiante dont pourrait toujours sortir la guerre.

Si l'on regarde de sang-froid la crise orientale, on a peine à croire qu'elle puisse aboutir à un conflit armé, tant Russes et Turcs, chrétiens et musulmans semblent avoir d'intérêt à l'éviter. Pour la Porte-Ottomane, une guerre heureuse ou malheureuse n'offre que des périls; sa situation est telle, que succès ou revers militaires l'amènent presqu'au même point. La preuve en est sa dernière campagne de Serbie : victorieux des Serbes, le divan s'entend réclamer au nom de ses provinces chrétiennes plus qu'on ne lui demandait pour elles avant l'ouverture des hostilités. A ce que lui coûte une victoire, la Turquie peut mesurer ce que lui pourrait coûter une défaite. Pour elle, la sagesse est de céder, d'éviter à tout prix une lutte qui l'atteindrait en Asie aussi bien qu'en Europe, et où l'intervention même des gouvernemens les mieux disposés pour elle, de l'Autriche ou de l'Angleterre, peut précipiter un démembrement. La sagesse est de ne pas trop se fier aux rivalités des puissances, de ne pas trop compter sur un retour d'intérêt de l'Angleterre, et d'accorder aux provinces chrétiennes une autonomie qui seule peut leur rendre supportable la domination ou la suzeraineté ottomane, et seule les enlever aux suggestions du pan-

slavisme. Il y a une chose cependant que, si compromise qu'elle soit, la Turquie ne saurait faire, c'est de céder sans guerre tout ce que la guerre peut lui faire perdre, c'est d'ouvrir de sa main aux Russes le passage du Danube et les défilés du Balkan.

Pour la Russie, les chances de la guerre sont moins graves, mais redoutables encore, et mince et précaire en serait le profit. Ce que l'ouverture des hostilités mettrait en péril en Russie, c'est ce qui intéresse le plus un état civilisé, c'est son propre développement économique, intellectuel, politique. Une ère admirable de réformes et de progrès intérieurs de toute sorte peut être soudainement close sans que l'œuvre soit achevée, sans même que les premiers fruits en aient eu le temps de mûrir. Veut-elle des avertissemens? la Russie, hélas! n'en a déjà que trop : ses finances menacées d'être entraînées de nouveau dans le torrent du déficit, au moment où elles semblaient avoir définitivement atteint les bords escarpés de l'équilibre budgétaire; son crédit subitement ébranlé, ou mieux renversé d'un coup, alors que par vingt ans de sagesse il semblait affermi au niveau de celui des plus riches contrées de l'Europe; son papier-monnaie enfin, naguère relevé par de coûteux efforts, brusquement avili, et le *rouble-argent* menacé de retomber au niveau de l'ancien rouble-assignat; voilà pour la Russie les premiers effets de la guerre, alors même que les hostilités ne sont point certaines (1). Je ne veux pas envisager quelles seraient pour l'armée russe, encore en voie de transformation, les perspectives d'une lutte européenne, encore moins les conséquences d'une défaite. Je veux croire au succès des armes du tsar; je rappellerai seulement que dans son triomphe la Russie aurait tôt ou tard à compter avec les empires voisins, avec l'Autriche, avec l'Allemagne, dont l'amitié ou la tolérance pour elle ne peuvent dépasser les limites de leurs intérêts nationaux, et qui ne sauraient oublier que le Danube a ses sources chez l'une et la plus grande partie de son cours chez l'autre. L'alliance des trois empires et l'amitié des trois empereurs peut être une belle chose, une bonne chose même pour l'Europe, si elle maintient la paix européenne; mais il serait imprudent à la Russie de mettre à une trop rude épreuve la condescendance de ses deux voisins, ou de s'exposer à payer trop cher la connivence de Vienne ou de Berlin.

ANATOLE LEROY-BEAULIEU.

(1) Pour les charges qui pèsent actuellement sur la masse du peuple russe, voyez, dans la *Revue* du 15 août et du 15 novembre, nos études sur l'émancipation des serfs et sur le communisme agraire.

LES SOUVENIRS

DU

CONSEILLER DE LA REINE VICTORIA

VII.[1]

TROIS VISITES ROYALES A WINDSOR.

La reine Victoria, sans exciter aucune défiance dans le parlement, avait obtenu le résultat que poursuivait si ardemment son amour, l'élévation politique et morale du prince Albert. Le prince était quelque chose de plus que le mari de la reine, il était le maître de la maison et le ministre permanent de la royauté. Au foyer de famille comme dans les affaires d'état, il avait trouvé la position qui convenait à sa dignité personnelle. C'est vers la fin de l'année 1841, sous le ministère de sir Robert Peel, que cette transformation s'était accomplie silencieusement. Plus tard des murmures éclateront à ce sujet, il y aura des plaintes, des propos amers, il y aura même de véritables dénonciations à la chambre des communes; en 1841, personne ne proteste, et pendant une douzaine d'années on peut croire que la situation est définitivement acquise.

Cette victoire arrivait fort à point pour le prince Albert, car il se trouve que, de 1841 à 1844, trois visites royales auxquelles se rattachaient de grands intérêts politiques vinrent animer le château de Windsor. Au commencement de 1842, ce fut le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume IV, qui, sur l'invitation expresse de la reine

(1) Voyez la *Revue* du 1er janvier, du 1er février, du 1er mars, du 1er mai, du 15 août et du 1er novembre.

Victoria, fit le voyage d'Angleterre; au mois de juin et au mois d'octobre 1844, ce furent deux des plus grands souverains de l'Europe, deux souverains qui représentaient dans le monde les principes politiques les plus opposés, Nicolas Ier, empereur de toutes les Russies, et Louis-Philippe Ier, roi des Français, qui allèrent visiter la reine à Windsor. Le premier s'était invité lui-même; le second, que la reine et le prince Albert étaient venus voir au château d'Eu en 1843, leur rendait simplement cette marque de haute courtoisie.

Il y eut d'autres visites royales ou princières à Windsor en ces premières années du mariage de la reine; le roi de Saxe, par exemple, et le prince de Prusse se rendirent aussi en Angleterre pendant cette même année 1844. Nous nous attachons ici aux trois visites du roi de Prusse, du tsar de Russie et du roi des Français, parce qu'elles forment comme les trois journées d'un vrai drame diplomatique, avec une action nettement engagée, des péripéties aussi soudaines qu'imprévues, enfin le dénoûment le plus favorable que pût souhaiter notre patriotisme. On soupçonnait bien quelque chose de ce conflit d'influences royales avant la publication des Mémoires de Stockmar; les notes du conseiller de la reine Victoria nous permettent d'en retrouver les détails les plus caractéristiques. Non pas qu'il ait lui-même le sentiment du drame que nous indiquons, il en supprime au contraire toute une partie, car il ne parle que de ce qu'il a vu. Il ne se trouvait pas en Angleterre quand Louis-Philippe fut reçu à Windsor, et la troisième journée, qui donne aux deux premières une conclusion si précise, lui échappe d'un bout à l'autre. Là comme partout, il faut profiter de ses notes, compléter ses renseignemens et essayer de peindre le tableau dont il n'a fourni que des élémens épars.

I.

Le 9 novembre 1841, la reine Victoria donna le jour à son second enfant. Cette fois ses vœux et ceux du prince furent exaucés; l'enfant était un fils, un prince de Galles, le futur héritier de la couronne d'Angleterre. Quel en serait le parrain? Grande question et fort embarrassante. Les candidats ne manquaient pas parmi les parens les plus rapprochés de la reine, soit dans la famille royale d'Angleterre, soit dans la famille de Cobourg. L'un des plus ardens était le duc de Cumberland, frère puîné du duc de Kent, celui que l'avénement de la reine Victoria avait fait roi de Hanovre. On débattit bien des noms, on pesa le pour et le contre; bref, après un examen scrupuleux et sur le conseil de Stockmar, il fut décidé que le parrain du prince de Galles serait choisi en dehors des deux fa-

milles. C'était un moyen d'éviter l'inconvénient de faire un choix entre le roi de Hanovre, oncle paternel de la reine, et son oncle maternel, le roi des Belges. Supposez qu'on se fût adressé au roi de Hanovre, le roi des Belges, si dévoué à sa nièce, qui l'avait élevée, qui l'avait mariée, qui ne cessait de lui témoigner une affection paternelle, n'eût-il pas éprouvé un sentiment pénible? D'autre part, préférer le roi des Belges au roi de Hanovre, n'était-ce pas s'exposer à froisser l'orgueil britannique, non-seulement chez le frère du duc de Kent, mais dans le pays?

Les argumens de Stockmar prévalurent; le choix de la reine et du prince s'arrêta sur le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume IV. Ce n'étaient plus des raisons de famille qui se trouvaient en jeu, c'étaient des raisons politiques. Le parrain du prince de Galles serait le roi d'une nation amie, le plus grand souverain protestant du continent. Ce projet, dès qu'il en fut question, avait été approuvé par le ministère whig; le cabinet tory ne pouvait aussi que s'en féliciter. Il était clair d'avance que, dans une telle affaire, sir Robert Peel et lord Melbourne seraient nécessairement d'accord. Le roi de Hanovre en devint furieux, nous disent les notes de Stockmar; mais il eût été sans doute bien plus irrité, si la reine eût choisi le roi des Belges, et d'ailleurs il n'y avait pas lieu de se préoccuper des fureurs du roi de Hanovre, si l'on se rappelle sa conduite envers le prince Albert au sujet du bill de régence.

Dès que la décision fut prise, le roi de Prusse dut en être averti indirectement, au nom des augustes habitans de Windsor, car on trouve dans sa correspondance avec le baron de Bunsen la curieuse lettre que voici :

« Charlottenbourg, 3 décembre 1841.

« Si je suis encore de ce monde, si je ne suis pas malade, si la santé de ma chère Élise n'exige pas ma présence, si Thiers ne revient pas au pouvoir, si aucun corps d'armée ennemi n'est rassemblé sur nos frontières, bref, s'il ne survient aucune circonstance qui doive réellement m'arrêter, j'arriverai en Angleterre vers le milieu de janvier, — en supposant qu'on n'ait point de scrupule à Windsor et que je reçoive une invitation, officiellement ou sous main, mais d'une façon directe.

« FRÉDÉRIC-GUILLAUME. »

Quels étaient donc les scrupules qu'on pouvait éprouver à Windsor et qui avaient empêché la reine d'adresser directement son invitation au roi de Prusse? Oh! de simples scrupules de discrétion; il avait paru convenable de ne pas gêner la liberté du roi. Chacun du reste était persuadé, dans le monde politique de Londres, non-seulement que le roi de Prusse accepterait l'honneur d'être le parrain du futur souverain de la Grande-Bretagne, mais qu'il viendrait

en personne s'acquitter de ses fonctions. Cinq années auparavant, il avait fait, comme prince royal, le voyage d'Angleterre; il en avait conservé le meilleur souvenir et il exprimait souvent le désir de revoir ce grand pays. Préoccupé comme il l'était de la réorganisation de l'église protestante en Prusse, c'étaient surtout des questions ecclésiastiques, des questions de liturgie et de clergé qui l'attiraient à Londres. Il viendra, disait-on, il viendra certainement, et déjà les parlementaires anglais attribuaient à cette visite royale une signification politique exagérée.

Cette manière de voir ne tarda guère à être connue dans les sphères supérieures de la société européenne. Le monde diplomatique des grandes capitales est une espèce de forum d'élite où se concentrent les nouvelles d'état. Le roi de Prusse fut un peu ému de l'importance qu'on attachait d'avance à sa démarche. Devait-il se rendre à Windsor ou simplement s'y faire représenter? Il demanda conseil au prince de Metternich, dont la sagesse lui inspirait toute confiance; on sait qu'il ne prenait pas de détermination grave sans l'avoir consulté. Le prince fit une réponse évasive. C'était déjà un signe inquiétant. Ce signe devint plus clair lorsque des influences autrichiennes, russes, françaises, à la cour de Berlin, mirent tout en jeu pour le détourner de son projet. Il y eut même un parti prussien qui agissait dans le même sens, craignant les fantaisies ecclésiastiques du roi et son idée d'imposer au protestantisme de l'Allemagne du Nord une sorte de constitution anglicane. Ce n'est pas tout : la cour de Saxe elle-même, chose curieuse à cette date, éprouvait de sérieuses appréhensions. Elle redoutait, Stockmar nous l'apprend, qu'une trop intime union de la Prusse et de l'Angleterre n'eût pour ses intérêts des conséquences funestes. On se rappelait à Dresde que la Prusse s'était agrandie en 1815 aux dépens du royaume de Saxe; n'avait-elle pas l'ambition et le dessein de s'agrandir encore? Ce sont là des traits qu'il n'est pas inutile de noter en passant. Hâtons-nous d'ajouter toutefois que ces visées occultes étaient bien étrangères à la politique personnelle de Frédéric-Guillaume IV; la seule chose qui le poussât vers Londres, outre le désir de répondre plus complétement à la flatteuse invitation de la reine, c'était la joie de revoir un grand pays où se déployait librement une vie religieuse comme celle qu'il rêvait pour la Prusse. Son ministre des affaires étrangères, M. le comte Maltzan, le soutint dans ses irrésolutions; il lui conseilla de ne tenir aucun compte des *intrigues* qui s'agitaient autour de lui. La cour de Windsor l'avait invité pour un devoir de famille; il devait s'y rendre à ce titre, sans se soucier des interprétations de l'Europe.

Quand le roi eut pris son parti, notre ambassadeur à Berlin, M. le comte Bresson, demanda que Frédéric-Guillaume IV passât au

moins par la France et donnât quelque part un rendez-vous à la famille royale. Demande singulière, dira-t-on, au moment où le roi de Prusse, sur le conseil de son ministre, s'efforçait d'enlever à son voyage tout caractère politique particulier. L'idée n'est singulière qu'en apparence; au fond, elle montre que l'habile diplomate avait deviné chez le roi de Prusse de vives défiances à l'égard de notre pays, et qu'en toute occasion il s'appliquait à les dissiper. La demande, dût-elle ne pas être accueillie, était une démarche gracieuse. Le roi de Prusse, comme on devait s'y attendre, déclina l'invitation de l'ambassadeur français; « il allait directement de Berlin à Londres pour y être le parrain du prince de Galles. Son voyage ne devait pas signifier autre chose. » C'était le moyen de conserver sa liberté, puis, une fois arrivé à Londres, d'y faire de la politique, si cela lui convenait, à ses heures et selon sa méthode.

Les Mémoires de Bunsen, qui complètent ici les notes de Stockmar, nous donnent quelques détails sur l'arrivée du roi de Prusse en Angleterre. Le baron de Bunsen était depuis plusieurs mois accrédité auprès de la reine Victoria comme représentant de Frédéric-Guillaume IV. Le 18 janvier, il s'embarqua sur le *Feuerbrand* pour aller à Rotterdam au devant de son auguste maître; cinq jours après, le roi de Prusse abordait à Greenwich, où le prince Albert l'attendait à l'hôtel de l'amiral avec tout un cortége de lords et de ladies. Est-il nécessaire de dire que le parrain du prince de Galles reçut de tous côtés l'accueil le plus cordial et le plus magnifique? Stockmar ne s'arrête point à ces démonstrations extérieures. Homme grave, sévère, un peu sombre, tout à fait insensible aux vanités mondaines, il se réserve pour les occasions où il pourra étudier les personnages qui l'intéressent, apprécier leur caractère et deviner leur politique. Faisons comme lui, laissons là les cérémonies du baptême, les fêtes de Windsor, les dîners, les concerts, les réceptions éblouissantes, suivons Stockmar dans l'appartement du roi de Prusse. Il va être question de politique, non pas seulement de questions politiques allemandes, de celles qu'a réveillées en 1840 l'avénement de Frédéric-Guillaume IV au trône de Prusse, mais de questions qui touchent de bien plus près à l'Angleterre : il va être question de la royauté belge et de son fondateur, l'oncle de la reine Victoria. Le roi de Prusse n'éprouve pas plus de sympathie pour cette création révolutionnaire que n'en éprouve l'empereur de Russie lui-même : or ce qu'il a sur le cœur à ce sujet, ne pouvant le dire ni à la reine, ni au prince Albert, il va le dire en toute franchise au confident du prince, au conseiller de la reine. Il ne prendra pas Stockmar en traître, il n'essaiera pas de l'embarrasser par une attaque soudaine à brûle-pourpoint; un des hommes d'état prussiens qui ont accompagné Frédéric-Guillaume IV à Windsor, le

comte Stolberg, est chargé d'annoncer au baron que sa majesté le roi de Prusse désire lui parler de la Belgique. Un matin, M. de Humboldt va le trouver et l'introduit auprès du roi. Voici le récit de cette conférence, tel que Stockmar l'a tracé. Nous traduisons littéralement:

« ... Le roi me reçut d'une façon très amicale. Il commença par m'exposer ses devoirs envers l'Allemagne; il parla longtemps avec suite, avec bonheur, je dirai même avec éloquence. C'était lui, disait-il, qui était le représentant naturel de l'honneur et de la prospérité de l'Allemagne. Comme tel, il avait l'obligation d'avoir les yeux ouverts sur le péril qui peut menacer l'Allemagne du côté de la Belgique. Il considérait l'indépendance de la Belgique comme une situation tout à fait précaire qui durerait à peine deux générations. Le danger qui menaçait la Belgique ne pouvait venir que de la France. Il désirait donc qu'il fût possible à la Belgique de se rattacher à l'Allemagne, de se faire admettre dans la confédération germanique. Là seulement il pouvait voir pour la Belgique et son indépendance une garantie de durée. Il ne se dissimulait pas les obstacles que la constellation actuelle de la politique opposerait à l'accomplissement de son désir. Aussi n'exercerait-il aucune pression à ce sujet, ne voulant pas créer de difficultés nouvelles. Il ne demandait qu'une chose : la promesse que le roi Léopold entrait loyalement dans ses vues, qu'il adopterait le système politique le plus propre à les faire réussir, qu'il le maintiendrait fidèlement et s'efforcerait de réaliser ce dessein en des circonstances plus favorables. Il me laissa entendre que le roi des Belges lui paraissait fort enlacé dans les liens de la politique et de la parenté françaises. Il me sembla juger exactement la crise possible qu'amènerait la mort du roi actuel (Louis-Philippe), étant donné le caractère de son successeur (le duc d'Orléans). Il me dit : « En France aujourd'hui, il n'y a plus ni religion ni morale, c'est un état social entièrement pourri, comme celui des Romains avant la chute de l'empire; je crois que la France s'écroulera de la même manière. » Revenant à la Belgique, il me répéta qu'une garantie des loyales dispositions du roi Léopold, au sujet des rapports de la Belgique avec l'Allemagne, était ce qu'il désirait le plus vivement. Une telle garantie exercerait une influence particulière sur sa politique au sujet des forteresses belges, car ni lui ni aucun de ses généraux ne pouvait mettre en doute que ces forteresses, si la guerre éclatait, ne tombassent immédiatement, d'une manière ou d'une autre, aux mains des Français. La décision qu'il prendrait dans cette affaire dépendrait donc de sa confiance dans les intentions politiques du roi Léopold.

« Stolberg m'avait assuré que Metternich avait maintenant moins d'ascendant, moins d'influence que jamais sur le roi de Prusse. Une partie du discours du roi, qui se rapportait à Metternich, me parut contre-

dire absolument cette assertion. Il l'appelait le grand, le sage homme d'état, auquel il avait des obligations extraordinaires et qu'il était décidé à suivre, considérant cela comme le premier de ses devoirs. Je crus entrevoir cependant que ces paroles étaient dites dans une intention très spéciale : le roi voulait m'empêcher d'accorder une trop grande signification pratique à ce qu'il m'avait dit de son rôle vis-à-vis de l'Allemagne.

« Pendant ce discours, qui dura environ une heure, je n'avais pas interrompu le roi une seule fois. Quand il parut avoir épuisé sa matière, je me bornai à quelques remarques concentrées qui renfermaient au fond des objections. Je trouvai naturel que la révolution belge fût odieuse à Berlin. D'une chose que l'on hait, on ne peut guère se faire à distance une idée exacte et équitable. Cette défaveur avait dû nécessairement s'appliquer aussi à la personne du roi Léopold. La rupture des relations si amicales autrefois entre le prince royal de Prusse et le prince Léopold était pour ce dernier un sujet d'émotions et de réflexions douloureuses. A ce point de vue-là seulement, et à part tout résultat politique, je devais désirer de tout mon cœur qu'il pût convenir au roi de mettre à profit l'occasion présente pour s'expliquer avec Léopold en toute franchise, en toute amitié, en toute confiance.

« Une telle conversation à cœur ouvert serait le meilleur moyen de lui donner une juste idée des sentimens politiques de Léopold. Je rappelai au roi, en termes très simples, quelle était la situation politique de l'Europe en 1830, combien l'Europe devait à la résolution prise alors par Léopold, combien les puissances du Nord avaient tenu une conduite équivoque dans le règlement d'une affaire qui n'avait été entreprise pourtant qu'en vue du bien général, et combien par cette politique, à mes yeux si funeste, elles avaient contribué précisément à produire l'état de choses dont le roi venait de se plaindre.

« A cette apostrophe je vis la physionomie calme et bienveillante du roi changer tout à coup; elle était contrainte, soucieuse, embarrassée. Je sentis que l'habitude d'une cour militaire et absolutiste lui faisait paraître mon langage un peu trop nu. Je continuai pourtant sans me troubler, je développai les raisons pour lesquelles il m'était impossible de croire l'existence de la Belgique aussi absolument précaire que le disait le roi. Dans le cas d'une guerre générale, la Belgique aurait autant de chances pour elle que tout autre état du troisième rang. Sa politique pouvait se réduire à maintenir sa neutralité contre tous, et, si cette neutralité subissait une atteinte, à s'unir avec la puissance qui aurait intérêt à la défendre. Le succès de cette politique dépendrait principalement de la justesse et de la promptitude des résolutions chez le roi Léopold, ainsi que de l'énergie de l'exécution.

« L'idée qu'on pouvait encore parler de l'avenir de la Belgique sans le croire perdu sans retour étonna le roi, mais d'une façon plutôt

agréable que pénible. Il sourit amicalement, avec une certaine incrédulité toutefois, puis il parla de l'armée belge et du nombre d'hommes que le pays pourrait mettre sur pied en cas de guerre. Il parut avoir des doutes sur leur esprit, leur loyauté; il trouvait que le roi se montrait trop rarement à ses troupes pour échauffer chez le soldat l'enthousiasme nécessaire et affermir sa fidélité. Il disait qu'en général les Belges étaient grossiers, turbulens, mobiles, offrant peu de consistance; sur quoi je remarquai simplement que, bien conduits, ils avaient toujours été de bons soldats sous les gouvernemens les plus divers, et que cent mille Belges en tout cas seraient un poids considérable dans la balance. Je terminai ma réplique en confessant que, d'après mon opinion personnelle, le désir du roi, le désir de rattacher la monarchie belge à la confédération germanique, était simplement une chose inexécutable dans les conjonctures présentes, après que l'Europe du nord avait tout fait depuis 1830 pour éloigner la Belgique de la Prusse et de l'Allemagne et la pousser vers la France. L'état de choses produit par cette politique, et qui subsistait encore, ne pouvait être changé subitement; la première condition d'un changement ultérieur de la politique belge était que le roi Léopold eût des motifs de sérieuse confiance dans la loyauté et l'amitié de la Prusse. Selon moi, l'union douanière de la Belgique avec la France rendrait la Belgique française, exactement comme son union douanière avec l'Allemagne la rendrait allemande. Cette dernière hypothèse était une chose que la France, dans sa situation et ses dispositions présentes, ne pouvait concéder et ne concéderait pas. Quant à la garantie désirée par le roi, à savoir que la Belgique en cas de crise ne se jetterait pas exclusivement entre les bras de la France, je ne voyais pas où elle pourrait se trouver, sinon dans les sentimens, dans les intentions politiques droites et loyales de Léopold. Mais ces sentimens, ces intentions ne pouvaient naître que du sol même de la politique belge, et si le roi de Prusse prouvait par des actes qu'il considère le maintien de l'indépendance de la Belgique comme un principe arrêté de la politique prussienne.

« Stolberg avait déjà par deux fois prévenu sa majesté que sa voiture était prête. Je pris congé sur ces mots, et le roi partit pour Londres. »

C'est ainsi que le roi de Prusse, suivant ses déclarations officielles, s'abstenait de toute politique dans ce voyage à Windsor. On comprend maintenant qu'il ait résisté aux prières du comte Bresson et refusé de se rencontrer en France avec la famille royale. Cette rencontre eût gêné ses mouvemens. Venu directement à Londres, il est bien plus à l'aise. En réalité, c'est la France qui le préoccupe. On a déjà vu sa lettre du mois de décembre 1841 : « Si Thiers ne revient pas au pouvoir, si aucun corps d'armée ne se rassemble sur

nos frontières, je partirai pour Londres au mois de janvier. » M. Thiers n'est pas ministre, c'est M. Guizot qui dirige nos affaires extérieures, il n'y a pas de corps d'armée sur les frontières, le gouvernement veut la paix, il est décidé à la maintenir, il déploie toutes ses forces morales et brave toutes les fureurs des partis pour assurer le repos du monde. Ce désir de la paix est si profond, ce ménagement des susceptibilités étrangères est si scrupuleux, que des politiques très sages ont pu reprocher à M. Guizot le peu d'empressement qu'il a mis à profiter des avances de la Belgique au sujet d'une alliance industrielle et commerciale. Qui donc peut mettre en doute ses pacifiques intentions? Personne assurément parmi les spectateurs attentifs et sincères. C'est ce moment que choisit le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV pour manifester ses défiances à l'égard de la politique française, bien plus, pour nous déclarer une guerre sournoise, pour détacher de nous une royauté amie, pour essayer de confisquer la Belgique en ayant l'air de protéger son indépendance!

Je sais bien que cette étrange conversation du roi avec le baron de Stockmar n'avait rien de très inquiétant, car si Frédéric-Guillaume IV a essayé, ce que nous ignorons, d'insinuer quelques-unes de ses idées aux hommes d'état de l'Angleterre, on peut affirmer sans hésitation qu'il n'a pas eu de succès. Stockmar lui-même, tout Allemand qu'il est, oppose aux fantaisies du monarque des objections de bon sens et de bon droit. La Belgique introduite sans plus de façon parmi les états de la confédération germanique! La Belgique faisant partie de l'Allemagne! Et à qui le roi de Prusse vient-il confier de tels projets? A l'ami du roi Léopold, au conseiller de la reine Victoria, au guide du prince Albert, c'est-à-dire à un homme qui certainement répétera ses paroles à Bruxelles, aussi bien qu'à Windsor et à Londres! En vérité, ce serait à ne pas y croire, si la la chose n'était rapportée par le baron de Stockmar en personne. Aussi la démarche du roi, si on ne considère ici que la question belge, n'offrait-elle pas un péril immédiat. Ces sortes d'aventures, pour être seulement entreprises, veulent être rattachées à des combinaisons profondes et conduites par des politiques consommés. Ce n'est pas précisément le cas dans l'affaire dont il s'agit. Stockmar, qui vient de nous effrayer un peu, nous rassure tout aussitôt quand il résume en ces termes l'impression que Frédéric-Guillaume IV lui a faite, le souvenir qu'il a laissé chez les politiques de Londres :

« Il me paraît être un homme de sentiment, un bonhomme, plein du désir, animé de l'ardent vouloir de faire le bien et le juste, autant du moins qu'il comprend ces deux choses, esprit capable d'enthousiasme, nature poétique, caractère enclin au mysticisme, mais plus affranchi

des liens de cette religion que les apôtres de son entourage. Dans sa culture générale, le roi est essentiellement germanique. Il a un riche fonds de connaissances, il s'est beaucoup occupé de littérature et d'art, l'architecture est son étude favorite. — Dans la société, il n'est pas particulièrement sûr et adroit. L'impression qu'il produit va mieux au cœur de ceux qui ne se trouvent plus en sa présence. On l'aime alors comme un homme affectueux, bienveillant, et c'est ainsi qu'il a laissé chez tous, grands et petits, l'amical et charmant souvenir de son apparition parmi nous; mais il ne paraît avoir laissé à personne l'idée d'une grande capacité politique, d'un véritable homme d'état. »

Cette opinion, conforme à celle des meilleurs juges, est aujourd'hui consacrée par l'histoire. Elle attestait à cette date la sagacité de Stockmar et prenait dans ses notes une valeur particulière. N'était-ce pas, en effet, un correctif à certaines parties de cet entretien? Il y a un point sur lequel le roi de Prusse et le baron se trouvent exactement d'accord. Vous avez remarqué à propos de notre France ces injurieuses paroles de Frédéric-Guillaume IV, dont le conseiller de la reine admire la parfaite justesse : « l'état social de la France est entièrement pourri, comme celui des Romains avant la chute de l'empire; la France s'écroulera de la même manière. » On disait ces choses-là en Allemagne dans les derniers temps du second empire; il est bon de noter ici qu'on les disait bien avant l'avénement de Napoléon III. Voilà un roi de Prusse qui porte le même jugement sur la France de Louis-Philippe, et dans les mêmes termes, dans les termes odieux que répéteront trente ans plus tard, à la veille et au lendemain de nos désastres, tant de bouches grossières, tant de plumes empoisonnées. Sachons une fois pour toutes que ce n'est pas tel ou tel souverain, mais la France elle-même, que l'Allemagne poursuivait d'une implacable haine. Nous l'avons trop vu après Sedan, au mois de septembre 1870; nous le voyons ici au mois de janvier 1842, en des circonstances moins tragiques, mais par des témoignages également irrécusables. Sachons aussi que c'est une tactique prussienne de s'appliquer à déshonorer aux yeux du monde les peuples que la Prusse a le dessein d'attaquer. A la fin de l'année 1863, quand la Prusse, traînant l'Autriche à sa remorque, se préparait à envahir le Danemark, comment les publicistes prussiens parlaient-ils de ce fier et vaillant peuple danois? Il y avait un mot d'ordre sur toute la ligne : le Danemark est une nation pourrie. Sur la brèche de Düppel, c'était le bien et le mal, la vertu et le vice, la virilité allemande et la pourriture danoise qui allaient se trouver aux prises. Trois ans plus tard, à la veille de Sadowa, quel était le langage des journaux prussiens à l'égard de l'Autriche? Même ordre du jour : l'Autriche est pourrie. La

Prusse, à les entendre, était le plus pur foyer de l'énergie morale, l'Autriche n'était qu'un foyer de corruption. Là encore c'était la lutte d'Ormuzd et d'Ahriman; l'Autriche était vaincue d'avance. Enfin, au mois de juillet 1870, comment ont-ils préludé à l'horrible guerre? Ils ont commencé comme toujours par essayer de flétrir leur ennemi. La mitraille des injures a précédé la mitraille de fer et de feu. Jamais ce que Shakspeare appelle la *trompette hideuse des malédictions* n'avait jeté par les airs de plus hideux éclats. Ce n'étaient pas les hommes d'épée, officiers ou soldats, qui tenaient ces propos indignes, les braves en tout pays savent honorer ceux qu'ils combattent; c'étaient les hommes de plume, les *literats* de taverne, les philosophes du journalisme, les pédans et les rhéteurs d'école, les gens que M. de Bismarck désigne sous le nom de *reptiles*. Et que disaient-ils d'une seule voix? Ils disaient : la France est pourrie. Hélas! pauvre roi Frédéric-Guillaume IV, âme si noble, si poétique, âme si pieusement chrétienne, ils répétaient ce que vous disiez au baron de Stockmar en ce mois de janvier 1842!

Si ce rapprochement est cruel pour un personnage auguste, ce n'est pas nous qui le cherchons dans une vue de représailles; les choses parlent d'elles-mêmes, nous n'avons fait que signaler des échos. N'insistons pas toutefois. Entre Frédéric-Guillaume IV et de tels insulteurs, la distance est trop grande. Il suffit de redire avec Stockmar : « Frédéric-Guillaume IV manquait de tact et de finesse dans la conversation. Le souvenir de sa personne valait mieux que sa présence et ses paroles. On gardait de sa bienveillance une image sympathique et douce, mais il n'a laissé à personne l'idée d'un véritable homme d'état. »

La seule chose que je veuille dégager de cette visite du roi de Prusse à Windsor, c'est un fait inconnu chez nous jusqu'à ce jour et qui, si je ne me trompe, donne un sérieux intérêt à la suite de ce récit. D'après les révélations de Stockmar, il est évident que Frédéric-Guillaume IV, tout en déclarant que son voyage était absolument étranger à la politique, avait porté en Angleterre des préoccupations hostiles à la France. L'amitié de l'Angleterre et de la France, un instant rompue en 1840, très habilement et très heureusement rétablie en 1841 par M. Guizot, consolidée surtout par la révolution parlementaire qui écartait les whigs du pouvoir et mettait lord Aberdeen à la place de lord Palmerston, cette amitié, dis-je, était désagréable au roi de Prusse comme elle était odieuse au tsar de Russie. On sait quel était le dévoûment de Frédéric-Guillaume IV pour son beau-frère Nicolas Ier. C'était plus qu'une alliance de prince à prince ou même une amitié de frère à frère, c'était une tendresse passionnée où se mêlait quelque chose de

mystique (1). Frédéric-Guillaume, avant de partir pour Windsor, avait-il reçu du tsar quelque message secret? Nous en sommes sur ce point réduit aux conjectures, mais quelle conjecture serait plus naturelle que celle-là? Le tsar lui aura écrit en substance : « Vous voilà le parrain du prince de Galles. Ne manquez pas de vous rendre en Angleterre. L'occasion est trop belle pour être négligée. Vous pourrez parler politique à la reine et à ses ministres sans que la diplomatie française vous tienne en défiance. Il s'agit de nous rattacher l'Angleterre et le cabinet tory. La question belge peut offrir un moyen excellent de brouiller lord Aberdeen avec M. Guizot. » Le tsar ne demandait rien qui fût contraire aux idées du roi de Prusse et pût alarmer sa conscience; le roi aura donc essayé de s'acquitter au mieux de sa mission, et de là cette conversation extraordinaire qui nous est rapportée par le baron de Stockmar. Encore une fois, ce n'est là qu'une conjecture, mais qu'on l'accueille ou qu'on l'écarte, il n'en reste pas moins un fait très digne d'attention : c'est que le roi de Prusse a essayé de nuire à la France dans l'opinion des hommes d'état anglais, et que la partie diplomatique dont nous parlions est nettement engagée.

II.

Un an et demi après la visite que nous venons de raconter, le samedi 2 septembre 1843, il y avait grande fête dans un de nos ports de Normandie. Tous les bâtimens étaient pavoisés, toute la ville était en liesse. Partout, sur mer et sur terre, aux fenêtres et aux mâtures, sur les quais, sur les jetées, sur les rives prochaines, une foule immense attendait un événement. Enfin à cinq heures un quart, des salves de canon retentirent et des acclamations éclatèrent. C'était le signal annonçant que le yacht de la reine d'Angleterre, le *Victoria and Albert*, était en vue du Tréport.

« A cinq heures trois quarts, écrit M. Guizot dans une lettre expédiée le soir même, nous nous sommes embarqués dans le canot royal, le roi, les princes, lord Cowley, l'amiral Mackau et moi, pour aller au-devant de la reine. Nous avons fait en mer un demi-mille. La plus belle mer, le plus beau ciel, la terre couverte de toute la population des environs. Nos six bâtimens sous voiles, bien pavoisés, pavillons français et anglais, saluaient bruyamment, gaîment. Le canon couvrait à peine les cris des matelots. Nous avons abordé

(1) Sur ces rapports de Frédéric-Guillaume IV et de Nicolas Ier, voyez notre étude publiée ici même sous ce titre, *le Roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV et le baron de Bunsen*, quatrième partie, *l'Avénement du second empire et la guerre de Crimée*. 1er janvier 1874.

le yacht *Victoria and Albert*. Nous sommes montés. Le roi était ému, la reine aussi. Il l'a embrassée. Elle m'a dit : « Je suis charmée de vous revoir *ici*. » Elle est descendue avec le prince Albert dans le canot du roi. A mesure que nous approchions du rivage, les saluts des canons et des équipages sur les bâtimens s'animaient, redoublaient. Ceux de la terre s'y sont joints. La reine, en mettant pied à terre, avait la figure la plus épanouie que je lui aie jamais vue : de l'émotion, un peu de surprise, surtout un vif plaisir à être reçue de la sorte. Beaucoup de *shakehand* dans la tente royale. Puis les calèches et la route. Le *God save the Queen*, et autant de *vive la reine! vive la reine d'Angleterre!* que de *vive le roi!* »

Où donc allait ce brillant cortége au milieu des vivats et aux accens du *God save the Queen?* Il se rendait du Tréport au château d'Eu. La reine d'Angleterre avait voulu spontanément faire une visite au roi des Français et à la famille royale. C'était une visite d'amitié, non un voyage de plaisir. C'est pourquoi elle avait exprimé le désir d'être reçue au château d'Eu et de ne pas aller à Paris. On ne s'interdisait pas toutefois d'y parler politique, car on avait tout lieu de penser que ces conversations ne feraient qu'affermir un accord également utile et honorable aux deux pays. Lord Aberdeen, le chef du *foreign office*, avait accompagné la reine au château d'Eu, et il y eut des entretiens avec M. Guizot sur tous les sujets en litige. Pourquoi en eût-on fait mystère? On n'avait rien à cacher. La situation était claire comme le jour. Ce qu'on poursuivait de part et d'autre, c'était le maintien des bonnes relations entre la libérale Angleterre et la France de 1830.

Il est facile de deviner ici le mécontentement des puissances du nord. A Paris, dès la première annonce du voyage de la reine, certaines légations n'avaient pas dissimulé leur dépit. Il y eut même à ce propos des paroles inconvenantes. « Un roi n'eût pas fait cela, disait tel diplomate; c'est une fantaisie de petite fille. » Ces boutades si peu dignes ne faisaient que marquer avec plus de force le caractère politique de l'événement. En Prusse et en Russie, l'impression fut bien plus vive encore. A Berlin, le comte Bresson avait le droit de triompher. Lui qui, en 1842, n'avait pu décider le royal parrain du prince de Galles à passer au moins par la France, voyait aujourd'hui la reine d'Angleterre s'inviter elle-même cordialement et familièrement au foyer du roi des Français. « Mon plaisir, écrivait-il à M. Guizot, ne sera égalé que par le déplaisir qu'on en éprouvera à Pétersbourg et autres lieux. » Ces *autres lieux* n'ont pas besoin d'une désignation plus claire. Le comte Bresson ajoute : « Que nous importe maintenant que tel ou tel prince, de grande, moyenne ou petite cour, juge que ses principes ne lui permettent pas de tou-

cher la terre de France? La manifestation essentielle est accomplie (1). »

Elle était si bien accomplie que le tsar Nicolas fut impatient d'en détruire l'effet. Six mois après, le 16 février 1844, le comte de Sainte-Aulaire, ambassadeur de France à Londres, écrivait à M. Guizot : « L'empereur de Russie s'est annoncé pour cet été en Angleterre. » A quelle date le tsar avait-il conçu ce projet? Évidemment dès le lendemain de la visite au château d'Eu, sous le coup de ce déplaisir amer si vivement commenté par M. Bresson. C'est alors qu'il sonda le terrain à Windsor et à Londres, sans y être provoqué le moins du monde. La visite, on le pense bien, devait être acceptée avec un empressement courtois; il y eut pourtant, nous devons ce détail à M. Guizot, plus d'empressement de la part des ministres que de la part de la reine. M. Guizot nous révèle encore d'une plume discrète une comédie fort singulière jouée à cette occasion par le tsar. Après s'être ainsi annoncé lui-même, le tsar voulut se donner l'air d'un homme qui se fait prier. Il voudrait bien être libre de partir, mais que d'affaires! que d'obstacles! il craint vraiment d'être empêché; ce sera pour lui un sérieux chagrin, etc. N'y a-t-il pas tout un *scenario* comique dans ces lignes que M. Guizot adresse au comte de Sainte-Aulaire, le 16 avril 1844 : « J'ai des raisons de croire que vers la fin de mai l'empereur Nicolas va tomber à Londres brusquement, comme un voyageur sans façon et inattendu. *Il dit et fait dire qu'à son grand regret il ne le peut pas faire cette année.* Tout indique pourtant qu'il ira. Il aime les surprises et les effets de ce genre (2). » M. Guizot souriait en écrivant ces lignes, et personne ne les lira sans prendre part à sa fine raillerie, de même que personne ne peut lire sans un sentiment d'admiration profonde les instructions qu'il adresse au comte de Sainte-Aulaire sur ses rapports avec le tsar : « Soyez réservé avec une nuance de froideur. Les malveillans, ou seulement les malicieux, voudraient bien ici que nous prissions de ce voyage quelque ombrage, ou du moins quelque humeur. Il n'en sera rien. Nous ne savons voir dans les choses que ce qu'il y a, et nous sommes inaccessibles à la taquinerie. L'empereur vient à Londres parce que la reine d'Angleterre est venue à Eu. Nous ne le trouvons pas difficile en fait de revanche. Nous sommes sûrs qu'il ne fera à Londres, avec le cabinet anglais, point d'autre politique que celle que nous connaissons. Bien loin de regretter qu'il fasse sa cour à l'Angleterre et qu'elle ait influence sur lui, nous en sommes fort aises; cela est bon pour tout le monde en Europe. Voilà pour le fond des choses. Quant aux formes exté-

(1) *Mémoires de M. Guizot*, t. VI, p. 197.
(2) Guizot, *Mémoires*, t. VI, p. 207.

rieures, vous savez aussi bien que moi les convenances de notre situation : faites ce qu'elle vous prescrit, rien de moins, rien de plus. Attendez les politesses impériales et recevez-les avec le respect qui leur est dû et comme vous étant dues aussi (1). » Je n'ajoute qu'un mot à ces paroles; M. Guizot a raison de dire que le tsar se rend à Londres parce que la reine d'Angleterre est venue au château d'Eu, seulement il ignore (et tout le monde devait l'ignorer avant les révélations de Stockmar), il ignore que l'affaire remonte plus haut, qu'elle a été engagée par les tentatives du roi de Prusse à Windsor, et que la démarche de la reine auprès du roi Louis-Philippe lui a été dictée selon toute vraisemblance par le désir de rassurer la politique française. Voilà bien ce que nous font entrevoir quelques-unes des notes du baron, indications d'autant plus précieuses qu'elles nous sont données par un ennemi. Bref, les secrètes pensées du tsar pourraient se résumer en ces termes : « Le roi de Prusse a échoué dans cette mission qui nous est commune, je vais tâcher d'y réussir. »

C'est le 1er juin 1844 que le tsar aborda en Angleterre. Dès qu'on avait eu à Londres la certitude de sa prochaine arrivée, Stockmar, toujours attentif aux intérêts du roi Léopold, avait pensé qu'il fallait mettre cette occasion à profit pour établir les relations diplomatiques entre la Belgique et la Russie. Il en avait parlé à lord Aberdeen et l'avait trouvé parfaitement disposé à entamer la négociation. Il fut convenu que le comte Orlof serait prié de sonder le tsar à ce sujet. Le 4 juin, le tsar eut un long entretien avec lord Aberdeen, et, avant même que le chef du *foreign office* eût amené la conversation sur les affaires de l'oncle de la reine, le tsar s'écria tout à coup avec une vivacité impétueuse :

« Vous voulez que nous parlions de la Belgique? Eh bien, parlons-en tout de suite. Asseyons-nous. Je vais oublier que je suis empereur; oubliez, vous, que vous êtes ministre d'Angleterre. Soyons simplement, moi, Nicolas, vous, Aberdeen. Eh bien! j'entends, votre reine désire que je me mette sur un pied amical avec Léopold. Moi-même je n'ai rien plus à cœur, j'ai toujours aimé et respecté l'oncle de la reine, et je me réjouirais cordialement de pouvoir me replacer avec lui sur le pied de notre ancienne amitié; mais aussi longtemps que des officiers polonais resteront au service du roi, cela est absolument impossible. Comme nous en sommes convenus, nous jugeons la chose, non pas en empereur et en ministre, mais en *gentlemen*. Les Polonais sont et demeuren des rebelles; un *gentleman* peut-il prendre à son service des gens qui sont en rébellion contre son ami? Léopold a pris des rebelles sous sa

(1) Guizot, *Mémoires*, t. VI, p. 208.

protection. Que diriez-vous si je devenais le protecteur d'O'Connell, si je voulais en faire mon ministre? En ce qui concerne Skrzynecki, la situation n'est pas aussi grave, il avait déjà quitté le service; mais pour Kruczewski, c'est tout autre chose, le cas est sans excuse. Celui-là était aide-de-camp de mon frère Constantin; Léopold lui a donné auprès de lui un poste de confiance, il l'a nommé général. Est-ce qu'un *gentleman* peut se conduire ainsi envers un *gentleman?* Dites à votre reine que le jour où sa majesté me fera savoir que les Polonais ont quitté le service du roi des Belges, ce jour-là même mon ministre recevra l'ordre de se rendre le plus promptement possible à Bruxelles.

« Je n'ai jamais reconnu la révolution de Belgique, je ne la reconnaîtrai jamais. Plus tard cependant j'ai reconnu l'état belge. Je sais tenir ma parole, je respecte les traités et m'y conforme loyalement. C'est donc mon devoir de veiller désormais au maintien de la Belgique, comme au maintien de tout autre état constitué en Europe. Je désire la prospérité de la Belgique comme celle de tout autre état. »

Cette question de la Belgique, si vifs que fussent les griefs de Nicolas contre le *gentleman* protecteur des rebelles, n'était pourtant à ses yeux qu'une question de second ordre. Sa grande préoccupation, c'était la France. Lord Aberdeen n'avait point à lui en parler; le tsar, sans lui laisser le temps de répondre, sans attendre ce qu'il dira de ce vigoureux argument *ad hominem* tiré de l'agitation irlandaise, passe tout à coup à ses griefs contre la France de 1830 et la personne de Louis-Philippe. C'est là ce qui l'occupe avant tout, c'est pour cela qu'il est venu en Angleterre. Écoutez ses déclarations :

« Louis-Philippe a rendu de grands services à l'Europe, je le reconnais. Moi, personnellement, je ne serai jamais son ami. On dit que sa famille est exemplaire et parfaitement aimable; mais lui, qu'a-t-il fait? Pour asseoir sa position, pour la consolider, il a cherché à miner souterrainement la mienne, à me ruiner comme empereur de Russie (1). Je ne le lui pardonnerai jamais. Je ne suis point carliste. Quelques jours avant la promulgation des ordonnances de juillet 1830, j'avais mis Charles X en garde contre toute idée de coup d'état, je lui en avais fait prédire les conséquences; il me donna, ce Charles X, il me donna *sa*

(1) C'est une allusion aux affaires de Pologne en 1831. On sait que le gouvernement de Louis-Philippe, sous le ministère Perier, fit de pressantes instances à Londres pour décider le cabinet de Saint-James à se porter avec lui médiateur entre le tsar et les Polonais. La note du 20 juin 1831, remise à lord Palmerston par notre ambassadeur, parlait « d'assurer à la Pologne une existence politique et nationale. » Lord Palmerston repoussa ces ouvertures, disant que de telles démarches étaient inutiles, à moins d'être appuyées par les armes, et que les bons rapports du roi d'Angleterre (Guillaume IV) avec l'empereur de Russie ne permettaient pas de courir ces chances extrêmes.

parole d'honneur (1) qu'il ne songeait pas le moins du monde à un coup d'état, et immédiatement il fit publier les ordonnances. Je ne soutiendrai jamais Henri V. Lorsque l'on me sonda pour savoir si Henri V pouvait me rendre visite, je lui fis répondre que je le recevrais, mais seulement comme particulier, et que cette réception privée pouvant nuire à sa cause aux yeux de l'Europe, décourager ses amis et ses partisans, il valait mieux, à mon avis, qu'il n'en fût plus question.

« Je n'approuve pas du tout la comédie qu'Henri V a jouée en Angleterre (2). Henri V peut porter haut la conviction qu'il est ce qu'il est, c'est-à-dire le roi légitime de France; mais il ne faut pas qu'il fasse rien de plus; jouer au prétendant, c'est absurde. »

Tout cela était adroitement combiné. Le tsar Nicolas, si hostile qu'il fût à la France de 1830, ne pouvait se poser en *carliste* aux yeux de l'Angleterre, même sous un gouvernement tory. De là ces dures paroles, trois fois dures dans sa bouche, et qui dépassaient de beaucoup sa pensée. Plus il se montrait impartial, sans préventions ni préjugés, entre les deux branches de la maison de Bourbon, plus aussi il avait chance de faire accueillir ses sentimens de défiance contre la France nouvelle. On va voir que c'est là décidément sa continuelle préoccupation. Tout à l'heure, il accusait le roi Louis-Philippe d'avoir voulu miner souterrainement sa position d'empereur de Russie, comme si le gouvernement du roi Louis-Philippe eût jamais été pour quelque chose dans les insurrections polonaises; dans une autre conversation avec lord Aberdeen, dans une autre conférence avec sir Robert Peel, il trouvera contre nous des argumens encore plus étranges et plus inattendus. Même en traitant des sujets où il doit surtout s'inquiéter des projets de l'Angleterre, c'est toujours à la France qu'il revient, c'est toujours la France qu'il dénonce. Un de ces sujets, par exemple, c'est la ques-

(1) Ces mots sont en français dans le texte: « Einige Tage vor dem Erscheinen der Ordonnanzen... gab mir dieser Charles X *sa parole d'honneur,* er habe keine Staatsstreiche in Sinne, und liesz unmittelbar darauf seine Ordonnanzen publiziren. » *Denkwürdigkeiten aus den Papieren des Freiherrn Christian Friedrich von Stockmar,* p. 395.

(2) On sait que le duc de Bordeaux, au mois de novembre 1843, avait cru devoir faire un séjour en Angleterre, et que sa présence dans une contrée si voisine avait provoqué de bruyantes démonstrations légitimistes. Il est inutile de rappeler les incidens parlementaires auxquels donna lieu le pèlerinage de Belgrave-Square, les passions misérablement soulevées, la flétrissure infligée dans l'adresse à des hommes d'honneur, tristes violences de parole que M. Guizot lui-même a blâmées dans ses *Mémoires* et dont il repousse la responsabilité première. « La flétrissure, dit-il excellemment, est une de ces expressions excessives et brutales par lesquelles les partis s'efforcent quelquefois de décrier leurs adversaires et qui dépassent les sentimens même hostiles qu'ils leur portent. » (*Mémoires,* t. VIII, p. 68.) C'est à tout cela que le tsar fait allusion; le mot de *comédie* est-il bien juste?

tion d'Orient. Savez-vous ce qu'il signale aux politiques anglais comme le danger de l'Orient? c'est la France. Personne n'ignore que l'Angleterre a, comme la Russie, les plus grands intérêts dans l'Europe orientale, que la chute ou le maintien de l'empire ottoman est pour elles une question de vie et de mort, que l'ouverture de cette succession provoquera des luttes gigantesques dont elles auront à supporter les plus terribles chocs; le tsar Nicolas paraît ne pas s'en douter, la France seule l'inquiète. Touchante sollicitude! Il veut absolument que l'Angleterre se défie, comme lui, des projets ténébreux de notre politique. Il en est encore, ou du moins il parle et agit comme s'il en était encore au 15 juillet 1840. Il fait semblant d'oublier que ce traité n'a plus de valeur, que cette affaire est close, que de nouveaux arrangemens ont été pris, que la France n'est plus séparée de l'Angleterre par les perfidies de lord Palmerston. Prenez garde, — dit-il à lord Aberdeen en 1844, comme il le faisait dire à lord Palmerston, en 1840, par M. de Brünnow, — prenez garde à ce que fera la France en Turquie, l'heure fatale est proche.

« La Turquie est en train de mourir. Nous pouvons chercher les moyens de lui sauver la vie, nous n'y réussirons pas. Elle mourra, il est impossible qu'elle ne meure point. Ce sera un moment critique. Je prévois que je serai obligé de faire marcher mes armées. L'Autriche alors sera obligée d'en faire autant. Dans cette crise, je ne redouterai que la France. Que voudra-t-elle? je la redoute sur bien des points : en Afrique, dans la Méditerranée, en Orient même. Vous souvenez-vous de l'expédition d'Ancône? Pourquoi n'en ferait-elle pas une semblable à Candie, à Smyrne? En de telles circonstances, ne faudra-t-il pas que l'Angleterre se porte sur les lieux avec toutes ses forces maritimes? Ainsi une armée russe, une armée autrichienne, une grande flotte anglaise dans ces contrées! tant de barils de poudre dans le voisinage du feu! Qui empêchera les étincelles de faire tout éclater? »

On voit quelle adresse dans ces paroles jetées subitement, d'une façon tout imprévue : *Je ne redouterai que la France!* Et ces projets qu'il lui prête, ces expéditions de Candie, de Smyrne, suite naturelle de l'expédition d'Ancône; cette nécessité pour l'Angleterre d'arriver avec toutes ses forces, une guerre générale sortant de là par le seul fait, par la seule faute de la France! Évidemment la France est le trouble-fête de l'Europe, et de plus l'ennemi particulier de l'Angleterre. Le tsar dit toutes ces choses avec feu, avec force, comme des vérités inquiétantes et incontestables. Il ne permet pas à lord Aberdeen de l'arrêter, il va toujours en homme lancé à fond de train. S'il surprend un mot, un geste, chez le ministre anglais, s'il devine sur sa physionomie une réponse qui se

présente naturellement à l'esprit, il court au-devant d'elle et la repousse avec violence. Cette réponse ou plutôt cette objection, pour n'en citer qu'une seule, ce pourra bien être celle-ci : « Vos craintes, sire, ne s'appliquent en aucune manière à la situation présente. Vous parlez comme si lord Palmerston était encore chef du *foreign office* et M. Thiers président du conseil. Aujourd'hui c'est M. Guizot qui dirige la politique extérieure de la France, c'est lord Aberdeen qui dirige celle de l'Angleterre. Lord Aberdeen et M. Guizot unissent loyalement leurs efforts pour assurer la paix du monde. » C'est alors que le tsar jette ces paroles amères, injurieuses, ces paroles qui se comprennent comme réponse irritée à une objection embarrassante, mais qui, présentées ainsi qu'elles le sont dans les notes de Stockmar, arrivent on ne sait pourquoi:

« Je n'aime pas du tout Guizot. Je l'aime moins encore que Thiers; celui-ci est un fanfaron, mais il est franc; il est bien moins nuisible, bien moins dangereux que Guizot, lequel s'est odieusement conduit envers Molé, le plus honnête homme de France. »

Et d'où venait donc cette violence de langage? Il n'est pas difficile de le deviner, si l'on se place au point de vue du tsar Nicolas. C'est M. Guizot qui, par la convention du 13 juillet 1841, avait pris sa revanche du 15 juillet 1840 et replacé la France dans le concert européen. En réalité, c'était le rétablissement des bons rapports entre l'Angleterre et la France, précisément le contraire de ce que la diplomatie russe avait espéré faire dans la crise de l'année précédente. Rien ne peut donc être plus honorable à la mémoire de M. Guizot que cette aversion déclarée du tsar. Il est bien entendu qu'il ne s'agit point de M. Molé, dont le souvenir évoqué ici n'apparaît que pour le besoin de la cause. Quels que fussent les torts de M. Guizot envers M. Molé, quelle que fût la gravité de sa faute dans l'affaire de la coalition, tout cela n'a rien à faire avec sa politique extérieure; le grief du tsar contre M. Guizot ne tient pas à M. Molé, il tient à des services rendus à la France et qui honoreront toujours la mémoire de M. Guizot.

En voyant toutes les habiletés, je ne veux pas dire toutes les roueries, de ce grand et puissant personnage pendant sa visite à Windsor, il y a un mot qui se présente nécessairement à ma pensée et que je m'empresse d'écarter par un sentiment de respect. Vain effort! Ce mot, que je ne veux pas écrire, je le retrouve non pas seulement dans les notes de Stockmar, mais dans la bouche même de l'empereur. « Il y a, dit Stockmar, une phrase dont il se servait souvent, une phrase répétée par lui à presque toutes les personnes devant lesquelles il a eu occasion de s'épancher : — Je sais, disait-il, que l'on me prend pour un comédien, mais rien n'est plus

faux; je suis sincère, je dis ce que je pense et je tiens parole. » — Stockmar ajoute que cette façon de se défendre ne devait pas lui réussir auprès des esprits défians. On sait le proverbe : Qui s'excuse s'accuse. Il y a pourtant de bonnes âmes que ne gênent ni la connaissance du cœur humain ni le besoin de réfléchir; « il se peut, dit le conseiller de la reine, que la candeur de ces déclarations leur ait inspiré une parfaite confiance. »

Ce n'est pas seulement à lord Aberdeen que le tsar essaya d'inspirer des soupçons contre la France; il eut aussi une conférence avec sir Robert Peel et lui exposa les mêmes idées, sans en varier beaucoup l'expression. Stockmar nous le représente auprès du premier ministre donnant un libre cours à sa verve et pérorant comme du haut d'une tribune. Ils se trouvaient tous deux dans l'embrasure d'une fenêtre, et le tsar parlait si haut, criait si fort, que sir Robert Peel dut le prier de changer de place. La croisée était ouverte, les passans n'allaient-ils pas entendre les secrets du tsar? Les deux illustres causeurs se reculèrent au fond de la pièce, et le tsar recommença de plus belle. Laissons-leur la parole. Sir Robert Peel a raconté la scène à Stockmar, qui s'est empressé de la transcrire :

« L'empereur s'exprimait avec une chaleur extraordinaire, il fit l'éloge du prince Albert les larmes dans les yeux, puis tout à coup : « Je sais bien, dit-il, que je passe pour un comédien, je n'en suis pas moins un homme sincère. »

« On vit de nouveau par cet entretien que l'Orient à cette date occupait exclusivement son attention. « La Turquie s'écroule, disait-il, ses jours sont comptés. Nesselrode dit que non, moi, j'en suis convaincu. Le sultan n'est pas un génie, mais c'est pourtant un homme. Supposez qu'il lui arrive malheur, que verra-t-on après sa mort? Un enfant avec une régence. Je ne veux pas un pouce du territoire de la Turquie, mais je ne permettrai pas qu'un autre en prenne un pouce non plus. »

« Le premier ministre répondit que l'Angleterre était dans la même situation à l'égard de l'Orient. La politique anglaise ne s'était un peu modifiée que sur un point, c'était au sujet de l'Égypte. L'Angleterre ne consentirait point à voir s'établir dans ce pays un gouvernement trop fort, un gouvernement qui pourrait lui fermer la route du commerce, qui pourrait refuser le passage à la malle des Indes.

« L'empereur continua : « On ne peut stipuler maintenant sur ce qu'on fera de la Turquie après sa mort. De pareilles stipulations précipiteraient sa ruine. Aussi ferai-je tout pour maintenir le *statu quo*, mais il est nécessaire de considérer honnêtement, raisonnablement, le cas possible de cette chute, il est nécessaire de s'entendre sur des idées justes, d'établir un accord loyal en toute sincérité. »

« Le ministre ayant dit dans sa réponse en forme de parenthèse

« qu'un des principaux désirs de sa politique était de voir le trône de France, après la mort de Louis-Philippe, passer sans convulsion au plus proche héritier légitime de la dynastie d'Orléans, » l'empereur répondit : « Je n'ai à cela aucune objection. Je souhaite tout le bonheur possible aux Français ; mais ce bonheur, ils ne l'auront pas sans tranquillité. Il ne faut pas qu'ils fassent d'explosion au dehors. Aussi, soyez-en bien convaincu, je ne suis pas le moins du monde jaloux de votre *bonne entente* avec la France, elle ne peut que produire de bons effets pour moi et pour l'Europe. Vous avez par là une influence que vous pouvez employer utilement. Au reste, je ne suis pas venu ici dans des vues politiques. Je désire gagner votre confiance, je désire que vous appreniez à croire que je suis un homme sincère, un homme d'honneur. Voilà pourquoi je vous dis ma pensée sur ces choses-là. Ce n'est pas par des dépêches qu'on arrive au résultat que je souhaite.

« On m'a envoyé il y a quelques années lord Durham, qui était plein de préjugés contre moi. Par mes seuls rapports avec lui, je lui ai chassé du corps tous ces préjugés. J'espère qu'il en sera de même ici avec vous, avec l'Angleterre en général, j'espère que nos relations personnelles détruiront tous les préjugés, car je fais grand cas de l'opinion des Anglais, mais ce que les Français disent de moi, je n'en prends nul souci, je crache dessus (1). »

Le mot est vif, même dans une conversation familière. Il y a en France, comme en tout pays, des opinions, des clameurs, des injures, sur lesquelles un honnête homme peut *cracher*, puisque tel est le langage du tsar Nicolas. Ni l'Angleterre ni la Russie n'ont de priviléges à cet égard. Quant au jugement de ceux qui comptent, quant à l'opinion d'une race d'hommes qui a toujours brillé entre toutes par la courtoisie et la générosité, ce fut précisément le malheur du tsar Nicolas de ne pas en avoir eu plus de souci. S'il y eût été plus attentif, il aurait évité des termes si peu dignes de lui et de son temps. Assurément ce n'est pas là le ton de la société russe au XIXe siècle. Comment ne pas regretter ici qu'un souverain de cette valeur n'ait pu lire ce que M. Guizot a dit de lui dans bien des pages de ses *Mémoires?* Certes, notre glorieux compatriote a mille raisons de ne pas aimer le tsar Nicolas; sans cesse et partout il a rencontré son mauvais vouloir, en mainte occasion il a senti la pointe du glaive sous le velours des formes officielles. Ce n'était pas seulement la monarchie de 1830, c'était la personne de Louis-Philippe que le tsar prenait plaisir à blesser, et M. Guizot était trop dévoué à ses devoirs pour ne pas ressentir directement l'offense faite à son roi. Comparez cependant le jugement du tsar dans ses *Mémoires* avec les propos que celui-ci tenait à sir Robert Peel sur

(1) « I spit upon it. »

le compte du ministre français. Quelle gravité! quelle noblesse chez l'illustre homme d'état! Comme les griefs les plus sérieux sont présentés dignement! M. Guizot sait que le sentiment du respect, par cela même qu'il est nécessaire à tous, est un sentiment royal. La contradiction la plus décidée ne le dispense jamais de la scrupuleuse observation des convenances.

Ces violences calculées de l'auguste visiteur ont-elles produit sur les ministres de la reine l'impression qu'il se promettait? Non, certes; ni les gros mots, ni les insinuations captieuses, ni les accusations véhémentes ne purent ébranler la confiance de lord Aberdeen dans la sagesse et la loyauté du roi Louis-Philippe. M. Guizot avait eu raison d'écrire au comte de Flahaut : « On ne fera pas d'autre politique à Londres que celle que nous connaissons. » Le tsar en fut pour ses frais d'habileté. Il perdit aussi sa peine lorsqu'il eut recours aux flatteries les plus étranges pour charmer les hôtes de Windsor ou séduire la foule tumultueuse. C'était tour à tour des élans chevaleresques en l'honneur de la reine ou des affectations de familiarité populaire. On peut remarquer ici un contraste piquant entre les notes de Stockmar et les pages correspondantes des *Mémoires* de M. Guizot. Quand Stockmar résume les impressions générales produites par la visite du tsar en Angleterre, ses paroles laissent constamment percer une pointe d'ironie. Bien qu'il partage les antipathies de Nicolas contre la France, on sent que ses prétentions, ses jeux de théâtre, sa perpétuelle comédie, lui déplaisent. Ce mot même de comédie, c'est lui qui le met sans cesse dans la bouche du tsar, pour que le tsar, bien entendu, proteste contre le soupçon; mais plus il proteste, plus le soupçon grandit. M. Guizot, au contraire, évitant tous ces mots de comédie et de comédien, voit les choses sous leur aspect le plus noble et n'en parle qu'avec dignité. Il ne le peint pas comme un histrion impérial, gesticulant, criant, pérorant des fenêtres en orateur de balcon, il signale en lui « un souverain courtisan, venu pour déployer sa bonne grâce avec sa grandeur, soigneux de plaire à la reine Victoria, à ses ministres, à ses dames, à l'aristocratie, au peuple, à tout le monde en Angleterre. » Il ajoute même qu'il garda toujours dans ses empressemens beaucoup de dignité personnelle; la seule réserve, c'est que, malgré tant de bonne grâce, il manque parfois de tact et de mesure. C'est ainsi que M. Guizot, si mal traité par le tsar Nicolas pendant sa visite à Windsor, atténue courtoisement tout ce qui pouvait, dans le récit même de cette visite, faire quelque tort à la majesté impériale.

Les circonstances où le tsar manqua de tact et de mesure sont d'ailleurs assez curieuses. Un jour, comme il assistait avec la reine à une revue militaire, après l'avoir félicitée sur la bonne tenue de

ses troupes, il s'inclina devant elle et lui dit : « Je prie votre majesté de considérer toutes les miennes comme lui appartenant. » Propos excessif, qu'il rendit plus singulier encore en le répétant à plusieurs officiers de l'état-major de la reine. Une autre fois, s'associant de tout son cœur à l'enthousiasme qu'excite en Angleterre le divertissement national des courses, il fit aux jockeys d'Ascott un don annuel de 500 livres; or il se trouvait que des mesures de police venaient d'être prises contre les jeux effrénés dont ces courses étaient l'occasion, et que ces mesures attribuées au prince Albert avaient excité contre lui un certain mécontentement. Le tsar ne s'aperçut pas qu'il avait l'air de protester contre les rigueurs de la police et de faire la leçon au prince. Quelques jours après, le 10 juin, un bal par souscription devait avoir lieu en faveur des réfugiés polonais. Assurément, le jour était mal choisi; on aurait mieux fait pour tout le monde d'attendre le départ de l'empereur. La faute étant commise, l'empereur n'avait qu'un parti à prendre, c'était de l'ignorer. Dans les dispositions où il était venu à Londres, il ne pouvait se plaindre, et, ne pouvant se plaindre, pourquoi ne pas se tirer d'embarras par une ignorance absolue? Cette conduite était la plus simple comme la plus digne; il fit précisément le contraire : l'idée lui vint de joindre sa souscription à celle des amis de la Pologne. Rien de moins simple et rien de moins digne. Ne devait-il pas prévoir que les commisssaires du bal seraient fort embarrassés de cette offre, que la chose donnerait lieu à des discussions vives, que cela seul serait déjà pour l'empereur une cause de grave déplaisir; et quel affront si la souscription était refusée! Notez que la première des dames patronesses était la duchesse de Somerset; soit qu'on acceptât l'offre, soit qu'on la refusât, combien d'ennuis cette indiscrétion du tsar allait-elle causer à l'une des plus nobles personnes de l'aristocratie britannique! L'empereur avait beau faire écrire à la duchesse par son ambassadeur M. de Brünnow qu'il ne voyait dans ce bal qu'une œuvre de bienfaisance, comment ne pas se sentir blessé de cette intervention comme d'un vrai scandale? Toute politique à part, les bienséances morales étaient violées. Il faut se rappeler en outre qu'à cette date les sympathies polonaises étaient nombreuses dans toute une partie de la société anglaise. Le tsar était exposé à entendre des paroles mal sonnantes. C'est M. Guizot qui nous l'apprend : tandis qu'on délibérait dans le comité, le tsar disait à Horace Vernet avec une humeur mal contenue : « On vient encore de me crier dans les oreilles : *Vivent les Polonais!* »

A propos de ces Polonais réfugiés en Angleterre, les *Mémoires* de M. Guizot ne nous donnent que ce détail, les notes de Stockmar gardent absolument le silence. C'est là pourtant une des circonstances les plus intéressantes de ce voyage du tsar en Angleterre.

Pour satisfaire sur ce point notre curiosité, il faut consulter les *Mémoires* du baron de Bunsen. Bunsen, ambassadeur de Prusse à Londres, se trouvait alors à Berlin, mais le voyage du tsar l'occupait beaucoup, il le considérait comme un événement qui pouvait avoir une grande place dans l'histoire du monde (1), et sa femme, qui était restée en Angleterre, lui adressait sur le séjour de l'illustre visiteur des lettres qui ne manquent pas d'intérêt. Or on voit par ces lettres de la baronne de Bunsen, comme par celles de son mari, que la présence de tant de Polonais à Londres leur causait une vive inquiétude. « Quel courage! disait Bunsen en voyant le tsar partir de Berlin pour Londres aux derniers jours de mai 1844; quel courage! s'en aller ainsi au milieu de 500 Polonais qui ont juré sa mort! » Et quelques jours plus tard, le 7 juin, sa femme lui écrivait de Carlton-Terrace : « J'ai reçu hier deux invitations qui me feront rencontrer l'empereur de Russie, l'une de la reine pour ce soir même, l'autre du duc de Devonshire pour demain soir à Chiswick. J'aurai donc deux fois l'occasion de voir le personnage qui est l'objet de la curiosité universelle. Jnsqu'à présent, partout où il a paru, il a été salué d'acclamations. Un homme qui a bonne mine plaît toujours à John Bull, c'est une faiblesse nationale; en outre John Bull est flatté de voir qu'une telle visite est faite, qu'une telle attention est accordée à sa reine et à lui-même. L'empereur a causé un grand effroi à Brünnow et à sa suite, voici comment : il s'était engagé tout seul et impétueusement, au plus fort de la mêlée populaire, sur le champ de courses d'Ascott. Brünnow et ses gens, qui essayèrent de le suivre, ne le rejoignirent qu'à grand'-peine, tandis que, revêtu de son uniforme, il se frayait un passage à travers la cohue. Il se mit à rire en voyant leur inquiétude : « Qu'avez-vous? leur dit-il. Ces gens-là ne me feront rien. » Mme de Bunsen ajoute : « Chacun pense avec angoisse à ce que peuvent faire les Polonais. »

En résumé, le tsar avait plu au peuple par sa haute mine et son courage, il avait plu à bien des personnes de la cour par ses prévenances, ses empressemens, ses galanteries, par cette manière inattendue de déployer, comme dit M. Guizot, « sa bonne grâce et sa grandeur; » politiquement, soit auprès de la reine, soit auprès des ministres, il avait échoué. L'entente cordiale de la France et de l'Angleterre était exactement, au départ de l'empereur, ce qu'elle était à son arrivée. Stockmar, qui n'est pas suspect de partialité pour la France, ne laisse aucun doute à ce sujet.

(1) « Die Reise hierher und nach London kann weltgeschichtlich bedeutend werden. » *Christian Carl Josias Freiherr von Bunsen aus seinen Briefen*, etc. Leipzig 1869, t. II, p. 262.

Est-il bien sûr pourtant que Stockmar ait tout su? Sir Robert Peel et lord Aberdeen lui ont-ils raconté tout ce qui s'est passé entre le tsar et le gouvernement de la reine? N'y a-t-il pas eu des arrangemens secrets en vue de l'avenir, des clauses ou du moins des promesses que leur objet même devait tenir cachées à tous les yeux? Comment expliquer autrement certain *memorandum* envoyé de Saint-Pétersbourg à Londres dans la seconde quinzaine du mois de juin 1844, c'est-à-dire quelques jours après que le tsar Nicolas fut rentré dans son empire? Ce *memorandum* est resté secret pendant dix ans. Il n'a été communiqué au parlement que dans la session de 1854, à l'occasion de la guerre de Crimée, en même temps que les fameuses dépêches de sir Hamilton Seymour sur *l'homme malade*. En voici la substance : « 1° l'Angleterre et la Russie ont un intérêt commun à voir maintenir le *statu quo* de la Turquie; 2° cependant la Turquie renferme bien des élémens de ruine; 3° les dangers d'une catastrophe peuvent être bien diminués, si la Russie et l'Angleterre s'entendent le cas échéant; 4° l'empereur, pendant son séjour à Londres, est convenu avec les ministres anglais que, s'il arrivait quelque chose d'imprévu en Turquie, la Russie et l'Angleterre se concerteraient préalablement entre elles sur ce qu'elles auraient à faire en commun; 5° la Russie et l'Autriche sont déjà d'accord; si l'Angleterre se joint à elles, la France sera bien obligée de se conformer au plan de conduite établi entre les trois cabinets. » Il y a donc eu entre le tsar et le ministère de sir Robert Peel une convention formelle? Voilà un fait qui, s'il était prouvé, détruirait les conclusions de Stockmar. Ou bien ce *memorandum* affirme quelque chose de contraire à la vérité, ou bien le baron de Stockmar, le confident et le conseiller de la reine Victoria, n'a pas su la vérité tout entière.

Le fils du baron de Stockmar, à qui nous devons la publication de ses souvenirs, a parfaitement démêlé ce qu'il y a ici d'obscur et de contradictoire. Stockmar, on n'en peut douter, nous répète en ses notes tout ce que lui a raconté lord Aberdeen; puisqu'il ne parle pas d'une convention formelle (*Verabredung*) entre le tsar et le *foreign office* pour un concert préalable en vue de la catastrophe, faut-il croire que le mémorandum russe de juin 1844 affirme une chose qui n'est pas? Il est impossible de s'arrêter à une pareille explication. Voici évidemment ce qui s'est passé : le tsar a mis en avant cette idée d'une convention, le ministère anglais n'avait pas à la repousser et ne l'a pas repoussée en effet; seulement, tandis que le tsar affectait de voir là une espèce d'engagement, lord Aberdeen et ses collègues se considéraient comme absolument libres. Une fois la catastrophe arrivée, le gouvernement de la reine eût

examiné la situation de l'Orient, et, tout en souhaitant un accord avec la Russie, il n'eût pris conseil que des intérêts de l'Angleterre. Pourquoi donc la chancellerie russe, dans ce mémorandum du mois de juin 1844, a-t-elle forcé le sens des mots? Pourquoi a-t-elle transformé en une convention diplomatique ce qui n'était qu'une promesse toute naturelle, un simple échange de bonnes paroles? « Selon toute vraisemblance, dit très bien M. le baron Ernest de Stockmar, le mémorandum était destiné à couvrir le double *fiasco* du tsar, fiasco dans son désir de sonder l'Angleterre sur les affaires d'Orient, fiasco dans ses efforts pour irriter l'Angleterre contre la France. »

M. Ernest de Stockmar ajoute que le plus grave de ces deux échecs, l'échec relatif à la France, est signalé de la façon la plus précise dans les notes de son père. Il suffit de rappeler cette réponse de sir Robert Peel au tsar : « Le maintien de la dynastie d'Orléans est le but principal de ma politique. » Nous savions très bien que tels étaient les sentiments de sir Robert Peel ; ce que nous ignorions avant les révélations de Stockmar, c'est que le chef du ministère anglais, parlant à sa majesté le tsar en personne, eût opposé une déclaration aussi péremptoire à ses insinuations anti-françaises. Quant à ce mémorandum russe, qui, communiqué à d'autres chancelleries, aurait pu répandre des idées fausses sur les résultats du voyage du tsar, l'auteur de l'intéressant ouvrage intitulé *Trente ans de politique étrangère* (1) affirme que le ministère Peel en donna immédiatement connaissance à M. Guizot. M. Ernest de Stockmar croit le fait très vraisemblable. Cette communication, accompagnée sans doute des commentaires qui réduisaient ce document à sa juste valeur, mettait le comble à ce que M. Ernest Stockmar appelle le *fiasco* du tsar.

Ainsi, nul doute sur ce point, le fiasco du tsar est complet. Voulez-vous avoir maintenant une juste idée de cette déconvenue? Interrogez les *Mémoires* de Bunsen sur le passage du tsar en Prusse, quand il partait pour l'Angleterre aux derniers jours du mois de mai. Les esprits les plus graves s'attendaient à de grands événemens. Il était arrivé à Berlin de très bonne heure, le matin du dimanche de la Pentecôte. Il était descendu à l'ambassade, s'était lavé en toute hâte, avait revêtu son uniforme, et s'était fait conduire à l'église russe. La messe était à moitié dite quand il entra, les fidèles étaient à genoux; il fit signe que personne ne se dérangeât, s'agenouilla sur le seuil, tout près de la porte, et resta là une demi-heure. Bunsen écrit ce jour-là même à sa femme : « Ce voyage du tsar aura des résultats immenses. Tout est dans la main de Dieu. C'est

(1) *Thirty years of foreign policy.*

aujourd'hui le jour de la Pentecôte, le jour où nous fêtons le plus grand des miracles. » Si Bunsen parlait de la sorte, on peut deviner ce que pensaient tant d'autres personnes frappées des allures impétueuses de ce voyage autant que subjuguées et séduites par l'air imposant du tsar. Les imaginations étaient en feu. Qu'allait-il faire à Londres? on ne savait; ce dont on était sûr, c'est qu'il ne se rendait pas ainsi, et subitement, d'un bout de l'Europe à l'autre, pour une affaire d'importance médiocre. C'étaient donc de grandes choses qui se préparaient. Bunsen, un peu calmé depuis la veille, réfléchissait de sang-froid aux causes de ce voyage; il cessait d'y associer les souvenirs de la Pentecôte, les sublimités de l'esprit saint, et il écrivait plus simplement à sa femme :

« Sans-Souci, le lundi de la Pentecôte, midi.

« Le roi est allé à l'église à Berlin, j'ai donc le loisir de t'adresser encore quelques réflexions et je veux le mettre à profit.

« Je ne puis revenir de mon étonnement au sujet de la résolution de l'empereur. Que veut-il? Premièrement, être désagréable au roi Louis-Philippe. Deuxièmement, imiter le roi Frédéric-Guillaume IV dans sa galanterie princière envers la souveraine des îles. Troisièmement, disposer favorablement la reine Victoria, Peel, Wellington, et les éloigner de la France. Ce dernier but est le seul raisonnable ; c'est donc la pensée politique du cabinet de Saint-Pétersbourg et le fondement de la politique de Brünnow.

« Disposer favorablement la reine Victoria, Peel, Wellington, fort bien,... mais pourquoi? Pour nulle autre chose que celle-ci : pour des plans qui intéressent un prochain avenir et au sujet desquels il ne voudrait pas voir l'Angleterre et la France sur une même ligne. Il pourra bien à ce propos confirmer les ministres anglais dans la conviction où ils sont déjà, que jamais lui, le tsar, ne tendra la main à la France pour un traité d'alliance, traité que souhaitent tous les autres hommes d'État russes, afin de partager la Turquie sans consulter ni l'Angleterre ni l'Allemagne; mais après? après? Ah! c'est là que le monde est enfermé derrière des palissades qui lui cachent la vue des choses. L'Angleterre ne donne aucune promesse éventuelle, l'Angleterre n'accepte aucune obligation éventuelle; parmi ses hommes d'état d'aujourd'hui, il n'en est pas un qui soit de force à concevoir au sujet de la Turquie une politique prévoyante, et à saisir la cognée par le manche; mais s'il en existait un, celui-là serait obligé de réserver ses décisions pour le moment de la crise, il ne pourrait pas les prendre en vue de l'avenir. Ainsi, en fin de compte, c'est un caprice de l'autocrate qui lui a inspiré la pensée de ce voyage, une audacieuse pensée, après tout! »

Une audacieuse pensée, des allures triomphales, un voyage qui

devait changer la politique de l'Europe, voilà ce que les esprits les plus sages avaient cru voir pendant le rapide passage du tsar à Berlin. C'était comme un éclair et un éblouissement. Voyez maintenant ce victorieux revenu de Londres à Saint-Pétersbourg et dictant à M. de Nesselrode le mémorandum qui doit masquer sa déroute. L'histoire diplomatique du XIXe siècle a désormais sa retraite d'Angleterre comme l'histoire militaire avait sa retraite de Russie, avec cette différence que l'une était toujours héroïque et que l'autre est légèrement ridicule.

III.

Après la visite un peu timide de Frédéric-Guillaume IV, après la visite fastueuse du tsar Nicolas, on ne saurait imaginer un contraste plus grand que le voyage de Louis-Philippe à Windsor. Il n'y avait pas quatre mois que le tsar avait quitté l'Angleterre, lorsque le roi des Français débarqua dans Portsmouth. L'opposition des deux scènes n'en fut que plus dramatique. Là, du premier jour au dernier, malgré la splendeur des réceptions et l'éclat inaccoutumé de certaines fêtes, tout est simple, franc, naturel. De la part de l'illustre visiteur, il n'y a rien à cacher comme pour le roi Frédéric-Guillaume IV, rien à étaler comme pour le tsar Nicolas. Frédéric-Guillaume IV était invité expressément à titre de parrain du prince de Galles, et, tout en s'attachant avec scrupule au caractère de sa mission, il avait essayé timidement et mystérieusement de faire un peu de politique. Le tsar Nicolas, sans aucune invitation, s'était annoncé lui-même, et, bruyant, familier, plein de verve et de brio, jouant avec un art merveilleux la candeur et le désintéressement, il avait tout fait pour détruire l'amitié de la France et de l'Angleterre. Louis-Philippe n'a aucune affaire subtile à dissimuler, aucune tentative équivoque à poursuivre; il vient dire à l'Angleterre ce qu'il dit sans cesse à la France et à l'Europe. Il n'a pas eu comme le tsar à s'inviter en personne, et on peut dire qu'il a reçu mieux encore qu'une première invitation; il a reçu au château d'Eu une visite qu'il va rendre au château de Windsor. Encore une fois, rien de plus simple. Tout cela est clair et limpide comme cette journée d'octobre où le *Gomer* appareillait dans le bassin du Tréport.

Ici encore, comme pour la visite de la reine au château d'Eu, il faut emprunter quelques lignes à M. Guizot. C'est un charme de voir cette plume austère tracer finement de si jolies marines. Notez que le grand lutteur parlementaire était malade, que tant de coups donnés et reçus avaient ébranlé sa frêle machine, que les médecins lui conseillaient de mettre largement à profit l'armistice d'au-

tomne; mais comment se fût-il privé de prendre sa part, comme il dit, dans une visite royale qui était la récompense de ses combats? Le 7 octobre 1844, il rejoignit le roi au château d'Eu; le même soir, on s'embarquait au Tréport sur le *Gomer*. « Ce n'est pas la seule fois, dit-il, que j'aie éprouvé la puissance des grands spectacles de la nature et des grandes scènes de la vie pour relever soudainement la force physique et remettre le corps en état de suffire aux élans de l'âme. Pendant la journée, le temps avait été sombre et pluvieux; vers le soir, le soleil reparut, la brise se leva; à six heures et demie, nous entrâmes, le roi, le duc de Montpensier, l'amiral de Mackau et moi, dans le canot de l'amiral de La Susse, qui franchit aussitôt la barre du Tréport et rama vers le *Gomer*, à l'ancre dans la rade avec deux autres bâtimens à vapeur, le *Caïman* et l'*Élan*, qui nous faisaient cortége. Il était déjà nuit, l'air était frais, les rameurs vigoureux et animés; le canot marchait rapidement; tantôt nous regardions en arrière, vers la rive où la reine, Madame Adélaïde, les princesses et leur suite, étaient encore debout, essayant de nous suivre des yeux sur la mer, à travers la nuit tombante, et de nous faire encore arriver leurs adieux; tantôt nous portions nos regards en avant, vers les bâtimens qui nous attendaient et d'où les cris des matelots montés dans les vergues retentissaient jusqu'à nous. Au moment où nous approchions du *Gomer*, les trois navires sur rade s'illuminèrent tout à coup; les sabords étaient éclairés; des feux du Bengale brillaient sur les bastingages, et leurs flammes bleuâtres se reflétaient dans les eaux légèrement agitées. Nous arrivâmes au bas de l'échelle; le roi y mit le pied; le cri de *Vive le roi!* retentit au-dessus et autour de nous. Nous montâmes : une compagnie d'infanterie de marine était rangée sur le pont, présentant les armes; les matelots épars redoublaient leurs acclamations. Nous étions émus et contens. Les derniers arrangemens se firent; chacun prit la place qui lui était assignée; les feux tombèrent, les lumières disparurent, les canots furent hissés; tout rentra dans l'obscurité et le silence; on leva l'ancre, et quand les trois navires se mirent en route, j'étais déjà couché dans ma cabine, où je m'endormis presque aussitôt, avec un sentiment de repos et de bien-être que depuis bien des jours je n'avais pas éprouvé (1). »

Quelques heures plus tard, pendant que les hauts personnages reposaient, un des jeunes attachés du royal cortége, allant de sa cabine au tillac, notait les incidens de cette belle nuit et les retraçait ainsi pour le *Journal des Débats* : « Minuit. La mer est belle, la brise légère, on sent à peine le mouvement du navire; tout le monde dort, et le roi et ceux qui l'entourent. Les hommes de quart

(1) Guizot, *Mémoires*, t. VI, p. 225-226.

seuls veillent. On entend les pas de l'officier de quart, et aussi la voix du commandant qui rappelle la route, et celle du timonnier qui lui répond. De temps en temps le ministre de la marine et l'amiral de La Susse paraissent sur le pont. Nous filons neuf nœuds. Le fanal royal est allumé dans la grande hune, et nous gardons un feu au haut du mât de misaine... » Le lendemain matin, mardi 8 octobre, vers 9 heures, le navire entrait dans le bassin de Portsmouth. Le roi prit son déjeuner à bord. Peu de temps après, il reçut la visite et les hommages des amiraux anglais sir George Cockburne et Bowler, de lord Adolphus Fitz-Clarence, de M. le comte de Sainte-Aulaire, ambassadeur de France, accompagné de M. le comte de Jarnac et des autres secrétaires de l'ambassade, et des consuls français accrédités dans le royaume-uni.

C'est aussi à bord du *Gomer*, dans la rade de Portsmouth, que commença cette série de manifestations communales qui fut un des caractères particuliers de cette réception du roi des Français sur le sol britannique. Le maire, les aldermen et bourgeois de la ville, « sujets loyaux et affectionnés de leur très gracieuse souveraine la reine Victoria, » s'en vinrent les premiers, avec la permission expresse de la reine, exprimer à l'hôte auguste de la nation anglaise les sentimens que leur inspirait cette visite. Le roi leur répondit en anglais, et, parmi tant de cordiales paroles qui soulevèrent les applaudissemens, on remarqua surtout cette déclaration : « Je pensais et je pense encore que le plus grand intérêt des deux nations, comme celui du genre humain, est la paix ; que sans la paix il ne peut y avoir de prospérité véritable, pas plus pour nous que pour nos voisins; qu'il ne devrait point y avoir de jalousies nationales, et que, si elles ne peuvent être entièrement détruites, nous devrions du moins travailler toujours à y mettre un terme. » On savait que ce n'étaient point là des maximes de circonstance. La conversation familière qui suivit montra mieux encore quelle était la sincérité de ce langage. Au milieu des présentations et des *shakehands*, le roi parlait aux bourgeois de Portsmouth en homme qui connaissait leur cité, qui appréciait leurs intérêts communaux, qui se rappelait leurs affaires, leurs entreprises, leurs édifices publics. Et croyez-vous que ce premier *speech*, avec sa physionomie spéciale, fût seulement à l'adresse de Portsmouth? Non, certes; il allait bien au-delà de ses murailles. Dès le premier jour, dès la première heure, le roi recommandait à tous l'esprit d'humanité, il mettait tous les Anglais en garde contre ces vieilles haines nationales qui, tout récemment encore, au sujet des affaires de Taïti, malgré les efforts de sir Robert Peel et de lord Aberdeen, avaient failli compromettre la paix du monde. Sans aucune allusion directe, est-il besoin de le dire? il enseignait une politique de justice et

de concorde, il l'enseignait par ses remercîmens comme par ses promesses, par la doctrine comme par l'exemple. Noble exposé de principes qui allait de Portsmouth à toute l'Angleterre, de l'Angleterre à la France, et de la France à l'Europe.

Vers dix heures, on signale le canot du prince Albert, qui s'avance à force de rames. Le prince arrive, il est accompagné du duc de Wellington, qui est là sur son domaine à titre de commandant des cinq ports. Ils montent à bord du *Gomer*. Le roi reçoit le prince en haut de l'escalier du navire et l'embrasse affectueusement; le vieux *Duc de fer* lui adresse ses hommages, puis, après les complimens et les *shakehands*, tous trois descendent dans le canot qui les emmène à terre. Là, des voitures de la cour les conduisent au chemin de fer dont le train spécial se met en route immédiatement. A deux heures, on arrive à Windsor. Au bas du grand escalier du château se tenaient la reine Victoria et sa mère la duchesse de Kent; le premier ministre sir Robert Peel était auprès de sa majesté.

A propos du séjour de Louis-Philippe à Windsor, ne cherchons pas dans les notes de Stockmar des confidences singulières, des révélations inattendues, comme celles qu'il nous a fournies sur le roi de Prusse et l'empereur de Russie. Stockmar était parti pour le continent au mois de septembre 1844, deux ou trois semaines avant l'arrivée de Louis-Philippe en Angleterre. Était-ce une marque de son peu de sympathie pour la France? C'eût été en tout cas un manque de convenance envers ses augustes maîtres. Sans lui prêter plus de mauvais sentimens qu'il n'en avait à notre égard, il suffit de dire que, n'ayant pas de titre officiel et n'étant obligé à rien, il avait profité de sa liberté pour revoir son pays. Cette visite du roi des Français, il le savait d'avance, ne pouvait rien lui apprendre. Il n'y avait là aucune pensée secrète à deviner, aucun plan caché à découvrir. Sir Robert Peel ne lui aurait répété cette fois aucun entretien qui fût de nature à intéresser l'observateur politique, lord Aberdeen pas davantage. Les seules conversations politiques de ce voyage eurent lieu entre M. Guizot et les principaux hommes d'état anglais, whigs et tories, au sujet de cette question de droit maritime qui passionnait alors les deux pays. Fallait-il absolument, pour assurer la répression de la traite des nègres, que les navires français pussent être visités par la marine anglaise? Les Anglais réclamaient ce droit, en reconnaissant un droit réciproque aux autres puissances; les Français n'admettaient pas que la police du pavillon national pût être faite autrement que par l'autorité française. Tout à fait d'accord sur le fond, les deux peuples n'étaient divisés que sur la forme, mais cette division était arrivée à l'état aigu, et des deux côtés des clameurs hostiles retentissaient. Les deux gouvernemens s'appliquaient à calmer les passions, à

concilier les points de vue, à trouver le vrai *modus faciendi*. Voilà ce qui occupait encore M. Guizot dans ses entretiens de Windsor avec sir Robert Peel, le duc de Wellington, lord Aberdeen, lord Stanley, sir James Graham, tous membres du cabinet, comme avec le principal chef du parti whig, lord John Russell. Dans tout cela, rien de nouveau et surtout rien d'occulte; c'était la continuation à voix basse de ce qui s'était débattu à haute voix dans les deux parlemens de France et d'Angleterre. Le baron de Stockmar n'avait donc à recueillir ici aucune des confidences qui donnaient pour lui tant d'intérêt aux précédentes visites. Son absence de Windsor à cette date, qu'il y ait pensé ou non, est un hommage à la sincérité de la politique française.

A défaut des récits confidentiels de Stockmar, les témoignages publics nous suffisent. Ils furent d'ailleurs aussi éclatans que variés. On a déjà vu dès le 8 octobre la démarche du maire, des aldermen et des bourgeois de la ville de Portsmouth; le même jour, le maire, les aldermen et les bourgeois de la commune de Windsor, pareillement autorisés par la reine, vinrent rendre le même hommage au roi des Français. Les jours suivans, les visites faites par le roi à Twickenham, à Hampton-Court, à Claremont, lui valurent partout une réception enthousiaste. La reine et le prince Albert avaient voulu montrer à leur hôte les magnifiques environs de la résidence royale. Twickenham, qui appartenait alors au comte de Mornington, rappelait à Louis-Philippe le séjour qu'il y avait fait jadis, durant les années d'exil. Claremont, où était morte la princesse Charlotte, était restée la propriété du prince Léopold, devenu roi des Belges et gendre du roi des Français. Sur tout le parcours de ces promenades, dans toutes les communes, dans toutes les paroisses, des acclamations saluaient le passage du souverain libéral ami de la libérale Angleterre. C'était tout autre chose, il faut bien le reconnaître, que l'accueil de courtoisie extérieure fait récemment à l'empereur de Russie. Ceux qui racontaient ces détails dans les feuilles officielles et officieuses de Paris avaient raison alors de ne pas insister sur cette différence; à trente-deux ans de distance on est plus libre, et nous qui racontons une histoire si éloignée des crises et des préoccupations d'aujourd'hui, nous avons bien le droit d'affirmer, sans désobliger personne, que jamais contraste ne fut plus grand.

Parmi tant de manifestations qui marquèrent ces jours de fête, il suffit d'en signaler deux qui ont eu véritablement le caractère et l'éclat d'une victoire. Ce sont les journées des 11 et 12 octobre.

La reine avait décidé que le roi Louis-Philippe serait reçu chevalier de l'ordre de la Jarretière. Le vendredi 11 octobre, à l'heure prescrite, tous les chevaliers de l'ordre présens à Windsor

étaient rassemblés dans la salle des gardes, vêtus de leurs splendides costumes, étincelant d'or et de pierreries sous le manteau de velours bleu. On remarquait surtout le costume du marquis de Westminster, son justaucorps de velours pourpre tout chargé de ces diamans énormes qui ont leur histoire dans le livre des merveilles et qui ne paraissent qu'aux grands jours. De la salle des gardes, les chevaliers passèrent dans la salle du Chapitre où est le trône du souverain, et prirent place autour de la table séculaire. La reine était sur le trône. Le chancelier, placé à sa gauche, lut par son commandement un statut royal ordonnant que sa majesté le roi des Français serait proclamé chevalier de l'ordre de la Jarretière. En conséquence, le roi est amené de ses appartemens dans la salle du Chapitre. Il y est précédé du prince Albert et du duc de Cambridge. Devant eux marche un des officiers du Chapitre, le premier roi d'armes, qui porte les insignes de l'ordre sur un coussin de velours cramoisi. Quand le roi entre dans la salle, la reine et les chevaliers se lèvent. Il est prié de s'asseoir sur un fauteuil à droite du trône. La reine lui annonce qu'il a été reçu chevalier. Alors le roi d'armes s'agenouille aux pieds de la reine et lui présente la jarretière. La reine la prend, puis assistée du prince Albert et du duc de Cambrigde, elle l'agrafe à la jambe gauche du roi. Aussitôt le chancelier se lève et lit la formule des vieux âges : « En l'honneur du Dieu tout-puissant et en mémoire du bienheureux martyr saint Georges, attaché à la jambe pour sa gloire! Cette noble jarretière, porte-la comme le symbole de l'ordre le plus illustre qui ne doit jamais être oublié ni mis à l'écart, afin que par ce moyen tu puisses être admonesté d'être courageux, et qu'ayant entrepris une juste guerre dans laquelle tu seras engagé, tu puisses demeurer ferme, brave et vaillant, et triompher! » Le premier roi d'armes s'agenouille de nouveau et présente le ruban; la reine, avec les mêmes assistans, le place sur l'épaule gauche du roi, et le chancelier ajoute, continuant sa lecture : « Porte à ton cou ce ruban orné de l'image du bienheureux martyr et soldat béni du Christ, saint Georges. Marchant sur ses traces, puisses-tu sortir triomphant de toutes épreuves heureuses et malheureuses, en sorte qu'ayant vaincu hardiment tes ennemis du corps et de l'âme, tu puisses non-seulement tirer de la gloire de cette lutte passagère, mais encore être couronné de la palme de la victoire éternelle! »

Tous les rites accomplis, la reine donne l'accolade au nouveau chevalier, qui descend les degrés du trône, et, circulant autour de la table où siégeaient les membres de l'ordre, va recevoir leurs félicitations. Les chevaliers présens étaient son altesse royale le prince Albert, son altesse royale le duc de Cambridge, le duc de Rutland, le duc de Wellington, le marquis d'Anglesey, le duc de

Devonshire, le marquis d'Exeter, le duc de Buccleugh, le marquis de Lansdowne, le marquis de Westminster, le duc de Beaufort, le duc de Buckingham et le marquis de Salisbury, sans compter les officiers de l'ordre.

Voilà une des cérémonies de la vieille Angleterre. De ces gothiques traditions, la journée du lendemain nous ramène au centre le plus actif de l'Angleterre moderne. Nous étions hier au milieu de la cour d'Édouard III, nous voici en pleine Cité de Londres. Passé, présent, la fidélité la plus scrupuleuse aux anciens souvenirs et le sentiment le plus intense d'une vie nouvelle, n'est-ce pas là en deux mots tout le génie britannique?

Le roi, en partant pour l'Angleterre, avait décidé qu'il n'irait pas à Londres. C'était la reine qu'il venait voir, la reine et la famille royale, il voulait leur consacrer sans réserve le peu de temps dont il pouvait disposer. La visite qu'il avait reçue au château d'Eu devait être le modèle et la règle de sa visite à Windsor. Ce fut, comme on le pense, un grand désappointement pour les membres de la Cité de Londres. A Portsmouth, à Windsor, le maire, les aldermen et les bourgeois avaient pu présenter une adresse au roi des Français; Douvres comptait sur le même honneur, si le roi venait s'y embarquer pour retourner en France, et Londres, la grande cité, la vraie capitale du royaume-uni, n'aurait pas le droit d'inscrire un pareil souvenir dans ses annales! Le lord-maire et ses collaborateurs ne pouvaient en prendre leur parti. Que firent-ils? Le conseil fut convoqué extraordinairement; là, on proposa une chose inouie, une chose qui ne s'était jamais vue et que chacun pourtant attendait : on proposa que les représentans de la Cité se rendissent à Windsor pour y présenter au roi des Français l'expression de leurs sentimens et de leurs vœux, On sait quels sont les priviléges et la juste fierté de la Cité de Londres; ce sont les rois qui vont à elle. La délibération ne fut pas longue. Le conseil, à l'unanimité des suffrages, décida qu'il se transporterait à Windsor auprès du roi Louis-Philippe.

Nous avons quelque peine à concevoir ce que cette manifestation offrait d'inusité, c'est-à-dire de hardi et de significatif. Les ministres de la reine en furent singulièrement frappés; ils le dirent eux-mêmes au roi, à M. Guizot, à l'amiral Mackau, à M. le comte de Sainte-Aulaire. Le samedi 12 octobre, quand on vit entrer dans la cour du château de Windsor cette longue suite de voitures, quand le lord-maire, les aldermen, les shériffs, les officiers, les conseillers municipaux en costume de cérémonie, et portant chacun les insignes de sa dignité, entrèrent dans la vieille résidence féodale, il n'y eut personne qui pût se défendre d'une grave émotion. De

toutes les communes d'alentour, une foule immense était venue assister à ce spectacle si nouveau. Ce n'étaient pas la robe d'or et le grand collier du lord-maire, les robes écarlates des aldermen, les riches manteaux des conseillers municipaux qui causaient cet étonnement. Pour ceux qui connaissaient le sens et la force des traditions nationales, de dramatiques souvenirs se mêlaient aux impressions de surprise. La Cité de Londres dans le château de Windsor! La grande commune dans la forteresse de la royauté! En vue d'une circonstance si extraordinaire, les ministres avaient pensé que le discours du roi Louis-Philippe devait être préparé avec une attention spéciale. Le roi, disaient-ils, ne devait pas se fier à sa facilité habituelle; il fallait là des paroles qui, plus méditées, plus condensées, pussent retentir plus haut et porter plus loin. Combiné le matin même entre le roi et M. Guizot, qui tenait la plume, le discours fut traduit en anglais par le comte de Jarnac. Ce n'est pas tout : la reine et le prince Albert passèrent une demi-heure dans le cabinet du roi à revoir cette traduction. Curieux détails, qui n'ont pas seulement la grâce d'une affaire intime arrangée en famille, puisqu'ils nous montrent surtout le grand intérêt de cette démarche faite par la Cité de Londres, et le prix que la reine y attachait.

Une circonstance d'un autre genre fit ressortir encore la cordialité de la réception faite en Angleterre au roi des Français. Le départ de Louis-Philippe avait été fixé au lundi 14 octobre. La reine et le prince s'étaient promis d'accompagner leur hôte jusqu'à Portsmouth, où le roi devait leur offrir à dîner sur le *Gomer*. Malheureusement une tempête épouvantable dérangea tout ce programme. Quand on fut arrivé sur la ligne du chemin de fer à la station de Clarence-Victualling-Yard, l'orage était si violent, les rafales si furieuses, qu'il fallut s'arrêter. Le royal cortége se réfugia dans les appartemens de M. Grant, garde-magasin de la voie. C'est là qu'un dîner fut préparé à la hâte, c'est là aussi qu'eut lieu un conseil sur le parti à prendre. Fallait-il retarder le départ? Si le roi tenait à partir pour ne pas causer d'inquiétude à la reine Amélie, fallait-il s'obstiner à suivre le chemin de Portsmouth ou se diriger vers Douvres? De Portsmouth, le roi serait allé aborder au Tréport, c'est-à-dire à une faible distance du château d'Eu; mais la tempête aurait-elle permis au navire de prendre la mer, et, une fois en mer, une fois la traversée accomplie, aurait-il abordé sans peine sur cette partie des côtes de la Manche? L'ouragan sévissait moins fort du côté de Douvres; de Douvres à Calais, on avait aussi bien moins de retards à craindre. Cet avis prévalut. Les adieux se firent à Clarence dans la maison du garde-magasin, puis le roi, reprenant la route qu'il avait déjà faite, partit dans la soirée pour Londres, prit le chemin

de fer de Douvres, arriva dans la ville vers le milieu de la nuit, reçut encore le matin le corps municipal, s'embarqua pour Calais sur le bateau à vapeur le *Nord*, et toucha la terre de France dans l'après-midi du 15 octobre. Eh bien, savez-vous ce qui se passait à Portsmouth, tandis que le roi quittait l'Angleterre à Douvres? La reine Victoria, profitant d'une éclaircie après les adieux, avait poursuivi son voyage jusqu'au port où le vaisseau français devait la recevoir la veille. Le 15, à neuf heures du matin, elle se rendit à bord du *Gomer*. L'amiral La Susse lui en fit les honneurs. L'étendard royal fut hissé au grand mât. Les bâtimens français à l'ancre dans la rade saluèrent l'arrivée de la reine par des salves d'artillerie auxquelles les bâtimens anglais répondirent. La reine et le prince daignèrent accepter le déjeuner que leur offrit l'amiral. Si le roi manquait au repas, son souvenir y présidait. Improvisation toute gracieuse! Ce fut comme une dernière fête en l'honneur de la France, un dernier *shakehand* après les adieux précipités de la veille.

L'histoire ne se fait bien qu'à distance. Trop de passions défigurent la vérité à l'heure où les événemens se produisent. Instruits par les notes de Stockmar sur le véritable sens des trois visites royales que nous venons de raconter, l'idée nous est venue de chercher dans les journaux du temps l'opinion des publicistes quotidiens sur la réception de Louis-Philippe à Windsor. Évidemment, si l'on avait su le fond des choses comme nous le savons aujourd'hui, si l'on avait pu comparer impartialement la visite de Louis-Philippe avec celles de Frédéric-Guillaume IV et de Nicolas Ier, des publicistes français n'auraient eu qu'à se réjouir. Est-il possible de demander aux partis un tel sentiment de l'équité? La passion politique altère tout, dénature tout, elle ne voit que ce qu'elle veut voir; ces journées d'octobre 1844, si glorieuses pour la France, ne furent aux yeux de l'opposition que la preuve de son abaissement. La France était la vassale de l'Angleterre. C'était le vassal humblement soumis que l'altier suzerain avait accueilli avec bienveillance. La politique de la paix à tout prix recevait le salaire de ses œuvres. Qu'on se représente ce noble thème développé à outrance par des plumes venimeuses; voyez-vous d'ici les factions rivalisant à ce sujet d'éloquence et de patriotisme? Qu'on se représente en même temps les déclamations de la presse officieuse, le fanatisme doctrinaire s'exaltant à froid pour tenir tête au fanatisme légitimiste et démocratique, les bonnes dispositions des deux gouvernemens transformées en garanties infaillibles, l'infatuation et la raideur s'accoutumant à prendre la place de la vigilance et de la souplesse, c'est-à-dire de la politique. Comme tout cela paraît également éloi-

gné de la vérité, à qui vient de comparer sans parti-pris les trois visites royales! La vérité, c'est que la France de 1830, en dépit des vieilles haines, inspirait des sympathies à l'Angleterre de 1688, et que ni Frédéric-Guillaume IV, malgré son autorité morale, ni le tsar Nicolas Ier, malgré son prestige, n'avaient pu ébranler cette confiance. Cette heure est l'heure glorieuse du ministère Guizot. Louis-Philippe, dans sa visite à la reine Victoria, vient de consolider l'entente cordiale des deux pays, sans que ni l'un ni l'autre ait eu un sacrifice à faire. Il ne reste plus qu'à maintenir cette amitié, à poursuivre ensemble les grands buts, à éviter les froissemens sur les choses de second ordre. Nous ne parlons ici que du dehors, les affaires du dedans exigeaient de bien autres conditions et supposaient une vigilance bien autrement active.

On ne peut se défendre d'une sérieuse impression, quand on a pris plaisir à revivre par l'étude au milieu de cette période si rapprochée de nous et déjà si profondément oubliée, si singulièrement méconnue. Toutes les personnes souveraines qu'y rassemble l'histoire, une seule exceptée, ont disparu de la scène. Le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV, l'empereur de Russie Nicolas Ier, le roi des Français Louis-Philippe Ier, sont morts depuis longtemps. Seule, l'auguste souveraine qui les a reçus tour à tour à Windsor est encore assise sur le trône où elle est montée il y a bien près de quarante ans. Que de révolutions depuis cette date! que de changemens dans la destinée des états! Nous avons pu parler librement d'un roi de Prusse, d'un empereur de Russie, d'un souverain de la France, d'une reine de la Grande-Bretagne, sans que nos appréciations sur ces crises d'autrefois fussent gênées en rien par les crises d'aujourd'hui. Du passé au présent, qu'y aurait-il à conclure? des abîmes les séparent. Qu'on ne voie donc pas dans ces pages autre chose que ce qu'elles renferment. Les événemens que nous venons de raconter n'offrent plus qu'une valeur historique, ils n'ont point de rapport avec les circonstances présentes. Nous n'avons certes aucune raison de nous défier encore de la Russie, aucune raison d'oublier notre ancienne entente avec l'Angleterre. L'intérêt de la France comme l'intérêt du genre humain nous obligent désormais à essayer de concilier l'Angleterre et la Russie, afin que si la lutte locale des Slaves et des Turcs, des races chrétiennes d'Orient et des races musulmanes, ne peut être évitée, on s'efforce au moins d'empêcher une guerre générale qui serait le bouleversement du monde.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

L'ENFANCE A PARIS

II [1].

LES MALADES.

L'abandon est un péril qui menace surtout l'enfant au lendemain de sa naissance; le vagabondage, la mendicité, le vol, sont des tentations qui l'attendent au seuil de la jeunesse; la maladie et les infirmités sont au contraire pour lui une misère de tous les âges, de laquelle il n'est jamais à l'abri. Le moment est donc venu de traiter ce douloureux sujet. Le problème de la souffrance est un de ceux qui troublent le plus volontiers notre raison; mais ce problème revêt un caractère plus aigu lorsqu'il est soulevé devant notre conscience et en quelque sorte devant nos yeux par le spectacle de maux en apparence inutiles, infligés à des êtres presque inconsciens. Aussi nul sujet n'a-t-il inspiré à l'éloquence humaine des plaintes aussi amères, et depuis qu'en des vers altiers Lucrèce demandait compte à cette Providence dont il niait pourtant l'existence, de tant de souffrances inévitables et de tant de morts prématurées :

> Cur anni tempora morbos
> Adportant, quare mors immatura vagatur,

l'humanité n'a guère obtenu d'autre réponse que le silence du philosophe et le trouble du chrétien. Plutôt que de creuser ce problème redoutable et sans fond, cherchons quels remèdes et quels adoucissemens la charité publique ou privée apporte aux maladies et aux infirmités de l'enfance. Nous allons nous trouver, à

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre.

Paris du moins, en présence d'une organisation puissante, sinon complète, qui comprend à la fois des hôpitaux, des maisons de convalescence et des hospices. Cette étude ne paraîtra peut-être pas complétement inutile, si, tout en rendant justice aux progrès qu'a réalisés l'assistance publique, elle nous amène à quelques conclusions précises sur ceux qu'il lui reste à accomplir encore.

I.

Les hôpitaux d'enfans sont une création moderne qui date du XIXe siècle. Il est vrai qu'avant la révolution un grand nombre d'asiles et de refuges étaient ouverts aux enfans pauvres, orphelins, abandonnés. On leur donnait dans ces asiles les soins nécessaires à leur santé, ce qui n'en laissait arriver qu'un petit nombre à l'Hôtel-Dieu, autrefois l'hôpital par excellence. Dans cet hôpital, les enfans ne trouvaient pas un meilleur traitement que les adultes. « En ladicte infirmerie, dit une description de l'Hôtel-Dieu qui remonte au XVIe siècle, il y a sept ou huit licts où se couchent vingt-cinq ou trente petits enfans de deux ans et d'un an, lesquels enfans, qui sont tendres et délicats, à cause du gros air qui est en ladicte infirmerie, meurent tellement que de vingt n'en réchappe pas un. » En 1679, les administrateurs de l'Hôtel-Dieu se plaignaient encore de ce qu'il y avait huit ou neuf enfans couchés dans un même lit. Pareil état de choses fut signalé en 1789 à l'assemblée nationale par la commission qu'elle avait désignée pour constater l'état des hôpitaux à Paris, et dont le rapporteur Tenon nous a transmis des détails si curieux sur notre ancienne organisation hospitalière. Quelques années plus tard, le préfet de la Seine Frochot, dans son discours d'installation du conseil général des hôpitaux, signalait « le mélange, établi depuis longtemps, d'enfans, d'adultes, d'hommes, de femmes, dont les mœurs, le caractère et les habitudes désordonnées triomphent des moyens de discipline et font d'une maison de bienfaisance une maison de scandale. » Les inconvéniens de cette promiscuité, tant au point de vue moral qu'au point de vue hygiénique, avaient été signalés avec trop de force pour que la question, une fois soulevée, ne fût pas résolue dans le sens de la séparation. Restait à trouver l'emplacement. Dans les terrains vagues qui bordaient encore la rue de Sèvres au commencement du siècle, s'élevait une vaste maison que Languet de Gergy, curé de Saint-Sulpice, avait établie pour servir de refuge aux ouvrières sans travail. Ce bâtiment était devenu, depuis la révolution, la propriété de l'administration des hospices. Ce fut là qu'un arrêté du conseil-général des hospices, du 18 floréal an X (3 mai 1802), établit l'hôpital de l'Enfant-Jésus, dont la pieuse et touchante dénomination a survécu dans le langage po-

pulaire à celle des *Enfans-Malades*, qui lui a été donnée depuis. Pendant cinquante ans, cet hôpital, bien situé, mais dans un quartier excentrique, a été le seul asile ouvert dans Paris aux maladies de l'enfance. Ce n'est qu'en 1853 que l'hôpital Sainte-Marguerite, vieux bâtiment situé rue de Charenton et affecté d'abord aux enfans trouvés, puis aux orphelins, fut, sur le désir de l'impératrice, transformé en un asile pour les enfans malades, et inauguré sous le nom d'hôpital Sainte-Eugénie.

Il n'y a pas de progrès qui ne trouve des contradicteurs. On ne sera donc pas étonné d'apprendre que des médecins qui ont cependant un nom dans la science se sont élevés naguère contre l'utilité des hôpitaux d'enfans et ont réclamé la dissémination de ceux-ci dans les hôpitaux d'adultes. Ils ont fait valoir les dangers de contagion réciproque qui résultent pour les enfans de la concentration des maladies auxquelles ils sont sujets, l'exemple de l'Angleterre, où les hôpitaux d'enfans ont été longtemps inconnus, enfin les besoins de l'enseignement clinique, qui veut que les élèves en médecine attachés aux grands hôpitaux de Paris puissent étudier en même temps les maladies des enfans et celles des adultes. A cela on peut répondre que le moyen de préserver les enfans de la contagion des maladies infantiles n'est pas de les exposer à la contagion des maladies d'adultes, — que les hôpitaux séparés pour les enfans tendent à se multiplier en Angleterre et en particulier à Londres, — enfin que le traitement des maladies des enfans a fait de grands progrès depuis que leur séparation d'avec les adultes a permis de former pour eux des médecins spéciaux. Mais la raison décisive est celle que donnait Frochot, c'est-à-dire l'inévitable inconvénient qui résulterait pour eux, au point de vue moral, de la promiscuité des hôpitaux d'adultes, dont la population indistinctement admise et nécessairement peu surveillée n'est point une société qui leur convienne. Ajoutons enfin que, perdus dans les hôpitaux d'adultes, ils cesseraient bien vite d'être l'objet de cette sollicitude minutieuse et inventive que suggère aux religieuses et aux infirmières le soin habituel des enfans. Aussi l'opinion que je viens de rapporter a-t-elle été repoussée par la presque unanimité du corps médical, et il est difficile de la considérer autrement que comme un paradoxe d'esprits ingénieux.

Bien que les Enfans-Malades et Sainte-Eugénie soient les deux hôpitaux d'enfans par excellence, ce ne sont cependant point les deux seuls asiles qui s'ouvrent à Paris même aux affections de l'enfance. Il existe dans les vastes dépendances de l'hôpital Saint-Louis deux salles de seize lits ouvertes aux garçons et aux filles qui sont atteints d'une triste maladie qui fait beaucoup de ravages dans la

population des enfans de Paris ; la teigne. L'hôpital Saint-Louis est un curieux spécimen de l'ancienne assistance hospitalière. Il a été construit vers la fin du règne d'Henri IV par maître Claude Vellefaux, *maître juré ès œuvres de maçonnerie du roi*. Cet hôpital était destiné à recevoir des pestiférés. On montre encore le couloir par lequel on communiquait avec eux de l'extérieur et le tour par lequel on leur passait les alimens. Les vastes bâtimens de cet hôpital, construits en brique et pierre, ses préaux spacieux et plantés de beaux arbres, sont encore tels aujourd'hui qu'ils étaient il y a près de quatre cents ans. A voir passer et repasser dans les cours silencieuses la robe blanche et le manteau noir des augustines qui le desservent, on pourrait se croire encore dans quelqu'un de ces couvens situés au milieu de Paris, où les héroïnes de la Fronde venaient autrefois pleurer leurs péchés et mettre un intervalle entre la vie et la mort. Bien que l'hôpital soit placé sous la pieuse invocation de saint Louis, on n'a point cru devoir en bannir tous les souvenirs du bon Henri, et par un choix singulier le nom de *pavillon Gabrielle* a été donné à un bâtiment séparé, où des infortunés atteints de maladies repoussantes viennent acheter, au prix d'une modique rét ibution, la solitude et le traitement des plus illustres médecins.

L'aspect de l'hôpital est assez mélancolique, et en particulier celui des salles affectées aux enfans teigneux. Bien qu'au point de vue du traitement on ait à se féliciter des résultats obtenus, les enfans y sont placés dans des conditions générales peu satisfaisantes. Garçons et filles ont une salle distincte, et dans chacune de ces salles insuffisamment aérées ces enfans, dont aucun n'est alité, dorment, mangent, jouent, je voudrais pouvoir dire travaillent; mais l'insuffisance du personnel ne permet pas d'organiser pour eux une école comme aux Enfans-Malades et à Sainte-Eugénie. Chacune des sœurs, ou, pour employer le terme exact lorsqu'il s'agit des augustines, des mères, qui a la surveillance d'une de ces salles d'enfans, a aussi celle d'une vastè salle d'adultes. Pour trouver un peu d'aide, elles acceptent, du moins dans le service des filles, le concours de pensionnaires de l'hôpital qui, atteintes de maladies presque incurables, y sont en quelque sorte indéfiniment conservées, et qui se consacrent avec dévoûment aux soins des enfans. Lorsque j'ai visité l'hôpital Saint-Louis, une des femmes ainsi employées au service des enfans était affligée d'une de ces affections cancéreuses de la face auxquelles on donne, je crois, le nom de *lupus*. C'est une pensée humaine sans doute que de procurer à une malheureuse créature aussi cruellement éprouvée les consolations de la charité; mais peut-être n'est-il pas sans inconvéniens de mettre ainsi constamment sous

les yeux d'enfans parfois chétifs, malingres, et par cela même sensibles aux impressions nerveuses, l'aspect d'un mal assez repoussant pour qu'un homme fait ne puisse en supporter la vue sans effort.

A côté de ces asiles que la charité publique ouvre à l'enfance malade, il faut mentionner également ceux que lui offre la charité privée. L'institut des diaconesses protestantes, qui est situé au n° 95 de la rue de Reuilly, entretient sur le produit de contributions volontaires une maison de santé qui contient une salle d'environ vingt lits réservés aux enfans. Construite récemment et suivant les données les plus récentes de la science hygiénique, cette maison offre un excellent modèle de l'assistance hospitalière. Dans le même quartier s'élève l'hôpital Rothschild, uniquement soutenu par les libéralités annuelles de ses fondateurs, et qui met deux salles de seize lits à la disposition des enfans israélites, garçons et filles. Dans ces deux hôpitaux privés, l'admission s'obtient principalement au moyen de recommandations, et il est superflu de dire qu'ils ne sont pas accessibles à tout le monde.

Même ainsi complétés par la charité privée, les secours médicaux que l'assistance publique prépare aux enfans ne seraient pas suffisans, si ces secours ne leur étaient distribués que dans les deux hôpitaux des Enfans-Malades et de Sainte-Eugénie. Des règlemens qui sont d'ancienne date défendent en effet de recevoir dans ces hôpitaux des enfans au-dessus de quinze ans et au-dessous de deux ans. A défaut de règlement, le simple bon sens suffit pour indiquer qu'à l'âge où l'enfant tire encore sa nourriture du seinde sa mère et où il a encore besoin de ses soins incessans, il ne saurait être question de l'en séparer pour l'isoler dans un hôpital. Cependant, comme les enfans de cet âge sont atteints par la maladie tout aussi fréquemment que les autres, il est nécessaire de pourvoir à leurs besoins. Aussi leur a-t-on affecté dans les hôpitaux d'adultes des salles spéciales connues sous le nom de *crèches*, où, en cas de maladie, ils sont reçus avec leurs mères, et où l'on reçoit également des mères malades dont les enfans sont bien portans. Pour ce double service, l'Assistance publique ne dispose que de 417 berceaux, dont 166 dans les hôpitaux spéciaux, et ce nombre est insuffisant. Ces salles, toujours assez exiguës, ne sont généralement séparées de la grande salle des adultes que par un couloir ou un vitrage, de telle sorte que les cris de ces enfans doivent troubler le repos des autres malades. Auprès du grand lit classique d'hôpital avec tringles en fer et rideaux blancs, est placé un lit plus petit destiné à l'enfant. Au lit de la mère est fixée une pancarte qui porte la désignation de sa maladie ou de celle de l'enfant. J'ai eu ainsi l'occasion de voir côte à côte et de comparer les deux modèles de pancarte, celui qui était anciennement en usage et celui dont

l'inauguration a suscité naguère tant de clameurs. Je dois avouer que, si mon attention n'avait pas été attirée sur la différence des deux modèles, j'aurais eu une certaine peine à m'en apercevoir. Dans la nouvelle pancarte, trois casiers, ne portant aucune mention imprimée, étaient destinés à recevoir, le premier, la lettre initiale de la religion à laquelle le malade avait, en entrant, déclaré appartenir, catholique, protestant, israélite; le second un signe conventionnel indiquant s'il avait reçu les sacremens; le troisième, la mention éventuelle que, depuis son entrée à l'hôpital, le malade avait changé de religion. Ces mentions étaient absolument inintelligibles pour d'autres que pour les habitués de l'hôpital, et ne devaient servir qu'à indiquer aux aumôniers et dames visiteuses des différens cultes les malades auxquels ils devaient ou plutôt ne devaient pas offrir leur assistance. C'est cependant à ce propos qu'une partie de la presse a essayé d'émouvoir l'opinion publique, et qu'une commission composée de hauts fonctionnaires s'est gravement réunie autour d'un tapis vert pour prononcer sur le sort de ces pancartes, qui, à ce qu'il paraît, ont vécu.

L'insuffisance de ces salles de crèches a ému le corps médical, et dans une délibération du mois de novembre 1875, à laquelle j'aurai occasion de revenir, parce que plusieurs questions importantes concernant l'hygiène de l'enfance y ont été traitées, la Société de chirurgie a émis le vœu que le nombre des lits dans les salles de crèches fût augmenté, et que l'âge d'admission dans les hôpitaux d'enfans fût abaissé jusqu'à un an. Ce que demande la Société de chirurgie se fait dans la pratique. Ce n'est guère qu'en cas d'insuffisance de lits que les directeurs refusent l'entrée des Enfans-Malades ou de Sainte-Eugénie à un enfant âgé de moins de deux ans qu'on peut sans inconvéniens séparer de sa mère et en faveur duquel un billet d'admission urgente a été signé à la consultation. S'il en est ainsi, pourquoi modifier le règlement, et pourquoi abaisser une barrière qui met obstacle à l'encombrement des hôpitaux d'enfans, et qui fait refluer sur les hôpitaux d'adultes une partie du contingent qui leur arriverait? La seule chose à désirer serait peut-être que des instructions précises vinssent régulariser cette sage pratique des directeurs d'hôpitaux et abréger dans les circonstances exceptionnelles les hésitations de fonctionnaires trop scrupuleux.

L'admission des enfans avec leur mère dans les salles de crèches s'opère comme celle des adultes : d'urgence, par la consultation donnée à l'hôpital même, ou par l'intermédiaire du bureau central. Il n'en est pas de même de l'admission dans les hôpitaux spéciaux des Enfans-Malades et de Sainte-Eugénie. Les médecins du bureau central n'ont point le droit de signer des billets d'admission pour

ces deux hôpitaux. Lorsqu'un enfant est apporté dans la salle de l'Hôtel-Dieu qui a remplacé cette grande salle du Parvis Notre-Dame, bien connue, hélas! de la population indigente de Paris, le médecin ou le chirurgien qui fait ce jour-là le service de la consultation ne peut que remettre aux parens de l'enfant une carte bleue où sont inscrits les jours et heures de consultation des hôpitaux d'enfans. Cette pratique n'est pas sans inconvéniens, car elle retarde forcément l'admission de l'enfant. On ne voit pas pourquoi, ainsi que la Société de chirurgie l'a demandé, les médecins et chirurgiens du bureau central ne seraient pas, comme pour les autres hôpitaux, tenus au courant du nombre de lits disponibles aux Enfans-Malades ou à Sainte-Eugénie par un bulletin quotidien, ou mieux, par ces communications télégraphiques qu'il est question d'établir entre le bureau central et les hôpitaux de Paris, et pourquoi ils n'auraient pas la faculté de signer directement des billets d'admission pour ces deux hôpitaux. Le principe de l'autonomie des hôpitaux spéciaux est un principe juste, mais qu'il ne faut pas exagérer au détriment de l'intérêt des malades.

C'est donc (en dehors des admissions d'urgence prononcées par l'interne de garde) la salle de la consultation qui est la grande porte d'entrée des hôpitaux d'enfans. Aussi un grand nombre d'enfans se pressent-ils chaque matin à l'entrée de cette salle. Aux Enfans-Malades, la salle de consultation est aménagée d'une façon très satisfaisante; l'entrée donne directement sur la rue; la salle est spacieuse, claire et bien aérée. Il n'en est pas de même à l'hôpital Sainte-Eugénie, où la salle de consultation, sombre et étroite, s'ouvre sous la porte-cochère par laquelle se fait le service général de l'hôpital. Malheureusement la population qui se presse à la consultation de Sainte-Eugénie, situé dans un quartier pauvre et populeux, est plus nombreuse que celle qui se présente à l'hôpital de la rue de Sèvres. En hiver surtout, elle ne peut tenir dans la salle, et nombre de parens sont obligés de s'asseoir dehors pour attendre. C'est un spectacle attristant, mais curieux, d'assister dans l'un comme dans l'autre hôpital à cette consultation quotidienne, qui est donnée de la façon la plus libérale. Quiconque voudrait avoir sur l'état de santé de son enfant l'avis d'un des premiers praticiens de la capitale n'aurait qu'à venir s'asseoir dans la salle d'attente, à prendre un numéro et à attendre tranquillement son tour. Il est superflu de dire que, quelle que soit cette latitude, il n'y a que des parens appartenant aux classes pauvres ou du moins peu aisées de la population qui amènent leurs enfans à la consultation. Tous les jours, sauf le dimanche et le jeudi, 50 ou 60 enfans sont présentés à la consultation de la rue de Sèvres, 80 ou 100 à la consultation de la rue de Charenton. Tous les types d'enfans se

pressent tumultueusement à la porte du cabinet médical, depuis l'enfant scrofuleux et rachitique voué en quelque sorte à la mort en naissant, jusqu'au gamin des rues qui a reçu un coup dans une bagarre et qui vient avec confiance montrer au médecin son horion; et aussi tous les types de parens, depuis la nourrice à gages qui présente avec insouciance au médecin un enfant étranger dont sa négligence a causé la maladie, jusqu'à la mère qui pleure en serrant silencieusement son enfant dans ses bras.

Le médecin se tient dans son cabinet, assisté de l'interne attaché à son service, de deux ou trois externes et d'un élève en pharmacie. Beaucoup de célérité et une certaine brusquerie apparente sont nécessaires pour mener à son terme la consultation, qui durerait la journée entière, s'il fallait écouter l'histoire et les récits de chacun, souvent interrompus par des larmes; mais au point de vue médical l'examen des symptômes ne laisse rien à désirer, et le diagnostic est donné avec autant de certitude que le comportent les maladies de l'enfance. Les conseils d'hygiène générale ne sont point refusés, et j'ai vu un de nos médecins les plus connus examiner avec beaucoup d'attention une nourrice qu'une pauvre femme lui amenait en lui demandant si elle pouvait lui confier son enfant. Il est infiniment rare que la consultation ne se termine point par la délivrance d'une ordonnance, car ce n'est guère que dans les classes aisées que les parens peuvent se donner le luxe des inquiétudes imaginaires et des consultations inutiles. D'ailleurs le médecin saisit presque toujours cette occasion de faire prendre à l'enfant, même bien portant, un bain complet, dont il a toujours besoin et qu'on lui administre gratuitement à l'hôpital même. Est-il atteint d'une de ces indispositions passagères dont un remède ou une potion vient facilement à bout, le médecin fait rédiger par un de ses élèves et signe une ordonnance avec laquelle la personne qui a amené l'enfant se présente à un petit bureau voisin du cabinet de consultation. L'ordonnance est enregistrée, et si les parens de l'enfant affirment ne pouvoir payer, s'ils l'amènent pour la première fois, l'ordonnance est revêtue d'un visa qui leur en assure la délivrance gratuite. Autrefois les remèdes gratuits étaient délivrés à l'hôpital même et par les soins du pharmacien; aujourd'hui les parens de l'enfant doivent se présenter à la maison de secours de leur quartier. Je ne saisis pas bien les raisons de cette innovation, qui me paraît regrettable, car elle coûte aux parens un nouveau déplacement qui représente peut-être pour eux une demi-journée de travail et de salaire. S'agit-il d'une de ces petites plaies extérieures dont le soin exige du linge, de la charpie et une certaine adresse de main, l'enfant passe directement du cabinet de consultation dans la salle des *pansemens externes*, où le pansement dont il a besoin est opéré par les soins d'une sœur et d'un externe, très

supérieur à la sœur en connaissances théoriques, inférieur parfois en adresse pratique. Si l'enfant est atteint d'une de ces affections dont la guérison exige des soins prolongés, la consultation se termine non par la rédaction d'une simple ordonnance, mais par celle d'un véritable bulletin qui porte des indications multiples. Les unes, relatives à la maladie même de l'enfant, à sa santé antérieure, à celle de ses parens, sont remplies avec beaucoup d'exactitude par un des élèves, d'après les réponses de la personne qui a amené l'enfant; les autres, relatives au domicile, à la profession, à la situation de fortune de ses parens, seront remplies plus tard par les employés de l'Assistance publique. Le médecin signe le bulletin et y ajoute un avis tendant à l'admission au traitement externe ou au traitement interne. A ces deux modes de traitement correspondent deux modes différens d'assistance dont il est nécessaire de dire séparément un mot.

Certains économistes, j'entends surtout parler de ceux qui aiment à trancher les questions en théorie sans s'inquiéter des faits, se sont de longue date prononcés contre les hôpitaux et les hospices. « Ces institutions, disent-ils, détruisent l'esprit de famille; elles habituent le pauvre à l'imprévoyance; elles font peser une lourde charge sur la fortune publique, » et ils concluent bravement à leur suppression. Je ne crois pas que des théories aussi excessives aient jamais fait grande impression sur les membres du corps médical, qui ont d'ailleurs un intérêt professionnel au maintien des hôpitaux; mais il est certain cependant qu'il règne chez quelques-uns d'entre eux une tendance à augmenter le nombre des admissions au traitement externe, c'est-à-dire qui a lieu en dehors de l'hôpital, et à diminuer le nombre des admissions au traitement interne. « L'hôpital, disent-ils, est un lieu dangereux et malsain; le domicile paternel vaut toujours mieux; les soins de la religieuse la plus dévouée ne remplaceront jamais ceux d'une mère. D'ailleurs la journée d'un enfant à l'hôpital coûte à l'administration publique 2 francs par jour, tandis que la journée d'assistance à domicile ne lui coûte que 1 fr. » Et ils en concluent qu'il faut autant que possible diminuer le nombre des admissions à l'intérieur de l'hôpital et conserver au traitement externe un grand nombre de maladies qu'on admet aujourd'hui au traitement interne. » Tout cela est à merveille en théorie; mais il y a des circonstances dont ces partisans à outrance du traitement externe ne tiennent pas compte. Tout d'abord, si l'hôpital est un lieu malsain, dans beaucoup de cas le domicile paternel ne vaut guère mieux. Il suffit de savoir dans quelle déplorable promiscuité vivent trop souvent les ménages pauvres à Paris, enfans et parens couchant parfois dans le même lit, et presque toujours tous les en-

fans ensemble (1), pour se rendre compte des déplorables conditions hygiéniques où se trouve un enfant atteint d'une maladie aiguë ou d'une affection chronique dont la misère a été parfois le germe. En second lieu, il faut considérer que, si au point de vue du dévoûment, les soins d'une mère ne laissent généralement rien à désirer, il n'en est pas toujours de même au point de vue de l'intelligence, et que d'ailleurs beaucoup d'entre elles, femmes de journée, ouvrières de fabrique, etc., seraient obligées de laisser le petit malade à domicile en le confiant aux soins d'un frère ou d'une sœur plus âgés. Enfin la nécessité d'amener fréquemment l'enfant à la consultation est une difficulté presque insurmontable pour des parens qui vivent de leur travail et dont le temps est vraiment de l'argent. Quels que puissent donc être les avantages théoriques de l'assistance à domicile, il est chimérique d'espérer que le traitement externe des enfans puisse recevoir une extension beaucoup plus grande que celle qu'il a reçue jusqu'à présent. Le nombre des consultations données aux malades du traitement externe s'est élevé, en 1874, à 76,893, dont 37,123 à l'hôpital des Enfans-Malades, et 39,770 à l'hôpital Sainte-Eugénie. A ce chiffre, il faut ajouter, en cette même année, celui des consultations données à l'hôpital Saint-Louis à des enfans atteints de maladies de la peau, qui s'élève à plus de 5,000. Le traitement externe est donc largement organisé pour les enfans, et il ne faudrait pas vouloir à toute force et par système conserver au traitement externe des affections qui ne peuvent espérer de guérison que par le traitement interne.

Ajoutons, à titre de renseignemens, que l'admission au traitement externe n'emporte pas de plein droit la délivrance gratuite des médicamens. Pour obtenir le traitement gratuit, il faut être inscrit sur la liste d'admission au traitement à domicile, qui, en 1874, comprenait 73,490 personnes. L'inscription sur cette liste ne s'obtient qu'après visite et contrôle des employés de l'Assistance publique, et demeure la condition nécessaire de la délivrance gratuite des médicamens à la maison de secours, sinon les parens de l'enfant ne jouissent de la gratuité qu'en ce qui concerne la consultation et les bains, et ils doivent se procurer à leurs frais les médicamens.

Parmi les affections qui déterminent le plus souvent l'admission au traitement externe figurent les maladies de la peau, et en particulier la gale et la teigne. Si peu attrayant que soit le sujet, il est nécessaire de s'y arrêter un instant, si l'on veut avoir contemplé

(1) D'après un recensement fait par l'Assistance publique, il y aurait environ 26,000 logemens se composant d'une seule pièce, et 9,000 où il n'y avait que deux lits, l'un pour les parens et l'autre pour les enfans.

sous tous ses aspects même les plus repoussans la misère de l'enfance. Il faut en effet avoir vu ce spectacle de ses yeux pour s'imaginer à quel degré de dégradation physique le découragement, la misère et la malpropreté peuvent conduire. Disons cependant à l'excuse de la population pauvre de Paris que la propreté est déjà par elle-même un luxe, et qu'au nombre de nos institutions charitables il est regrettable de ne pas voir figurer une large organisation de bains gratuits, qui rendraient à la population d'immenses services et arrêteraient dans leur germe bien des maladies.

Longtemps réputées incurables, la gale et la teigne comptaient autrefois au nombre des maladies pour la guérison desquelles il fallait recourir « à la grande puissance de l'orviétan. » La science a fait des progrès, et depuis qu'elle a découvert le principe de la gale en constatant l'existence de l'*acarus*, on peut dire qu'elle est maîtresse de la première de ces deux maladies. Il n'y a pas de gale, si invétérée qu'elle soit, qui résiste à deux frictions de la pommade sulfurée. Aussi cette maladie, qui faisait autrefois de grands ravages dans les classes pauvres, tend-elle sensiblement à diminuer. On n'en saurait dire malheureusement autant de la teigne; le nombre des enfans teigneux est considérable à Paris, et l'existence à laquelle ils sont condamnés digne de pitié. Impitoyablement repoussés, par crainte de la contagion, des asiles et des écoles, ils retombent à la charge et à la garde de leurs parens, qui eux-mêmes sont souvent attirés hors du logis par leurs occupations journalières. Ils n'ont donc le choix qu'entre la solitude d'une chambre déserte ou le vagabondage des rues, pour lequel ils optent généralement, transportant partout avec eux le germe de la contagion. Aussi cette maladie rebutante avait-elle pris, il y a quelques années, un développement qui avait ému l'administration hospitalière, et des mesures énergiques avaient été adoptées pour combattre cet accroissement. M. Husson avait organisé en 1869 dans cinq hôpitaux de Paris un traitement externe dont l'épilation était la base, et il avait réuni sous le nom un peu trop pompeux peut-être de *brigades* un personnel exercé d'épileurs et d'épileuses, divisé en trois détachemens, dont un résidant aux Enfans-Malades, le second à Sainte-Engénie, et le troisième à Saint-Louis. Mais d'un côté le personnel de ces brigades n'a peut-être pas toujours été maintenu au complet, de l'autre on a cru trop tôt pouvoir supprimer à l'intérieur des hôpitaux d'enfans un certain nombre de lits de teigneux; il en est résulté que ces mesures n'ont pas produit tout leur effet, et qu'au lieu de diminuer, comme on l'espérait, dans la population parisienne, la teigne demeure stationnaire. Ajoutons qu'en ce qui concerne les enfans, leur assiduité au traitement externe sera toujours difficile à obtenir. Le traitement de la teigne

tondante dure en moyenne un an, parfois plus. Il est presque chimérique d'espérer que pendant ce laps de temps un enfant livré à lui-même et que ses parens n'ont pas le temps d'amener à l'hôpital, viendra se soumettre deux fois par semaine à une opération assez pénible. Beaucoup commencent le traitement, très peu l'achèvent, et c'est encore un de ces cas où le traitement externe est préférable en théorie au traitement interne, mais où il est loin de donner les mêmes résultats dans la pratique.

Lorsque le bulletin signé par le médecin comporte au contraire l'admission au traitement interne, cette admission est valable pour le service des chroniques ou pour le service des aigus. A cette distinction correspond une division intérieure de l'hôpital, dont les salles sont effectivement divisées en salles de *chroniques* et salles d'*aigus*. La signification médicale de cette division est facile à saisir. Les maladies aiguës sont celles dont l'envahissement a été brusque et dont le dénoûment, heureux ou fatal, ne saurait se faire attendre au-delà d'un certain temps : rougeole, scarlatine, fièvre typhoïde, pneumonie, diphthérie, etc.; on en pourrait citer bien d'autres. Les maladies chroniques sont au contraire celles dont l'établissement est relativement lent, et surtout dont la guérison ne peut être obtenue qu'à l'aide de soins prolongés, ainsi la teigne ou les maladies des os qui proviennent de la scrofule : coxalgie, maux de Pott, etc. La liste n'en serait que trop longue également. Je ne m'arrêterais pas à cette distinction si elle n'offrait d'intérêt qu'au point de vue administratif et médical; mais elle répond malheureusement à une différence trop réelle dans la condition des enfans. Lorsqu'un enfant est atteint d'une maladie aiguë, il est toujours admis à l'hôpital, et il passe directement du cabinet de consultation à la salle de l'hôpital, dans les bras même de ses parens, auxquels on accorde cette consolation de le voir, avant de partir, chaudement couché dans un lit presque toujours meilleur que celui qu'il a quitté. Je me souviens d'avoir vu un enfant porté ainsi par ses parens jusqu'au lit d'où il ne devait peut-être pas se relever. L'enfant, que j'avais rencontré auparavant à la consultation, était atteint, autant que j'avais pu comprendre, d'une maladie qui ne pardonne guère : du croup. La mère pleurait et serrait l'enfant contre sa poitrine en suivant les yeux baissés la sœur qui la conduisait. Le père ne semblait préoccupé que de ne pas tomber en marchant avec ses gros souliers ferrés sur les parquets glissans, et il promenait autour de lui des regards effarés. En un tour de main, l'enfant fut déshabillé et placé dans son lit par la sœur : « Il ne faut pas vous désoler, » dit-elle aux parens. A la sortie de l'hôpital, je les rencontrai encore : ils emportaient précieusement de pauvres petites nippes, et la mère n'était plus seule à pleurer.

Heureux donc ceux qu'on appelle les *aigus :* la porte de l'hôpital ne se ferme jamais devant eux. Si le nombre de lits (chose rare) est insuffisant, on établit dans la salle des lits supplémentaires, qu'on appelle dans les hôpitaux d'adultes des brancards. Si après l'admission de l'enfant les visiteurs de l'Assistance publique reconnaissent que les parens de l'enfant sont en état de payer, le remboursement de ses frais de traitement leur sera réclamé. Si le domicile de secours de l'enfant n'est pas à Paris, l'Assistance publique s'adressera dans certaines circonstances à la commune d'où il est originaire (1); mais dans aucun cas on ne déroge à ce grand principe d'assistance publique, à ce devoir impérieux de charité qui veut que tout malade ayant besoin de soins urgens soit immédiatement recueilli. L'administration ne se trouve pas ici dans la cruelle nécessité d'opposer l'insuffisance de ses ressources comme pour les adultes, dont à la date du dernier compte moral publié par l'Assistance publique 4,543 avaient été ajournés faute de lits pour les recevoir.

Il n'en est malheureusement pas de même pour les enfans atteints de maladies chroniques. Les lits affectés aux chroniques sont moins nombreux que ceux affectés aux aigus; les enfans reçus dans les salles de chroniques y font un séjour beaucoup plus long, un an, deux ans, parfois plus. Aussi les lits sont-ils toujours pleins, et dès que l'un d'eux se trouve vacant, il est immédiatement rempli. C'est vainement que, sur le bulletin d'admission préparé par un de ses élèves, le médecin aura ajouté de sa main le mot : urgent. Le nom du petit malade n'en ira pas moins le plus souvent grossir la liste déjà trop longue de ceux qu'on appelle les *expectans.* Pendant cette attente, la maladie s'aggrave, et l'enfant qui, soigné plus tôt, n'aurait passé que quelques mois à l'hôpital, y séjournera peut-être une année ou plus, encombrant à son tour le service et barrant l'entrée à d'autres. Il y a donc sur ce point insuffisance notoire de nos services hospitaliers. Pour remédier à cette insuffisance, on ne saurait se contenter d'augmenter le nombre des chroniques admis au traitement externe, en leur donnant les appareils permanens dont un grand nombre ont besoin et en les amenant fréquemment à la consultation pour la partie chirurgicale de leur traitement. Il ne faut pas oublier que la scrofule est le point de départ du plus grand nombre de ces affections et que le traitement de la scrofule nécessite des soins d'hygiène générale que les enfans ne pourront jamais recevoir chez leurs parens.

Trouverait-on un remède plus efficace dans la suppression de cette division en salles de chroniques et salles d'aigus qui n'existe

(1) Les sommes recouvrées de ce chef par les deux hôpitaux de Paris se sont élevées, en 1874, à 7,141 francs.

pas dans les hôpitaux d'adultes? M. le docteur Marjolin en a critiqué le principe avec beaucoup de vivacité dans un rapport qui a été lu à la Société de chirurgie, et il a déclaré que le bon sens et l'humanité protestaient également contre elle. A l'appui de sa thèse et pour montrer combien cette distinction, fondée en théorie, est arbitraire suivant lui dans la pratique, M. le docteur Marjolin cite ce fait curieux, que pendant longtemps, à l'hôpital de la rue de Sèvres, la salle des garçons atteints d'ophthalmie était placée dans le service des chroniques, tandis que la salle des filles atteintes d'ophthalmie était placée dans le service des aigus. Les conclusions du rapport de M. le docteur Marjolin ont été adoptées par la Société de chirurgie après une discussion dont la vivacité montre que, si la science médicale a progressé depuis le temps de Molière, les contestations entre médecins n'ont rien perdu de leur âpreté. Je ne suis pas juge des raisons médicales données par le savant rapporteur pour la fusion des deux services, mais ce serait se faire illusion que de chercher dans cette fusion un remède à l'insuffisance des services chroniques. Du jour en effet où les expectans du service des chroniques seraient admis à bénéficier des lits vacans dans le service des aigus, les salles d'aigus seraient aussitôt encombrées et un certain nombre d'enfans atteints de maladies aiguës devraient être ajournés, comme le sont souvent les adultes, ce qui conduirait à un résultat plus fâcheux encore. Aussi M. le docteur Marjolin, qui ne méconnaît pas la difficulté, conclut-il à la création de deux petits hôpitaux d'enfans de 150 à 200 lits dans les quartiers les plus pauvres de Paris. L'augmentation du nombre des lits affectés aux enfans est donc une des conclusions à laquelle nous conduit la première partie de cette étude, et qui s'impose à la sollicitude de l'administration. Il est regrettable qu'il ne soit plus temps d'appliquer à une œuvre aussi utile quelques-uns des millions maladroitement dépensés dans les constructions du nouvel Hôtel-Dieu, sans parler de ceux qu'on a gaspillés dans les richesses du nouvel Opéra.

II.

Nous sommes restés assez longtemps à la porte de l'hôpital, et nous avons déjà pu voir combien les accès en sont encombrés. Franchissons maintenant la grille et pénétrons dans l'hôpital même. Quelques personnes redouteraient peut-être une semblable visite et seraient assez disposées à se figurer qu'il n'y a pas sur la terre de lieu plus mélancolique et de spectacle plus attristant. Assurément je ne prétends pas qu'un hôpital d'enfans soit un endroit bien gai, ni que l'aspect de ces petits êtres innocens et souffrans ouvre à l'esprit des perspectives très-riantes sur la destinée humaine. Ce-

pendant je crois qu'à tout prendre la visite d'un hôpital d'adultes laisse dans le souvenir une impression plus pénible que celle d'un hôpital d'enfans. En effet, le spectacle qui émeut le plus douloureusement la compassion, ce n'est peut-être pas celui de la souffrance physique, de toutes les épreuves humaines la plus facile à supporter parce qu'elle n'exige qu'un effort tout personnel de courage et de résignation; c'est celui de la souffrance morale. On s'arrête quelques instans auprès du malade qui gémit bruyamment dans son lit, et l'on passe; mais on voit longtemps devant ses yeux la figure de celui qui, silencieux, les traits contractés, le regard absent, semble se demander avec angoise à quelle porte sa femme et ses enfans iront frapper pour avoir du pain. La visite d'un hôpital d'enfans ne vous laisse point de semblables souvenirs. Lorsque la douleur ne les étreint pas d'une façon trop vive (et il est rare que les maladies de l'enfance soient douloureuses), on ne lit sur leur visage qu'un mélange d'insouciance et d'ennui. Un rien suffit à les distraire. Les convalescens jouent dans un coin de la salle. Les moins malades causent de lit à lit. Ceux qui sont plus gravement atteints demeurent plongés dans cette sorte de stupeur inconsciente qui accompagne souvent la maladie chez l'enfance. Pourtant j'ai cru parfois surprendre, sur la figure de ceux que la mort serrait déjà de près, un certain regard d'anxiété et d'angoisse comme s'ils se sentaient vaguement en présence d'un grand inconnu. Lorsqu'on s'approche de leur lit, leurs yeux se tournent lentement vers vous et semblent vous demander si vous n'avez pas quelque chose à leur dire, à eux qui dans quelques heures peut-être en sauront plus que nous. Mais le plus souvent l'insouciance de leur âge les préserve de ces anxiétés et leur fait oublier la tristesse de leur position. Voyant un jour de loin un enfant de quatre ou cinq ans qui s'amusait avec les courroies d'un objet suspendu à son chevet et dont je ne distinguais pas bien la forme, je m'approchai de son lit; cet objet était une jambe artificielle qu'on avait apportée le matin même au pauvre petit amputé au dessus du genou. Il prenait cet appareil pour un jouet, et comme je le regardais avec compassion, il me montra sa jambe avec un naïf orgueil.

L'aspect extérieur des deux hôpitaux des Enfans-Malades et de Sainte-Eugénie n'a rien non plus qui augmente la tristesse inévitable d'un pareil lieu. L'hôpital de la rue de Sèvres présente même un aspect assez riant, vec sa longue avenue de tilleuls bordée de gazon et de fleurs. A gauche s'élèvent deux pavillons isolés, séparés par de larges préaux; au fond les bâtimens principaux de l'hôpital; à droite, la chapelle, la communauté et un spacieux gymnase en plein air, recevant encore la lumière et le soleil des préaux de l'hôpital Necker, dont l'hôpital des Enfans-Malades n'est séparé que

par un mur peu élevé. Il n'y a pas très longtemps que l'idée est venue d'employer la gymnastique comme tonique dans les hôpitaux d'enfans. On a obtenu ainsi de très bons résultats avec les enfans scrofuleux et avec ceux atteints de la chorée, cette terrible maladie nerveuse que le moyen âge prenait pour une des preuves de la possession et appelait la danse de Saint-Guy. Aussi l'installation des appareils gymnastiques est-elle complète dans les deux hôpitaux d'enfans, et comprend-elle, outre le gymnase en plein air, un gymnase fermé, qui sert aussi de préau en temps de pluie.

L'aspect de l'hôpital Sainte-Eugénie est plus triste que celui des Enfans-Malades. Cet hôpital est situé dans le quartier populeux, privé d'air et de lumière, qui s'étend entre la gare de Lyon et le faubourg Saint-Antoine. La disposition des bâtimens de l'hôpital ne rachète pas les inconvéniens du quartier. On pénètre par une voûte qui passe sous le bâtiment réservé au logement des employés, et l'on se trouve dans une petite cour quadrangulaire. A droite sont la salle de consultation et la pharmacie; à gauche, la salle des pansemens externes, en face un des corps de logis de l'hôpital, sous lequel est pratiqué un passage par lequel on arrive dans une nouvelle cour, bordée de trois côtés par des bâtimens affectés aux malades, et du quatrième par un vaste terrain où s'élèvent les gymnases, la chapelle et la salle des morts. C'est là où la dépouille de ceux qui en petit nombre n'ont pas été retirés par la piété de leurs parens est livrée à l'autopsie. L'hôpital Sainte-Eugénie est un vieux bâtiment qui ne répond que très imparfaitement à sa destination. Rarement les salles sont assez hautes et assez ventilées; quelques-unes ne reçoivent la lumière et l'air que d'un seul côté : disposition tout à fait défectueuse, qui ne permet pas de renouveler l'atmosphère au moyen de courans d'air. A ce point de vue, les aménagemens intérieurs de l'hôpital des Enfans-Malades sont supérieurs; mais, dans ces deux hôpitaux, bien des petites défectuosités existent encore. C'est ainsi qu'il serait utile d'avoir à chaque étage une petite office ou cuisine, où les alimens légers, les potions, les tisanes, dont les enfans ont besoin presqu'à chaque heure du jour, pussent être confectionnés par les soins ou sous la surveillance des sœurs, sans qu'on fût obligé pour cela de descendre à la cuisine générale de l'hôpital. Il en est de même des salles de bains, qui sont situées au rez-de-chaussée, ce qui oblige les petits malades des étages supérieurs à descendre et à remonter enveloppés d'un peignoir et d'une couverture, non sans grand danger de refroidissement. On ose du reste à peine se plaindre, quand on songe qu'il y a quarante ans, l'hôpital des Enfans-Malades ne disposait que de 4 baignoires au lieu des 45 qu'il possède aujourd'hui, et que c'était l'eau des bains qui servait ensuite au récurage de la vaisselle.

Les deux hôpitaux des Enfans-Malades et de Sainte-Eugénie sont régis, au point de vue de la direction intérieure, par les mêmes règles que les autres établissemens hospitaliers. Les services administratifs et économiques sont concentrés sous l'autorité d'un directeur assisté d'un économe et d'un certain nombre d'employés. Quant au service médical, il est au contraire réparti entre plusieurs médecins et chirurgiens, qui sont entre eux sur le pied de la plus parfaite égalité. Depuis longtemps, il n'y a plus dans les hôpitaux ni médecins ni chirurgiens en chef. Les médecins et chirurgiens, qui doivent leur nomination au concours, se partagent entre eux les salles et les lits en nombre à peu près égal. A chaque service est attaché un interne qui demeure, en principe du moins, à l'hôpital, et qui, en dehors des heures des visites du médecin, a la responsabilité du service médical. Un pharmacien, les externes en médecine et les élèves en pharmacie complètent ce personnel, qui constitue une réunion d'élite au point de vue de la science et du dévoûment. Il est inégalement réparti entre les deux hôpitaux, en raison du nombre des lits. L'hôpital des Enfans-Malades, qui contient 518 lits, compte quatre services de médecine et deux services de chirurgie. L'hôpital Sainte-Eugénie, qui contient 345 lits, ne compte que trois services de médecine et un service de chirurgie.

Dans les salles de l'hôpital, qui comprennent toutes deux sections, celle des *lits* et celle des *berceaux*, nous allons retrouver les grandes divisions que nous avons indiquées tout à l'heure. Il y a d'abord la division fondamentale, qui est commune avec les hôpitaux d'adultes, en salles de médecine et salles de chirurgie, puis la division, spéciale aux hôpitaux d'enfans, plus critiquable et en tous cas plus critiquée, en salles de chroniques et salles d'aigus. Les salles de chroniques comprennent elles-mêmes deux divisions soigneusement séparées l'une de l'autre : les salles de teigneux et les salles de scrofuleux. Les salles de chroniques des Enfans-Malades sont très supérieures à celles de l'hôpital Sainte-Eugénie. On a employé à l'installation de ces salles un legs de 150,000 francs; les deux pavillons nouveaux qu'on a construits et qui contiennent 160 lits ont reçu le nom du généreux bienfaiteur, M. Bilgrain. Ces services nouveaux, très complétement installés, comprennent, outre le dortoir, une salle assez vaste où les enfans qui ne sont pas alités déjeunent, dînent et jouent. Il serait bon que cette salle de récréation existât dans tous les services, aussi bien dans les services d'aigus que dans les services de chroniques. Le bruit et les jeux des convalescens sont une des choses qui fatiguent le plus les malades, et d'un autre côté l'atmosphère des dortoirs n'est pas favorable aux convalescens. L'utilité de cette salle se fait surtout sentir dans le service des enfans teigneux. Ces enfans, très valides du reste, remuans et turbulens comme tous

les enfans de Paris, donnent beaucoup de besogne à la sœur chargée de ce service. Elle en vient à bout cependant, et, pour que les longs mois passés par eux à l'hôpital ne soient pas complétement perdus pour leur instruction, on a organisé une école composée des élémens les plus hétérogènes, depuis des bambins de quatre ans jusqu'à des grands garçons de quatorze, où les plus âgés ne sont pas toujours les plus instruits. Tout cela se lève, s'asseoit, salue, marche au commandement de la sœur et joue bruyamment dans l'intervalle des leçons. On pourrait se croire dans une école ordinaire, n'étaient les têtes enveloppées d'un bonnet ou dénudées par places, qui trahissent la maladie qu'on peut appeler par excellence la maladie de la malpropreté et de la misère.

Si la salle des teigneux n'est que bruit et mouvement, il n'en est pas de même de la salle des scrofuleux. Là aussi c'est la misère qui est cause du mal, en attendant que le mal soit à son tour cause de la misère. Nés de parens malsains et malsains eux-mêmes, affaiblis par de longues années de privations, rongés de plaies apparentes ou cachées, les enfans scrofuleux qui sont admis dans les salles de chroniques des hôpitaux de Paris ne conservent que bien peu de chance d'arriver à une guérison complète. Les plus heureux sont ceux qui attendent leur envoi à l'hôpital maritime de Berck, sur l'organisation duquel je reviendrai plus tard, et où d'excellens résultats ont été obtenus; mais parmi ceux qui sont retenus à Paris à raison de la gravité de leurs affections, il en est bien peu qui ne soient pas destinés à mener une existence maladive et à végéter plutôt qu'à vivre. De plus, la gravité même des accidens qu'entraîne la scrofule les condamne le plus souvent à la plus rude des épreuves pour l'enfance, à l'immobilité absolue. J'ai vu à l'hôpital Sainte-Eugénie un malheureux enfant de six à sept ans atteint d'une coxalgie double et qui, les jambes emprisonnées depuis un an dans un appareil silicaté, ne pouvait remuer que le buste. Tous ces enfans engendrés dans la misère sont en quelque sorte voués eux-mêmes à la misère; sur dix, il n'y en pas un peut-être qui soit capable de faire un jour un bon ouvrier.

Les enfans admis à l'hôpital reçoivent deux fois par semaine la visite de leurs parens. Ces jours-là, l'aspect animé et nécessairement un peu bruyant des salles contraste avec leur silence et leur tranquillité ordinaires. Elles sont envahies pendant deux heures par une foule assez désordonnée, sur laquelle il est nécessaire d'exercer une certaine surveillance. « C'est, me disait un employé, notre jour de république. » Je ne sais si l'aspect de l'hôpital est égayé ou attristé par cette invasion. Pour quelques parens qui se réjouissent en constatant les progrès de la convalescence de leur enfant, combien y en a-t-il dont la douleur contenue, étourdie peut-être

pendant la semaine, fait explosion avec des éclats bruyans! Mais un aspect plus mélancolique encore est celui des lits, heureusement peu nombreux, au chevet desquels personne ne vient s'asseoir, et dont les petits occupans regardent suivant leur âge, les uns avec étonnement, les autres avec tristesse, cette foule au milieu de laquelle ils sont solitaires. A côté de ces visites réglementaires, il y a celles que le directeur de l'hôpital autorise lorsque l'enfant est en danger. Les parens sont alors prévenus de la gravité de son état, et ils peuvent venir le voir tous les jours. Parfois, lorsqu'un enfant est ainsi à l'extrémité, les parens l'arrachent à l'hôpital et veulent se donner la consolation suprême de le voir mourir dans leurs bras.

Salles de médecine et salles de chirurgie, salles de chroniques et salles d'aigus, reçoivent chaque matin la visite du praticien dans le service duquel elles sont situées. J'ai suivi quelquefois ces visites, et je puis affirmer qu'elles se font avec un soin, avec une conscience parfaite. Le corps ceint d'un tablier blanc, la tête couverte de la classique calotte de velours noir, le chef de service est accompagné de son interne, des externes qui suivent son cours, et d'un élève en pharmacie qui enregistre ses ordonnances. A l'entrée de chaque salle, il est reçu par la sœur, qui l'accompagne de lit en lit et lui rend compte avec l'interne des accidens qui ont pu survenir pendant la journée ou pendant la nuit. Le chef de service s'arrête auprès de chaque enfant un temps plus ou moins long, suivant la gravité de son état; mais aucun n'est négligé. Tous les symptômes sont notés, et la conscience professionnelle supplée ici aux soins de la famille. Bien que chaque médecin apporte dans cette visite les habitudes de son caractère, l'un sa douceur et l'autre sa brusquerie, ils évitent généralement avec les enfans les rudesses inutiles. L'enseignement clinique a cependant ses rigueurs nécessaires; il faut montrer sur place aux jeunes praticiens de l'avenir les ravages de la maladie, et parfois ces enfans sont assez intelligens pour saisir, au milieu des termes techniques, des indications qui leur révèlent la gravité de leur état. Je me souviens encore de la contraction douloureuse que j'ai vu passer sur la figure d'une fillette de quatorze ans, atteinte de phthisie galopante, lorsque le médecin, après avoir appliqué l'oreille un instant sur sa poitrine, dit en lui pinçant amicalement la joue : Elle a cependant encore bien bonne mine.

Les visites de l'interne pendant la journée complètent la partie de la surveillance médicale. A moins d'accidens réclamant son intervention, c'est vers la fin de la journée qu'il fait généralement cette visite. Pour les enfans atteints de maladies graves, il relève avec un petit thermomètre la température intérieure du

corps. Les variations de cette température, son élévation ou son abaissement, sont figurées par une courbe inscrite à la main sur une feuille placée au chevet du lit de l'enfant, et fournissent d'utiles indications.

Je n'ai parlé jusqu'à présent que du personnel qui prescrit; il me reste à parler du personnel qui exécute, c'est-à-dire des sœurs et des infirmières. Il y a quelques années, on aurait pu se contenter de rendre en passant un hommage banal au dévoûment des sœurs; aujourd'hui la question est devenue presqu'une question politique. Dans la campagne entreprise contre les empiétemens du *cléricalisme*, on ne va pas encore jusqu'à vouloir fermer aux ordres religieux l'accès des établissemens hospitaliers, mais on critique la manière dont les membres de ces ordres accomplissent l'œuvre de dévoûment à laquelle ils se sont consacrés. On cite des exemples d'intolérance, d'obsession, de prosélytisme outré; l'on accumule les petits faits pour dresser un jour un réquisitoire en règle. D'un autre côté, les défenseurs des ordres religieux s'échauffent dans la lutte; à l'injustice des critiques ils opposent l'inévitable exagération des dithyrambes, et l'on risque fort de ne contenter personne en opposant à ces vivacités réciproques quelques mots d'impartiale vérité.

On se fait généralement une idée assez inexacte du rôle des sœurs dans l'organisation des hôpitaux. Les imaginations pieuses aiment à se les représenter suffisant à elles seules à tous les services de l'hôpital, rendant aux malades tous les soins que leur situation comporte, depuis les plus humbles jusqu'aux plus élevés, soignant à la fois leur corps et leur âme, pansant leurs plaies et consolant leurs douleurs. La réalité des faits n'est pas de tout point conforme à cet idéal. Il y a une bonne raison pour qu'elles ne remplissent pas des fonctions aussi multiples : c'est l'insuffisance de leur nombre. Aux Enfans-Malades (pour ne pas sortir des hôpitaux d'enfans), il y a 26 sœurs; à Sainte-Eugénie, il y en a 18, ce qui ferait à peu près en moyenne une sœur par 20 enfants, s'il ne fallait encore tenir compte de celles qui sont employées aux services généraux, lingerie, cuisine, etc.

Il est donc de toute impossibilité qu'elles subviennent seules à tous les services de l'hôpital, et force est bien de leur adjoindre le concours d'infirmières laïques et payées. Cet état de choses remonte loin, et au début l'autorité religieuse avait fait effort pour s'y opposer. « Nous ordonnons, disait un statut de 1536, que pour servir aux pauvres malades, y aura en cet Hostel-Dieu quarante sœurs religieuses professes de l'ordre de Saint-Augustin, et autant de filles blanches... A iceux services des malades ne seront permis aucunes personnes séculières de quelque sexe ou condition qu'elles

soient, au lavoir, à aider à la lessive du linge ou autres mundations de choses; que soit mesme à porter les charges des draps, linges, boys ou autres choses. » La nécessité triompha de cette défense, et les infirmiers ou infirmières laïques ne tardèrent pas à reparaître dans les hôpitaux. On les trouve partout aujourd'hui. Chaque salle de trente ou quarante lits compte une ou deux sœurs, assistées de trois ou quatre infirmières, suivant le nombre de lits qu'elle contient, à raison en moyenne d'une infirmière par dix lits. La répartition de la besogne entre les sœurs et les infirmières s'opère tout naturellement et par la force des choses : aux infirmières, qui sortent des classes les plus humbles de la société, revient tout ce qui est gros ouvrage et soins de propreté, tant des objets que des malades, en un mot, toute la partie du service qui exige plus de vigueur et de rusticité que d'intelligence. La sœur dirige, surveille, et demeure responsable de l'exécution vis-à-vis du directeur. Il en est de même de ce qu'on pourrait appeler la partie médicale du service. La sœur accompagne le médecin dans sa visite du matin, et l'interne dans sa visite du soir. Elle rend compte à l'un et à l'autre des changemens qui ont pu survenir dans l'état du malade; elle doit faire appeler l'interne de garde, si quelque aggravation dans l'état d'un enfant survient pendant la journée ou pendant la nuit, responsabilité qui suppose un certain degré de connaissance médicale. Elle doit également veiller à ce que les remèdes ou potions prescrits par le médecin à sa visite du matin soient exactement administrés pendant la journée. Quant au service souvent malsain et rebutant des pansemens, la sœur ne peut pas plus faire elle-même tous les pansemens d'une salle de 40 enfans qu'elle ne peut frotter tous les parquets et tenir en état de propreté tous les lits. Ce sont donc les infirmières, dont chacune a la charge spéciale d'un certain nombre de lits, qui en font encore la majeure partie. Ici la sœur met souvent la main à l'œuvre, avec plus ou moins de zèle, suivant son caractère, avec plus ou moins d'habileté, suivant son degré d'expérience, mais c'est encore elle qui est responsable, et c'est à elle que le chef de service s'en prendra si les pansemens ont été mal faits ou s'ils n'ont pas été renouvelés. En un mot, son service est plus un service de surveillance qu'un service d'exécution; elle remplit en quelque sorte les fonctions de garde-malade en chef, et son rôle correspond à peu près à celui des femmes qu'on appelle, dans les hôpitaux anglais, *head-nurses*.

Ce rôle bien défini, voyons comment il est rempli par les différentes communautés religieuses qui font le service des hôpitaux de Paris. J'ai cherché à m'en rendre compte par moi-même en dehors de tout parti-pris, par mes questions, par mes visites, par mes observations personnelles. Le service des hôpitaux d'enfans à Paris

est confié à trois ordres différens : les sœurs de Saint-Augustin, qui, ayant la charge de l'hôpital Saint-Louis, ont aussi la surveillance du service des enfans teigneux; les sœurs de Saint-Thomas de Villeneuve, qui sont à l'hôpital des Enfans-Malades, et les sœurs de Saint-Vincent de Paul, qui sont à l'hôpital Sainte-Eugénie. On pourrait croire que le service est accompli par ces trois ordres d'une façon uniforme, avec les mêmes procédés et dans le même esprit. C'est en effet une erreur dans laquelle on tombe fréquemment, de croire que tous les ordres religieux se ressemblent, qu'ils sont recrutés de la même façon, qu'ils s'inspirent des mêmes sentimens et des mêmes principes. Ce serait au contraire un curieux sujet d'étude que de soulever un coin du voile qui cache aux yeux profanes la vie intérieure de ces différens ordres, de scruter leurs tendances et d'étudier leurs statuts, où l'on serait bien souvent forcé d'admirer l'habileté et la sagesse avec lesquelles l'autorité absolue sur les personnes est contenue et limitée en ce qui concerne les intérêts généraux de l'ordre; mais, sans nous égarer dans une étude aussi délicate, notons les différences qui se révèlent entre ces trois ordres à une observation un peu attentive. Les sœurs de Saint-Augustin sont un ordre cloîtré. Jamais elles ne franchissent la grille de l'hôpital au service duquel elles sont consacrées. Leur maison principale est à l'Hôtel-Dieu, où elles sont établies depuis plus de trois cents ans. Aussi se considèrent-elles volontiers comme faisant partie de l'administration hospitalière, avec les intérêts de laquelle les intérêts de leur communauté se confondent. Des témoignages compétens m'ont assuré que c'était chez les sœurs de Saint-Augustin qu'on trouvait la préoccupation la plus exclusive de l'accomplissement de leurs devoirs journaliers. Leur vie est concentrée dans l'hôpital, qui, pour elles, est aussi le cloître; c'est là qu'elles vivent, et c'est là aussi qu'elles meurent. J'ai vu à l'hôpital Saint-Louis une religieuse atteinte d'une affection grave dont la terminaison ne peut être que fatale : ses jours sont comptés, elle le sait, et elle attend la mort dans la salle de l'hôpital où elle a vécu dix-sept ans. Cette absolue séparation du monde extérieur, qui pour les ordres voués à l'éducation est parfois une faiblesse, devient ici au contraire une force et une vertu. Le dévoûment est peut-être plus complet et le sacrifice plus entier.

Les sœurs de Saint-Thomas de Villeneuve appartiennent à un ordre dont la maison mère est en Bretagne. Elles sont presque toutes originaires de la province où leur ordre a été fondé. Elles en viennent et elles y retournent, suivant les besoins généraux de leur communauté. L'ordre se recrute exclusivement dans la classe bourgeoise des villes et dans l'aristocratie des campagnes de la Bretagne. On les appelle *ma mère* (comme au reste les augustines),

et cette appellation n'est généralement usitée que dans les ordres dont la composition est relativement aristocratique. L'éducation qu'elles ont reçue leur permet de s'assimiler rapidement les quelques notions médicales qui sont nécessaires pour former une garde-malade intelligente. Parfois même elles s'aventurent trop loin, et l'on est obligé de mettre un frein à leurs hardiesses médicales. Par contre, elles exigent davantage des infirmières qui sont sous leurs ordres, et se renferment plus exclusivement dans ces attributions de surveillance que je me suis efforcé de définir. Ce sont les qualités et les imperfections inverses que l'on rencontre chez les sœurs de Saint-Vincent de Paul qui ont la charge de l'hôpital Sainte-Eugénie. Bien que cet ordre soit assez nombreux pour être obligé de se recruter dans toutes les classes de la société, et que sous les larges ailes de la cornette blanche se cache plus d'une femme portant un nom illustre, cependant, comme il est aussi le plus connu et le plus populaire de tous, il admet dans son sein beaucoup de jeunes filles qui sortent des rangs les plus humbles. Peut-être aussi les sœurs de Saint-Vincent de Paul, qui sont consacrées au service des hôpitaux, n'appartiennent-elles pas à l'élite sociale et intellectuelle de cette communauté, qui conserve ses sujets les plus lettrés pour les écoles et les pensionnats, ou la direction de leurs nombreux établissemens. Aussi sont-elles généralement inférieures aux sœurs de Saint-Thomas de Villeneuve sous le rapport des connaissances générales qui constituent une garde-malade accomplie. En revanche, elles sont de plus rudes travailleuses et soulagent les infirmières d'une partie de leur tâche. Il suffit de comparer le tablier d'une sœur de Saint-Vincent et celui d'une mère de Saint-Thomas pour voir qu'elles ne font pas la même besogne. Mais qu'importe par qui la besogne est faite, pourvu qu'elle soit bien et régulièrement faite? A ce point de vue, le service des sœurs dans les hôpitaux d'enfans, et l'on peut ajouter dans tous les hôpitaux de Paris, s'accomplit avec une ponctualité qui ne laisse rien à désirer. Interrogez sur ce point les directeurs, aussi bien placés que les médecins pour en juger, et qui se tiennent plus volontiers en dehors des querelles des partis. Quelques-uns se plaindront peut-être de certaines difficultés de gouvernement intérieur, d'une tendance fréquente à ne pas reconnaître leur autorité et à ne s'incliner que devant celle de la supérieure; mais tous seront unanimes à proclamer la parfaite régularité d'un service qui marche de lui seul en quelque sorte et sans surveillance, en vertu d'une impulsion une fois donnée, ou plutôt comme si une main invisible en remontait mystérieusement les ressorts.

Quant à ces faits de prosélytisme outré qu'on leur reproche, quant à cette partialité qu'elles témoigneraient en faveur des malades qui

donneraient des preuves sincères ou non de la vivacité de leurs sentimens religieux, je ne voudrais pas prendre sur moi d'affirmer que le reproche ne puisse jamais avoir quelque fondement. Oui, je ne voudrais pas répondre que, sur plus de 400 religieuses employées dans les hôpitaux de Paris, que l'ardeur du sentiment religieux a poussées et soutient chaque jour dans une vocation pleine de rebuts, il n'y en ait pas une seule qui soit capable de se laisser entraîner au-delà des justes bornes, et d'accorder ou de refuser certaines gâteries aux malades qui se rapprochent ou s'éloignent ostensiblement de leurs croyances. Cela, c'est la part de l'imperfection humaine: c'est le revers de toute médaille; c'est le prix dont il faut savoir payer les meilleures choses. N'est-ce pas trop espérer de la nature des femmes que de leur demander toute la continuité de sacrifice et de dévoûment qu'inspire l'esprit religieux, sans consentir à être indulgent pour quelques-unes de ses exagérations? Indulgent en théorie du moins, car c'est le devoir des médecins et des directeurs de rappeler aux sœurs que les malades n'ont en quelque sorte pas de religion, et que tous ont droit à l'égalité dans la répartition non-seulement des soins nécessaires, qui ne sont jamais (à peine est-il besoin de le dire) refusés à aucun, mais dans les petites attentions qui viennent compléter ces soins.

Quelques personnes qui ne pénètrent dans les hôpitaux qu'à de rares intervalles s'étonnent aussi de l'indifférence et de l'insensibilité apparente des sœurs en présence des souffrances dont elles sont témoins. Ces personnes n'oublient qu'une chose : c'est que, si les gémissemens ou l'agonie d'un malade causaient à la religieuse qui est chargée de le soigner autant d'émotion qu'au visiteur qui traverse la salle ou même à la dame de charité qui s'assoit pour quelques instans au pied de chaque lit, celle-ci deviendrait bientôt complétement impropre à la tâche dont elle est chargée. Il n'est pas donné non plus à la nature humaine de conserver toujours la vivacité de ses impressions premières, et pour le soin intelligent des malades cette vivacité d'impression est plutôt nuisible qu'utile. Lorsque durant le siége de Paris on fit appel pour le soin des blessés dans les ambulances au dévoûment de femmes dont la plupart n'avaient jamais pénétré dans une salle d'hôpital, combien n'y en eut-il pas qui craignaient les premiers jours de ne pouvoir aller jusqu'au bout de leur tâche, et qui la nuit voyaient apparaître devant leurs yeux les blessés et les morts! Au bout d'un mois, elles n'y pensaient plus et goûtaient paisiblement le repos dont elles avaient besoin pour faire face aux fatigues de la journée. Qu'eût-ce été si elles avaient passé dix ans dans la même salle et oublié jusqu'à la figure des nombreux malades qu'elles avaient soignés? Enfin l'uniformité du costume ne fait pas l'uniformité des caractères, et sous

la robe blanche de l'augustine, sous la robe noire de la fille de Saint-Thomas, sous la robe grise de la sœur de Saint-Vincent, la femme, même pliée sous la règle, même assouplie, même domptée, reste après tout ce qu'elle était : douce ou brusque, froide ou sensible, lente ou active. Un jour, visitant dans un hôpital d'enfans une salle de chroniques, je demandai à la sœur si elle avait beaucoup d'enfans à soigner : « Toujours trop, me répondit-elle un peu brusquement; on a bien du mal à venir à bout de tant de besogne. » Je fus, je l'avoue, un peu froissé de cette réponse, et je serais peut-être parti sous cette impression, si je n'avais visité avant de sortir le même service du côté des garçons. J'adressai à la sœur la même question : « Jamais assez, me répondit-elle; il y a tant de pauvres petits enfans qui demandent à entrer ici et qu'on ne peut pas recevoir faute de place. » Je demandai ensuite au directeur s'il avait constaté quelques différences dans la manière dont les enfans étaient soignés dans les deux services : « Aucune, » me répondit-il. C'est qu'il y a quelque chose qui supplée à la variété des caractères, c'est l'uniformité de la règle, cette grande loi du monde moral comme du monde physique, dont le sentiment religieux centuple et vivifie la force.

Mais, dira-t-on, à côté des sœurs, dont on parle toujours, il y a les infirmières, dont on ne parle jamais, et qui remplissent les offices les plus pénibles. Ne rendent-elles pas autant de services, et n'ont-elles pas autant de mérite? Oui, il y a les infirmières, dont on ne parle jamais, et dont un juge sévère dirait peut-être qu'il vaut mieux dans leur intérêt ne pas parler; mais il n'y a rien dont il faille se garder autant que de ces jugemens absolus portés sur toute une classe : il est impossible que ces sentences ne comportent pas une forte somme d'injustices individuelles contre lesquelles l'équité proteste. Ce serait d'ailleurs ici le cas. J'ai déjà rendu hommage au dévoûment exceptionnel des infirmières de l'hospice des Enfans-Assistés, recrutées, il est vrai, avec un soin particulier et par l'intermédiaire des sœurs. Le même éloge peut, en partie du moins et avec plus de réserves, s'appliquer aux infirmières de Sainte-Eugénie et des Enfans-Malades. Dans ce dernier hôpital, les sœurs de Saint-Thomas de Villeneuve font également venir de Bretagne un certain nombre d'infirmières qui constituent l'élite du personnel. D'ailleurs le soin des enfans, cette forme de l'instinct maternel, est tellement naturel à la femme, que telle infirmière, dont l'unique préoccupation dans un hôpital d'adultes serait d'expédier le plus rapidement possible sa besogne, aura pour les enfans des attentions minutieuses. Qu'une petite fille ait seulement de jolis cheveux blonds ou de grands yeux noirs, elle ne tarde pas à devenir l'enfant gâté

des infirmières. On lui noue autour de la tête un vieux ruban fané, bleu ou rose; on peigne avec soin, on boucle même les jours de loisirs ses petits cheveux coupés courts et on amasse sur son lit quelques vieux jouets que les autres regardent avec envie. Ce sont là de ces faveurs dans la distribution desquelles le prosélytisme religieux n'a rien à voir et qui montrent que l'inégalité se glisse partout, même à l'hôpital.

J'ai dit le bon côté, je dois dire le mauvais. Il est certain que la composition du personnel des infirmiers et infirmières est depuis longtemps un sujet de préoccupation pour l'administration. Le grand vice, c'est l'absence de toute sécurité et la nécessité d'une surveillance continue à tous les points de vue, aussi bien à celui du soin des malades qu'à celui de la régularité de leur conduite personnelle. C'est aussi le défaut d'instruction et d'expérience, qui tient à l'instabilité et au renouvellement incessant de ce personnel. Comment espérerait-on qu'il en pût être autrement, quand on songe que c'était naguère pour une somme de 10 francs par mois que ces malheureuses filles faisaient le service le plus pénible, le plus fatigant et parfois le plus dangereux? Aussi, de tous les moyens auxquels on a eu recours pour relever le niveau des infirmières, le plus efficace a-t-il été d'augmenter leurs gages et d'y joindre une gratification proportionnée à la durée de leurs services. Elles peuvent aujourd'hui arriver à un maximum de 250 francs au bout de quatre années de service consécutif. Ces mesures sont assez récentes, et l'on peut espérer qu'elles amèneront une certaine amélioration dans ce personnel, en même temps qu'elles permettront d'apporter une sévérité plus grande dans le recrutement et d'écarter des individus qui n'y étaient acceptés, disait M. Husson, que *faute de mieux*. Mais ce personnel n'en aura pas moins toujours besoin d'être soumis à une surveillance incessante, dont mieux que personne les sœurs sont propres à s'acquitter. Il suffit d'avoir vu à la Salpêtrière, où les sœurs sont remplacées par des surveillantes laïques, les infirmières, habillées en hommes le mardi-gras, danser avec les malades et plaisanter avec les externes, pour apprécier combien l'austère fermeté des sœurs est nécessaire pour leur donner une certaine tenue. Ajoutons, à titre de renseignement qui a son prix et à l'adresse de ceux qui voudraient remplacer les sœurs par des surveillantes laïques comme à la Salpêtrière, que le traitement de celles-ci est de de 500 francs par an, tandis que le service des sœurs est gratuit. L'administration ne doit à la communauté avec laquelle elle traite que les frais de vestiaire, évalués à 200 francs. Laissons donc à tous les points de vue le *couvent à l'hôpital*, puisque le mot a été dit, et ne nous plaignons pas avec trop d'amertume de payer, au prix de

quelques rares petitesses, l'ordre admirable qui y règne et le dévoûment qui en est la règle.

III.

Insuffisance des salles de crèches et des services de chroniques, insuffisance des locaux par rapport au nombre de lits qu'ils contiennent, telles sont les défectuosités que nous avons déjà constatées dans les mesures d'assistance hospitalière prises en faveur des enfans. Sont-ce les seules? Malheureusement non. S'il est un point où les illusions ne soient pas permises, c'est assurément dans toutes les questions qui tiennent à l'hygiène publique et dont dépendent la vie de créatures humaines. Il ne faut donc pas se dissimuler que nos hôpitaux d'enfans n'ont bonne réputation ni dans le monde des médecins ni dans le monde des malades. Si quelques parens insoucians, si quelques nourrices mercenaires sont heureux d'y faire admettre l'enfant dont la maladie leur impose une dépense au-dessus de leur fortune ou des soins au-dessus de leur dévoûment, le plus grand nombre répugne profondément à « mettre son enfant à l'hôpital, » suivant l'expression consacrée, qui dans la langue populaire implique toujours une sorte de blâme. D'un autre côté, des médecins et des chirurgiens appartenant au corps des hôpitaux n'ont pas hésité, dans des documents rendus publics, à qualifier les hôpitaux d'enfans de lieux malsains, dangereux, où les enfans ne devraient être admis qu'en cas d'absolue nécessité. Les chiffres viennent malheureusement à l'appui de cette appréciation sévère. En 1869, la mortalité a été de 1 sur 5 dans les deux hôpitaux d'enfans, si on ne tient compte que des services de médecine, de 1 sur 6 si on y joint les services de chirurgie. Ce chiffre est le plus élevé de ceux fournis par les hôpitaux de Paris, et il apparaît plus élevé encore quand on songe que les hôpitaux d'enfans reçoivent beaucoup de chroniques dont les uns sont plutôt des infirmes que des malades, et dont les autres sont des teigneux, ce qui augmente considérablement la proportion de la mortalité parmi les enfans atteints de maladies aiguës. A quoi tient cette mortalité excessive, dont les hommes de l'art s'affligent à bon droit? Il est assez difficile de le dire avec précision. Bien que la science hygiénique ait fait depuis quelques années de notables progrès, cependant il y a toujours des causes qui lui échappent et des résultats qui la déconcertent. Les hôpitaux dont l'installation est jugée la plus défectueuse ne sont pas toujours ceux où sévit la mortalité la plus grande, tandis que d'autres, construits suivant toutes les règles de l'art, sont beaucoup plus cruellement éprouvés. Il y a là des phénomènes complexes, multi-

ples, dont quelques-uns se dérobent encore aux investigations de la science; mais au milieu de ces incertitudes il y a cependant des résultats acquis, des précautions certaines qui s'imposent à la vigilance de l'administration, et dont on ne saurait tenir trop de compte dans la direction des hôpitaux d'enfans. C'est ainsi que des expériences d'analyse chimique ont révélé l'adhérence, aux parois des murailles des hôpitaux, de matières organiques, molécules de pus desséché, parcelles de peau, qui sont assurément une cause permanente d'infection et qui rendent nécessaires le blanchiment fréquent des murailles. Cette opération, qui nécessite, il est vrai, l'évacuation d'une salle pendant quelques jours, n'est pas faite aussi souvent que les médecins le réclament, et peut-être néglige-t-on un peu ce moyen d'assainir nos hôpitaux d'enfans. L'expérience a aussi relevé les avantages des salles dites d'*alternance*, qui permettent d'évacuer et de laisser reposer les unes après les autres toutes les salles d'un hôpital. Dans les salles qui n'ont pas été occupées pendant un temps assez long (principalement dans les salles de chirurgie) ou qui sont occupées pour la première fois, un abaissement de la mortalité se fait presque toujours sentir. Il n'existe pas de salles d'alternance dans nos hôpitaux d'enfans, et c'est l'insuffisance des locaux qui en est cause. On comprend que le grand nombre des expectans ne permette pas, même pour des raisons d'hygiène, de laisser une salle inoccupée pendant un an; mais ces défectuosités ne sont rien auprès du vice capital de nos hôpitaux d'enfans, qu'on ne saurait signaler avec trop de force : la promiscuité absolue des maladies contagieuses. Il y a longtemps que les inconvéniens de cette promiscuité sont signalés par tous ceux qui s'occupent des questions hospitalières. Voici comment, dès 1839, s'exprimait dans son rapport une commission médicale chargée d'examiner les mesures relatives à l'hygiène des hôpitaux : « Faute de salles destinées à isoler les maladies contagieuses, l'hôpital des Enfans offre chaque jour le spectacle d'enfans qui, entrés la plupart avec une maladie légère, viennent y chercher non la guérison, mais la mort. Plus du cinquième de la mortalité à l'hôpital des Enfans est dû à cette cause, que l'administration peut facilement détruire. Vous seriez affligés, si nous déroulions devant vous le tableau de toutes les maladies contagieuses ou non contractées dans nos hôpitaux. Et cependant c'est au milieu des conditions qui donnent naissance à tant de maladies que nos malades doivent guérir. »

Il était impossible assurément de signaler avec plus d'énergie les vices de l'installation de nos hôpitaux d'enfans et d'adresser à l'administration un plus pressant appel. Il est triste d'avoir à dire que cet appel n'a pas été entendu, et que depuis 1839 aucun effort

persistant n'a été fait pour porter remède à cette situation déplorable. Ce n'est pas cependant que le corps médical, pris dans son ensemble et malgré les opinions paradoxales émises par quelques-uns de ses membres, ait changé d'avis sur la question. Tout récemment M. le docteur Besnier publiait, au nom de la Société médicale des hôpitaux de Paris, une brochure très intéressante, où il démontre par des faits péremptoires l'utilité des salles d'isolement et les dangers de la promiscuité des maladies contagieuses. C'est ainsi qu'à l'hôpital des Enfans-Malades une épidémie de petite-vérole est née, il y a quelques années, par le seul fait de l'introduction d'un varioleux dans une salle commune. Aussi les médecins des Enfans-Malades et de Sainte-Eugénie sont-ils très préoccupés de la responsabilité qui leur incombe vis à vis des parens dont ils ont admis les enfans dans leurs services. « Tenez, me disait l'un d'eux en me montrant deux lits voisins et séparés par un espace de quelques pieds, voici deux enfans, l'un qui est en pleine convalescence d'une forte rougeole, l'autre, qui est entré hier, et qui présente des symptômes de diphthérie. Rien ne me répond que demain, à ma visite, je ne trouverai pas la diphthérie envahissant le tempérament déjà affaibli de celui-ci, ou la rougeole venant compliquer le cas très grave de celui-là. » Aussi les médecins s'efforcent-ils, autant qu'il est en eux, de remédier aux inconvéniens de l'organisation actuelle en créant dans l'intérieur de leur service et dans la mesure des ressources qui sont à leur disposition, des petites salles d'isolement, celui-ci pour la scarlatine, celui-là pour la variole, celui-là pour la diphthérie. Mais ces installations éphémères, insuffisantes, ne sont pas un obstacle sérieux à la contagion, et tant que l'administration de l'Assistance publique n'aura pas tranché la question par un règlement établi sur des bases scientifiques et rationnelles, on verra se prolonger un état de choses que la science condamne et que l'humanité réprouve.

Est-il juste cependant de faire retomber sur l'administration toute la responsabilité de cet état de choses? Au premier abord, on pourrait croire que rien n'est plus facile que de résoudre la question en fait. Il existe trois services de médecine à Sainte-Eugénie, quatre services de médecine aux Enfans-Malades. Chacun de ces services compte deux ou trois salles. Il semble qu'il serait aisé d'affecter exclusivement chacun de ces services au soin d'une maladie contagieuse, de deux, s'il était nécessaire, dans des salles séparées, et de réserver dans chaque hôpital un ou deux services communs pour les maladies non contagieuses, qui sont chez les enfans les moins nombreuses. On croirait qu'il n'y a qu'à vouloir; mais, si l'administration adoptait un règlement de cette nature, il serait à craindre qu'elle

ne vînt se heurter contre les réclamations du corps des hôpitaux. Pris individuellement, chaque médecin est bien d'avis qu'il est nécessaire de créer des salles d'isolement pour les maladies contagieuses, mais bien peu voudraient peut-être consacrer exclusivement leur habileté et leur expérience au soin d'une seule affection. Ils invoqueraient aussi les intérêts de l'enseignement clinique et feraient valoir les inconvéniens qu'il y aurait, pour les élèves attachés au service d'un médecin, à n'étudier sur le vif qu'une seule maladie. L'objection a sa valeur sans doute, mais est-il admissible cependant qu'on laisse mourir les uns pour enseigner à mieux soigner les autres, et ne serait-ce pas le cas de rappeler cette boutade d'un praticien sceptique : « que les hôpitaux sont faits pour les malades et non pour les médecins? » Ces résistances, qu'il est permis de prévoir, ne laisseraient pas cependant d'embarrasser l'administration, d'autant que la science étant flexible, on verrait probablement reparaître certaines théories abandonnées sur l'inconvénient de la concentration des maladies contagieuses et sur l'aggravation qui en résulte dans l'état des malades, théories qui aujourd'hui paraissent avoir fait leur temps. Quelles que soient au reste les difficultés de la question, il faut qu'on trouve moyen de la résoudre, car la situation actuelle n'est pas digne d'une administration hospitalière aussi intelligente que la nôtre. Il n'est pas admissible qu'une mère confie son enfant à l'hôpital pour le guérir de la rougeole, et que l'hôpital lui donne le croup. Dans une prochaine étude, j'établirai quelques points de comparaison entre l'organisation des hôpitaux de Paris et celle des hôpitaux de Londres, et de cette comparaison résultera, je crois, l'impression que, contrairement à une opinion généralement reçue, l'organisation de notre assistance médicale n'a pas à redouter la comparaison avec celle de l'Angleterre; mais je dois dire à l'avance que nous restons bien loin en arrière sous le rapport des précautions prises pour prévenir le développement des maladies contagieuses, et que nos voisins s'étonnent à bon droit de l'espèce de résignation avec laquelle l'administration et le corps médical envisagent chez nous un état de choses dont les inconvéniens ne sont plus contestés par personne. Il est donc grand temps qu'une volonté ferme s'empare de la question et trouve moyen de la résoudre en mettant d'accord les convenances des médecins, les nécessités de l'enseignement clinique et l'intérêt supérieur des petits malades.

OTHENIN D'HAUSSONVILLE.

LES

NOUVEAUX ROMANCIERS

MM. GUSTAVE DROZ, — ANDRÉ THEURIET, — ALPHONSE DAUDET.

Au moment d'aborder l'étude de nos nouveaux romanciers, nous ne pouvons nous empêcher de jeter un regard en arrière et de constater, non sans quelque mélancolie, l'affaiblissement progressif de notre littérature d'imagination. Que les hommes distingués dont les noms sont placés en tête de ces pages veuillent bien ne pas prendre cet exorde comme une critique à leur adresse; il ne s'adresse qu'à la situation générale dont ils relèvent et non à leurs œuvres aimables. Oui sans doute, nous pouvons nous vanter de posséder encore une littérature riche et féconde, si nous rassemblons sous ce nom les produits si variés de l'activité intellectuelle de notre pays, critique, érudition, recherches historiques, exégèse, vulgarisations scientifiques; mais, si nous réservons ce titre de littérature aux produits exclusifs de l'imagination et de la pensée pure, nous verrons cette richesse se changer en une courte aisance assez voisine d'une médiocrité dorée. L'imagination française tient cependant pour le quart d'heure bon état de maison, mais sans superflu d'aucune sorte, et il arrive trop souvent que, pour combler le déficit des années stériles, il faut compter sur les années à venir, car voici bien longtemps déjà que le capital de célébrité amassé par les nouvelles générations et le *stock* d'œuvres de valeur fourni par elles ne sont plus assez considérables pour couvrir les saisons de jachère forcée, les inévitables faillites du succès et les déficits

créés par la mort. Nous voici loin, il en faut convenir, de cette opulence de la période précédente où les belles œuvres foisonnaient et où les noms illustres se comptaient avec peine, tant leur nombre était grand; seul ou à peu près seul, Victor Hugo reste encore parmi nous pour attester cette fécondité dont il fut un si puissant promoteur.

De nouveaux noms ont surgi, il est vrai, mais en quantité trop faible pour remplir les vides laissés, ou de calibre trop moyen pour tenir la place de ceux qui partaient. Dans cette vaste province de la littérature d'imagination que le romantisme avait couverte de ses châteaux et de ses palais, nous distinguons bien quelques édifices de date et de forme récentes, mais qu'ils sont clair-semés encore! M. Gustave Flaubert s'est élevé une solide maison de campagne, de structure cossue comme une ferme de sa Normandie natale, et décorée intérieurement de tout ce que l'art des coloristes a jamais produit de plus fougueux, et notre ami Victor Cherbuliez une élégante villa pleine de curiosités et de raretés, où l'on voit se refléter, dans les glaces sans fin dont les murailles et les plafonds sont revêtus, toute sorte de formes féminines délicatement mystérieuses qui provoquent la divination psychologique du visiteur comme autant de sœurs des figures de Léonard de Vinci. Voici le charmant *cottage* de M. André Theuriet et le joli chalet de M. Gustave Droz, comblé de l'amusant fouillis des richesses de l'atelier, pochades, croquis, charges comiques, dessins à la plume, ébauches, mignons pastels. Cette résidence fort habitable encore d'un voltairien du dernier siècle appartient à M. Edmond About, qui l'a fait restaurer avec adresse et meubler selon le goût nouveau des habitans des boulevards Malesherbes et Saint-Michel. Cette ravissante demeure abandonnée, tapissée de la base au faîte de lierre, de liserons, de chèvrefeuilles et de mousses, où le génie mélancolique des choses ruinées semble se consoler en compagnie du génie souriant de la nature éternellement jeune, est devenue la très enviable propriété d'Alphonse Daudet. Plus loin j'aperçois un vaste chantier que s'est adjugé M. Émile Zola, et où il s'est établi un hangar très fortement chevronné et charpenté. C'est tout, ou à peu près tout; vous voyez combien de domaines restent encore en friche et combien de sites attendent la demeure qui devrait les couronner.

Notre littérature cependant s'est presque entièrement renouvelée dans ces vingt-cinq dernières années; mais ce renouvellement s'est opéré d'une façon très particulière, et qui suffit à caractériser la situation présente. Ces nouveaux venus sont arrivés un à un, successivement, à d'assez longs intervalles les uns des autres, comme si la nature fatiguée ne pouvait plus porter que de loin en loin ces rares dons qui font les dramaturges, les poètes et les roman-

ciers, isolément, chacun pour son compte, et dans sa propre barque dont il était à la fois le pilote et l'équipage. Quelques-uns sont entrés en scène silencieusement et sans qu'on se soit, pour ainsi dire, aperçu de leur arrivée, ou sans que le public, qui assistait à leurs débuts, ait pu pressentir en eux des talens de portée sérieuse, et de ce nombre sont les trois noms que nous nous proposons de présenter particulièrement à nos lecteurs. Avant de se révéler romancier, André Theuriet s'est contenté, pendant vingt ans, d'être un poète aimable, sans autre ambition apparente que de charmer le public restreint qui garde le culte des paroles musicales et des cadences heureuses; les lecteurs des premiers croquis de Gustave Droz ont pu, sans trop manquer de pénétration, ne pas deviner le romancier d'*Autour d'une source* et de *Babolein*, dans l'auteur de *Monsieur, Madame et Bébé*, et ceux qui avaient suivi avec plaisir pendant plus de quinze ans les gentils tâtonnemens d'Alphonse Daudet étaient certainement loin de s'attendre, pour la plupart, au coup retentissant de *Fromont jeune et Risler aîné*. Soit que le succès leur ait souri dès leur première apparition, soit qu'ils l'aient conquis laborieusement, ces nouveaux venus sont leurs propres créateurs et les produits de leur propre culture. Nulle floraison générale, nul renouveau de l'intelligence ne les a engendrés, nul courant commun de doctrine, nul souffle de l'opinion ne les ont apportés. Ce renouvellement de notre personnel littéraire s'est donc fait brin à brin, homme par homme, talent par talent, comme une mosaïque ou une marqueterie composée de pièces de rapport, sans aucune communauté de pensées et de tendances, aucune ressemblance de facultés et de méthodes, aucune similitude de points de départ.

Nous ne connaissons réellement rien de comparable, dans nos longues annales littéraires, à cette absence absolue de direction générale et de tendances communes, si ce n'est peut-être la période Henri IV-Louis XIII, qui offre avec l'époque actuelle des ressemblances assez étroites qu'on n'a pas encore songé à remarquer. Alors aussi l'individualisme régna dans la littérature et pour les mêmes raisons qu'aujourd'hui. Les grands courans moraux du XVIe siècle, qui avaient porté tant de flottes puissantes, s'étant à la fin ralentis ou taris, chacun en détourna les eaux devenues basses pour faire tourner son propre moulin, et s'occupa à tirer des doctrines dont les conséquences générales étaient épuisées toute sorte de conséquences secondaires et de corollaires piquans: les uns, comme D'Urfé, un platonicisme catholique, proche parent et précurseur du futur molinisme; les autres, comme Saint-Amand et Théophile, un athéisme amusant; ces troisièmes, comme Cyrano de Bergerac, un naturalisme bouffon; ces derniers enfin, comme Malherbe, un sys-

tème modeste, mais fort, de pédagogie poétique pour la discipline de l'imagination. De même aujourd'hui, les grandes doctrines qui ont agité les dernières cent années ayant atteint à peu près leur terme extrême et dit leur dernier mot, chacun vient y puiser pour son propre compte, et sans souci du voisin, la provision d'élémens nécessaires à son inspiration ou assortis à ses goûts particuliers : ceux-ci un peu plus de démocratie que ceux-là, ceux-là davantage de romantisme que ceux-ci, ces troisièmes plus de voltairianisme que de tout autre chose, et ces derniers un poids égal de doctrines françaises et de doctrines étrangères. Au XVIIe siècle, cette période d'individualisme littéraire n'a pas duré moins de quarante ans; or, comme il n'y a guère plus d'une vingtaine d'années qu'a commencé la situation analogue que nous signalons, il n'est guère permis d'espérer que nous en voyions le terme prochain, et nous nous en consolerons aisément si cet état de choses continue à nous fournir nombre d'œuvres aussi agréables que quelques-unes de ces dernières saisons. Si ce n'est pas tout à fait assez pour la satisfaction et l'accroissement de notre vie morale, c'est au moins assez pour nos plaisirs d'esprit.

La plus vraie définition que l'on puisse donner du roman depuis vingt années, c'est de dire qu'à quelques exceptions près, il est devenu exclusivement anecdotique. S'il est un caractère qui marque d'une empreinte commune les œuvres si dissemblables de nos nouveaux romanciers, c'est bien celui qui est exprimé par cette épithète d'anecdotique, et c'est aussi par ce caractère que ces œuvres se séparent des productions de la précédente période. Toutes proportions gardées et en tenant compte des différences qui séparent des arts aussi tranchés que ceux du romancier et du peintre, on peut dire que les œuvres de la littérature actuelle sont à celles de la période romantique ce que la peinture hollandaise a été à la peinture flamande. Préoccupés outre mesure d'éviter les terres déjà labourées et de se découvrir un coin de la société, si petit soit-il, dont ils soient les Christophe Colomb, nos jeunes romanciers se détournent du vaste monde et se vouent exclusivement à l'étude du mince groupe dont ils se sont constitués les explorateurs. Aucun d'eux n'aborde d'emblée la nature humaine générale, n'entre droit dans l'âme humaine, et ne cherche à peindre un tableau qui en fasse apparaître une large image. Le mot de Voltaire sur Marivaux peut s'appliquer avec la plus parfaite justesse à la plupart d'entre eux; ce n'est pas la grande route du cœur qu'ils recherchent, ce sont ses chemins de traverse, ses sentiers, et, quelques-uns, ses impasses. Aucun ne montre l'ambition d'élever ses personnages à la hauteur de types, tous au contraire s'efforcent de les conserver autant que possible à l'état d'individus, de les circonscrire et de les

serrer d'aussi près que possible, comme on isole un insecte sous le microscope pour pénétrer ses caractères par une étude patiente et sans distractions. En un mot, ils ne tiennent pas à faire grand, ils tiennent à faire vrai, et préfèrent aux hardiesses du pinceau la perfection du rendu et la minutieuse fidélité de l'imitation. Le procédé de création et de composition généralement adopté par nos nouveaux romanciers est absolument à l'inverse de celui de leurs prédécesseurs. Autrefois le romancier tirait son sujet de son âme même, d'une combinaison morale éclose dans son cerveau, puis il demandait à la réalité extérieure les élémens nécessaires pour donner un corps à sa conception. Aujourd'hui au contraire, c'est à ces élémens extérieurs que le romancier puise ses sujets, quitte à demander ensuite à l'imagination et à la pensée les cimens destinés à en unir les diverses parties. La réalité ainsi sollicitée fournit en abondance ce qu'on lui demande; mais comme le romancier, loin de généraliser ces élémens par une conception première, met au contraire tous ses soins à respecter leur particularité, il s'ensuit que ses sujets gardent d'ordinaire le caractère de faits isolés et que les histoires qui en résultent, quelle qu'en soit l'étendue, gardent le rang d'anecdotes.

Une conséquence de cet individualisme de nos romanciers et de ce caractère anecdotique de nos romans nouveaux, c'est de rendre la tâche de la critique singulièrement difficile. Comme ces œuvres partent le plus souvent de parti-pris strictement personnels et se renferment volontairement dans des limites fort étroites, il est à peu près impossible de les embrasser dans un jugement synthétique et d'en tirer des conséquences générales qu'exclue l'absence de tout lien commun entre elles. Ce que le philosophe a de mieux à faire avec elles, c'est de laisser dormir son esthétique, qu'il ne pourrait vraiment leur appliquer qu'avec artifice et à la sueur de sa volonté. Cette période Louis XIII dont nous parlions tout à l'heure, avez-vous souvenir d'un critique ou d'un historien littéraire qui ait jamais essayé d'en tirer la philosophie générale? Non, et nous défierions bien l'esprit le plus ingénieux de mener à fin une telle gageure sans puérilité et sans emphase. Il en est de même de la période que nous traversons. La critique moraliste n'y trouverait pas mieux son compte que l'esthétique. Chacun de nos auteurs s'étant cantonné dans le domaine qu'il s'est choisi comme Candide dans son jardin du Bosphore, ses vues sur la société sont nécessairement exclusives et ne valent que pour un monde fort restreint, en sorte que dresser le procès de la société générale sur le pessimisme de tel de nos auteurs actuels serait une aussi souveraine iniquité que l'absoudre et la justifier sur l'optimisme de tel autre serait une ab-

solue duperie. Les jugemens à grande solennité, si chers à la critique moderne, sont donc rarement applicables à nos œuvres contemporaines; c'est par des facultés relativement modestes, et plus fines que hautes, qu'elles veulent être appréciées : le simple bon sens, le goût, le tact, le discernement, c'est-à-dire que chacune réclame du critique un jugement particulier qui réponde à cette qualité ou à ce défaut d'individualité, et qui ne lui attribue pas avec ses voisines une parenté plus proche que celle qui existe réellement.

Pour l'un au moins des trois romanciers dont nous nous occupons, il est à peine besoin d'expliquer comment anecdote est synonyme de roman. C'est par l'anecdote, ou par ce qui lui ressemble le plus, l'esquisse, la saynète, que Gustave Droz a commencé sa carrière, et lorsqu'il a plus tard élargi ses cadres, il n'a pu échapper entièrement à la gentille tyrannie du genre auquel il devait sa réputation. Qui n'a lu et ne se rappelle ces amusans croquis rassemblés dans les deux volumes intitulés *Monsieur, Madame et Bébé* et *Entre nous!* C'est une grave épreuve pour de telles œuvres qu'une seconde lecture au bout de quelques années; si les pamphlets et les écrits politiques deviennent vite des almanachs de l'an passé, que dire des productions qui sont nées des caprices les plus momentanés et souvent les plus frivoles? Eh bien! cette épreuve, nous venons de la faire subir à ces deux premiers recueils de M. Droz, et non-seulement ils en sont sortis aussi amusans qu'au premier jour, mais nous leur avons découvert un mérite d'originalité dont nous ne nous étions pas aperçu à la première lecture. L'auteur a su y tenir et y gagner une des gageures les plus hasardeuses que l'on puisse se proposer, celle d'appliquer à tel genre les procédés inverses de ceux qui semblent lui convenir naturellement. La plupart des sujets de ces légers croquis appelaient le trait sec du caricaturiste, le dessin outré de la charge, la rieuse insolence de la parodie, la pointe acérée de la satire, et voici, surprise charmante, que nous les trouvons revêtus des tendres couleurs de l'aquarelle et de la brillante poussière du pastel. Rarement l'ironie a été émoussée d'une main plus habile et transformée presque en son contraire par une plus heureuse hypocrisie du talent. Le loup s'est introduit dans la bergerie sous la toison de l'agneau; à la faveur de ce travestissement, il a surpris dans toute l'imprudence de leur conduite et la légèreté de leurs propos nombre de petits chaperons rouges; mais, au lieu de les mordre à belles dents, il s'est contenté de vanter leurs formes appétissantes, et de les montrer, en étouffant son rire, comme la proie inévitable de ses confrères de moins tolérante et moins honnête composition.

La grâce railleuse n'est pas le seul mérite de ces croquis; ils ont aussi leur profondeur et, j'oserai dire, leur portée sociale. Étonne-

rai-je beaucoup en avançant qu'ils ont une valeur de documens, et que le futur historien des mœurs françaises y trouvera plus tard une série de précieuses indications sur le ton et les manières de notre société pendant le second empire? C'est peut-être l'époque où le haut monde français s'est amusé avec le moins de contrainte et le moins de souci de l'opinion de la galerie, non pas comme en d'autres temps par bravade cynique du jugement public, mais par sentiment presque légitime de l'irresponsabilité que lui créait un état social devenu absolument démocratique. Expliquons ce mot d'irresponsabilité, qui donne en grande partie la clé de nos mœurs d'hier et aussi d'aujourd'hui, justement stigmatisées par nombre de moralistes sévères dont les censures auraient cependant plus d'autorité si d'ordinaire elles ne frappaient pas à côté de la cause du mal. C'est bientôt fait d'accuser le monde des scandales qui éclatent de temps à autre et des histoires équivoques qui se chuchotent presque chaque jour; mais dans une société où règne l'égalité la plus complète et où chacun ne relève que de lui seul, dites-moi s'il est une classe chargée d'endosser la responsabilité d'actes absolument individuels. Quant à l'individu, quelle raison a-t-il de s'y contraindre et d'y mettre le frein à son amour du plaisir? Que vous importe, s'il vous plaît, que je m'amuse d'une manière plus ou moins scandaleuse, puisque ce n'est pas en vertu d'un privilége insolent que je m'amuse, et en quoi êtes-vous bien venus à me reprocher mes mœurs, si scabreuses qu'elles soient, puisque je ne puis vous en humilier comme autrefois en ajoutant à leur indignité la tyrannie de mon autorité? Me parlerez-vous par hasard de l'exemple que je vous dois? Mais pour avoir le devoir de vous en donner de telle ou telle sorte, il faudrait nécessairement que j'eusse sur vous un droit quelconque, et par conséquent que cette égalité qui vous est chère, à juste titre peut-être, reçût une grave atteinte, car vous n'espérez pas sans doute trouver dans aucune de nos nombreuses constitutions un article qui m'impose l'obligation de me constituer instituteur au bénéfice de vos âmes, dont je respecte trop la liberté pour en prendre aucun souci. Ainsi raisonne instinctivement l'individu dans une société démocratique, et je ne saurais dire que sa logique instinctive soit mauvaise. Il s'y rue au plaisir avec d'autant plus de fougue qu'il sent qu'il n'entraîne qui que ce soit dans la solidarité de sa conduite, et que ses actes n'ont de conséquences que pour lui seul. Je me trompe cependant, il y a quelqu'un sur qui retombe en plein et entièrement la responsabilité des désordres mondains, et ce quelqu'un c'est le chef même de l'état, lorsque la démocratie a revêtu par hasard la forme monarchique. Ce fut là beaucoup l'histoire du second empire; avis aux futurs maîtres de nos destinées, si notre démocratie doit jamais faire retour

à cette forme de gouvernement! Ce sont les voluptueuses incartades et les élégantes folies des heureux enfans de la fortune et de la naissance, délivrés de toute gêne ennuyeuse par l'égalité triomphante, qui revivent dans les esquisses rieuses et les saynètes de Gustave Droz. Bals masqués aux travestissemens excentriques, tableaux vivans trop peu pudiques, maillots trop roses et trop collans, toilettes tapageuses et compliquées, aristocratisme de manières s'exagérant à plaisir pour trancher plus nettement avec la banale vulgarité des mœurs générales, et cherchant à rétablir par la différence des formes le fossé des distances sociales comblé par dix révolutions, longues stations de carême aux mondaines églises parisiennes, pénitences distinguées d'une dévotion facile mêlées aux faiblesses aimables d'une sensualité de bon ton; tout cela a été très vrai à son heure, tout cela reste vrai encore aujourd'hui, car, nous le savons, les mœurs changent moins vite que les gouvernemens, et les goûts régnans sous un régime déchu lui survivent au moins aussi longtemps que durent les générations qui les ont partagés.

Il y a autre chose encore dans les croquis de M. Droz que ce souriant persiflage du beau monde parisien, et cette autre chose c'est une assez forte dose d'un voltairianisme très suffisamment agressif, voltairianisme d'autant plus fait pour surprendre et pour être remarqué qu'il se présente sous la signature d'un nom qui est des plus honorablement connus dans le monde catholique et légitimiste. A la vérité, ce voltairianisme est plutôt irrévérence qu'irréligion, car il s'attaque beaucoup moins aux doctrines et aux croyances qu'aux institutions et aux personnes; il n'en est peut-être que plus irritant par là. En règle générale, les hommes supportent beaucoup plus aisément les coups de bâton qui tombent sur leurs opinions qu'ils ne supportent une chiquenaude sur l'oreille ou une croquignole sur le bout du nez. On trouverait difficilement un magistrat qui se fâchât des attaques dirigées contre telle ou telle loi qu'il est chargé d'appliquer, mais on en trouverait beaucoup qui seraient exaspérés si on venait leur dire que leur personne n'inspire pas une terreur suffisante aux criminels et un respect assez marqué aux gendarmes.

Je parlais tout à l'heure du nom que porte l'auteur, peut-être cependant ce nom est-il pour quelque chose dans cette irrévérence agressive, car il y a là une connaissance intime d'une foule de détails du monde d'église, où se trahit comme l'expérience rancuneuse d'une éducation première, qui a fourni les armes mêmes dont il se sert. Ce persiflage est celui d'un homme qui, élevé dans le sérail, en connaît nombre de détours. Onction quasi musicale de l'abbé Gélon, faite pour ravir les âmes des pénitentes de haut lieu, piété profonde mais populacière de l'abbé Brice, bonne seule-

ment pour le vulgaire des fidèles, confréries pieuses, œuvre des petits Chinois, nouveaux miracles; sur tout cela M. Droz a fait pleuvoir une grêle de traits menus comme des aiguilles, comparables à ceux dont les Lilliputiens attaquèrent Gulliver. Ce n'est pas assez pour entraîner mort d'homme, mais c'est parfois assez pour crever un œil. La confession surtout a le privilége d'exciter très particulièrement sa verve railleuse; la seule critique que je veuille faire des innombrables saynètes dont cette grande pratique religieuse est l'objet dans les livres de M. Droz est de dire qu'il serait vraiment incomparable dans cette veine, s'il n'avait un concurrent inéluctable dans la personne d'un artiste parisien connu de toute l'Europe pour son talent de mystification, le célèbre corniste Vivier, dont l'imitation des chuchotemens du confessionnal compose précisément une des charges les plus amusantes. Cet acharnement de malice va parfois si loin et revient si souvent, que c'est à se demander si l'auteur a eu par hasard à se plaindre de quelque abbé de sa connaissance. S'il en était ainsi, pour lui déconseiller la rancune, nous lui citerions une jolie anecdote d'il y a deux siècles. Lord Herbert de Cherbury, premier des déistes anglais, s'était rendu fameux dans le monde par une humeur susceptible qui lui avait fait chercher partout un duel qu'il ne put jamais rencontrer, tant était grande la considération dont il était entouré. Or, pendant qu'il était ambassadeur d'Angleterre à la cour de Louis XIII, il fut très vivement attaqué par un confesseur de Marie de Médicis, dont le nom échappe en cet instant à ma mémoire. Riposte de lord Herbert, réplique du confesseur; la querelle devint des plus chaudes; mais, comme elle ne pouvait nécessairement avoir aucune issue, lord Herbert la termina par ce mot : « Sachez qu'il n'y a au monde qu'un moine ou une femme qui puisse me parler de telle façon avec impunité. »

Il est rare cependant qu'il n'y ait pas des compensations en toutes choses, et cette irrévérence d'un goût souvent douteux pour les gens et les choses d'église nous a valu un vrai petit chef-d'œuvre, la correspondance de l'abbé Leroux avec le comte candidat à la députation, dans cette très fine et très exacte esquisse de nos mœurs électorales d'il y a dix ans, que M. Droz a intitulée *un Paquet de lettres* (1). Quelle adresse dans la progression des exigences de l'abbé pour feindre de se faire arracher un consentement qu'il grille d'accorder, quel art subtil de mettre le désintéressement au service de la cupidité, quel talent de négociation pour faire hausser le prix de la bicoque paternelle que le comte veut acquérir, quel tact dans ces manœuvres pour se ménager les faveurs de la fortune sans quitter un instant le service de Dieu! Une énergie indomptable sans appa-

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre 1868.

rence de lutte, une volonté de fer sous des formes molles, une bonne partie du caractère ecclésiastique est là. C'est une question quelquefois débattue parmi les observateurs des choses sociales, de savoir lequel l'emporte en finesse, d'une femme ou d'un prêtre; Gustave Droz dans son *Paquet de lettres*, a tranché la question en faveur du dernier. Elle est pourtant admirable d'hypocrisie sentimentale et de ruse insaisissable la lettre écrite par la comtesse, femme du candidat évincé, pour amener l'abbé à reprendre la bicoque dont le comte n'a plus que faire, son insuccès une fois certain. Que ces manéges sont filés menus, que ces piéges sont délicatement recouverts de sensibilité et de poésie ! Il y a là quelques pages d'une telle habileté d'imitation, qu'elles ont l'air de la copie littérale d'une lettre lue par l'auteur plutôt que d'un original inventé par lui. Peu de choses dans notre littérature satirique sont supérieures à cette lettre de la comtesse, où M. Droz s'est montré passé maître dans l'art d'accorder son instrument avec justesse au ton de l'air qu'il voulait jouer.

Une autre compensation à cette irrévérence voltairienne, et celle-là d'un genre très élevé, est la création de ce personnage de l'abbé Roche qui remplit tout le roman intitulé *Autour d'une source*, dont les lecteurs de la *Revue* se souviennent certainement. Est-ce pour faire amende honorable de ses précédentes railleries qu'il a créé ce beau caractère, ou bien ne faut-il voir dans cette création qu'une agression nouvelle sous une forme moins directe? A-t-il voulu mettre en opposition le curé de campagne à l'âme pure et blanche comme la neige de ses montagnes, à la vie simple comme celle des villageois qu'il assiste de sa mâle charité, avec le prêtre des grandes villes, à l'âme blasée d'expérience mondaine, à la vie compliquée et diverse comme celle des paroissiens qu'il s'ingénie à moraliser, à l'esprit délié et bien muni d'armes de défense contre les manéges sociaux, et dire par ce moyen à ses lecteurs : voilà le prêtre tel que je le comprends? Si c'est là son idéal du prêtre, il est fort acceptable, et les plus difficiles pourraient s'en contenter. J'ajoute que, bien que très haut, cet idéal n'a cependant rien d'inaccessible, car il est souvent réalisé; nous avons tous connu l'abbé Roche, sinon absolument en bloc, au moins par fragmens assez considérables, pour savoir de science certaine qu'il exerce en plus d'un lieu son ministère de justice et d'amour. Toutefois cet idéal a un défaut considérable, c'est sa perfection même. S'il est une conclusion qui ressorte en toute évidence du roman de M. Droz, c'est que ce type du prêtre est absolument impossible dans notre société telle que l'ont faite soixante ans d'industrie, de révolutions et de mélanges matrimoniaux, et qu'il ne peut exister sans danger mortel pour lui-même et sans inconvéniens pour ses ouailles imparfaites.

Dès la première approche du monde, le choc se produit, et l'abbé Roche est brisé comme verre. Il n'est pas une de ses vertus qui ne se retourne contre lui; sa franchise sans paille, obligée de se défendre contre la dissimulation artificieuse, dégénère en brutalité de paroles, sa complète innocence le livre au péril des tentations de la chair, son honnêteté le rend la dupe de la fraude, sa charité en fait le complice involontaire du désordre et de l'adultère. En quelques jours, il arrive à dépouiller son église de ses trésors d'art au bénéfice d'un brocanteur mondain, à convoiter la femme de son prochain à la grande terreur de sa conscience, à créer fortuitement au désespoir de sa véracité la réclame sacrée qu'un spéculateur sans scrupules avait en vain sollicitée, à revêtir enfin les apparences d'un séducteur de sacristie et d'un prêtre indigne, tout cela en toute naïveté et sans l'ombre d'une faute. C'est ici, nous semble-t-il, que le prêtre à l'expérience plus mondaine raillé par M. Droz pourrait facilement prendre sa revanche, et répondre à l'auteur qu'en créant ce type de l'abbé Roche il a précisément prouvé le contraire de ce qu'il voulait démontrer. Une des manies de nos voltairiens des derniers jours, c'est de réclamer imperturbablement pour le prêtre la perfection évangélique primitive; Gustave Droz, voltairien lui-même, s'est chargé de prouver, sans y songer le moins du monde, que le type de prêtre qui convenait à notre état social était précisément à l'inverse de cette perfection. Ce n'en est pas moins une sympathique et imposante figure que cet enfant trouvé qui n'a jamais connu d'autres maisons que celles de Dieu avec sa noblesse native et sa charité robuste comme son corps, et l'on ne peut se défendre contre l'envahissement d'une tristesse glaciale lorsqu'on voit ce pieux géant, complétant par l'héroïsme sa vie sans tache, aller se faire martyriser chez les Chinois au bénéfice des intérêts et de l'honneur d'un spéculateur heureux, d'une minaudière élégante et d'un vicieux titré dont il est, pour comble d'horreur, le propre frère, et trois fois l'aîné, par l'âge, par la hauteur d'âme et la plus grande pureté du sang.

En dépit de quelques légers défauts, *Autour d'une source* reste l'œuvre maîtresse de M. Droz, car c'est la seule où il ait pleinement réussi à créer un personnage capable d'intéresser et d'émouvoir, encore faut-il faire cette réserve que l'histoire de l'abbé Roche donne froid au lecteur plutôt qu'elle ne le touche réellement. En effet, la sensibilité de Gustave Droz ne vaut pas son ironie et sa gaîté, sans doute parce qu'il s'en défie et qu'à l'imitation de trop nombreux artistes parisiens, il la réprime de crainte d'en être la la dupe, et cependant il connaît le précepte du poète latin, *si vis me flere...* Il ne possède pas le don des larmes, voyez plutôt *Babolain*. A coup sûr, s'il est une histoire lamentable, c'est bien celle

de cet infortuné professeur de mathématiques, marié à une aventurière frottée d'artiste, d'un cœur nul comme son talent, lequel prodigue toute sa vie des trésors de tendresse sans obtenir jamais d'autre récompense que le plus profond ridicule. C'est une véritable trouvaille que celle de ce personnage, — l'homme qui a le dévoûment malheureux, — une trouvaille qui méritait d'être rencontrée par quelqu'un des grands humouristes anglais. Je vois d'ici Babolain sous la plume de Sterne ou sous celle de Goldsmith; quels trésors d'inattendue et exquise sensibilité il aurait arrachés au premier, et comme ses traits auraient apparu timides, tristes et touchans, sous la lumière souriante et douce dont le second l'aurait enveloppé! Supposez encore quelque psychologue à la noire analyse, Nathaniel Hawthorne par exemple, s'emparant de ce personnage, comme il aurait su faire ressortir les souffrances de ce malheur atroce, de cette infirmité fatale faite pour arracher des larmes au plus dur Dolope de la vie mondaine, l'impuissance d'être aimé! Mais le Babolain de Gustave Droz ne nous amuse ni ne nous émeut; le seul sentiment qu'il nous inspire, c'est celui d'un profond étonnement. Sa femme et sa belle-mère ont raison, cet homme est un véritable monstre, un monstre d'imbécillité, un prodige de stupide humilité. La forme du récit personnel employée par l'auteur est bien peut-être pour quelque chose dans ce résultat, car il est inadmissible qu'on parle de soi avec une cécité aussi prolongée.

Cependant, si la victime ne parvient pas à nous toucher, ses tortionnaires féminins nous inspirent en revanche tout le genre d'intérêt qu'elles méritent. Ce sont deux superbes études de pécores, que les deux personnages de Mme Paline et de sa fille Esther. Le type est au complet, aucun de ses agrémens n'y manque, ni la sottise des prétentions ambitieuses, ni la nullité de l'intelligence, ni l'absolue sécheresse de cœur, ni l'hypocrisie sentimentale, ni l'insolence des manières, ni la vulgarité des propos. Le meilleur des tableaux de Mme Babolain, née Paline, est certainement le portrait qu'elle a obtenu de M. Droz; cela est peint en pleine pâte, enlevé avec vigueur, merveilleusement éclairé, bien vivant, bien turbulent, bien irritant, bien odieux; la touche d'un véritable artiste est là. Voilà les personnages que Gustave Droz excelle à peindre; rappelez-vous la mère de Mlle Cibot, le comte de Manteigney, le spéculateur Larreau, le brocanteur Claudius; il faut à son talent, très particulièrement parisien, ces produits humains de la vie parisienne, des types de sécheresse, d'endurcissement mondain, de vice sans remords, que l'on ne puisse peindre sans une nuance de mépris ou une touche d'ironie. A ce caractère il vous est facile de reconnaître un talent qui est plutôt fait pour la satire sociale que pour l'expression pathétique des passions.

Nous dirons de la psychologie de Gustave Droz ce que nous avons dit de sa sensibilité, elle ne vaut pas son ironie; j'en prends à témoin le *Cahier bleu de Mlle Cibot*, un vilain petit livre, en dépit du succès qu'il a obtenu, plein de laids détails faits pour inspirer la plus navrante tristesse, et aussi agaçant que l'humeur de ce mari affligé d'une maladie d'estomac dont l'auteur a tracé un portrait physiologique si ressemblant. Comme je suppose que le livre a été lu par tout le monde, j'en viens tout de suite au point unique que je veux mettre en lumière, et j'avoue qu'il m'est impossible de parvenir à comprendre la chute de l'héroïne. Que Mme Laumel, née Cibot de Larive, éprouve la tentation de se perdre, cela n'a rien que de fort ordinaire, mais qu'elle se perde dans les circonstances et dans l'état d'âme où l'auteur l'a placée au moment de sa chute, cela est beaucoup plus inadmissible. Obsédée d'inquiétudes pour l'avenir de son ménage, la pensée de faire part au jeune comte de Marsil des besoins d'argent de son mari et d'implorer de lui un dévoûment dont il lui a donné la banale assurance a traversé vaguement son cerveau. Ses pas se portent comme d'eux-mêmes vers la demeure du comte; elle entre, s'assied, et se perd séance tenante sans que sa mémoire lui rappelle un seul instant que la situation où elle se trouve n'est ni de celles qui autorisent les jeux de l'amour et du hasard, ni de celles qui les rendent aimables. Bien qu'elle ait pour le comte un goût qui ne demande qu'à devenir de l'amour, si l'inquiétude que l'auteur lui prête est vraie, cette inquiétude est trop forte pour laisser place en ce moment à toute autre préoccupation et à tout autre sentiment. Sa conduite se comprendrait d'une aventurière de profession; celle-là se livrerait d'emblée pour prendre arrhes sur le comte et s'assurer en toute certitude l'appui qu'elle compte réclamer comme paiement du don d'elle-même; mais Mme Laumel n'est pas une aventurière, c'est une personne d'éducation raffinée, d'âme tolérablement délicate, pourvue d'un fonds de piété passable, incapable par conséquent d'un calcul aussi odieusement pratique. C'est précisément parce qu'elle aime le comte qu'elle ne se livrera pas, car elle sentira qu'elle ne peut que mal aimer ne pouvant aimer avec liberté, car la pensée qu'elle est venue en solliciteuse suffira pour glacer ses désirs et lui faire repousser les caresses de son amant, car le souvenir de sa situation besoigneuse l'avertira que céder à l'amour en tel moment serait un crime d'égoïsme monstrueux, comme le serait une satisfaction adultère prise au moment de la déclaration d'une faillite ou au chevet même d'un mourant. A défaut de délicatesse plus élevée, le sentiment de ses plaisirs dont elle craindra d'attrister les ivresses la soutiendra contre ses entraînemens; redoutant de mal aimer, elle redoutera d'être mal aimée, et hésitera avant de porter au comte une âme

remplie de préoccupations chagrines qui passeront comme des ombres sur la pure lumière de l'amour. M. Droz peut répondre à nos observations que l'histoire est vraie, et que les choses se sont passées ainsi qu'il le dit, non-seulement pour son héroïne, mais pour une infinité d'autres Mme Laumel. Cela est bien possible, et je le crois volontiers, mais il y a dans le monde une quantité de choses vraies que l'on peut sans paradoxe aucun qualifier de fausses, parce qu'elles ne sont susceptibles d'aucune explication, ou dérivent de causes fortuites ou obscurément charnelles qui en font de simples phénomènes sans valeur, sans intérêt et sans portée, et la chute de Mme Laumel est de ce nombre. C'est au tact de l'observateur à discerner entre ces deux ordres de faits vrais et à ne choisir que ceux qui répondent aux exigences de la logique et aux convenances de l'art qu'il exerce.

Le verre de Gustave Droz est petit, mais c'est dans son verre qu'il boit. Son style est bien à lui, un bon style, très passablement ferme, coloré et cependant sobre, teinté seulement çà et là d'épithètes qui trahissent la pratique et le langage d'un autre art. Ces expressions souvent heureuses, mais toujours cherchées, par lesquelles les peintres s'efforcent d'atteindre et de fixer ce qu'il y a de plus fuyant et de plus insaisissable dans les nuances des couleurs, les caresses de la lumière ou les mollesses de l'ombre, se rencontrent fréquemment dans le style de M. Droz et en gênent parfois la simplicité. Ses procédés de composition aussi sont bien à lui, et ne trahissent aucune étude trop attentive, aucune imitation trop marquée. Cependant il m'a semblé reconnaître des traces de réminiscence dans la méthode ingénieuse par laquelle il arrive à retrouver et à reconstituer cette anecdote charmante et tragique de la fin de l'ancien régime qu'il a intitulée *les Étangs*. N'y a-t-il pas quelque souvenir des procédés d'induction de l'Américain Edgar Poë dans ces deux récits mêlés l'un à l'autre, dont le plus accessoire engendre le plus important? La description du portrait de la belle au bouquet bleu, qui sert de point de départ aux investigations du romancier, m'en a rappelé une autre du même genre, qui sert également d'introduction à une histoire de cette même fin de l'ancien régime, *Mlle de Malepeyre*, le chef-d'œuvre de Mme Charles Reybaud, que nos lecteurs n'ont certainement pas oublié. Il se peut que cette rencontre soit accidentelle, mais, Gustave Droz dût-il sa description au souvenir du roman de Mme Reybaud, l'originalité de son œuvre n'en serait nullement atteinte. Le souvenir est permis lorsque les matériaux empruntés à la mémoire sont ainsi transformés.

Les dissemblances qui existent entre nos nouveaux romanciers ne sont pas faites pour rendre les transitions faciles; c'est donc un contraste qui nous servira de pont entre Gustave Droz et André

Theuriet. Passer de l'un à l'autre, c'est comme passer d'un régime de bisques épicées, de ragoûts relevés de truffes, de karicks à l'indienne et de chauds zabayons, à un régime de saines viandes rôties, de poissons frais pêchés et de gras laitages, non sans mélange de gibier délicat cependant, mais de gibier non faisandé, car il n'y a pas la plus petite pointe de corruption dans le talent d'André Theuriet. C'est assez dire que les lecteurs, tout en trouvant dans ses romans des qualités aussi variées et aussi rares que peut les désirer un goût difficile, n'y trouveront cependant rien de scabreux, d'excentrique et d'équivoque. Je ne vois pas qu'il lui manque aucun des dons qui font les esprits aimables et amusans, seulement ces dons connaissent la contrainte et portent le frein de la discipline volontaire. Honnête sans pruderie, son langage n'est pas ennemi des gais propos, mais cette gaîté ne dégénère jamais en licence; libre sans hypocrisie, son observation ne s'effarouche ni ne se scandalise des spectacles qu'elle rencontre, seulement son choix ne s'arrête qu'à ceux qui peuvent lui fournir des sujets d'étude qui n'exigent rien de secret. Il a de la mélancolie, mais cette mélancolie s'arrête toujours à une tristesse souriante et ne l'entraîne jamais jusqu'à un noir pessimisme. Son intelligence, habile aux adresses ingénieuses, répugne à tout tour de force d'acrobatisme littéraire. Son style, qui est celui d'un vrai poète, sait peindre avec esprit et nuancer avec finesse, sans que cet esprit tombe jamais dans la recherche et cette finesse dans la subtilité. Son art de composition a de l'aisance et souvent presque de l'ampleur; mais cette aisance sait arrêter à point ses développemens et les tenir à la mesure de ses sujets modestes. Ses histoires bien conduites poussent logiquement jusqu'au dénoûment leurs situations naturellement engendrées les unes des autres, et ne pèchent jamais contre la vraisemblance. Ses personnages, pris dans le milieu moyen de la nature humaine et des conditions sociales, gardent leurs proportions, même quand ils sont soulevés par la passion ou ennoblis par la douleur; il ne les gonfle pas à l'instar de tant de ses confrères, qui d'une vulgaire grenouille essaient de tirer un bœuf et donnent aux gens de Lilliput la stature de ceux de Brobdingnac.

On peut en toute vérité appliquer à l'aimable auteur ce qu'il dit quelque part de la danse d'une de ses héroïnes, qui ne demandait à son valseur qu'un bras robuste et le sentiment de la mesure. Lui aussi ne demande à ses sujets que le degré de consistance et de vérité nécessaire pour assurer un terrain solide à son talent et n'être pas poussé hors de la justesse. A ces qualités de modération judicieuse et d'équilibre sensé s'ajoute cette élégance qui, dans la nature comme dans l'humanité, dans les choses comme chez les personnes et dans l'art d'écrire comme dans le costume, résulte de

l'harmonie des rapports et de l'exactitude des proportions. Quoi qu'il raconte ou peigne, André Theuriet le raconte et le peint élégamment, sans pour cela rien sacrifier de la vérité à cette élégance. Ses personnages de paysans conservent leur franchise, ses intérieurs de ferme leur *réalisme*, ses provinciaux leur prosaïsme placide et timide, ses bohèmes parisiens leurs allures turbulentes. S'il est vrai, comme je le disais en commençant, que nos modernes romanciers comparés à leurs prédécesseurs, rappellent plus l'école hollandaise que l'école flamande, André Theuriet peut nous représenter assez étroitement le Mieris ou le Terburg du roman contemporain, sans mélange aucun de Gérard Dow, de Jean Steen et de Van-Ostade.

Cette qualité d'élégance nous dit assez qu'en devenant romancier André Theuriet a su rester poète. En abordant un art nouveau, il s'est souvenu de celui qui si longtemps avait fait le charme de ses loisirs, et c'est encore au *Chemin des bois* qu'il a demandé les cadres et les données de ses récits. Il est resté fidèle à sa Meuse natale, et elle lui a prodigué les frais et riches paysages d'une nature sans violence et reposée même dans ses plus altières magnificences, des solitudes verdoyantes pour ses amoureux, des chemins creux et des fondrières sans périls pour ses amazones, des retraites rustiques pour ses soupirans dépités ou heureux, des sentiers perdus sous les taillis épais pour la facilité des confidences et des aveux, des demeures isolées pour ses rêveurs et ses misanthropes. La nature joue un rôle important dans les récits d'André Theuriet; non-seulement elle compose le fond de ses tableaux, mais elle envahit la scène jusque sur ses premiers plans, et ses personnages y sont comme baignés dans la verdure et dans la feuillée. Quelque chose du calme de cette nature se répand sur les passions du récit; sans aimer et sans souffrir moins fortement, ses acteurs aiment et souffrent avec moins de bruit, et la solitude où se développe le petit drame de leur amour ou de leur souffrance les garantit au moins contre les complications extérieures et les accidens de l'imprévu. Quelque vive que soit la pièce, elle exclut la multiplicité des acteurs et doit se jouer forcément entre quatre ou cinq personnages. Je ne sais rien, en vérité, qui donne mieux le sentiment de la tranquillité provinciale que les romans d'André Theuriet, tranquillité qui n'est pas si monotone qu'on veut bien le dire, car toute chose y prend un prix précisément parce que les événemens y sont rares. Pas de parole qui ne s'entende dans ce silence, pas d'incident qui ne se détache avec relief sur ce fond de solitude. C'est très justement qu'un critique contemporain a dit d'André Theuriet que la province lui avait porté bonheur. Ce qui est entré de la vie parisienne dans la formation de son talent est peu de chose en comparaison de ce qu'il doit à la province. C'est elle qui lui a révélé les sentimens dou-

cement contraints d'une vie sociale défiante et peureuse, où l'esprit n'a pas encore enseigné au cœur à s'émanciper. La vie provinciale est sans doute bien monotone et bien stérile dans sa monotonie, elle a cependant au moins cette supériorité sur la vie capiteuse de Paris, que le désordre y est sans ivresse, le mal sans gloire, le scandale sans séduction, le vice sans charmes et sans ressources d'imagination. Les cœurs coupables n'y ont pas encore appris l'art de se griser de leurs propres paradoxes, et les éclats de l'inconduite n'y inspirent encore aucun désir d'émulation. Ces différences sont bien marquées dans les romans d'André Theuriet, où Paris apparaît maintes fois comme le mauvais génie des enfans de la province; rappelez-vous le Natalis de *Mlle Guignon*, le La Genevraie et le René des Armoises de *la Fortune d'Angèle*. Le romancier toutefois est trop sensé pour avoir établi aucun contraste absolu et de parti-pris, et là comme partout il a su s'arrêter à la juste nuance. Si la province a beaucoup donné à André Theuriet, il lui a largement payé sa dette, et c'est elle à son tour qui lui doit reconnaissance, car elle ne pouvait rencontrer un peintre qui présentât d'elle une image plus aimable, plus épurée de toute vulgarité et de toute sottise, et mieux faite pour la consoler de s'être vue dans les grimaçantes peintures de Balzac et dans le brutal miroir de Gustave Flaubert.

Cette qualité que nous regrettions de ne pas rencontrer chez Gustave Droz, la sensibilité, André Theuriet la possède. Ses personnages sont petits et modestes, mais, lorsqu'ils sont étreints par ces puissances redoutables sous lesquelles ont gémi de plus forts que ceux de leur race, la douleur et l'amour, leurs cœurs battent si gentiment et si vivement, qu'ils m'ont souvent rappelé les palpitations rapides et pressées de l'oiseau qui se sent saisi sans espoir d'évasion sous la main qui l'emprisonne. La discrétion aussi avec laquelle ils souffrent est faite pour toucher, car je ne sais pas de spectacle qui trouve plus directement le chemin du cœur que celui de larmes qui coulent en silence ou d'une douleur qui chuchote ses tortures à mi-voix au milieu des sanglots réprimés. Les sons les plus frêles sont aussi les plus aigus, et, pour être contenu et discret, ce pathétique n'en est pas moins vibrant. C'est vraiment une cruelle histoire que celle de Mlle Guignon, cette personne destinée à toujours manquer son bonheur pour avoir été prématurément éprouvée par une douleur trop forte qui, en brisant en elle toute énergie de résistance, y a créé une lassitude sous laquelle elle se traîne, incapable d'autre chose que de se laisser faire par le sort. Le bonheur est là devant elle, elle le voit, elle l'espère, mais il faudrait étendre la main, et c'est un effort trop sérieux pour sa fatigue; que la volonté du hasard s'accomplisse, et puisse-t-il lui être bon! De

toutes les histoires racontées par M. André Theuriet, *Mlle Guignon* est la plus fine et la plus précieuse, celle qui repose sur la donnée psychologique la plus curieuse et la plus profonde; c'est son œuvre originale, sa vraie trouvaille personnelle, car il y a saisi dans son principe et suivi dans ses conséquences un état d'âme peu connu, mais qui est un des plus navrans et des plus incurables dont puisse souffrir notre nature morale. *La Fortune d'Angèle*, plus dramatique peut-être dans le sens habituel du mot, beaucoup mieux faite pour être comprise d'un plus grand nombre, est cependant d'ordre moins rare. C'est une histoire d'occurrence ordinaire que celle de cette naïve enfant de la province venue à Paris pour s'y révéler grande tragédienne et qui rencontre un engagement de café chantant, mais le titre en est piquant et en rajeunit la tristesse. La fortune poursuivie par Angèle et sur laquelle elle met la main, c'est l'amour déçu, l'abandon et la mort. Si la donnée de ce roman n'est pas très neuve, les personnages en revanche en sont originaux, et il s'y rencontre plusieurs scènes réellement fortes. De ce nombre est la scène de nuit, lorsque Angèle, restée seule à Paris, sort de chez elle hallucinée par l'effroi et parcourt en somnambule les rues et les quais; c'est presque la scène du suicide manqué de Désirée Delobelle dans le *Fromont jeune* d'Alphonse Daudet. Ces sortes de scènes ne sont pas rares chez André Theuriet, et si elles n'y sont pas plus remarquées, c'est que l'auteur, lorsqu'il les rencontre, sans doute par obéissance à cette modération qui est la qualité régulatrice de son esprit, se refuse le droit de les pousser comme elles veulent être poussées, c'est-à-dire à toute outrance. J'indique encore cette scène de son dernier roman, où Raymonde, folle de désespoir, s'échappe de la maison paternelle et vient sous l'orage frapper de nuit à la porte du vieux Noël pour le supplier de dissiper le malentendu qui lui enlève le cœur de son amant; elle est d'une invention dramatique excellente et ne demandait qu'un peu plus de violence pour produire tout son effet. Que M. André Theuriet prenne plus de confiance en lui-même, qu'il se rappelle l'exemple d'Octave Feuillet, qui, fatigué de s'entendre toujours louer pour ses qualités d'élégance et de finesse, résolut de prouver un beau jour que sous ce velours souple et doux son talent cachait une mâle énergie, et qu'il ose.

Si la vigueur a semblé jusqu'ici faire un peu défaut à André Theuriet, en revanche la facilité est au nombre des dons qu'il a le plus pleinement reçus, et de cette facilité ses personnages sont la preuve. Conçus sans prétention, ils sont nés sans effort. Ils ne visent pas à être des types, ils se contentent d'être des individualités très vivantes et des portraits très ressemblans. Il ne se peut que vous n'ayez pas rencontré en quelque réunion de poètes le joyeux Marius

Lahcyrard du *Mariage de Gérard*, ivre de poésie plus encore que de vin, déclamant d'une voix de stentor, panachant ses bouffonneries d'hyperboles extravagantes ou assaisonnant de bouffonneries ses tirades lyriques. Nous avons tous connu La Genevraie, de *la Fortune d'Angèle*, hâbleur sans arrière-pensée et pour le seul plaisir de la hâblerie, cynique sans perversité, débraillé de propos et correct de tenue, misanthrope sans chagrin, pessimiste sans humeur noire, exprimant son mépris par le rire, blasé par l'expérience de la vie et endurci par les intermittences de la misère, sans dévoûment et sans égoïsme, sans foi aux autres et sans souci de lui-même. Joseph Toussaint de cette même *Fortune d'Angèle* est connu d'un moins grand nombre, mais il existe, et ceux dont quelque gaucherie dans les dehors n'est pas susceptible de détourner l'observation sympathique l'ont fréquemment entrevu. Joseph Toussaint est un Babolain réussi et qui a bien rencontré. De l'amour, il ne connaît que les sacrifices, et cependant il se trouve en fin de compte qu'il a choisi la meilleure part. Cet amour, tout de dévoûment, tourne au bénéfice de son âme, à laquelle il confère un privilége de noblesse que son rival plus heureux a perdu par sa conduite coupable. Pour se présenter sans prétention, le personnage, vous le voyez, n'en a pas moins sa profondeur; exprimerait-il une meilleure philosophie morale s'il eût été créé moins simplement et avec un plus grand appareil de psychologie et d'analyse?

Il nous est plus embarrassant de parler d'Alphonse Daudet que de ses deux confrères, et l'obstacle qui nous arrête, c'est précisément son retentissant succès. A moins de quelqu'une de ces transformations inattendues qui sont toujours dans les possibilités du vrai talent, il est permis de croire que nous possédons dès aujourd'hui la mesure de Gustave Droz, et quant à André Theuriet, tout ce que nous avons à réclamer de lui, c'est le développement de plus en plus large et hardi des qualités qu'il a déjà montrées; mais il n'y a encore rien de définitif dans le succès d'Alphonse Daudet et même dans le talent dont il a fait preuve. « Bien coupé, mon fils, mais il faut recoudre, » disait Catherine de Médicis à Henri III après le meurtre du duc de Guise; bien frappé, dirons-nous à l'auteur de *Fromont jeune* et de *Jack*; mais il faut maintenant soutenir le poids de ce succès.

Ce sont de redoutables espérances que celles qu'il a fait naître dans les esprits de ses lecteurs enthousiasmés; le voilà désormais engagé à produire une longue suite d'œuvres qui répondent à ces premières et les continuent en les dépassant. Il y est engagé de plus d'une façon, car ces deux romans sont de ceux qui peuvent conquérir la célébrité, mais non de ceux qui l'assurent, et il se tromperait s'il croyait pouvoir retenir longtemps sans récidive celle

qu'ils lui ont faite. Les œuvres littéraires, surtout les œuvres d'imagination, peuvent se diviser en deux grandes catégories répondant aux deux genres de célébrité qu'elles procurent. Il en est qui se présentent tellement complètes, qui épuisent si absolument leur matière, ou qui sont des rencontres de talent si particulières et si originales, qu'elles dispensent leur auteur de recommencer et qu'elles lui assurent du premier coup une célébrité si fortement assise que toutes les productions faibles ou mal venues qui pourront succéder seront impuissantes à l'effacer. En voulez-vous un exemple tout contemporain? voyez M. Gustave Flaubert. Il aura beau multiplier les productions imparfaites ou mal conçues, il restera jusqu'à la fin de ses jours l'auteur de *Mme Bovary*, et toutes les *Tentations de saint Antoine* ou les *Éducations sentimentales* du monde n'y feront rien. Déplaisante ou sympathique, l'auteur a fait son œuvre, et il n'importe pas qu'il l'ait faite à ses débuts plutôt qu'à tout autre moment de sa carrière, il peut s'en tenir là. Il est au contraire d'autres œuvres, et celles-là sont les plus nombreuses, qui sont comme des promesses dont on attend la réalisation, ou encore des commencemens dont on attend la suite. Que l'auteur ne réalise pas ces promesses, qu'il ne donne pas suite à ces commencemens, et ces œuvres, quelques qualités qui les distinguent ou quelques belles parties qu'elles contiennent, ne le soutiendront pas contre les insuccès de l'avenir ou contre les défaillances ou les erreurs de son talent. Si la suite de la carrière de M. Daudet répond à ses deux succès des dernières années, une bien haute place lui est destinée dans notre nouvelle littérature d'imagination; mais cette place, il serait peut-être téméraire de la lui assigner dès aujourd'hui, et, laissant au temps ce soin, nous nous contenterons de lui signaler le genre de péril que lui crée le succès qu'il a obtenu.

Il y a dans le talent d'Alphonse Daudet un contraste singulier dont il est assez malaisé de trouver l'explication. Voici maintenant quinze ans environ que l'auteur a fait ses débuts littéraires, débuts modestes, remarqués d'abord seulement des *dilettanti* avides de se tenir au courant du mouvement intellectuel, et qui se sont continués pendant bien longtemps sous cent formes gracieuses. Nous l'avons vu tâtonner longuement et en apparence cherchant sa voie, sans cesse en travail sur lui-même, mais toujours dans de petits genres, multipliant les courtes nouvelles, les miniatures de récits, les esquisses, les impressions descriptives, les fantaisies; si bien que pendant des années il put sembler aux plus clairvoyans qu'il était fait surtout pour les petites compositions qui demandent de la grâce et du sentiment; quant aux grandes compositions, à celles qui réclament longue haleine, énergie de suite dans le travail et puissance de concentration des facultés, la supposition qu'il pût y

être propre ne leur traversa même pas l'esprit. Si l'on nous eût interrogé nous-même à son égard, nous n'aurions pas rendu d'autre réponse, car nous ne connaissons pas de talent contemporain qui nous ait trompé d'une manière plus complète et plus heureuse. Sa première œuvre de longue étendue, *le petit Chose*, n'était pas faite pour nous détromper, car qu'était-ce que ce gentil livre, série d'esquisses ramenées à l'unité par le sujet le plus simple du monde, sinon le résumé de ses aimables tâtonnemens antérieurs, la synthèse de ses premiers efforts, l'élixir condensé de toutes les qualités de grâce, de sensibilité et de mélancolie éparses dans ses nombreux croquis? S'il était un genre de grande composition à laquelle il pût prétendre, *le petit Chose* en présentait donc le modèle parfait, aurait-on pu assurer sans être pour cela trop myope; ce livre marquait bien la limite extrême des facultés dont l'auteur avait jusqu'alors fait preuve, et il était permis de croire qu'en l'écrivant il avait rencontré son grand livre, le *Gil Blas* ou le *Tom Jones* dont il était capable. Il n'en était rien; tous ces tâtonnemens, toutes ces fantaisies de sentiment, toutes ces flâneries de rêveur et d'artiste, toutes ces descriptions de poète humoriste, n'étaient point les preuves que les préférences de l'auteur le portaient vers les petits genres; c'étaient autant d'acheminemens progressifs vers la grande composition, qu'il travaillait pour ainsi dire à conquérir partie par partie, détail par détail, s'exerçant à la peinture des caractères dans ses nouvelles de courte étendue, à l'art de la description dans ses paysages et ses flâneries humoristiques, à la grâce dans ses fantaisies, au pathétique dans ses histoires de sentiment.

Ces essais, ces récits, étaient comme les ébauches, les études et les dessins que l'artiste multiplie dans l'atelier pour étudier séparément chacune des figures de la toile qu'il médite. Le talent de Daudet est donc une conquête du travail, et d'un travail lent, assidu, opiniâtre, patient; comment se fait-il cependant qu'en lisant ses deux romans de *Fromont jeune* et de *Jack* nous éprouvions précisément les sensations que donnent les talens spontanés et prime-sautiers? Rien qui trahisse l'odeur de la lampe, qui porte la marque de la chaîne du travail; les tons les plus variés s'y succèdent avec la plus parfaite aisance, et il y règne d'un bout à l'autre une liberté et une souplesse extrêmes. Un souffle à la fois doux, soutenu et puissant fait circuler un air vivifiant à travers ces pages d'où sentimens, images, descriptions, sortent et s'échappent de tous côtés comme les jaillissemens d'une séve abondante à l'excès. Si complet a été le labeur qu'il est parvenu à effacer ses propres traces. C'est donc à l'étude seule qu'il faut attribuer la conquête de ces facultés de spontanéité et de prime-saut qui nous frappent chez Al-

phonse Daudet, c'est-à-dire des qualités directement contraires à celles qu'on lui arrache d'ordinaire, et c'est bien là un des miracles les plus faits pour étonner qu'elle ait jamais accomplis.

L'assimilation des élémens fournis par l'étude n'a pas été cependant tellement complète qu'on ne puisse distinguer parfois la trace des influences subies. J'aperçois çà et là dans le style un peu de Victor Hugo, dans certaines coupes de phrases beaucoup de Michelet. Ailleurs de petites bizarreries de sentiment trahissent la lecture des humoristes anglais; plusieurs fois, par exemple dans le si touchant et si original épisode du petit roi nègre Madou, du roman de *Jack*, certaines interjections introduites quelque peu artificiellement dans le récit révèlent la lecture de Sterne. Ce ne sont là, il est vrai, que des imitations de détail; mais il est deux hommes dont l'influence est aisément reconnaissable dans les deux romans principaux de M. Daudet, Gustave Flaubert et Charles Dickens. Il y a plus de Flaubert que de Dickens dans *Fromont jeune et Risler aîné*; il y a plus de Dickens que de Flaubert dans *Jack*.

Il ne faut pas cependant exagérer la part qui peut revenir à M. Flaubert dans le roman qui a fondé la réputation d'Alphonse Daudet. Certainement M. Daudet a eu *Mme Bovary* présente au souvenir pendant qu'il écrivait *Fromont jeune*, mais je ne saurais trouver aucune ressemblance entre les sujets des deux livres. Il s'en faut aussi de beaucoup, malheureusement pour Alphonse Daudet, que son très dramatique et très émouvant récit ait la valeur de l'œuvre, déplaisante peut-être mais si forte, de Gustave Flaubert. Vingt ans se sont écoulés depuis l'apparition de *Mme Bovary*, et cependant personne encore, à notre avis, n'a porté sur ce livre remarquable un jugement sérieux. Osons exprimer le nôtre en toute franchise, aussi bien il n'engage que nous seul. Savez-vous bien que ce livre est de ceux qui font date non-seulement dans une littérature, mais dans l'histoire morale d'une nation, parce qu'ils mettent fin à certaines influences longtemps souveraines et qu'en y mettant fin ils changent les conditions de l'optique et de l'hygiène de l'esprit public? *Mme Bovary* a été en toute réalité, pour le faux idéal mis à la mode par l'école romantique et pour la dangereuse sentimentalité qui en était la conséquence, ce que le *Don Quichotte* a été pour la manie chevaleresque trop longtemps prolongée de l'Espagne, ou encore ce que les *Précieuses ridicules* et les *Femmes savantes* de Molière ont été pour l'influence de l'hôtel de Rambouillet. Je préfère cependant le premier de ces deux termes de comparaison, quoiqu'il soit le plus élevé, comme étant le plus exact et le plus étroit, car de même que Cervantès a porté le coup de mort à la manie chevaleresque avec les armes mêmes de la chevalerie, c'est avec les procédés mêmes

de l'école romantique que Gustave Flaubert a ruiné le faux idéal mis au monde par elle, c'est avec les ressources mêmes de l'imagination qu'il a peint les vices et les erreurs de l'imagination. Cette portée puissante, qui ne pouvait s'apercevoir au lendemain de l'apparition de *Mme Bovary*, apparaît clairement aujourd'hui. Gustave Flaubert a donné le coup de mort à la sentimentalité sensuelle et à l'idéalisation du vice, et par le succès de son roman il a pour ainsi dire exigé de ses confrères l'imitation de sa crudité brutale. Si Alphonse Daudet en particulier a mis tant de franchise dans la peinture des déportemens de Mlle Chèbe, femme Risler, c'est certainement l'exemple de *Mme Bovary* qui lui a poussé la main, et en ce sens on peut dire, si l'on veut, qu'il est un imitateur de Gustave Flaubert. Quant aux aventures de son héroïne, elles sont impuissantes à produire un résultat littéraire analogue à celui qui est sorti de *Mme Bovary*; par la portée, l'œuvre de M. Daudet est inférieure à celle de Gustave Flaubert.

Elle lui est inférieure sous d'autres rapports encore. Il n'y a pas que cette satire du faux idéal dans *Mme Bovary*, il y a une peinture de la vie provinciale faite avec les lunettes noires d'un pessimiste, il est vrai, mais très complète à ce point de vue; avec quelques personnages et quelques scènes, l'officier de santé Bovary, le pharmacien Homais, le curé Bournisien, la scène des comices agricoles, celle du pied-bot, Gustave Flaubert a su faire la synthèse comique de tout ce que la vie provinciale peut contenir de vulgarités, de sottises et de niaiserie. *Fromont jeune et Risler aîné*, au contraire, est une simple anecdote parisienne, une peinture d'une simple fraction de la société parisienne, et d'une fraction très limitée. Enfin l'héroïne de Gustave Flaubert est très supérieure en intérêt à l'héroïne de Daudet. En dépit de toutes ses sottises et de tous ses vices, c'est cependant une créature humaine que cette petite bourgeoise de province affligée d'une imagination chaude et fausse et de sens riches et faibles; elle possède malgré tout une nature morale qui lui ouvre accès à la sympathie du lecteur, elle a une âme capable de regretter le bien qu'elle abandonne et de redouter le mal qui la séduit; elle se sait malade et cherche les remèdes qui pourraient la guérir, — se rappeler la scène du curé Bournisien, — elle lutte pour redevenir vertueuse, pour rentrer dans la voie du devoir, — se rappeler la scène du pied-bot et les scènes de la convalescence. Il n'y a rien de cet intérêt dans Mme Risler, créature vide de toute pensée, châtrée de tout sentiment, amputée de toute nature morale, produit artificiel et monstrueux d'une vie sociale surchauffée, recouverte pour toute séduction des loques volées d'une élégance acquise par imitation envieuse. La peinture est certainement très vraie, mais elle vaut mieux que

son sujet, et tout l'intérêt qu'elle inspire va sans partage à l'art du peintre qui a su faire vivre un pareil néant.

Ni pour la force de la conception première, ni pour l'ampleur de la peinture générale, ni pour la vigueur et l'étendue de l'analyse psychologique, ni pour le choix du personnage principal, le roman de Daudet ne peut donc se comparer à celui de Flaubert; mais il est au moins un point sur lequel il prend sa revanche avec éclat, le développement de l'action. Alphonse Daudet possède des dons dramatiques tels que n'en a jamais montré l'auteur de *Mme Bovary*, et tels qu'il est douteux pour nous qu'il en montre jamais. C'est dans cette puissance dramatique que consiste la principale valeur de *Fromont jeune*. Rarement action a été conduite d'une main plus sûre, et je dirai volontiers plus savante. Ralentie avec calcul pendant toute la première moitié du roman, elle prend au milieu une énergie torrentueuse et se précipite vers le dénoûment dans un *crescendo* dramatique opéré avec la fidélité, j'oserai dire la plus classique, aux lois de progression exigées par les doctrines de la plus sévère critique. De la trahison de Frank Risler au suicide de Désirée Delobelle, à la scène du bal, à la scène du café chantant, quelle succession de situations violentes! il n'en est pas une qui ne fût suffisante pour épuiser la capacité d'émotion du lecteur, et pour le laisser ensuite languissant et distrait. Combien de fois il nous est arrivé, dans nos lectures de romans, de laisser notre émotion pour ainsi dire en route, arrêtée à telle scène du milieu ou du commencement, parce que l'auteur n'avait pas su employer cet art des gradations, qui est aux œuvres de l'imagination et du sentiment ce que la déduction logique est aux œuvres de la pensée pure. Le suicide de Désirée Delobelle, — un des épisodes les plus dramatiques qu'il y ait dans aucune littérature d'imagination, — était bien fait pour marquer ce point culminant de l'intérêt, après lequel il n'y a plus pour le lecteur qu'à se refroidir, et un instant nous avons craint qu'il n'en fût ainsi; l'auteur a senti, dirait-on, le péril, et il a su le tourner avec l'art le plus ingénieux, au moyen d'un intermède fantastique d'une invention excellente. *La légende du petit homme bleu* a été blâmée comme une imitation trop directe des fantaisies de Dickens; nous ne saurions partager cet avis. Imité ou non, cet intermède est ici à sa juste place. C'est trop d'émotion après le suicide de Désirée Delobelle, il ne nous en restera pas assez pour les scènes qui vont suivre; il faut donc s'arrêter. Alors apparaît le petit homme bleu, malicieux génie qui préside aux faillites commerciales; avec cette apparition, le lecteur reprend haleine en même temps que les tintemens lugubres de la sacoche fantastique préparent son imagination à la catastrophe qui approche. Celui qui a su conduire une action avec une telle habileté est absolu-

ment maître de ses effets, et je ne sais trop d'où pourrait lui venir la maladresse qui le ferait frapper à faux.

Parmi les dons qu'a reçus Alphonse Daudet, il en est un d'origine divine qui manque entièrement au romancier robuste qu'on a voulu lui donner pour maître, la tendresse. Il y a de l'amour dans l'observation de M. Daudet, et de ses qualités il n'en est pas qui nous assure aussi pleinement de son avenir que celle-là, car il n'en est pas qui soit plus invariablement associée au vrai génie. Là où l'amour n'existe pas, soyez sûrs que le génie, quelque vigoureux qu'il vous paraisse, n'est qu'à l'état de mutilé; là où vous sentez palpiter l'amour, soyez sûrs que le génie existe, quelque incertain qu'il vous ait semblé. C'est là le signe auquel on reconnaît ceux qui sont destinés à vaincre aussi bien dans l'art de peindre les hommes que dans l'art de les gouverner. On peut beaucoup par le mépris, mais on ne peut qu'une fois et pour une seule place; on peut davantage et plus longtemps par l'amour, car il se métamorphose et se rajeunit avec chaque sujet qu'il touche. Le mépris ne peut connaître qu'un petit nombre de choses, l'amour au contraire peut les embrasser toutes, même celles qui ressortent du mépris, et c'est là ce que M. Daudet a montré dans son second roman, *Jack*, dédié à Gustave Flaubert comme une inspiration d'ironie et de colère et une vengeance de la sensibilité blessée. Il aurait pu mieux encore le dédier à la mémoire de Charles Dickens, non-seulement parce qu'en écrivant ce livre, consacré à la peinture de l'enfance malheureuse, il s'est certainement souvenu de l'auteur d'*Olivier Twist* et de *Dombey and son*, mais à cause de cette qualité de sympathie qui distingue sa faculté d'observation morale et qui lui est commune avec l'illustre romancier anglais.

Jack, inférieur comme composition et unité de plan à *Fromont jeune*, lui est très supérieur par la sensibilité générale et la variété des épisodes et des personnages. Dans *Fromont jeune*, toute l'action est partagée entre un petit nombre de personnages appartenant tous à la même sphère sociale très restreinte; *Jack* au contraire nous promène à travers des groupes sociaux plus divers et plus étendus : les ouvriers des brûlantes usines, les *ratés*, — c'est le mot pittoresque de l'auteur, — de la bohème lettrée et les marchands d'éducation de la capitale, les campagnards aux passions voisines du crime, les victimes de l'amour excentrique, tout cela très vivant, très animé, très remuant, passant et se succédant sur un fond de solitude rustique, peint avec amour dans toute la douceur de son silence. Cependant un de ces groupes domine sur tous les autres, celui dont M. Daudet avait déjà montré dans *Fromont jeune* une connaissance si complète et tracé des portraits presque voisins de

la perfection. On se rappelle Delobelle, le comédien en expectative, décorant sa paresse du nom d'amour de l'art, exploiteur naïf de sa femme et de sa fille, et qu'est-ce que le père Chèbe lui-même, avec ses démangeaisons de négoce et ses locations de boutiques aux rayons destinés à rester vides, sinon un *raté* du commerce? Épisodique dans *Fromont jeune*, ce monde à l'agitation stérile et à la bizarrerie banale fait invasion dans *Jack* et le remplit tout entier de sa malfaisance. Ils sont là toute une bande de poètes aux rimes difficiles et n'arrivant jamais, de savans aux recettes merveilleuses et aux découvertes sans cesse avortées, de chefs d'institution et de professeurs sans élèves se rabattant sur la clientèle exotique des mulâtres égyptiens et des rejetons de races royales nègres, de chanteurs condamnés à donner leur note dans des soirées interlopes, qui font frémir et qui font pleurer. Un seul suffirait pour empoisonner la vie du pauvre petit Jack, et il y en a une horde! Alphonse Daudet a réussi à tracer de la misère morale propre à cette tribu, la misère de l'impuissance, une peinture magistrale. Pédans avec des allures de bobèches, grotesques sévères, railleurs mornes, misanthropes sans trait, ils sont si particulièrement la proie de l'impuissance qu'ils ne parviennent même pas à être amusans, qu'ils ne peuvent accoucher ni d'une franche saillie ni d'une boutade facétieuse, et que comme D'Argenton, leur chef, ils sont condamnés à *rater* même les mots que leur méchanceté voudrait mais ne peut pas leur inspirer. Ennuyeux comme s'ils n'étaient pas des excentriques, ces personnages sont au fond sans danger, comme ils sont sans séduction; mais livrez-leur une femme sans bon sens et un enfant sans défense, et leur banalité va devenir homicide, leur impuissance semer la ruine, et leur néant évoquer le malheur. C'est avec un tact fin et juste qu'Alphonse Daudet a choisi les victimes de ses malfaisans *ratés*; son histoire ne serait pas aussi touchante et surtout ne serait pas aussi vraie avec une femme d'un caractère plus ferme qu'Ida de Barancy, et avec un enfant d'instincts plus énergiques et d'âme plus éveillée que le doux, triste et bon petit Jack. Rarement satire a été plus originale et coup frappé mieux à fond : rendre ses malfaiteurs odieux eût été facile, mais les représenter insipides et, pour employer le mot trivial qui est ici à sa place, *embêtans*, c'est le dernier degré de l'ironie. Si la bohème parisienne a jadis été l'objet de dithyrambes poétiques et de panégyriques déclamatoires, il faut avouer qu'elle expie bien depuis quelques années ses triomphes passés; déjà M. Theuriet l'avait peinte par deux fois avec mépris, un mépris contenu par cette modération judicieuse qu'il porte en toutes choses, et voilà maintenant que M. Daudet l'écrase avec une impitoyable éloquence. Que conclure de cette rencontre presque simul-

tanée de deux esprits si différens, sinon qu'il y a des sujets comme des sentimens qui sont dans l'air, et que la défaveur de la bohème est sans doute du nombre.

Le monde peint par M. Daudet jusqu'à présent est bien restreint; son observation ne s'est portée, semble-t-il, que sur les faubourgs de la grande cité sociale et n'en a pas encore abordé le centre et le cœur; cependant, en dépit de cette observation limitée, il est peut-être de tous nos romanciers de date nouvelle celui dont les tableaux nous dépaysent le moins et qui rejoint le plus directement la vraie et large nature humaine. Nous croyons qu'il doit ce mérite peu commun à l'absence d'un défaut trop ordinaire aujourd'hui à nos jeunes écrivains. M. Daudet ne fait pas abus de l'analyse et de la psychologie. Il ne décrit pas ses personnages, il les *raconte;* il ne les dissèque pas, il les montre agissans. Cet emploi modéré de l'analyse le maintient nécessairement dans le domaine du *vrai*, car, se refusant le bénéfice d'expliquer ses personnages autrement que par leurs actions, ces actions sont tenues d'être toujours compréhensibles et leurs mobiles toujours aisément saisissables. Quelque excentriques et bizarres qu'ils soient, les acteurs de ses récits ne s'éloignent donc jamais beaucoup du terrain commun où se rencontrent les diverses variétés de la nature humaine. Trop soumis au microscope, trop détaillés par l'analyse, la plupart d'entre eux n'auraient rendu que des curiosités malsaines, des cas d'infirmités sociales, ou des échantillons exceptionnels d'entomologie morale. Livrés à l'action, ce sont des individus bien vivans, souvent des caractères, quelquefois presque des types. Vingt pages d'analyse, pour prendre un seul exemple, auraient-elles jamais mieux éclairé le caractère d'Ida de Barancy, la mère de l'infortuné Jack, que les actions sans suite où se révèle d'emblée au lecteur cette inconsistance de pensées et par suite de conduite qui fait les héroïnes de la vie de désordre? Qu'Alphonse Daudet continue à se préserver, comme il l'a fait jusqu'ici, de cet abus trop régnant de la psychologie et de l'observation minutieuse, car il est doué pour la peinture large, franche et dramatique.

Nous voici arrivé maintenant au bout de la tâche que nous nous étions proposée, et cherchant une conclusion, nous l'emprunterons en partie à un de nos amis, bien connu du monde littéraire, et aussi un peu, — trop peu, — des lecteurs de la *Revue*. Nous le rencontrâmes un jour comme nous venions d'acheter *Fromont jeune*, et, nous trouvant ce livre à la main, notre conversation s'engagea sur nos nouveaux romanciers, et en particulier sur Alphonse Daudet, dont il loua le talent avec justesse. « C'est égal, me dit-il en me quittant, le romancier qui sera pour la France ce que les grands romanciers anglais, Richardson et Fielding, ont

été pour l'Angleterre, est encore à venir. » Ces deux noms expliquent d'eux-mêmes ce qu'il entendait par ce romancier à venir : il voulait parler d'un écrivain qui serait un peintre de la nature humaine éternelle, en même temps qu'un peintre de la nation française, et qui serait capable de faire apparaître une image de la vie sociale tout entière dans le tableau de quelques existences individuelles. Nous acquiesçâmes à son opinion sans répondre ce que nous ajoutons à cette heure, c'est qu'il était douteux que ce romancier arrivât de bien longtemps, et même incertain qu'il parût jamais. Les dates historiques suffisent à m'expliquer comment l'Angleterre a pu avoir de tels peintres de sa vie sociale. Lorsque Richardson et Fielding sont venus, ils ont trouvé une société pleine de cohésion dont les élémens, longtemps désunis, s'étaient enfin fondus ou réconciliés, où la vieille substance de la nature morale anglaise, restée sans altération en dépit de toutes les vicissitudes, avait enfin trouvé sa forme nouvelle façonnée par deux longs siècles de domination, de discipline et de culture protestantes. Un regard sommaire jeté sur notre état social nous dit assez combien nous sommes loin de cette situation heureuse, capable de faire plus et mieux encore que de grands romanciers. Je vois parmi nous des élémens en lutte, des partis rivaux et hostiles, des oppositions irréconciliables, des groupes sans rapports communs, mais y a-t-il encore dans tout cela une société générale? Où est l'unité, où est la cohésion, où est la foi commune, où est la forme nouvelle reçue par la substance séculaire française, et cette vieille substance elle-même où toujours la saisir? Peut-être un jour cette société née si tragiquement, élevée avec tant d'instabilité par des maîtres si nombreux et si divers, aura-t-elle enfin réussi à trouver l'équilibre qui lui permettra de commencer et de connaître une vie morale nouvelle, une vie où elle sera et se sentira en harmonie avec elle-même. Le jour où luira cet heureux destin, le luxe d'un Richardson et d'un Fielding ne lui manquera certainement pas; en attendant, je crains qu'il ne faille nous contenter longtemps de romanciers qui ne nous présentent de notre état social actuel que des tableaux partiels, fragmentaires, dissemblables, mais fidèles après tout, puisqu'ils offrent précisément par ces caractères une image assez exacte de notre anarchie morale. Nous nous en consolerons aisément d'ailleurs, pourvu que ces peintures partielles continuent à être aussi amusantes que les anecdotes parisiennes de Gustave Droz, aussi gracieuses que les scènes provinciales d'André Theuriet, et aussi dramatiques que les récits des diverses bohèmes d'Alphonse Daudet.

ÉMILE MONTÉGUT.

LE JUGE DE PAIX

Il faisait nuit depuis longtemps lorsqu'une voiture traversa le bourg de Vermont, situé dans les montagnes du Jura, à peu de distance de la Suisse. — C'est le docteur Fresnel qui vient de visiter ses malades, se dirent les habitans, que le bruit des roues sur le pavé raboteux arrachait au sommeil. — C'était lui en effet; mais il revenait de la station du chemin de fer, d'où il ramenait un voyageur. Arrivé devant une maison blanchie à la chaux, le cheval s'arrêta de lui-même, et, quelques instans après, le docteur et son compagnon de route se trouvaient dans une des pièces du premier étage, où les attendait une table chargée de viandes froides et de fruits.

Le docteur Fresnel, bien qu'il eût dépassé la trentaine, paraissait aussi jeune que son compagnon. Il était complétement rasé; sa figure calme, souriante, son regard franc et limpide, indiquaient un caractère bien réglé, bien pondéré. Le visage de son commensal, en partie couvert d'une barbe noire, laissait deviner une grande vivacité d'impressions; sous la peau bronzée par le soleil, le sang affluait et se retirait brusquement, le front large et haut, l'œil tour à tour rêveur, mélancolique et éclairé de lueurs subites, révélaient une grande mobilité nerveuse et en même temps une nature énergique.

— Mon cher Avrial, dit le docteur, tu vois que j'ai rempli tes instructions, nous sommes seuls, j'ai trouvé un prétexte pour envoyer ma femme chez sa mère avec la servante.

— Personne ne se doute de mon retour?

— Personne; je croyais, comme tout le monde, que tu avais succombé dans un naufrage sur les côtes de Dalmatie, lorsqu'une lettre de toi m'apprit que tu avais échappé au sort de tes compagnons. Je respectai ton désir et gardai pour moi cette bonne nouvelle; je t'ai laissé le plaisir de procurer à nos amis la surprise de ta résurrection.

— Merci, mon bon Fresnel, et, comme tu t'es conformé à ma prière

sans chercher à en deviner les motifs, tu as droit à ma confiance, je te dirai tout.

Le docteur attendait les confidences de son ami. Celui-ci ne se pressa pas de parler; il semblait se recueillir, puis une question qu'il fit donna un autre cours à l'entretien. Par une transition naturelle, il s'enquit des personnes qu'il connaissait et s'oublia dans ces mille détails rétrospectifs qui ont tant d'intérêt pour le voyageur revenant après une longue absence. Le temps s'écoulait; tout en remontant le cours de ses souvenirs, il était tombé dans une rêverie profonde.

— Mon cher Avrial, dit le docteur, tu as besoin de te reposer, je vais te conduire dans ta chambre. A demain.

— Oui, à demain les affaires sérieuses.

Le soleil se jouait depuis longtemps dans le feuillage de la vigne et de la glycine qui garnissaient la muraille, lorsque le docteur entra chez son hôte. Celui-ci, dissimulé derrière les persiennes, contemplait les montagnes qui, dans le lointain, apparaissaient avec leurs cimes perdues dans les nuages et leur parure de sapins, puis observait avec un indicible intérêt le mouvement de la petite ville. En ce moment, son attention était concentrée sur deux femmes qui remontaient la rue.

L'aînée, qui pouvait avoir vingt-trois ans, était vêtue avec un luxe que ne comportaient ni l'endroit, ni l'heure matinale. Le visage était beau, mais un maintien impérieux, une expression orgueilleuse, éloignaient la sympathie. Sa compagne, petite et frêle, était mise avec une simplicité extrême; elle avait une physionomie agréable dont la douceur et la timidité étaient les caractères dominans. Il était difficile de deviner des sœurs dans ces deux personnes si dissemblables.

— Je te surprends, dit le docteur qui était entré sans être entendu, en flagrant délit d'admiration devant la belle Mme de Carental.

— C'est en effet ainsi qu'on désignait Marthe autrefois.

— Et qu'on la désigne encore; tu arrives juste à point pour assister à son second mariage.

— Avec Maurice Marsolier, le fils du juge de paix? Tu m'en as parlé dans ta dernière lettre; tu crois donc qu'il s'accomplira?

— C'est l'opinion de tout le monde; est-ce que cela dérangerait tes projets?

Avrial porta ses regards vers les sombres murailles d'une construction moitié seigneuriale, moitié bourgeoise, qui se dressait sur une hauteur voisine, au milieu des arbres. Il restait muet, son visage avait pris une expression de tristesse rêveuse. — Mon ami, dit-il enfin, en revoyant cet antique domaine de la Ricardais, je ne

puis me défendre d'une émotion profonde : des souvenirs de reconnaissance et d'affection m'y rattachent, je ne saurais être indifférent au sort de celles qui l'habitent. L'heure est venue de m'ouvrir à toi : tu me blâmeras peut-être, mais tu comprendras ma conduite.

Il allait commencer lorsqu'on frappa discrètement à la porte. Le docteur passa dans la pièce voisine, où il introduisit un vieillard de haute taille, dont le front était encadré de beaux cheveux blancs. Il y avait dans ses yeux intelligens et doux, dans sa bouche aux lignes correctes, dans tous les traits de son visage, une expression de loyauté qui captivait la confiance. C'était le juge de paix, M. Marsolier. Au moment où il se disposait à jouir d'un repos chèrement acheté, on était venu lui dire : Il y a des services à rendre à vos concitoyens, les passions locales sont déchaînées à Vermont, des luttes aussi mesquines qu'acharnées mettent aux prises les habitans; il s'agit de ramener le calme et la concorde parmi ces esprits troublés, voulez-vous vous en charger? Il s'était mis à l'œuvre et avait montré ce que peut faire un homme éclairé, ferme et n'écoutant que sa conscience; il avait apaisé les luttes, les esprits les plus rebelles subissaient l'ascendant de sa parole.

Le docteur le reçut avec un empressement dans lequel l'affection se mêlait au respect. Il remarqua que le vieillard, dont les manières étaient habituellement empreintes d'une grande sérénité, était sombre et soucieux.

— A quelle circonstance, mon cher juge, dit-il, dois-je la bonne fortune de votre visite?

— L'objet de ma visite est grave et douloureux; c'est le magistrat aussi bien que l'ami qui vient s'entretenir avec vous. Veuillez me prêter quelques instans d'attention, car vous aurez peut-être votre part dans les événemens qui sont à la veille de s'accomplir. Il y a un peu plus d'un an, à l'époque de la chasse, Maurice amena chez moi un de ses amis. C'était le fils d'un négociant de Paris nommé Cemoncel. Les journées s'écoulaient gaiement, et le soir, quand ils revenaient de leurs courses à travers nos montagnes giboyeuses, la maison du vieux juge de paix retentissait de rires bruyans. Mon fils avait présenté son ami à la Ricardais, ils y allèrent souvent; un jour ils en partirent en compagnie d'Avrial et se dirigèrent du côté de la Rocandé. La chasse eut une issue tragique; on rapporta le corps du malheureux Cemoncel tué d'un coup de fusil. On crut d'abord qu'il avait été victime d'une de ces maladresses fatales à tant de chasseurs inexpérimentés; mais ensuite on se ravisa, l'explication qui avait été admise par tout le monde parut inacceptable. Les détails de la catastrophe conduisirent à cette conclusion, que Cemoncel avait dû mourir de la main d'un de ses compagnons. Le nom d'Avrial fut prononcé, timidement d'abord, puis avec assurance. Si

rien dans son passé ne justifiait cette accusation, on trouvait étrange sa brusque disparition, on se rappelait qu'il n'avait parlé de l'événement qu'avec une extrême réserve, et que ses réponses trahissaient la préoccupation d'un homme qui en sait plus qu'il n'en veut dire. Maurice était convaincu de l'innocence de son ami, il le défendait contre les soupçons; mais ses renseignemens incomplets, par cela même qu'ils ne justifiaient pas Avrial, semblaient l'accuser.

— Et vous, monsieur, le croyez-vous coupable?

— Dieu m'en garde! Il appartient à une famille que le soupçon n'a jamais effleurée, jamais sa loyauté n'avait été mise en doute. Et c'est moi qui le frapperais d'un verdict anticipé, moi qui mieux que personne ai pu le juger et l'apprécier! Nous avons passé bien des soirées ensemble, bien souvent nous avons parcouru les beaux sites de nos montagnes, et dans ces longues conversations où les questions les plus diverses, les plus sérieuses comme les plus frivoles, étaient abordées tour à tour, il se livrait tout entier. Il était jeune par les élans du cœur et la générosité des sentimens, il était mûr par le calme et la profondeur avec lesquels il envisageait les plus hauts problèmes. Je formais pour lui des plans d'avenir; je me disais qu'un jour le pays serait heureux d'avoir en lui un interprète de ses intérêts. Je caressais d'autres rêves encore. L'accusation dont il est l'objet est venue renverser tous ces projets. Il était parti, l'écho des rumeurs qui avaient troublé notre petite ville s'était peu à peu éteint. La nouvelle de sa mort se répandit, on ne songea plus à l'accuser, on n'eut que des regrets pour cette carrière si brillamment commencée et si prématurément interrompue. Je déplorais sa mort, et cependant je me disais : au moins elle l'a soustrait aux douloureux débats du prétoire; mais la mort l'a épargné, il a été vu, paraît-il, à Lyon, et l'on suppose qu'il a pris le chemin de ce pays. C'est à moi qu'on donne la mission de le faire chercher et arrêter; il faut que je le signale au zèle des gendarmes, que je sois le premier agent de l'épreuve qui lui est réservée.

— Et vous croyez qu'il est de retour?

— J'ai répondu ce matin au parquet que rien n'avait décelé sa présence ici.

— S'il revenait, il comprendrait aussitôt le danger qui le menace et s'empresserait de fuir.

— C'est aussi mon espérance; mais demain, aujourd'hui peut-être, viendront des instructions nouvelles, plus précises et plus impérieuses. Heureusement je serai loin d'ici; j'ai demandé et obtenu depuis quelque temps un congé, et je pars ce soir. Vous savez que vous êtes mon suppléant; vous me remplacerez pendant mon absence, le maire vous en communiquera l'avis officiel aujourd'hui.

La voix du vieillard tremblait; il était facile de voir qu'il ne disait

pas toute sa pensée. Il y avait dans son regard une expression triste et embarrassée; peut-être soupçonnait-il la présence d'Avrial et invitait-il par voie d'allusion le docteur à le sauver pendant que lui-même n'était pas encore investi des fonctions qui allaient enchaîner sa liberté, peut-être, dans cette lutte que l'amitié et le devoir se livraient en lui, se reprochait-il de transiger avec les austères obligations de sa charge. M. Marsolier donna au docteur quelques instructions relatives aux fonctions pour lesquelles il était bien novice et se leva. Celui-ci rejoignit son ami, qu'il trouva assis auprès de la table, la tête appuyée sur son bras et plongé dans de profondes réflexions.

— Tu as entendu notre conversation? dit le docteur.

— Je n'en ai pas perdu un mot, et je te remercie de croire à mon innocence quand tant de gens m'accusent.

— Je suis sûr qu'il te serait facile de les réduire au silence.

Avrial ne répondit pas.

— Et maintenant, reprit son ami, que comptes-tu faire?

— Je profiterai aujourd'hui de ton hospitalité; la nuit venue, je m'éloignerai.

II.

Lorsque les ombres du soir se furent étendues sur la petite ville, lorsque les derniers échos des bruits du jour se furent éteints, Avrial fit ses adieux à son ami, se glissa le long des maisons et gagna la campagne. Il éprouvait une émotion douce et triste à la fois en se retrouvant dans les endroits qu'il avait tant de fois parcourus aux heures insouciantes de sa jeunesse. Les souvenirs lui revenaient en foule avec leur cortége de riantes images. Les murailles de la Ricardais se dressaient devant lui pour évoquer les émotions de son enfance, pour opposer les joies du passé à son anxiété présente. Bien souvent il avait joué sur les pelouses voisines, bien souvent il s'était égaré dans les sentiers ombreux qui serpentaient alentour. Une vieille amitié unissait son père et M. Botherel, le père de Marthe et d'Ursule, les deux sœurs qu'il avait vues passer le matin. Ils avaient l'un pour l'autre une égale estime, échangeaient tous leurs secrets; mais à M. Avrial échut longtemps le rôle d'obligé. Sauvé par son ami de la ruine et de la honte d'une faillite, encouragé et soutenu par lui dans des circonstances critiques, il aurait voulu pouvoir à son tour lui rendre service. — Quand donc me sera-t-il permis de régler ma dette de reconnaissance? dit-il un jour à M. Botherel.

— Bientôt peut-être, lui répondit celui-ci; quand je te laisserai le soin de me remplacer auprès de mes filles.

En sentant les atteintes du mal qui devait l'emporter, il tremblait pour leur avenir. L'aînée, gâtée par une mère aveugle, ne prenait conseil que de ses caprices et neutralisait ses heureuses qualités par l'indomptable violence de son caractère; l'autre, douce et résignée, n'avait au foyer de la famille qu'une place effacée. M. Botherel confia ses inquiétudes à son ami. Celui-ci accepta la tutelle des deux sœurs après la mort de leur père, mais il n'en put remplir longtemps les devoirs, et la pensée de laisser sa tâche inachevée vint troubler ses derniers momens.

— Ah! je meurs trop tôt, dit-il avec amertume, puisque je n'ai pas acquitté ma dette, qui me remplacera?

— Moi, si vous voulez, répondit une voix jeune à côté de lui.

— Toi, Édouard!

Le malade sourit tristement. Il fallait en effet une grande ignorance des choses de la vie ou une singulière présomption pour qu'un jeune homme, à peine plus âgé que celles qu'il prétendait « protéger, » osât réclamer une pareille mission. Ce n'était cependant pas une parole échappée légèrement à la tendresse filiale. Édouard Avrial avait pris au sérieux la responsabilité qu'il avait assumée. Il sauvait le côté presque ridicule de son rôle par l'ardeur du dévoûment qu'il témoignait aux deux sœurs et la réserve délicate de ses procédés. Il s'était fait homme d'affaires pour défendre leurs intérêts, il s'était armé d'une maturité précoce pour les préserver des écueils qui menaçaient leur avenir; mais, s'il trouvait dans Ursule, la cadette, une reconnaissance empressée, Marthe, toujours impérieuse et fantasque, décourageait ses efforts par son langage et son parti-pris d'opposition. Il avait cependant persévéré, et maintenant encore le souvenir de l'engagement pris au lit de mort de son père remplissait sa pensée. Il se sentait gagné par une amère tristesse en songeant au mariage par lequel Marthe allait enchaîner sa vie; il en entrevoyait les suites avec effroi. En partant, il avait cru bien faire; maintenant les conséquences de son éloignement se présentaient à lui, il se le reprochait comme une désertion coupable et s'imposait le devoir d'en prévenir les effets.

Une sorte d'attraction le poussait vers la lumière qui brillait à travers les arbres. Instinctivement il suivit l'allée de mélèzes bien connue de lui, il s'engagea dans les sentiers tortueux tracés au milieu des massifs; une haie vive entourait le jardin, et ce ne fut pas sans effort qu'il parvint à la franchir pour entrer dans l'enclos. Le bruit des voix et du piano lui arriva par la fenêtre ouverte; il plongea ses regards dans le salon. Quatre personnes y étaient réunies; Mme Botherel tenait un tricot sur lequel sa main restait inactive; elle regardait avec une expression d'indicible tristesse sa fille aînée qui faisait résonner les touches de l'instrument. C'était bien

l'attitude de la mère qui, après avoir concentré sur son enfant de prédilection toute sa tendresse, voit son autorité méconnue et déplore les effets de sa faiblesse. Ursule, assise à ses côtés, lui prodiguait les attentions les plus délicates, sans parvenir à triompher de son morne abattement.

— Pauvre mère! se dit Avrial, elle est cruellement punie. L'orgueil aurait-il complétement desséché le cœur de Marthe?

Il reporta son attention sur celle-ci. Sa beauté, alors dans tout son développement, avait cette expression altière et hautaine qui l'avait déjà frappé. Dans l'intimité de la famille, elle était mise avec une recherche que faisait encore ressortir la toilette si simple de sa sœur. Un jeune homme était debout à côté d'elle et tournait les feuillets du morceau de musique que jouait Marthe. Il était vêtu avec élégance, sa taille était bien prise et ses traits réguliers; mais ses yeux voilés, ses lèvres minces exprimaient la dissimulation et le calcul.

Pendant qu'Avrial embrassait cette scène du regard, Ursule tourna vers le jardin son doux et charmant visage; il craignit d'être aperçu et se jeta dans un massif de lilas qui s'élevait auprès de la fenêtre.

La fraîcheur de la nuit commençait à se faire sentir. — Ursule, dit Marthe, qui venait de quitter le piano, va me chercher mon fichu. — Elle prit négligemment le cachemire que lui présentait sa sœur sans lui adresser un remercîment, le jeta sur ses épaules et se dirigea vers la fenêtre; Maurice l'y suivit. Avrial était tout près d'eux, caché par le feuillage. Le fils du juge de paix répétait les phrases vieilles comme le monde sur les charmes d'une soirée d'automne et sur les sentimens qui l'agitaient; se laissait-elle séduire par cette rhétorique banale? Il était difficile d'en juger aux courtes réponses qu'elle faisait, mais elle ne le décourageait pas.

— Marthe, lui dit Maurice, mon père est parti ce soir, et je n'ai pas voulu l'accompagner, je ne pouvais me résigner à m'éloigner de vous; vous avez accueilli l'offre de mon dévoûment, le jour n'est pas loin où vous comblerez tous mes vœux, et cependant j'ai peur. Quand nos plus ardentes espérances sont près de se réaliser, on craint de les voir s'évanouir. Savez-vous ce que disent ceux qui sont jaloux de ma félicité? Ils prétendent que vos résolutions sont changeantes.

— Ainsi, dit-elle avec un suprême dédain, vous prenez conseil des jugemens de la foule?

— Si l'on vous accuse, Marthe, ne vous en prenez qu'à votre supériorité, qui irrite l'envie et déchaîne la critique; on n'éclipse pas impunément toutes les autres femmes.

Marthe restait silencieuse; il s'arrêta quelques instans.

— Ce n'est pas d'aujourd'hui que je vous aime, reprit-il. Lorsque

je vous ai vue épouser à dix-neuf ans un homme qui avait plus du double de votre âge, il me sembla que c'était mon bonheur qu'on me dérobait. En vous retrouvant libre, je me repris à espérer; je savais bien que d'autres ambitionnaient votre main, mais je savais aussi que vous distingueriez, entre tous les dévoûmens qui s'offraient à vous, le plus ardent, le plus désintéressé...

— Qui ne vous empêcha cependant pas de vous éloigner.

Maurice resta un instant embarrassé par le regard de Marthe, mais reprit aussitôt son assurance.

— Oui, répondit-il, je quittai le pays et subis l'épreuve de longs mois d'exil; mais vous ne savez pas que pendant ce temps j'étais occupé de vous, de vous seule. Je me disais : elle est faite pour briller et commander, il est impossible qu'elle reste confinée dans un milieu où nul ne peut l'apprécier; il faut qu'elle vive à Paris, c'est le seul théâtre digne d'elle, et il faut qu'elle y soit entourée d'un luxe en harmonie avec sa supériorité. Le rêve que je poursuivais fortifia mon courage, je me mis à l'œuvre, et les résultats que j'ai obtenus me donnent une foi complète dans l'avenir.

— Vraiment!

— Demandez à M. Férembach, cet homme si puissamment riche dont le château s'élève à une lieue d'ici. Il connaît mes projets, il m'a aidé de ses conseils. A propos, vous avez dû recevoir de lui une invitation.

— Que je me dispenserai d'accepter.

— Je me suis porté garant pour vous; puis-je connaître les motifs de ce refus?

Marthe allégua l'origine suspecte de la fortune des Férembach, les bruits qui couraient sur leur compte. Il railla ses scrupules; voulait-elle donner raison à ceux qui prétendaient qu'elle se trouvait mal à l'aise au milieu des hôtes brillans du château de Grandval! Elle se refusait un triomphe assuré et jouait le jeu de ses envieux; elle ne disait pas tout : Avrial lui avait autrefois interdit toutes relations avec ces opulens voisins, et elle obéissait à ses volontés.

Aucun argument ne pouvait agir davantage sur cet esprit orgueilleux, qui s'indignait à la seule pensée qu'une influence pût s'imposer à elle. Maurice, la voyant ébranlée, la pressa plus vivement.

— J'irai, dit-elle enfin.

Avrial attendait avec anxiété l'issue de cet entretien. Il entendit avec effroi Marthe se lier par une promesse dont elle ne calculait pas la portée. Maurice s'étant éloigné en fredonnant, il resta quelques instans encore dans le jardin et ne partit que lorsque toutes les lumières furent éteintes aux croisées de la Ricardais. Une fois sorti par le chemin qui lui avait donné entrée, il se promena dans

le silence de la nuit, songeant au péril qui le menaçait, songeant plus encore à celui qui planait sur cette demeure des amis de son père. — O Marthe, pensait-il, où vous laissez-vous entraîner par un puéril orgueil! C'est cet homme que vous prenez pour guide, lui à qui votre porte ne devrait jamais s'ouvrir. Quoi qu'il m'en doive coûter, je vous viendrai en aide. Je resterai jusqu'à ce qu'il me soit prouvé que je ne puis rien pour vous sauver.

A quelque distance de la Ricardais se trouvait le site sauvage de la Rocandé. Là, au milieu des bois et des rochers, se dissimulait une cabane solitaire qu'habitait avec sa famille un certain Gérôme Bosquet. Il était bûcheron de son état, et sa femme exécutait ces petits objets en buis qui donnent lieu dans le pays à une industrie importante dont le centre est à Saint-Claude. C'est de ce côté que se dirigea Avrial; il était sûr d'y trouver bon accueil, car Gérôme Bosquet avait été comblé des bienfaits de sa famille: il avait épousé la fille d'une vieille servante de son père, morte sous le toit où elle avait servi de longues années. Lorsqu'il approcha de la cabane, la nuit n'était pas encore près de finir. Il s'arrêta au bord d'un de ces lacs microscopiques qui sont fréquens en Franche-Comté, nappe d'eau limpide et transparente à laquelle l'ombre épaisse des arbres conserve pendant l'été sa fraîcheur, et s'assit sur l'herbe en attendant que le soleil montrât son disque enflammé derrière les sapins. Le paysage passait graduellement par toutes les teintes de l'aurore; les reflets de la lumière et l'ombre des arbres agités par le vent se jouaient à la surface de la pièce d'eau. La campagne s'animait peu à peu, le chant des oiseaux retentissait dans le feuillage. Avrial était sous le charme; pour la première fois depuis son retour il savourait la joie de revoir le pays natal.

Il s'oubliait depuis longtemps dans ses rêveries, lorsqu'une femme pauvrement vêtue s'approcha du petit lac, chargée d'un paquet de hardes qu'elle se disposait à laver. Quoiqu'elle fût encore jeune, ses traits étaient flétris par les rudes labeurs de chaque jour; sa physionomie indiquait une tristesse résignée. Avrial, absorbé dans ses pensées, ne la voyait pas. Elle le regardait et se demandait qui venait à une heure si matinale troubler la solitude de la pièce d'eau. A un mouvement qu'elle fit il leva la tête.

— Bonjour, Marianne, lui dit-il, ne me reconnaissez-vous pas?

Elle fixait sur lui des regards stupéfaits.

— C'est bien sa voix, murmura-t-elle, c'est bien son visage, et pourtant on disait qu'il était mort.

Elle ne pouvait cependant se méprendre à l'affectueux sourire du fils de ses anciens maîtres. Elle laissa tomber son paquet et lui prenant les mains comme pour s'assurer qu'il était encore vivant.

— Dieu soit loué, monsieur Édouard, dit-elle enfin, puisqu'il vous ramène parmi nous!

Et la brave femme épancha sa joie dans un bavardage touchant : c'étaient des questions sans fin, des exclamations, des effusions de dévouement et de reconnaissance.

— Le docteur Fresnel s'est souvent entretenu de vous avec moi, dit-elle, c'est lui qui serait heureux de vous revoir!

— Ne laissez soupçonner ni à lui ni à personne ma présence ici, entendez-vous, Marianne?

Elle ouvrit de grands yeux étonnés; mais un désir de lui était sacré pour elle. Tout en causant, elle le précéda dans les sentiers tortueux tracés sous la voûte des arbres, et le fit entrer dans la cabane composée d'une vaste pièce et d'un grenier. Avrial examinait avec un douloureux intérêt cette demeure où tout accusait l'indigence. Il interrogea Marianne, qui chercha à éluder ses questions; il devina plutôt qu'il n'apprit une de ces histoires si fréquentes dans les ménages du peuple. Le mariage s'était accompli sous d'heureux auspices que le lendemain avait démentis. Gérôme, robuste et laborieux ouvrier, pourvu de cette instruction élémentaire qui ne manque à personne dans le Jura, avait ensuite subi des influences malfaisantes, perdu le goût du travail régulier; puis étaient venues les habitudes du désœuvrement et de la boisson, la misère avait envahi le foyer abandonné par le mari, et la pauvre femme s'épuisait à la tâche pour fournir du pain à la famille. Au bruit qui se fit aux abords de la cabane : — C'est lui, dit Marianne. — Gérôme n'était peut-être pas seul; elle fit monter Avrial par l'échelle dans la mansarde.

Le bûcheron heureusement n'était pas accompagné. Il pouvait avoir quarante ans. Sa figure, en partie cachée par une barbe épaisse, avait une expression médiocrement intelligente, et sous une écorce fruste on devinait un caractère faible. Son regard était mobile et inquiet comme celui des hommes qui ont une surveillance à déjouer. Son œil exercé surprit les traces qui révélaient la présence d'un étranger, et sa figure exprimait l'irritation.

— Quelqu'un est entré là, dit-il d'une voix sourde en montrant la mansarde restée entr'ouverte.

Il prit un bâton et s'avança vers l'échelle. Avrial se montra.

— Est-ce donc en ennemi, dit-il, que je suis reçu par Gérôme Bosquet?

Le bâton tomba des mains du bûcheron, partagé entre la joie de revoir Avrial et la confusion de se retrouver ainsi devant lui. Pour faire diversion à cet examen gênant, et sans bien se rendre compte de ce qu'il disait, il lui proposa de fêter son retour le verre à la main.

— Vous n'avez que trop bu aujourd'hui, lui dit son hôte, venez avec moi.

Gérôme le suivit docilement et trempa ses mains dans la rosée dont il s'humecta les tempes pour dissiper les fumées de l'ivresse.

— Gérôme, lui dit Avrial, quand ils furent à quelque distance de la cabane, j'ai vu près de la cheminée un fusil qui porte encore le nom mal effacé de Maurice Marsolier; vous chassez donc?

— Quelquefois.

— Puis il est bon d'avoir des armes quand on se livre à la contrebande.

— Comment savez-vous cela?

— Si je l'avais ignoré, je n'aurais eu besoin que d'examiner votre grenier et vos poches gonflées d'objets de contrebande; mais je savais depuis longtemps que vous faisiez de fréquens voyages en Suisse : c'est un métier mauvais et dangereux que vous faites là, puis vous vous exposez à tuer de braves gens dont le seul tort est de remplir leur devoir en vous surveillant, vous et vos pareils.

Il s'arrêta et observa le visage de Gérôme, qui s'était couvert d'une subite pâleur.

— Quelque temps avant mon départ, reprit Avrial, un douanier périt en poursuivant un contrebandier; on vous soupçonna.

— Bien à tort, je vous le jure. Je revenais de Saint-Imier, chargé de marchandises. La nuit m'avait favorisé lorsque la lune projeta sa lumière sur les rochers; un douanier m'aperçut et me poursuivit au milieu des sentiers les plus difficiles. Arrivé au bord d'une crevasse, il se heurta contre un obstacle qu'une main inconnue y avait placé, et alla se briser au fond du précipice; mais ce n'est pas moi qui avais tendu le piége.

— Je vous crois, et cependant, si l'on s'était emparé de vous, c'est vous qui auriez porté la responsabilité du meurtre. Vous n'étiez pas innocent à vos propres yeux, vous qui aviez causé la mort de ce malheureux. Votre visage devint plus sombre, et c'est surtout depuis ce moment que vous avez pris l'habitude de l'ivresse, comme si vous vouliez échapper à de pénibles souvenirs.

Le silence de Gérôme ressemblait à un aveu.

— Vous subissiez, reprit Avrial, une pernicieuse influence. Vous étiez autrefois un travailleur infatigable, mais les aventures des contrebandiers, les émotions de la lutte, les courses dans les montagnes, vous séduisaient. Un homme profita de ces dispositions et vous prit comme auxiliaire. Maurice Marsolier se servit de vous pour introduire en France des marchandises étrangères. Il avait besoin d'argent, il se savait protégé contre les soupçons par les fonctions et le nom vénéré de son père. Qui pouvait supposer que le fils du juge de paix dirigeait une agence de contrebande, qu'il

introduisait subrepticement des montres, des dentelles dans la maison paternelle, qu'il les expédiait ensuite à Paris à des correspondans chargés de les écouler? Le malheureux Cemoncel s'employait à cela. Vous voyez, Gérôme, que je suis bien informé... Vous étiez le complice de ses manœuvres ténébreuses. Il redoutait vos indiscrétions et tenait à les prévenir en vous enchaînant à lui. Il fallait vous maintenir dans un état de gêne qui vous enlevât toute tentation de revendiquer votre indépendance; voilà pourquoi il a encouragé cette habitude de la boisson dont vous êtes devenu l'esclave, voilà pourquoi il vous a lié par des avances d'argent que vous ne pouviez rembourser, et le soupçon d'un meurtre planant sur votre tête l'assurait mieux encore contre vos révélations. Êtes-vous bien sûr que la mort du douanier, en vous plaçant sous la menace d'une poursuite, n'entrât pas dans ses combinaisons? Ne vous êtes-vous pas demandé qui avait tendu ce piége? Maurice allait souvent vous attendre au retour. Êtes-vous sûr que cette nuit-là il n'était pas dans la montagne? Oh! Gérôme, pourquoi n'avez-vous pas réfléchi davantage et n'avez-vous pas cherché à vous rendre compte des circonstances qui auraient pu vous éclairer?

L'intelligence rebelle de Gérôme avait peine à suivre le fil de ces déductions, son amour-propre se refusait à admettre le rôle de dupe qu'on lui attribuait; cependant il était troublé, inquiet. Avrial continua :

— Il savait que votre témoignage aurait pesé d'un poids léger contre le sien; mais lui aussi avait peut-être, pour d'autres motifs encore, peur de vous. C'est près d'ici qu'un étranger périt dans une partie de chasse; n'en a-t-il jamais été question entre vous?

— Une seule fois, et je le regrettai en voyant le chagrin que je lui causais. C'était lui qui avait amené son ami ici. Il était la cause involontaire de sa mort et ne pouvait se la pardonner. Je compris la maladresse que j'avais faite en lui rappelant un si cruel souvenir, et je lui promis que jamais je ne parlerais plus de ce triste événement. C'est malgré moi que je manque à ma parole; je n'ai rien d'ailleurs à vous apprendre, puisque j'arrivais auprès de vous juste au moment où le coup partit à une centaine de mètres.

Avrial examina attentivement le contrebandier et demeura convaincu que son langage était sincère, qu'il plaignait Maurice sans le soupçonner.

— Vous avez raison, dit-il; il faut tenir votre parole et garder le silence. Maurice a pour père le plus honnête homme que je connaisse; mais son influence vous est funeste, je vous aiderai à vous y soustraire.

III.

Dans l'après-midi, Avrial s'enfonça dans le bois. Ce fut avec une sorte de charme mélancolique qu'il retrouva le sentier bordé de fougères et de digitales, la roche couverte de saxifrages, le grand hêtre sous lequel il était venu si souvent lire et rêver au gazouillement des oiseaux. Les géans de la forêt comme les arbrisseaux murmuraient à son oreille quelque évocation du passé, réveillaient des souvenirs qui sommeillaient dans un coin de sa mémoire; il arriva ainsi à la lisière du bois. Le chemin vicinal déroulait à quelques pas ses sinuosités jaunâtres; une femme à cheval lui apparut dans le lointain. A mesure que la distance diminuait entre eux, il lui semblait la reconnaître. C'était bien Marthe qui approchait; il s'avança jusqu'au bord de la route.

— Madame de Carental, dit-il, veut-elle permettre à un ami des anciens jours de lui présenter l'expression de son dévoûment?

Au timbre de cette voix bien connue, ses yeux manifestèrent de la joie, mais elle n'éprouva pas cette émotion que provoque ordinairement la vue d'une personne dont on s'est cru séparé pour toujours. Avrial saisit la nuance, il crut remarquer dans son maintien étudié, un peu hautain, la réserve de quelqu'un qui raisonne ses impressions. A sa prière, elle poussa son cheval sous les arbres et, quand ils furent à quelque distance de la route, derrière un rideau de broussailles qui les abritait contre les regards des passans, elle sauta légèrement à terre. Il était plus ému qu'elle, et ce fut d'une voix attendrie qu'il évoqua les fraîches images du passé, scènes tour à tour gaies et tristes qui, à l'âge de la maturité, éveillent en nous de mélancoliques pensées. Marthe subissait le charme de ses paroles, et s'efforçait de n'en rien laisser paraître sur sa belle et orgueilleuse figure. Après quelques mots consacrés à son absence, Avrial reprit :

— Il y a bien longtemps que je ne vous ai vue, Marthe, et vous m'apparaissez dans tout l'éclat de votre beauté. Votre teint a conservé sa fraîcheur, vos yeux ont toujours ce rayonnement que l'on admirait autrefois; mais en retrouvant sur vos traits cette nuance d'impérieuse hauteur que je connais bien, j'ai peur que vous ne soyez peu disposée à écouter les conseils d'un ami.

La physionomie de la jeune femme semblait justifier ces craintes; elle promenait sur la mousse l'extrémité de sa cravache et en fouettait les tiges de fougères avec des signes manifestes d'impatience. Il ne parut pas s'en apercevoir et continua.

— Dès votre enfance, habituée à voir toutes les volontés abdiquer devant la vôtre, enivrée d'éloges et d'hommages, vous preniez plai-

sir à braver les avis; ce fut dans un de ces mouvemens de révolte que vous avez épousé un homme dont vous auriez pu être la fille. Ce mariage ne fut pas heureux, et lorsque la mort vous enleva ce compagnon d'une seule année, vos regrets ne pouvaient être bien amers. Aujourd'hui vous vous disposez à vous remarier.

Le silence d'Avrial sollicitait une réponse, Marthe resta muette; ses regards l'invitaient froidement à continuer.

— Vous devez vous remarier Marthe, reprit-il, et c'est Maurice Marsolier que vous vous proposez d'épouser.

— Ah! répondit-elle avec un accent railleur, en attendant qu'il vous plût de sortir de la tombe imaginaire où vous étiez descendu, votre pensée daignait s'enquérir de moi.

— J'ai fait mieux, Marthe, j'ai dérobé le secret de vos entretiens; j'étais hier auprès de votre fenêtre, j'ai tout entendu.

— Permettez-moi de vous féliciter du rôle auquel votre sollicitude pour moi a bien voulu descendre.

— Ma sollicitude, vous avez raison, elle était en éveil pour vous empêcher de courir à votre perte.

— Epargnons les grands mots, et dites-moi pourquoi ce mariage n'est pas de votre goût.

— Je pourrais faire le procès de la jeunesse de Maurice et y trouver mille motifs suffisans pour vous éloigner de lui. Je me borne à vous demander si vous voulez mettre votre main dans la main d'un meurtrier?

Marthe eut un mouvement d'horreur qu'elle réprima aussitôt.

— C'est le corps de réserve que vous faites donner, dit-elle avec un sourire incrédule.

— Ne raillez pas, c'est un devoir sacré que j'accomplis, permettez-moi d'abord d'espérer que cet entretien restera secret.

D'un signe elle lui promit le silence.

— C'est près d'ici, reprit-il, que M. Cemoncel perdit la vie; croyez-vous encore que sa mort fut le résultat d'un accident?

— Ce fut l'opinion de beaucoup de gens, non la mienne.

— Ainsi dans votre pensée un assassinat fut commis.

— Vous oubliez l'hypothèse d'un duel convenu d'avance entre deux hommes décidés à couvrir d'un voile impénétrable les motifs de leur haine.

La coquetterie et l'imagination romanesque de Marthe l'égaraient-elles au point de lui faire sincèrement admettre la supposition d'une lutte mystérieuse provoquée par une rivalité dont elle avait été l'objet? N'était-ce pas une fin de non-recevoir opposée à des conseils qui lui déplaisaient? L'expression étrange de son visage laissait la question douteuse. Avrial stupéfait recula d'un pas.

— Ah! Marthe comment une pareille pensée a-t-elle pu surgir

dans votre esprit? vous éprouviez donc un bien grand besoin de justifier Maurice à vos propres yeux!

— Maurice! qui vous dit que je songe à lui?

— Si ce n'est pas à lui, ce serait donc à moi?

Marthe ne répondit pas. Il resta un instant interdit, confondu.

— Moi, moi, dit-il enfin avec tristesse. Ah! je ne méritais pas une pareille offense. Vous avez beau torturer votre raison pour entourer le drame de circonstances qui en dissimulent l'horreur, le bon sens proteste, mon honneur se révolte et je tiens à vous détromper; laissez-moi donc vous rappeler les faits.

— J'aurais mauvaise grâce à ne pas écouter religieusement un récit apporté de si loin.

La voix de Marthe avait un accent ironique, il était facile de voir qu'elle était décidée à ne pas se laisser convaincre.

— Nous étions tous les trois, reprit Avrial, Cemoncel, Maurice et moi dans le salon de la Ricardais. Vous teniez le dé de la conversation, jamais vous n'aviez été plus aimable et plus séduisante; tout le monde était sous le charme, et votre malice trouvait plaisir à aiguillonner l'amour-propre des uns, à irriter la jalousie des autres.

— Au moins vous m'accorderez que vous échappiez parfaitement au charme dont vous parlez; silencieux et ennuyé, vous aviez l'attitude du spectre de Banco.

— Ce n'était pas de l'ennui que j'éprouvais, c'était de la tristesse et de l'effroi. Vous ne vous aperceviez pas qu'un orage s'amassait dans le cœur de Maurice. Moi, je voyais son visage se contracter, je voyais les regards haineux qu'il jetait sur Cemoncel, je devinais, à l'accent de ses paroles, qu'une sourde fureur grondait en lui. Vous ne soupçonniez pas, je ne savais pas alors, comme je l'ai su depuis, que la préférence dont vous vous plaisiez à gratifier le nouveau-venu ruinait ses projets. Il était associé à Cemoncel dans d'importantes affaires, celui-ci se montrait craintif, demandait des gages et ses réclamations devenaient pressantes. Maurice l'avait amené dans son pays pour le rassurer, lui prouver qu'un mariage devait bientôt le remettre en possession d'une brillante fortune. Et vous le faisiez assister au triomphe de son créancier transformé en rival préféré, car c'était pour lui qu'étaient vos paroles les plus gracieuses, vos plus aimables sourires; vous frappiez Maurice dans son orgueil et dans ses intérêts.

Lorsque nous partîmes pour la chasse, un sombre pressentiment me serrait le cœur. Malgré l'abandon qu'affectait Maurice, l'accent de sa voix, les éclairs de ses yeux, me faisaient frissonner; son ami l'aiguillonnait follement par ses plaisanteries. Je m'étais séparé d'eux pour battre un fourré: en me retournant, je vis Maurice es-

calader une roche abrupte, son compagnon le suivait difficilement; il lui présenta le canon de son fusil en guise de perche, le coup partit, et le malheureux roula foudroyé. Quand j'arrivai, Maurice m'avait devancé; il me sembla qu'il échangeait les fusils et qu'il avait des préoccupations bien étranges dans un pareil moment. Il me sembla aussi qu'au milieu des convulsions de l'agonie, la victime dirigeait sur lui des regards empreints d'une indicible horreur. Cemoncel expira sans avoir prononcé une parole; mais tous les détails de cette scène faisaient naître l'idée d'un crime. Le rocher ne présentait aucune broussaille où le chien du fusil aurait pu s'accrocher. Le crime était évident pour moi, et le désespoir simulé du meurtrier me révoltait. Quand je lui révélai ma pensée, il protesta avec violence, cependant il se troublait sous mon regard.

— Vous l'avez tué volontairement, lui dis-je, et ma conscience me commande de vous livrer à la justice; mais je ne veux pas que la vieillesse de votre père soit chargée d'opprobre, il est un autre nom que je ne veux pas voir mêlé aux débats. Je ne parlerai pas; je partirai pour ne pas être mis dans l'alternative de mentir ou de faire des révélations terribles. J'ai annoncé depuis longtemps l'intention de faire un voyage, personne n'en sera surpris. Je partirai, mais à une condition : c'est que vous quitterez le pays pour n'y plus revenir, que vous renoncerez pour toujours à la pensée d'épouser Mme de Carental. Il prit ce double engagement, et nous nous éloignâmes. A la nouvelle de ma mort, il a violé son serment, il est revenu et a laissé s'accréditer les soupçons qui s'étaient élevés contre moi. J'ai, moi aussi, repris le chemin du pays, car, par le fait de mon silence, vous étiez exposée à épouser un assassin, mon devoir était de prévenir ce mariage.

— Tout cela est très bien arrangé, dit-elle avec un sourire sceptique, et la mise en scène ne manque pas d'effet; mais la première condition d'un témoignage, pour inspirer confiance, c'est qu'il soit désintéressé.

— Désintéressé! Si pour avoir droit à cette épithète il faut être indifférent à votre malheur, non, je ne le suis pas, car mon cœur se serre à la pensée de votre opiniâtreté. Il est temps encore de vous épargner bien des regrets, Marthe, je vous en conjure.

Elle parut en proie à une vive émotion.

— Je vous remercie de votre sollicitude, dit-elle, puis-je savoir si elle va jusqu'à me proposer un autre fiancé?

— Non, Marthe, car il faudrait à celui à qui je ferais cet honneur assez d'influence sur votre volonté pour vous protéger contre vous-même.

— Et cet homme, vous ne le connaissez pas?

— Je ne le connais pas.

Elle resta silencieuse. Une de ses mains pressait convulsivement la bride du cheval, l'autre imprimait à la cravache des mouvemens nerveux. Sa poitrine se soulevait. Un rayon de soleil qui filtrait à travers les branches éclairait son front orgueilleux, ses yeux brillaient d'un éclat farouche. D'un geste brusque elle écarta la boucle de cheveux qui effleurait sa joue, et, regardant Avrial en face, d'un air de défi :

— Vous avez bien voulu, dit-elle, rendre hommage à mon intelligence; je suis étonnée que la vôtre ne vous ait pas plus tôt éclairé. Laissez-moi parler à mon tour. La franchise est peut-être la seule qualité que vous ne m'ayez jamais contestée; je tiens à justifier cette opinion... Vous avez été pour moi un censeur sévère, inexorable, mais vous ne vous êtes jamais demandé si dans les défauts de mon caractère, dans les écarts de ma raison, vous n'aviez pas votre part de responsabilité.

— Moi, Marthe!

— Laissez-moi parler, car une autre fois peut-être je n'oserais pas vous dire ce que j'ai sur le cœur. Nous avons grandi ensemble; c'est en entendant mon père vanter les qualités de votre cœur, les ressources de votre esprit, que j'ai appris à vous connaître. Je me fis peu à peu une douce habitude de vous voir, et les heures que nous passions ensemble s'écoulaient toujours trop rapidement pour moi. Bientôt je devinai qu'une sorte de désaccord régnait entre nous. Vous avez pu trouver que ma reconnaissance répondait mal au dévouement que vous nous témoigniez; c'est que votre sollicitude n'était pas celle qui pouvait me satisfaire. Je m'insurgeais contre cette amitié qui s'obstinait à ne pas me comprendre, je cherchais, en vous raillant, à triompher de cette sérénité qui m'exaspérait; vous poursuiviez votre tâche avec la conscience d'un maître qui ne permet pas aux passions de troubler sa froide raison. Quand vous remarquiez ma coquetterie avec les autres jeunes gens, vous n'avez pas soupçonné qu'elle eût pour but de vaincre votre indifférence. Ne me demandez plus pourquoi mon cœur ulcéré accepta un mariage disproportionné. Un mot sorti de votre bouche m'aurait arrêtée, vous ne l'avez pas prononcé. Quand la mort eut dénoué cette union, je vous retrouvai ce que vous étiez auparavant. Je me rappelle bien les instans qui précédèrent cette chasse fatale; en vous voyant sombre et taciturne, je crus que vous étiez sous l'empire de la jalousie, j'aurais dû savoir qu'une pareille faiblesse n'était pas votre fait.

Elle s'arrêta et passa sa main sur son front. Elle était très pâle, ses yeux étincelaient d'un éclat fiévreux.

— Qu'importe, reprit-elle, ce qui arriva ensuite! Vous vous êtes éloigné avec une dédaigneuse insouciance, emportant le secret du

mobile qui vous faisait agir; puis vint cette comédie de votre mort. Les autres y ont cru; l'idée de votre retour ne m'a jamais quittée. Et vous, dont toute la conduite est énigme et mystère, vous prétendez prendre la direction de ma conscience, et invoquez à l'appui de vos injonctions je ne sais quelle histoire ténébreuse. Pourquoi venez-vous jouer encore votre rôle de Mentor, lorsque vous me savez rebelle et réfractaire? Gardez votre sagesse, et cessez de vous mettre en travers de mes volontés, de mes caprices, s'il vous plaît d'employer ce mot, puisque seule je dois en subir les conséquences.

— Ah! Marthe, dit Avrial, un fatal malentendu s'est élevé entre nous. Il n'a pas dépendu de moi d'avoir pour vous un autre sentiment qu'une affection fraternelle; vos reproches ne sauraient la diminuer. Puisse Dieu vous sauver de votre aveuglement!

Il fut interrompu par le bruit des roues d'une voiture, du galop des chevaux, des propos joyeux qui retentissaient sur la route. A travers les broussailles ils purent voir une calèche dans laquelle étaient étendues des femmes aux toilettes éclatantes, des cavaliers montés sur des chevaux fringans; Maurice était parmi eux. Le cortége passa dans un nuage de poussière, comme une vision au milieu du calme des bois.

— Ils viennent de Grandval, dit Marthe, vous m'avez fait manquer à ma promesse.

— Au moins mon intervention n'a pas été tout à fait inutile, puisqu'elle a empêché une démarche dont vous auriez rougi plus tard.

Elle ne répondit pas; elle remonta à cheval et sortit du bois lentement; mais bientôt elle lança sa monture au galop et disparut au tournant de la route.

IV.

En ce moment, Mme Botherel était assise auprès d'Ursule sur la terrasse du jardin qui dominait la vallée. Elle promenait des regards indécis et mornes sur le magnifique panorama qui se déroulait au-dessous d'elle. Elle ne voyait ni le ruisseau qui coulait comme un filet d'argent entre deux rives verdoyantes et luttait contre les rochers qui entravaient son cours, ni les vignes dont le feuillage et les grappes mûres empourpraient les coteaux, ni les arbres qui s'étageaient entre les rochers. Sa pensée était tout entière aux déceptions de sa tendresse maternelle; elle songeait à sa vieillesse assombrie par l'ingratitude de sa fille aînée, et son cœur débordait en douloureux reproches contre celle qui récompensait si mal son aveugle prédilection.

Ursule plaidait la cause de l'absente; elle trouvait des excuses à

toutes les fautes, des réponses à toutes les accusations. Elle savait employer les mots qui appellent le sourire sur les visages attristés. Tout à coup elle s'arrêta et poussa un cri d'effroi. Marthe s'était engagée dans le sentier escarpé qui conduisait à la Ricardais; elle avait failli être précipitée au fond du vallon par un écart de son cheval. Sans se détourner au cri de sa sœur, elle l'enleva d'un effort vigoureux et gravit au trot le reste de la montée. Ursule avait remarqué la pâleur de Marthe, l'expression douloureuse de ses traits; elle était inquiète. Ne voyant pas reparaître sa sœur, elle alla frapper à la porte de la jeune femme. Ayant vainement appelé, elle eut peur et ouvrit doucement. Marthe, encore vêtue de son costume d'amazone, était assise, accoudée sur la table, la tête dans sa main, le regard fixé à terre.

— Marthe, lui dit la jeune fille, pourquoi ne me confies-tu pas ta souffrance?

Marthe haussa les épaules d'un air impatienté.

Ursule employa toutes les séductions de son amitié pour l'amener sur la pente des confidences; elle ne put obtenir que des monosyllabes formulés sèchement.

— Ma sœur, pardonne-moi, dit-elle avec une expression d'affectueux reproche, je vais me retirer.

Marthe eut honte de sa dureté; cette résignation la désarma. — Non, reste, dit-elle, et ne m'en veux pas; je suis dans une mauvaise disposition d'esprit, tout m'irrite; j'ai été injuste envers toi. Plus tard je te dirai tout, mais pas aujourd'hui.

Elle fit asseoir auprès d'elle Ursule, qui, toute joyeuse de ce retour d'affection, prit sa main dans la sienne et la serra avec effusion. Marthe subissait le charme de cette nature aimante.

— Petite sœur, dit-elle, sais-tu à quoi je pensais tout à l'heure en te regardant dans la glace pendant que tu étais debout? Quoique tu paraisses t'ignorer toi-même, tu es jolie, tu as surtout cette beauté intérieure qui se reflète sur les traits, puis tu as de l'esprit, beaucoup d'esprit. Il ne te manque qu'une chose pour être absolument séduisante, l'expression du contentement et du bonheur.

— Qui te fait supposer, Marthe, que je ne sois pas heureuse?

— Non, tu n'es pas heureuse; et comment pourrais-tu l'être? Mon égoïsme t'a imposé ici une situation qui aurait dû te rendre jalouse, si ton cœur n'était pas au-dessus de ce vilain sentiment. Non, tu n'es pas heureuse : l'expression de ton visage, l'intonation de ta voix, ton goût pour la solitude et la rêverie, tout le prouve. J'aurais dû t'interroger plus tôt, je suis ton aînée, tu as droit à mes conseils. Je ne sais quel malentendu a surgi entre nous; tu t'es renfermée dans ta réserve, et je ne t'ai pas assez encouragée à en sortir.

Ursule aurait pu répondre que non-seulement on ne l'avait pas encouragée à en sortir, mais qu'on avait tout fait pour arrêter les confidences sur ses lèvres; elle se sentait trop heureuse pour rappeler des souvenirs amers.

— Rien ne manquerait à mon bonheur, Marthe, dit-elle, si je trouvais toujours en toi, comme aujourd'hui, une sœur disposée à se laisser aimer.

— Eh bien! petite sœur, donne-moi l'exemple de la confiance, et dis-moi pourquoi tu es si rebelle à l'idée du mariage?

— Parce qu'aucun de ceux que je pourrais épouser ne me convient.

— Prends garde, cela ne prouve pas qu'il n'y ait personne de par le monde qui pût te plaire.

Elle fixa un regard interrogateur sur sa jeune sœur, dont le visage se couvrit d'une vive rougeur.

— C'est vrai, répondit-elle, mais celui que j'aime ou plutôt que j'aimais n'est plus parmi les vivans.

— C'est d'Édouard Avrial que tu parles?

— Oui, c'est lui dont le souvenir entretient en moi des regrets que le temps n'a pas affaiblis. Si loin que je remonte dans le passé, il m'apparaît comme un être accompli. Je l'admirais; comment n'aurais-je pas été touchée de la protection délicate, de l'affectueuse sympathie dont il entourait la petite fille habituée à se considérer comme un être dédaigné? C'est lui qui m'a relevée à mes propres yeux et m'a persuadée que je valais quelque chose. J'étais timide et ombrageuse; un mot de lui, un acte insignifiant pour d'autres, ramenaient dans mon cœur la sérénité et l'espérance.

Un jour, tu dois t'en souvenir, nous étions allés faire une promenade bien loin dans la montagne. Nous étions nombreux, la réunion était joyeuse, mais personne ne s'occupait de moi; je me sentais seule au milieu de la joie universelle. Un indicible abattement s'empara de moi. Je me retirai à l'écart, au bord d'une petite pièce d'eau que les pluies avaient formée sur le plateau. Je me mis à cueillir des pensées sauvages, puis, assise sur une pierre, je prêtai une oreille attristée aux éclats de rire dont l'écho arrivait jusqu'à moi. Je ne sais combien de temps je restai ainsi, mais quand je relevai la tête, on était parti et l'on m'avait oubliée. Je restai longtemps immobile, je n'osais pas m'aventurer dans les montagnes, craignant de m'égarer. J'appelais, je ne voyais personne, personne ne répondait. Le ciel s'était couvert de nuages noirs, l'orage s'abattit sur les hauteurs. La pluie me fouettait le visage et me trempait jusqu'aux os...

Enfin je m'entendis appeler; c'était lui, qui depuis longtemps était à ma recherche. La tempête était encore dans toute sa furie,

les échos des montagnes se renvoyaient les roulemens du tonnerre; les grands pins craquaient sous l'effort du vent, et de véritables torrens se précipitaient le long des rochers. Il me couvrit de son manteau et me soutint jusqu'à la maison du pauvre bûcheron de la Rocandé, dont la femme me donna des vêtemens de paysanne et fit flamber dans l'âtre un fagot de branches de sapin. Le temps s'était éclairci, nous revînmes à la maison, et personne ne s'étonna de me voir sous sa protection.

— C'est à cette occasion qu'il te déclara sa flamme?

Ursule ne remarqua pas l'accent sarcastique dont fut formulée cette question de Marthe.

— Non, répondit-elle, mais je compris alors qu'il m'aimait. Ce fut quelques jours après qu'il me le dit; je le savais, et cependant je faillis mourir de joie lorsqu'il me demanda d'être sa femme.

— Tout était pour le mieux, puisque vous étiez d'accord.

— Je refusai néanmoins.

Les dernières paroles de Marthe avaient été prononcées avec une intonation mordante. Ursule surprit le regard dur de sa sœur aînée, elle se sentit froid au cœur et s'arrêta dans ses épanchemens. Elle ne dit pas que, si elle avait refusé, c'était pour ne pas se mettre en lutte avec celles qu'elle aimait, pour maintenir dans la famille cette entente qui lui était plus chère que son bonheur. Elle savait que sa mère se serait révoltée à la pensée de voir sa fille cadette se marier avant l'aînée, elle savait aussi que l'union de Marthe et d'Avrial entrait dans les plans formés par ses parens. Elle avait sans hésitation, sinon sans regret, renoncé au rêve un instant entrevu; la colère de sa sœur, cet étrange salaire réservé à son abnégation, bouleversait toutes ses idées. Elle restait muette, interdite, elle regrettait d'avoir parlé; mais pouvait-elle supposer que Marthe recevrait ainsi ses confidences au moment où elle se disposait à épouser Maurice? Celle-ci rompit la première le silence.

— Ah! dit-elle, il t'aimait et tu l'aimais, et je n'ai jamais soupçonné cette charmante idylle. C'est pour cela qu'il affectait la froideur et l'indifférence!.. Et maintenant, ajouta-t-elle plus bas en se parlant à elle-même, il faudrait que je prisse conseil de sa sagesse!

Elle se mit à rire d'un rire nerveux, convulsif. Ursule tenait la tête tristement baissée; elle la releva aux dernières paroles de sa sœur.

— Il te donne des conseils, dit-elle, il n'est donc pas mort?

— Qu'il vive ou qu'il soit mort, répliqua Marthe d'une voix sourde, ne te flatte pas d'un vain espoir; il est perdu pour toi, il ne peut reparaître à tes yeux.

— Que veux-tu dire?

— Rien de plus.

Ursule restait pétrifiée, ses yeux se mouillaient de larmes; elle s'éloigna, le cœur serré : en songeant au secret que Marthe avait laissé surprendre, elle pressentait un péril planant sur la tête d'Avrial.

Elle descendit au jardin et parcourut les allées d'un pas distrait; elle cherchait la solitude pour s'entretenir avec ses propres pensées. Tout à coup elle remarqua des pas d'homme empreints sur la terre d'une plate-bande. Elle les suivit et constata que quelqu'un avait récemment franchi la haie. Elle continua ses recherches, vit des fragmens de vêtement accrochés aux épines et aperçut un mouchoir tombé parmi les broussailles. Elle le ramassa et lut les deux initiales E. A. — Plus de doute, dit-elle, il est vivant, il est dans le pays.

Elle ne ferma pas l'œil de la nuit; l'image d'Avrial se présentait incessamment à son esprit troublé. Elle le voyait en butte à une hostilité ténébreuse et à des manœuvres perfides. Comment pourrait-elle le soustraire à la trame ourdie contre lui? L'emportement de sa sœur l'effrayait. N'avait-on pas exploité l'aveugle ressentiment d'une nature si peu habituée à se maîtriser, si disposée à adopter les résolutions extrêmes?

Dans la matinée, elle chercha à la voir. Marthe, renfermée chez elle, avait condamné sa porte. Que faire? A qui s'adresser? Elle songea au juge de paix, qui avait toujours témoigné un vif intérêt à Avrial, et prit le chemin de la petite ville dans l'espoir de trouver auprès de lui aide et conseil. A peine sur la route, elle vit Maurice qui se rendait à la Ricardais. Cet homme lui était odieux; elle se jeta dans un sentier de traverse pour l'éviter. Quand elle apprit le départ de M. Marsolier, elle fut consternée. En s'éloignant, elle sentit ses jambes fléchir sous elle; elle traversa la petite place plantée de tilleuls, aperçut un banc de pierre et s'y assit. Le docteur Fresnel, qui vint à passer, fut frappé de sa pâleur et de son abattement, lui adressa diverses questions auxquelles elle répondit avec un trouble qui révélait l'anxiété de son âme. Elle se souvint des relations qui existaient entre Avrial et le docteur. — Vous êtes l'ami de M. Avrial, lui dit-elle brusquement.

— J'étais en effet l'ami de ce pauvre garçon.

— Ne me contredisez pas; il est vivant, et peut-être savez-vous où il se trouve.

Elle cherchait à lire sur son visage.

— Qui a pu vous le faire supposer? demanda-t-il.

— Ce n'est pas une supposition, je le sais, j'en suis sûre.

Elle devenait plus affirmative en examinant sa physionomie. Il réfléchit un instant, puis reprit :

— Vous avez raison, mademoiselle, de croire à mon affection

pour Avrial; mais, s'il est vivant, ne le dites à personne, ne dites pas, surtout à moi, où l'on pourrait le rencontrer.

— Pourquoi?

— Parce qu'une grave accusation pèse sur lui.

— Ah! docteur, dit-elle d'une voix suffoquée par les larmes. vous le croyez donc coupable?

— Non; malheureusement il n'en faudrait pas moins que la justice suivît son cours.

Elle était atterrée, et allait lui demander quelle calomnie se dressait contre Avrial; mais en ce moment le brigadier de gendarmerie s'approcha. Il était à la recherche du docteur, dont il venait prendre les instructions en même temps que lui transmettre celles qu'il avait reçues de ses chefs. Le parquet avait acquis la certitude que le meurtrier présumé était arrivé dans le pays et des ordres avaient été donnés à tous les agens de la justice pour activer leur zèle. Le docteur écoutait les déductions et les observations du brigadier, lorsque survint Maurice Marsolier. Avrial était bien loin de sa pensée; mais il savait qu'on était à la recherche d'un prévenu.

— Je suis bien aise que le hasard m'ait amené ici, dit-il; je crois pouvoir vous fournir des renseignemens utiles. Je me demande si le personnage suspect auquel vous venez de faire allusion n'a rien de commun avec un homme que l'on a vu dans le bois de la Rocandé, et qui paraissait tenir à éviter les regards. Hier, Mme de Carental, passant près de là pour se rendre à Grandval, a été retenue longtemps par un inconnu; quand elle l'a quitté, elle était, il paraît, toute bouleversée. Je viens de la Ricardais, elle était trop souffrante pour me recevoir; mais, pendant qu'on lui annonçait ma visite, je me suis promené dans le jardin; j'y ai trouvé les traces de pas d'homme et ce morceau de drap accroché aux épines de la haie. Si ces indices peuvent vous servir, faites-en votre profit.

Le brigadier le remercia de ces renseignemens; le docteur dissimulait mal sa contrariété et sa mauvaise humeur. Maurice aperçut alors Ursule, il la salua, s'excusa de son impolitesse; au moment où elle allait subir ses questions, le docteur la tira d'embarras.

— J'irai, lui dit-il, chez les pauvres gens que vous me recommandez, mais vous êtes fatiguée, venez vous reposer chez moi, Mme Fresnel sera charmée de vous recevoir.

Maurice pria le brigadier de l'attendre pour l'aider de sa connaissance du pays et les accompagna; il ne les laissa pas seuls un instant, et Ursule, avant d'avoir pu échanger une parole avec l'ami d'Avrial, reçut l'accueil empressé de Mme Fresnel. Sa visite ne fut pas longue; elle était sur les charbons ardens. Elle se figurait voir Maurice guidant les gendarmes à la poursuite du proscrit; elle voyait celui-ci traîné en prison comme un malfaiteur vulgaire.

Qu'adviendrait-il alors? Elle résista aux instances qu'on fit pour la retenir et, après avoir pris le chemin de la Ricardais, s'en écarta pour marcher dans la direction de la Rocandé. L'instinct de son cœur, aidé par les renseignemens de Maurice, lui disait qu'Avrial avait cherché un asile dans cette cabane où il l'avait autrefois conduite. Elle suivit les sentiers les plus couverts, les moins fréquentés. La pensée du devoir qu'elle avait à remplir lui communiquait de la force et de la hardiesse. Elle s'avança résolûment à travers un terrain accidenté, heurtant ses pieds aux aspérités qui la blessaient sans qu'elle s'en aperçût. Le dévoûment lui donnait des ailes. Elle était haletante : protégée par les arbres, elle découvrait sans être vue un vaste horizon; elle prêta l'oreille et du regard interrogea l'espace; un coup de fusil partit à une assez grande distance et un léger nuage de fumée signala à son attention un chasseur à moitié caché par les genêts; elle aperçut sur la route la silhouette de deux gendarmes.

Elle avait une longue avance, elle se hâta cependant de reprendre sa course et ne tarda pas à distinguer au milieu des arbres la cabane du contrebandier. Elle s'en approcha avec précaution, étouffant le bruit de ses pas, se dissimulant dans les endroits les plus obscurs. Marianne était à la porte, tenant son fils sur ses genoux et chantant une de ces mélopées champêtres à l'aide desquelles on endort les enfans. Elle fut frappée du trouble que présentait la physionomie de la jeune fille et l'interrogea d'un air inquiet. Ursule ne répondit pas.

— Où est M. Avrial? dit-elle.

Marianne resta un instant interdite, cherchant ses paroles : elle se remit ensuite, feignant l'étonnement; mais sa voix, ses regards ne laissaient aucun doute à Ursule.

— Il est ici, dit-elle, vos réponses vous trahissent, je lui suis autant dévouée que vous, et je suis venue parce qu'il faut le sauver. Les gendarmes le cherchent, un retard peut tout perdre.

Elle poussa un cri d'effroi; dans son trouble, elle avait cru voir une ombre apparaître entre les sapins; ce n'était qu'une fausse alerte, mais elle resta pâle et tremblante : elle venait d'apercevoir Avrial qui arrivait à sa voix.

— La consigne n'était pas pour vous, Ursule, dit-il, c'est ma bonne étoile qui vous envoie ici; je croyais qu'il me faudrait quitter le pays sans vous avoir parlé, je vous rends grâces d'être venue.

Elle l'interrompit pour lui rappeler le péril qu'il oubliait. Marianne ne comprenait pas; mais, en voyant l'effroi d'Ursule, elle se prenait elle-même à trembler. Elle indiqua à Avrial un sentier qui devait le conduire à un taillis touffu où il n'était pas à craindre qu'on le poursuivît. Gérôme n'était pas loin; en cas d'alarme, on

l'entendrait chanter. Avrial se laissa guider par Ursule vers l'épais fourré où les arbres et les arbustes étaient tellement pressés qu'à quelques pas on ne pouvait s'apercevoir. En écartant les branches, ils parvinrent jusqu'à une petite clairière où la mousse formait un moelleux tapis sous la voûte d'un hêtre. Le calme de la forêt, le silence que troublait à peine le bruit des feuilles effleurées par l'aile d'un oiseau, la lumière discrète qui arrivait à travers les cloisons de verdure, tout invitait au recueillement et aux douces émotions. Assis auprès d'Ursule, Avrial la regardait en souriant; il la pressait de questions; tout entier au charme de cette entrevue, il oubliait tout le reste.

— Nous vous croyions mort, dit-elle, et votre souvenir était toujours vivant à la Ricardais. Pourquoi nous avoir laissées si longtemps sous le coup de cette douloureuse erreur? Pourquoi, après avoir tant tardé, revenez-vous aujourd'hui, puisqu'un grand péril vous menace? Je sais que vous n'êtes pas coupable, mais il faut que le cas soit grave pour que vous cachiez aussi soigneusement votre présence.

— Ursule, je suis parti parce que je le devais. Ne me demandez pas quel devoir m'imposait cette absence. Un autre devoir m'a rappelé. Je voulais préserver votre sœur du malheur d'épouser Maurice.

— Ah! il y a un moyen bien sûr de prévenir ce mariage.

— Lequel?

— Ce serait de vous conformer au vœu de mon père, au vœu dont la réalisation l'aurait rendu bien heureux : ce serait d'épouser Marthe.

La généreuse enfant ne disait pas toute sa pensée; elle songeait, en sauvant Marthe, à sauver Avrial lui-même. Elle connaissait assez sa sœur pour savoir que son orgueil froissé pouvait l'entraîner aux plus violentes résolutions. Elle se demandait si celle-ci n'avait pas cédé aux suggestions aveugles de la vengeance, si elle n'était pour rien dans les persécutions dirigées contre celui qui l'avait dédaignée. Elle la savait capable du même emportement dans l'affection que dans la haine, et pensait qu'avec l'énergie qu'elle portait dans toutes ses résolutions Marthe le sauverait si elle le voulait.

— Votre sœur, Ursule, dit-il avec un sourire amer, vous ne savez donc pas qu'elle me déteste?

— La haine est souvent bien près de l'amour. Vous ne l'avez pas comprise, votre froideur et votre indifférence ont exalté sa jalousie, égaré sa raison. Ah! si vous aviez consenti à vous laisser aimer!.. L'homme auquel l'auraient unie le lien d'une tendresse partagée aurait été tout-puissant sur elle. Vous pouviez être celui-là, vous ne l'avez pas voulu, vous ne le veulez pas, et voilà pourquoi elle va

pour son malheur épouser un Maurice Marsolier. Ah! mon ami, arrêter Marthe sur la pente fatale, développer les rares qualités qui sont en elle, n'y a-t-il pas là un rôle propre à vous séduire?

Elle s'était animée, son visage s'était couvert d'une vive rougeur. Lui la regardait avec un mélange de surprise et d'admiration.

— Et c'est vous, Ursule, dit-il, qui venez me faire cette proposition? vous à qui j'ai confié le secret de mon cœur?

— C'était un rêve fugitif auquel vous avez renoncé.

— Si j'y ai renoncé, c'est que celle que j'aimais m'a repoussé. Je vous admirais, Ursule, mais je ne savais pas encore tout ce que vous valez. Pourquoi n'avez-vous pas exaucé ma prière? Les événemens auraient suivi un autre cours, et nous ne serions pas ici déplorant notre impuissance à prévenir les malheurs que nous voudrions empêcher.

Elle était d'une pâleur mortelle; l'énergie qui l'avait soutenue jusqu'alors l'abandonnait, elle avait peine à se soutenir.

— Il faut que je m'éloigne, reprit-il, je ne puis rien pour personne ici; mais, avant de partir, j'ai besoin que vous me donniez une assurance. Savez-vous, Ursule, de quel crime je suis accusé?

— Non, répondit-elle d'une voix faible.

— On prétend que j'ai assassiné M. Cemoncel.

Ses terreurs ne l'avaient pas préparée à cette révélation.

— Vous, vous! dit-elle, quelle infamie! C'est impossible.

— Merci, Ursule, c'est ce cri du cœur que j'attendais. J'ai bien fait de revenir et je suis bien aise que votre généreuse nature vous ait conduite ici; il m'eût été trop pénible de penser que vous partagiez de semblables soupçons. Quand je serai parti, vous attesterez mon innocence, Ursule!

Elle l'écoutait les yeux démesurément ouverts, pâle comme une morte; elle semblait chercher à se rendre compte d'un rêve horrible; elle murmurait d'une voix éteinte :

— Ah! mon Dieu! ah! mon Dieu! c'est affreux.

Avrial avait peur, il tremblait qu'elle ne s'affaissât inanimée sur le sol et se demandait ce qu'il pouvait faire dans cette solitude. Pendant qu'il cherchait à ramener le calme dans son âme, elle tressaillit au bruit des branches froissées à quelques pas et se dressa tout d'une pièce; il la soutint chancelante dans ses bras.

— Rassurez-vous, dit la voix de Gérôme, c'est moi; les gendarmes sont partis, renonçant pour aujourd'hui à leurs recherches; mais M. Maurice continue de chasser dans les environs, il se fait tard, je vais vous reconduire, mademoiselle.

Ursule restait immobile. Le contrebandier murmura quelques mots à son oreille; ils durent provoquer chez elle une vive émotion,

car le sang afflua subitement à son visage; cependant elle ne dit rien, Gérôme avait posé un doigt sur ses lèvres.

— Vous avez raison, dit-elle, je vous suis; adieu! monsieur Avrial, ou plutôt au revoir, ne partez pas encore.

Ils s'avancèrent sous le couvert du bois que les ombres du soir commençaient à envahir; ils marchaient depuis quelque temps sans se parler, quand Ursule rompit le silence.

— C'est bien vrai, dit-elle, vous êtes sûr de le sauver?

— Oui, je vous le promets, je le sauverai; j'étais là depuis quelques instans quand je vous ai révélé ma présence. J'ai appris ce que j'aurais dû deviner plus tôt, je sais qu'il est innocent de la mort de M. Cemoncel; quoi qu'il en doive advenir pour moi, je parlerai, son innocence sera proclamée, je vous le jure.

Il s'était animé et élevait la voix; il ne se doutait pas qu'on l'observait derrière les broussailles et que des oreilles avides recueillaient chacune de ses paroles.

— Gérôme, dit Ursule, si vous faites cela, il ne se passera pas un jour de ma vie sans que je bénisse votre nom.

Ils arrivèrent à la Ricardais à une heure avancée de la soirée.

— Vous avez en moi une amie dévouée, dit-elle au contrebandier avec son plus charmant sourire.

— J'aurai fait mon devoir, répondit-il d'une voix sombre.

Elle ne fit pas attention à la tristesse de son accent, la joie épanouissait son cœur; mais toutes ces émotions l'avaient brisée : en rentrant, elle fut obligée de se mettre au lit.

V.

Quelques jours s'écoulèrent; le juge de paix, rappelé à son poste par une dépêche du parquet accompagnée d'une délégation spéciale, était dans son salon. Il était grave, soucieux, se promenait de long en large. De temps en temps il s'arrêtait devant la fenêtre qui donnait sur le jardin dont les beaux arbres avaient si souvent égayé ses regards, ou bien parcourait pour la dixième fois les papiers que le facteur avait déposés chez lui. La vieille servante annonça le docteur Fresnel.

— Je vous attendais, mon ami, lui dit-il; asseyez-vous, et dites-moi comment cela est arrivé.

— La présence d'Avrial dans le pays m'était connue, mais j'ignorais où il se trouvait, et je ne tenais pas à l'apprendre; le brigadier de gendarmerie est nouvellement installé et connaît mal nos campagnes, Avrial avait toutes les chances d'échapper aux poursuites, si votre fils ne s'en était pas mêlé.

Le juge de paix eut un geste d'impatience.

— Il savait, reprit le docteur, que la justice était à la recherche de quelqu'un, mais il ignorait qu'il s'agît d'Avrial, puisqu'il le croyait mort depuis longtemps. Comme tous les gens désœuvrés des petites villes, il est à l'affût des nouvelles et n'est pas fâché d'avoir l'occasion de jouer un rôle. Le hasard l'a instruit de la présence d'un étranger qui paraissait avoir des raisons pour se tenir caché, et c'est lui qui a mis les gendarmes sur sa piste.

C'est hier qu'on l'a arrêté. Il devait partir, mais il n'a pas voulu s'éloigner sous le poids de l'inquiétude que lui inspirait la santé de Mlle Ursule. Le désir de sauver Avrial l'a poussée vers l'endroit où il avait cherché asile; c'est de là qu'on l'a ramenée à la Ricardais. Elle était très souffrante, la nuit fut mauvaise. Le lendemain, je fus appelé auprès d'elle; son état n'était pas grave, mais les nerfs étaient surexcités; elle laissait échapper des phrases incompréhensibles où revenait souvent le nom d'Avrial. A la prière de celui-ci Marianne, la femme du bûcheron, est allée la veiller. Hier matin, il l'attendait à l'entrée du bois. Au moment où elle le rejoignait pour lui donner des nouvelles qui l'auraient complétement rassuré, les gendarmes se sont emparés de lui.

— L'avez-vous vu depuis?

— Oui, il était fort tranquille. Il m'a déclaré qu'il était innocent, et qu'il n'avait rien à ajouter à son affirmation. Il m'a interrogé sur la marche que suivra la procédure. Je lui ai dit qu'il aurait à subir ici un premier interrogatoire, que probablement le procureur de la république viendrait, que probablement aussi vous seriez appelé à cause de la gravité du cas, et qu'ensuite, si l'arrestation était maintenue, il serait transféré au chef-lieu. — Il serait bien plus simple, m'a-t-il dit, de commencer par là. — Il paraissait redouter de se trouver en votre présence.

Le juge de paix était soucieux, distrait. Au milieu des explications données par le docteur, il semblait suivre le fil de ses propres pensées, répondait à peine aux questions qui lui étaient adressées. Resté seul, il se laissa tomber dans un fauteuil. — C'est une étrange affaire, dit-il. La conduite d'Avrial semble l'accuser; il y a, dans toutes les circonstances qui ont suivi l'événement, la matière d'un écrasant réquisitoire, et cependant tout son passé plaide pour lui. Le calme même avec lequel il attend sa sentence n'est pas d'un coupable. Il y a là un mystère que je cherche vainement à percer.

Il demanda son fils. — Maurice, lui dit-il, vous savez qu'on a arrêté Avrial.

— Je le sais, mon père.

— Vous savez aussi quelle accusation pèse sur lui?

— Je la connais.

— Vous vous rappelez toutes les circonstances? La mort de M. Cemoncel fut d'abord attribuée à un accident. Plus tard, lorsqu'il parut bien prouvé que le malheureux jeune homme avait péri victime d'un meurtre, vous avez dit que vous ne pouviez croire Avrial capable de ce crime. Vous le défendiez, mais, malgré vous peut-être, vous laissiez échapper des paroles qui étaient des charges terribles contre lui.

— Je devais dire la vérité; d'ailleurs, si un crime avait été commis, il ne pouvait l'avoir été que par lui, puisque nous étions seuls.

— Et vous êtes-vous demandé quel motif avait pu le porter à cet acte?

— C'est une question que je me suis posée souvent. Je ne trouve qu'une explication, la jalousie. La préférence que Marthe paraissait témoigner à ce pauvre Cemoncel pourrait n'y être pas étrangère.

— Cependant Avrial s'est ensuite éloigné, et rien n'indique qu'il ait désiré sa main.

— Je n'affirme rien, mon père; je ne me charge pas de justifier cette supposition ni d'expliquer les caprices du cœur.

— Marthe était coquette, murmura M. Marsolier; elle se complaisait dans ces manéges de l'amour-propre qui font parfois des blessures dont on ne calcule pas la portée. — Puis il ajouta tout haut : — Écoutez-moi bien, Maurice, vous êtes appelé à porter témoignage dans cette malheureuse affaire. Souvenez-vous que la vérité seule doit dicter votre langage. Si la haine ou quelque autre sentiment susceptible d'influencer votre déposition étaient dans votre cœur, il faudrait les en chasser. Maurice, êtes-vous sûr de vous?

— Je suis sûr de moi, mon père ; je n'ai obéi, je n'obéirai qu'aux inspirations de ma concience.

— Allez donc, mon fils, et que Dieu vous garde !

Le juge de paix poussa un soupir en le suivant du regard. Il descendit dans le jardin et s'y promena à pas lents. Au détour d'une allée, une voix fraîche l'interpella; il se retourna et se trouva en face d'Ursule, non triste et éplorée, comme il s'attendait à la voir, mais souriante, presque joyeuse, malgré la pâleur maladive qu'avait conservée son visage.

— Asseyez-vous à côté de moi, dit-elle avec un mélange de respect et d'affectueuse familiarité, et causons.

Il prit place sur le banc à côté de la jeune fille, il ne comprenait rien à l'aimable abandon de son langage et de ses manières. Elle était adossée à un massif de chèvrefeuille et de jasmin, les branches retombaient autour de sa tête et les rayons du soleil, tamisés par le feuillage, se jouaient sur sa gracieuse figure.

— Je parierais, dit-elle, que ce qui vous rend si soucieux, c'es l'arrestation de ce pauvre M. Avrial.

— En effet, je ne vois rien là qui m'invite à la gaîté.

— Vous le croyez donc coupable?

— Le doute seul est cruel quand il s'agit de ceux qu'on aime; qu'est-ce donc que cette obligation d'employer contre eux les armes que la justice a mises entre mes mains? oui, je vous le jure, il y a des épreuves bien pénibles dans la vie.

— Vous l'aimiez bien, je le sais.

— Oui, je l'aimais comme un fils. Je fondais sur lui de brillantes espérances, je faisais des rêves auxquels je vous associais. Il me semblait qu'il vous aimait et que vous le payiez de retour. Maurice aspirait à la main de votre sœur, nous aurions ainsi formé une seule famille. Dieu en a décidé autrement; au moins il vous a épargné le chagrin de porter un nom qui demain peut-être...

— Oh! monsieur Marsolier...

— Tout semble l'accuser, son brusque départ, la fiction de sa mort, son silence, le mystère dont il s'est enveloppé, et aussi les paroles imprudentes de votre sœur. Il faudra donc qu'il aille, sous l'escorte des gendarmes, attendre au chef-lieu qu'on prononce sur son sort, puis viendront les scandaleux débats; qu'après de longs mois de prévention il soit absous, le verdict d'acquittement le lavera-t-il aux yeux du vulgaire? On dira que les preuves manquaient, on ne croira pas à son innocence.

Elle ne paraissait pas effrayée de ce sombre tableau. — Vous êtes ingénieux, monsieur Marsolier, dit-elle, à transformer les suppositions en preuves.

— Si les assertions formulées contre lui ne sont pas des preuves, elles sont de dangereux argumens... Ah! malheureuse enfant, ce n'a jamais été sans tristesse que j'ai prêté la main au châtiment des coupables, et vous voudriez que j'éprouvasse du contentement quand l'honneur et la liberté d'un ami sont en péril? Ah! Ursule, vous me connaissez mal.

— Non, dit-elle, je ne vous ai pas méconnu, je savais bien que vous seriez heureux d'apprendre que la justice va être obligée de lâcher sa proie.

— Que voulez-vous dire, Ursule?

— Que demain M. Avrial sera libre, et son innocence proclamée.

— Expliquez-vous.

— Il y a quelqu'un qui connait le vrai coupable, il est prêt à le désigner, il me l'a dit; vous le ferez appeler, et il parlera.

— Et ce coupable?

— J'ignore son nom, mais Gérôme Bosquet le sait.

La joie et la confiance s'étaient un instant épanouies sur le visage de M. Marsolier, mais presque aussitôt il reprit l'expression de la tristesse. — Si c'est là, dit-il avec l'accent d'un profond découragement, la seule chance de salut pour Avrial, il faut renoncer à l'espoir, Ursule, car cet homme ne témoignera plus ni pour ni contre personne en ce monde.

— Pourquoi?

— Il est mort.

Ce mot retentit comme un coup de foudre aux oreilles d'Ursule. Elle s'était levée, pâle, tremblante; elle ne voulait pas croire à cette lamentable nouvelle.

— C'est la triste vérité, Ursule, reprit-il. Il est mort l'avant-dernière nuit. Il paraît qu'il avait l'habitude de faire la contrebande. Il revenait de Suisse chargé de marchandises précieuses. Il faut croire qu'il avait été dénoncé, car les douaniers l'attendaient au passage. Ils se rappelaient un de leurs camarades assassiné à cette même place, et, comme il cherchait à s'échapper, ils ont tiré sur lui; on l'a vu tomber du haut d'un rocher.

— Il est mort! répétait Ursule. Adieu, monsieur Marsolier, le ciel est contre nous.

Elle reprit le chemin de la Ricardais, ne voyant, n'entendant rien, recevant le salut de ceux qui la rencontraient sans y répondre. En arrivant, elle aperçut Marthe à sa fenêtre; celle-ci avait une attitude morne et lugubre. Ursule gravit l'escalier qui conduisait à la chambre de sa sœur.

— Sois satisfaite, Marthe, dit-elle, il est en prison, on va le conduire au chef-lieu, où les jurés le condamneront à une prison perpétuelle, peut-être à la mort. Réjouis-toi donc, applaudis à ton ouvrage.

L'accent était encore plus amer que les paroles. Marthe ne protesta pas et courba la tête. Quand elle la releva, sa physionomie n'avait rien conservé de l'expression hautaine qui lui était habituelle; des larmes coulaient sur ses joues. En présence de cette tristesse muette et poignante, Ursule fut désarmée.

— Pardonne-moi, ma sœur, lui dit-elle, j'ai été cruelle, j'ai méconnu ce qu'il y avait de bon et de généreux en toi; unissons nos douleurs et pleurons ensemble.

— Tu peux m'adresser des reproches, ils n'égaleront pas ceux que je me fais moi-même. Il est dans la vie des heures qui creusent un abîme entre le passé et l'avenir, celles que je viens de traverser sont du nombre. Je me suis enfermée et me suis soumise à un rigoureux examen, je me suis demandé compte de la façon dont j'avais compris l'existence, travaillé au bonheur des autres.

Oh! petite sœur, quelles vilaines découvertes j'ai faites! Mais, grâce à Dieu, j'avais en moi assez de ressort pour ne pas me borner aux regrets stériles. De cette Marthe fantasque, impérieuse, égoïste et vaniteuse il ne reste plus rien que la volonté, une volonté dont je ferai usage pour réparer le mal dont le souvenir me tourmente. Je comprends ton sourire doux et triste, il exprime l'affection et la pitié pour moi, il exprime aussi l'incrédulité. L'avenir dira si je sais persévérer dans mes résolutions; mais il ne s'écoulera pas longtemps avant que je ne te rende le bonheur auquel j'ai fait obstacle. Oui, Avrial sortira la tête haute de la prison, et votre union s'accomplira.

Elle écrivit une lettre qu'elle fit porter à Vermont, puis reprit son entretien avec Ursule. Celle-ci se laissait peu à peu gagner par le calme et la confiance de Marthe, un rayon d'espérance brillait à travers ses alarmes.

Quelques heures après, Marthe arrivait en voiture à l'entrée du du bois; elle mit pied à terre et se dirigea vers un endroit où des rochers, un rideau de verdure, formaient une sorte de demi-cercle à l'abri des regards indiscrets; Maurice l'y attendait.

— Vous le voyez, dit-il, vos désirs sont des ordres pour moi.

— Je vous remercie d'être venu. Vous avez compris qu'il s'agit d'un entretien que personne ne doit soupçonner. Vous avez deviné sans doute que je tenais à vous parler de ce malheureux procès dont ni vous ni moi ne saurions nous désintéresser.

— Je ne vous comprends pas, Marthe.

— Nous serons appelés l'un et l'autre à porter témoignage dans cette affaire. Il faudra bien que je rende compte des paroles échangées dans le salon de la Ricardais, le jour de la mort de Cemoncel. Avrial ne peut avoir obéi à des calculs honteux; s'il est coupable, c'est que son cœur a été troublé, sa raison égarée. J'ai ma part de responsabilité, et l'obligation d'en faire l'aveu m'épouvante.

— Qui vous y force, Marthe? Ne pouvons-nous pas concerter nos réponses?

Elle parut hésiter; en réalité, elle observait l'expression de ses traits.

— Non, répondit-elle, quand je voudrais altérer la vérité, je ne le pourrais pas, je me sens impuissante à me dérober aux questions qui me seront adressées; puis il m'est impossible de rester indifférente au sort de celui que j'ai peut-être poussé à sa perte. Les autres peuvent être implacables dans leur verdict, moi je ne puis me défendre d'une douloureuse pitié; c'est à cause de lui et à cause de moi que je veux empêcher l'éclat de ces tristes débats; pour cette double raison je veux le sauver, et j'ai compté sur votre aide.

— Moi! que puis-je faire?

— La prison d'un chef-lieu de canton est mal protégée contre les évasions. Avec de l'argent et de l'adresse, on en ouvre facilement les portes : toutes les mesures sont prises; une seule difficulté nous arrête, il dépend du fils du juge de paix de la lever. Le docteur Fresnel est prévenu, vous vous entendrez avec lui; Avrial peut être libre dans deux heures, il me rejoindra ici, et ma voiture le conduira à la frontière.

Maurice hésitait et soulevait des objections.

— Il faut, reprit-elle, qu'il soit en liberté avant que la justice possède une pièce qui dissipera tous les doutes.

— De quelle pièce parlez-vous, Marthe?

— D'une lettre que Gérôme a écrite avant de partir et qu'il a confiée à sa femme pour le juge de paix; je m'en suis chargée, mais j'ai voulu attendre, pour remplir mon mandat, qu'Avrial fût loin d'ici.

Le visage de Maurice se couvrit d'une pâleur livide.

— Marthe, dit-il, donnez-moi cette lettre.

Cette prière, échappée à l'effarement de la peur, il fallut la justifier. Maurice, troublé par le regard scrutateur de la jeune femme, s'embarrassait dans ses explications. Le voyant déconcerté, elle lui dit brusquement :

— C'est vous qui avez tué M. Cemoncel, cette lettre vous accuse.

Il resta interdit, abattu.

— Et si cela était? murmura-t-il.

— Je vous dirais : en échange d'un aveu qui sauve un innocent, je vous remettrai cette pièce accablante, je vous offrirai le moyen d'évasion qui était réservé pour un autre.

— Eh bien! oui, dit-il d'une voix étranglée, c'est moi; la jalousie m'a poussé... Mais cette lettre...

Il la saisit et la déchira en morceaux.

— Fuyez maintenant, lui dit-elle.

Il releva la tête, il avait retrouvé sa confiance, un éclair de triomphe brillait dans ses yeux.

— Non, dit-il, je resterai, je puis maintenant braver l'accusation, il n'y a plus de preuve pour me convaincre.

— Vous avez anéanti la lettre, Maurice, mais voici les témoignages qui s'élèveront pour vous confondre.

Elle écarta le feuillage, et il aperçut Ursule et Marianne, qui avaient assisté à l'entrevue derrière cet abri.

— Toutes les trois, reprit Marthe, nous avons un devoir à remplir; j'ai à réparer le mal que j'ai fait, Ursule a son fiancé à sauver, Marianne son mari à venger.

Il restait les yeux hagards, glacé d'effroi devant l'abîme ouvert sous ses pas; il semblait être le jouet d'un affreux cauchemar. La voix de Marthe l'arracha à sa prostration.

— Maurice, dit-elle, le jour de la justice est venu pour vous. Vous n'avez droit ni à l'indulgence ni à la pitié; je ne plains que votre père, qui méritait une vieillesse plus heureuse et auquel vous réservez un cruel réveil; épargnez-lui au moins le scandale des débats...

Il demeura quelques instans cloué à la même place, puis s'éloigna dans la direction de la frontière. Il allait d'un pas incertain, hésitant, s'arrêtant brusquement, comme si les arbres, les rochers, les dessins fantastiques formés par la lune qui venait de se lever eussent produit sur lui l'effet de visions sinistres qui le glaçaient d'effroi et paralysaient ses forces.

Le lendemain matin, le docteur Fresnel recevait les confidences des deux sœurs, lorsqu'on vint le chercher de la part du juge d'instruction, qui était descendu chez M. Marsolier et désirait l'entendre. Le vieillard l'accueillit par ces paroles prononcées d'une voix triste :

— L'heure fatale est venue pour ce pauvre Avrial!

— Dites plutôt l'heure de son élargissement.

— Dieu le veuille! Docteur, nous apportez-vous la preuve de son innocence?

— Oui; mais ne vous en réjouissez pas, car l'accusation ne s'écartera de lui que pour atteindre quelqu'un qui vous est plus cher encore.

Le juge de paix tressaillit. — J'ai fait appeler Maurice; pourquoi ne vient-il pas?

— Il est parti pour ne plus revenir.

Le malheureux père comprit tout. Pendant que les deux témoins de son désespoir jetaient sur lui des regards de compassion, une rumeur se fit entendre à la porte. C'était le corps de Maurice qu'on rapportait. On l'avait trouvé au fond d'un torrent. Un douanier, de son poste d'observation, avait aperçu un homme mettre le pied sur la planche fragile qui servait de pont, et l'avait vu suspendre sa marche, puis chanceler et rouler au fond du gouffre. Avait-il perdu l'équilibre sous le coup de la terreur et de l'hallucination? s'était-il soustrait volontairement à la misérable perspective qu'il avait devant lui? On ne le sut jamais.

Le mariage d'Ursule et d'Avrial suivit de près. Au moment d'aller passer quelques jours chez un parent de celui-ci, les deux époux firent visite à M. Marsolier, qui avait donné sa démission après la mort de son fils. Il avait vieilli de dix ans; assis dans un fauteuil,

l'œil terne et morne, il n'était plus que l'ombre de lui-même. Ils avaient le privilége de ramener un peu d'animation sur ses traits, d'évoquer sur ses lèvres un pâle sourire; il se plut à provoquer les confidence de leur bonheur, de leurs projets.

— Et Marthe? leur demanda-t-il.

Bien souvent ils l'avaient vu, et jamais il n'avait prononcé son nom; il avait toujours écarté le souvenir de celle qui éveillait en lui une impression pénible.

— Marthe, répondit Ursule, a banni toute préoccupation personnelle, elle a pris sous son patronage le bonheur d'autrui. Elle a mis une touchante ardeur à presser notre mariage; son humeur inaltérable, sa douceur à toute épreuve, la sérénité de son regard, disent assez que la résignation est au fond de son cœur; de votre fenêtre, vous pourriez la voir passer lorsqu'elle va porter des secours aux malades, consoler de pauvres gens. Elle a adopté la famille de Gérôme Bosquet, elle est sa providence; on bénit son nom dans le pays. Hier, nous parlions de vous, elle nous a dit : — Intercédez pour moi, vous qu'il aime tant, il me pardonnera.

— Qu'elle vienne, dit le vieillard, nous causerons de vous; elle a trouvé dans le bien qu'elle répand autour d'elle la meilleure consolation pour ceux qui souffrent.

Ils essayèrent de relever son courage, mais il y avait jusque dans son sourire une si navrante tristesse qu'ils se retirèrent le cœur serré. Quelques jours après, ils revenaient de leur voyage; ils admiraient la perspective des montagnes dont les cimes neigeuses scintillaient aux rayons du soleil, lorsque l'écho leur envoya le son d'un glas que faisait entendre la cloche de l'église; ils eurent tous les deux la même pensée et, sans se rien dire, sentirent une larme humecter leurs yeux. Leurs pressentimens ne les avaient pas trompés; la petite ville présentait l'image du deuil. Ils entrèrent dans la maison de l'ancien magistrat. Marthe, revêtue du costume sombre et sévère qu'elle ne quittait plus, était agenouillée auprès du lit sur lequel reposait le vieillard dans la sereine majesté de la mort. Ils s'agenouillèrent à leur tour.

— Ursule, dit Avrial en se relevant, notre bonheur est assez grand pour mériter d'être acheté, mais pourquoi faut-il que ce soit cet excellent homme qui en ait payé la rançon?

LOUIS COLLAS.

LA

VIE DOMESTIQUE

EN ALLEMAGNE

German home life, London 1876. Longmans, Green and C^e^.

Les livres qui nous initient aux mœurs intimes, aux usages domestiques et familiers d'un peuple sont rares, et ne peuvent manquer d'être accueillis avec intérêt quand ils se recommandent par un caractère évident d'honnête impartialité. Ce que M. Taine a fait pour l'Angleterre avec un talent incomparable, l'auteur de *German home life* a essayé de le faire à son tour pour l'Allemagne, sinon avec la même profondeur de pensées, le même bonheur d'expression, du moins avec cette finesse qui n'appartient qu'à l'observation féminine et l'avantage d'une longue expérience, puisque, tout Anglaise qu'elle soit, elle a pendant nombre d'années habité les différentes villes d'Allemagne. Ces sortes de notes au jour le jour, de croquis d'après nature, peuvent rendre de grands services en France, où, il faut bien en convenir, les pays étrangers n'ont été le plus souvent jusqu'ici connus que par ouï-dire. Nous ne sommes pas grands voyageurs, et en voyage nous emportons maint préjugé, cherchant d'abord à retrouver partout nos habitudes et semblables sous ce rapport au touriste insulaire qui déclarait en toute naïveté que, s'il avait pu croire le continent aussi différent de son île natale, il n'aurait jamais quitté celle-ci. En revanche, nous nous exaltons volontiers au coin du feu pour telle ou telle partie du globe sur la foi

d'un roman bien tourné. C'est ainsi que les mœurs allemandes ont été longtemps l'objet de notre aveugle admiration. Mme de Staël nous avait présenté une Allemagne idéale qui reflétait magnifiquement tous ses enthousiasmes, toutes les utopies rêvées par son imagination généreuse. Les idylles de Gessner, dont on fait peu de cas en Allemagne, avaient semé pour nous de moutons bien peignés cette terre de la philosophie et de la vraie liberté, qui était devenue en même temps une Arcadie, l'asile des félicités champêtres; tous les villageois nous apparaissaient semblables aux vertueux patriarches, aux chastes fiancés qui défilent dans les pages charmantes d'*Hermann et Dorothée*. Quelques romans féminins, remarquables par un parfum de douce résignation et par une morale irréprochable, ne nous avaient pas donné moins haute idée des mœurs bourgeoises, et quant à l'aristocratie, n'était-il pas établi, depuis les beaux jours de Weimar-Athènes, qu'elle s'ouvrait aux grandes idées nouvelles, qu'elle patronait libéralement le génie, sans renoncer pour cela à porter bien haut les traditions de la chevalerie, le respect des vieux principes monarchiques et le culte des aïeux?

La guerre de 1870-71 a brusquement mis en déroute ces séduisantes chimères; une réaction complète s'est produite et, sous prétexte de patriotisme, nous avons versé dans l'excès contraire, dans le dénigrement systématique. Il importe cependant au véritable patriotisme de connaître les Allemands, de les juger sans passion, sans violence, et de chercher, en étudiant de près leurs mœurs, la source de leurs qualités et de leurs faiblesses, de leurs succès et de leurs fautes. C'est donc une bonne fortune de rencontrer sur un terrain neutre des renseignemens aussi sincères, aussi précis, aussi minutieux. Ces études, publiées d'abord dans le *Fraser's Magazine*, sont aujourd'hui réunies en volume. La situation de l'auteur exigeait un incognito rigoureux, mais il est facile de voir, malgré un parti-pris de réserve, que, tout en nous faisant pénétrer de préférence dans les classes moyennes, l'écrivain anonyme a été mêlé pour sa part à la vie des cours ainsi qu'à certaines scènes de la vie politique. C'est une grande dame d'un pays libre qui, ayant été mariée en Allemagne, raconte simplement ce qu'elle a vu hors de chez elle, non sans une pointe de malice et d'ironie. Aucune Allemande de naissance, fût-elle émancipée jusqu'à la révolte, n'oserait donner aux usages de sa patrie d'aussi vigoureux coups de patte, mais aucune Française non plus ne saurait, vu les circonstances, apprécier le bien et le mal avec cette impartialité. Il appartenait à une Anglaise d'user vertement du droit de dire sa façon de penser sur un peuple qu'elle n'a aucun motif de flatter ni de haïr, sans rien dissimuler, sans rien exagérer et sans faire d'esprit aux dépens de ce qui est vrai.

Les descriptions, les portraits, les remarques justes et mordantes s'entremêlent dans ces essais, qui touchent aux détails les plus familiers de l'intérieur aussi bien qu'aux plus hautes questions sociales et religieuses, qui montent de la cuisine à l'église, qui passent de la toilette et de la nourriture à l'éducation, au mariage, etc. Il y a plus de méthode qu'on ne le croirait au premier aspect dans cette forme apparemment capricieuse; aussi n'aurons-nous garde de nous en écarter dans le résumé qui va suivre.

I.

Sur le seuil de la maison allemande où nous introduit l'auteur de *German home life* se trouvent groupés les serviteurs, avec lesquels nous ferons d'abord connaissance. Les domestiques allemands n'apportent dans leur service ni l'empressement français, ni la ponctualité anglaise. Bien que beaucoup plus cultivés, au point de vue intellectuel, que ne le sont ailleurs les gens de la même classe, puisque en Allemagne l'instruction est obligatoire, ils restent lourds et grossiers, se distinguent souvent par une malpropreté incorrigible, et, obstinément attachés aux vieilles coutumes, n'ont ni aptitude, ni bonne volonté pour rien apprendre de nouveau. C'est qu'il y a une grande différence entre l'instruction et l'éducation, et que le peuple du monde qui affiche la plus haute supériorité en matière de sciences a mérité de la part d'un voyageur ce jugement terrible: « J'ai vu dans mainte contrée, tant de l'Orient que de l'Occident, des paysans dont les manières étaient jusqu'à un certain point irréprochables, mais je déclare que les gens les plus mal élevés de toute l'Europe et peut-être du monde entier sont les Prussiens. »

Dans la plupart des intérieurs allemands de la bourgeoisie, il n'y a jamais qu'une servante, à moins que la venue d'un enfant n'exige la présence supplémentaire de la nourrice. Par conséquent, la maîtresse de la maison est obligée de vaquer elle-même à une bonne partie des soins du ménage; or cette habitude, respectable en elle-même, engendre certains résultats fâcheux; elle établit entre la dame et la servante une sorte d'intimité d'où découle fatalement le goût du commérage, ce défaut misérable de la femme allemande, celui qui plus que tout le reste contribue à ôter de la noblesse à son caractère et de la distinction à ses allures. Peut-être est-ce un mal nécessaire. Si la maîtresse ne passait pas la meilleure partie de son temps à la cuisine, la servante allemande ne se ferait aucun scrupule de la voler, persuadée qu'elle est trop riche pour se soucier de cette bagatelle, ou trop stupide pour s'en apercevoir. Dans les maisons plus opulentes, il est indispensable que la dame se fasse remplacer par une de ces femmes de charge qu'en Allemagne on

nomme indifféremment une *Mamsell*, qu'elle soit fille, femme ou veuve, et qui tient les provisions sous clé.

Les domestiques se contentent de gages modiques; en revanche, leurs exigences et leurs prérogatives sont variées à l'infini dans les détails; tout est de tradition : le thé, le café, le sucre supplémentaires, les *Trinkgelder* (pourboire) de Noël et des foires locales, les rations de viande, le régime de l'office en général, qu'on ne saurait modifier sans s'exposer à une rébellion, les droits gastronomiques étant sacrés.

Une servante allemande n'estime sérieusement ses maîtres que s'ils ont assez de linge pour se borner à deux lessivés par an; du reste la ménagère elle-même fait de la rareté de ses lessives un sujet d'orgueil et accumule avec complaisance le linge sale dans la *Waschkammer*, — chambre d'une construction particulière, protégée contre les rats et ouverte aux courans d'air. — Pour revenir aux exigences de la servante, elles sont de plus d'une sorte : Lotte ou Jette se réserve invariablement la liberté du dimanche, non pas pour aller à l'église, — le temple est fort peu fréquenté dans toute l'Allemagne protestante, — mais parce qu'elle appartient à un *Kränzchen*, à un club où l'on prend le café sous les tonnelles, où l'on danse tant que dure l'après-midi avec le fiancé du moment. Cette fille, que vous avez vue toute la semaine dans le costume le plus négligé, s'élance à son bal du dimanche en robe de mousseline, une couronne de fleurs sur ses blonds cheveux. Quant au privilége qu'elle s'arroge d'en finir avec son travail dès sept heures du soir et de se planter sous la porte un tricot à la main, pour partager sa soirée entre la médisance et la *flirtation*, il n'est jamais discuté; c'est une coutume, c'est un droit; et nul être au monde ne tient au droit et à la coutume avec autant d'opiniâtreté que le domestique allemand; l'apparition même des maîtres n'arrêterait pas le mouvement des aiguilles ni celui de la langue. Si vous n'êtes pas satisfait de ces façons-là, force vous sera de patienter avec Mlle Lotte jusqu'au terme, l'époque de la louée. Il faut des circonstances bien graves pour congédier une servante dans l'intervalle, et vous risquez fort de ne pouvoir la remplacer.

La nourrice est seule ou presque seule à conserver le costume national qui a été détrôné par les modes de la ville, et c'est grand dommage. Rien n'était plus joli que la jupe courte de couleur éclatante, la jaquette noire, les boucles d'argent, le bonnet empesé qui voilait à demi les nattes bien lisses retenues par une flèche. La nourrice porte encore cet accoutrement coquet dont sa maîtresse, qui l'emmène partout avec elle, fait parade. Il est très rare que les femmes de la société allaitent elles-mêmes leurs enfans, et l'on engage généralement pour cet office de braves filles « qui n'ont eu

qu'un seul fiancé. » C'est un brevet de vertu suffisant. Du reste, à ceux qui seraient tentés de juger sévèrement les mœurs allemandes d'après la quantité d'enfans naturels, il faut faire observer que le mariage est entouré dans ce pays de difficultés telles, que c'est un luxe presque inaccessible pour la classe pauvre. Wilberforce, dans sa *Vie sociale à Munich*, dit, en parlant d'une ville où l'on inscrit dans la même année 1702 naissances illégitimes pour 1762 naissances régulières : « Le gouvernement oppose au mariage tant d'obstacles que c'est à peu près comme s'il l'interdisait. »

On peut douter que ces obstacles, déplorables au point de vue moral, soient, même au point de vue de l'économie politique, une sage précaution, car si la paroisse n'a pas à soutenir des familles pauvres, en revanche les travailleurs émigrent par milliers avec leur nombreuse progéniture qu'ils vont légitimer en Amérique. « Que voulez-vous? Le mariage est une exception et non pas une règle chez cette sorte de gens, répondit une amie à l'auteur du *German home life*, qui se plaignait de ne pouvoir trouver une bonne d'enfant irréprochable. Nos enfans ne sont que mieux soignés par ces filles qui ont l'expérience de la maternité. » — Et la fille-mère n'a aucune confusion de ce qui ailleurs est qualifié de faute; elle parle avec un sourire innocent de son enfant, pour lequel elle travaille avec la sérénité d'une bonne âme qui accomplit un devoir.

Plus encore que la nourrice, qui n'est qu'un ornement de passage, le chasseur contribue à la gloire de la maison. Ses panaches, son uniforme, lui donnent la mine d'un général. Les épaules effacées, la poitrine en avant, il suit son maître comme une ombre attentive, tantôt derrière sa chaise à table, tantôt sur le siége auprès du cocher, tantôt à la chasse, où il charge les fusils et compte le gibier. Le chasseur découpe, surveille la cave, fourbit les armes et propose sa prestance superbe à l'admiration de tout le voisinage.

Le plus accompli des domestiques allemands est le *Kellner* (garçon d'hôtel ou de restaurant), mais il n'appartient pas à la vie de famille. Tous les voyageurs ont pu apprécier son activité, sa bonne humeur, son talent merveilleux pour porter à la fois cinquante verres et trois cents assiettes. Il a le don d'ubiquité; vous le trouverez à Rome, à New-York, à Londres, à Pétersbourg, à San-Francisco, toujours le même, affairé, infatigable.

Il serait injuste d'oublier, dans cette énumération de la domesticité allemande, le corps irrégulier, mais infiniment utile, des *Dienstmänner* et des *Botenfrauen*, commissionnaires des deux sexes. La plupart des villes possèdent un bureau de *Dienstmänner*. Ces hommes portent la blouse et le baudrier; ils sont indispensables dans un pays où jamais marchand n'eut l'idée d'envoyer un paquet. Le *Dienstmann* vous suit de boutique en boutique, et, moyennant

quelques sous, rapporte chez vous toutes vos acquisitions. La *Botenfrau* n'a pas moins de mérite que le *Dienstmann*. Passez-vous l'été dans les montagnes, à plusieurs lieues de la ville la plus proche, la *Botenfrau* vous offrira, sa hotte sur l'épaule, ses services; vous lui remettez une liste de commissions, et le soir même vous la voyez revenir.

Mais c'est assez parler des gens de la maison et de leurs acolytes; entrons dans la maison elle-même. Elle est divisée intérieurement par étages, avec une porte et un escalier communs à tous les locataires. Remarquez en passant l'état déplorable des ruisseaux, des égoûts, etc. Les précautions sanitaires sont négligées; chaque maison recèle un foyer d'infection qui contribue pour sa large part aux ravages du typhus, ce mal terrible, presque périodique dans la plupart des villes allemandes; peut-être est-il vrai, comme on le dit, qu'aucun moyen ne puisse faire de Berlin une ville salubre, mais il serait cependant facile de l'assainir un peu en éloignant certains amas de corruption qui, dans d'autres pays, sont invisibles au nom de l'hygiène et de la décence publiques.

Les appartemens des maisons de ville sont disposés à peu près comme en France, avec cette différence que sous les toits vous trouvez, outre les chambres de domestiques, des greniers à provisions, des *Waschkammern* pour la lessive et un séchoir commun où l'on étend le linge. Chaque locataire est supposé entretenir son étage.

Une petite plaque de porcelaine attachée au mur vous indique la demeure des personnes que vous cherchez. Vous voici introduit dans le salon, et tout d'abord c'est l'absence de meubles qui vous frappe. Cette nudité des appartemens, supportable en été, où les tapis, les rideaux épais ne sont qu'importuns, est l'hiver d'un aspect fort triste. Le poêle, quelques siéges, dans la fabrication desquels le bois joue un grand rôle, et, derrière une table, le cérémonieux sofa, voilà tout. Le sofa, c'est la place d'honneur : on la réserve à la personne la plus considérable de la société; si une autre personne d'un rang supérieur encore survient pendant que celle-ci occupe le sofa, la première se lève et s'efface; mais aussitôt la nouvelle venue sourit d'un air de condescendance : *Bitte, Bitte* (je vous prie). — Alors l'autre, apparemment blessée de ce que l'on puisse supposer qu'elle ignore les bienséances, reprend d'une voix presque lamentable : *Aber, Excellenz!* — Cet assaut de politesse ne manque jamais de se produire et prend beaucoup de temps. Par bonheur, le café va venir, ainsi que l'annonce une serviette damassée posée sur la table, qui du reste ne supporte ni livres, ni journaux, aucun indice révélateur des goûts, des habitudes, des idées de vos hôtes; le salon en Allemagne est déplorablement dénué

de physionomie, d'expression. Seul, le tricot inévitable traîne sur un coussin, et la vue en est associée pour vous au plus insipide bavardage : clic, clac! le bas s'allonge, et aussi la liste des menus caquets, accompagnement obligé du café de l'après-midi.

Auprès de la fenêtre, il y a encore une table à écrire et un treillis de verdure. Les Allemands aiment les fleurs, pourvu qu'elles ne leur coûtent rien; du reste l'art du jardinage est encore chez eux à l'état d'enfance. Seuls, quelques riches négocians d'Altona ou de Hambourg possèdent des serres rivales de celles qu'on admire en Angleterre; il ne faudrait pas médire non plus des parterres de Baden, de Wiesbaden, de Hombourg dans leur beau temps, mais la vertueuse *Vaterland* proscrit les jardins de luxe comme susceptibles d'entraîner une perte de temps et d'argent. Cependant le goût de la *villégiature* y est plus répandu que partout ailleurs; quiconque n'a pas d'habitation de campagne possède au moins un prétendu jardin dans la banlieue. Mais n'oublions pas que nous sommes en train de décrire un salon : la cheminée étant absente, pendule et candélabres font également défaut. En revanche, il y a dans un cabinet vitré toutes les menues bagatelles de porcelaine et d'argenterie que peut amasser une famille, de génération en génération. Sur l'un des murs est accroché ce que vous prenez de loin pour un système planétaire; approchez-vous, ce sont les photographies des divers membres de la famille, entourées de cadres ovales en bois noir. Là, vous avez l'intéressant spectacle de tendres époux assis la main dans la main, de jeunes messieurs affectant l'attitude militaire, de demoiselles aussi endimanchées que modestes et qui presque toutes se ressemblent. Si vous parliez de tableaux, la maîtresse du logis vous répondrait : — A quoi bon? Nous avons nos musées publics.

La salle à manger est plus nue encore que le salon, nue jusqu'à la pauvreté; toute notre attention se concentrera donc sur le grand poêle qui se retrouve dans toutes les chambres, bien qu'un proverbe allemand dise : « En Russie on ne fait que voir le froid, en Allemagne on le sent. » Les palais sont chauffés par des calorifères qui répandent partout une température égale; mais le prix exorbitant du combustible, qui chaque année devient plus cher en Allemagne, condamne les particuliers à se contenter de l'affreux engin qu'on appelle le poêle. Heureux encore si c'est un *Berliner Kachelofen*, un de ces monumens de faïence à la vieille mode qui ne brûlent que du bois! Dans les maisons modernes vous aurez chance de rencontrer plutôt le poêle de fonte, au charbon, avec sa chaleur de fournaise, ses odeurs fétides, son aspect noir et sinistre. Le poêle n'a d'autre avantage que celui d'épargner beaucoup de peine aux domestiques. On le remplit par derrière, une porte est ouverte dans

le mur pour créer un fort courant d'air; puis, en tournant une clé, on emprisonne l'air brûlant, de sorte que pendant huit ou dix heures vous avez chaud sans avoir besoin de vous occuper de votre feu; mais combien la gaîté d'une bonne *flambée* nous dédommage, nous autres heureux possesseurs de cheminées ouvertes, du soin que nous prenons de l'attiser!

En traversant le salon et la salle à manger, nous avons détourné nos yeux avec horreur des affreux crachoirs qui s'abritent modestement derrière le poêle. Ils sont mieux à leur place dans le cabinet du maître de la maison; ici l'odeur du tabac nous suffoque tout d'abord. C'est le *sanctum sanctorum* où s'entassent les petits ouvrages en perles, en tapisserie, au crochet, etc., déjà trop nombreux dans le salon, et qui témoignent de l'amour ou du respect de toutes les femmes de la famille pour le maître et seigneur. Les porte-cigares les plus variés, des panoplies d'armes, de cravaches et de pipes, une bouteille de bière, une paire de pantoufles en tapisserie, une robe de chambre, un habit de chasse (*Joppe*) jeté sur le sofa de cuir, nous initient aux mœurs de l'habitant de ces lieux. Les coussins les plus douillets sont placés à son intention dans cette embrasure de fenêtre, où l'on se plaît à savourer un doux *far niente* tout en observant, à l'aide de deux petits miroirs placés dehors à un certain angle, ce qui se passe dans la rue et même chez les voisins. *Espion* à part, les fenêtres sont fort commodément agencées; elles s'ouvrent aussi facilement qu'une porte, et l'une des vitres est mobile, ce qui permet de faire entrer la quantité d'air dont on a besoin. Si le système de chauffage est en Allemagne insupportable aux étrangers, la ventilation nous y semble en revanche mieux entendue qu'ailleurs.

Si par privilége vous pénétrez dans le mystère de la chambre à coucher, vous serez plus étonné que jamais de l'absence de *comfort*. Côte à côte s'alignent deux petits lits. Comment deux êtres coulés dans un moule athlétique réussissent-ils à se blottir dans ces réceptacles lilliputiens? Jamais un Français ni un Anglais n'est parvenu à le comprendre. Une montagne d'oreillers de crin, des draps si courts et si étroits qu'il est impossible de les border, un sac de plumes qui représente le cauchemar en personne, telle est la composition de cet instrument de torture. Pour peu que vous bougiez, les draps se roulent en cordes, les couvertures piquées glissent, vous gelez et vous étouffez tour à tour, selon que vous vous résignez à garder sur vous toute cette plume ou que vous vous décidez à la jeter au milieu de la chambre. — Une maigre descente de lit, des chaises, un petit miroir, une commode en bois peint,... ne cherchez rien de plus. Quant aux mille objets qu'ailleurs la femme considère comme indispensables, notre ménagère allemande les dé-

daigne. — A quoi bon, vous dira-t-elle, un cabinet de toilette quand nous avons les bains publics? — C'est la même réponse que pour les œuvres d'art : — Nous avons les musées. — On peut se demander si bains et musées sont très assidûment fréquentés. Mais la beauté, mais l'harmonie, mais la forme, mais le charme enfin des choses environnantes, tout ce qui fait l'éducation des yeux et aussi de l'esprit, quoi que vous en disiez, qu'en faites-vous, madame? Ignorez-vous donc que la plupart des jolies inutilités dont s'entourent vos sœurs étrangères ont une histoire, consacrent un souvenir, marquent une étape dans la vie, et leur tiennent enfin bonne et agréable compagnie en parlant à leur imagination, tandis que vous laissez s'endormir la vôtre sur le sempiternel tricot de la vertu? Bannir de sa maison toute grâce et toute élégance, c'est presque manquer aux devoirs de l'hospitalité. — Chut! ce langage scandalise la chaste épouse germaine; mieux vaut le lui épargner et la suivre, sans hasarder d'observation, jusque dans la cuisine, où vous ne trouverez rien à reprendre, car tout y favorise l'économie, et tout y est aménagé de manière à simplifier les opérations culinaires; mais quels sont les mets qui sortent de ces cuivres si brillans? Car enfin le premier mérite d'une cuisine, c'est de produire de bons plats.

Henri Heine a répondu d'avance à la question que nous venons de poser, dans son amusant chapitre de la cuisine nationale et de l'amour comparés : « Des sensibleries pâtissées très indécises, de sincères boulettes aux prunes, de la soupe platonique à l'orge, des omelettes avec des pommes et du lard, de vertueuses andouillettes de ménage, de la choucroute... Heureux celui qui peut digérer tout cela! » — Nous nous en rapporterons à ce témoignage et à notre propre goût plutôt qu'à l'appréciation d'une dame anglaise, qui est d'ailleurs la première à reconnaître les erreurs de ses compatriotes en matière de gastronomie. Elle a trouvé pour son compte la vie matérielle très suffisante en Allemagne, bien que le poisson de mer, sauf dans les ports, n'existe qu'à l'état de salaison; mais certains mets sont vraiment délectables, entre autres le rôti de chevreuil arrosé d'une sauce à la crème et les pigeons braisés dans du riz au lait!

Quant à nous, il nous est impossible de partager cette indulgence; fi des fades saucisses grasses entremêlées de compotes, fi de la soupe à la bière et de tous les farineux : *Gries*, *Grutze*, etc., préparés probablement en vue de tromper l'inextinguible appétit des petits-fils de ces Teutons qui, selon Tacite, avaient les intestins plus développés que tout autre peuple en Europe. Sans doute on rencontre une table recherchée de même qu'un mobilier fastueux chez telles notabilités de l'aristocratie ou de la finance qui empruntent leur luxe à tous les pays, mais nous restons dans la classe

moyenne, et là il nous est permis de répéter après tant d'autres : Le Français dîne, l'Allemand se repaît. On sent que la quantité, non la qualité des victuailles, lui importe.

A table d'hôte, chacun dévore sa part et plus que sa part, lapant le potage avec une gloutonnerie tout animale, nettoyant son assiette à tour de bras, faisant usage du couteau et du cure-dents tout ensemble. Une voyageuse reçut un jour à dîner ce singulier compliment d'une de ses voisines : — Vous êtes Anglaise, n'est-ce pas? Je l'aurais deviné tout de suite. Vous mangez si joliment! — Sur ce chapitre, les Allemands n'entreprennent pas d'imiter ce qu'ils admirent chez autrui. Il paraît cependant que le principal but de quelques-uns d'entre eux, en prenant des bonnes étrangères pour leurs enfans, est d'enseigner à ces derniers l'art, inconnu dans la patrie, de manger proprement.

La nourriture du peuple en Allemagne est misérable : le café sans sucre, le pain noir *sûri*, un abominable ragoût de pommes de terre, d'oignons, de poires et autres fruits, de la choucroute et assez de charcuterie crue pour que la trichine fasse d'affreux ravages. Les hommes boivent du *schnaps* (eau-de-vie de grain), dont l'effet serait désastreux s'il n'était paralysé par la masse de nourriture engloutie en même temps. Dans les districts montagneux, c'est un événement que de goûter à la viande, mais la population n'en souffre point, grâce aux qualités fortifiantes du climat.

Les femmes même de la bourgeoisie se contentent du premier déjeuner, tandis que les hommes sortis de bonne heure, ceux-ci pour la gymnastique, ceux-là pour le service militaire, réconfortent leur estomac excité par le grand air au moyen de ces orgies d'huîtres et de vin blanc qui font l'admiration de Heine à Berlin. Le dîner a lieu entre midi et trois heures; c'est une pénible et interminable opération. Le dégoût d'une Anglaise habituée à toutes les recherches de symétrie et de netteté, en présence du couvert allemand, est facile à concevoir : ni soin ni ordonnance dans l'arrangement du linge, des plats, de l'argenterie; on change rarement les assiettes, les fourchettes et les couteaux sont empilés en un tas informe, et vous sortez de ces repas copieux l'estomac alourdi plutôt que satisfait. A quatre heures, vous êtes convié au café. Le souper est à sept ou à neuf heures, selon la longueur de l'opéra ou les autres exigences de la famille. Cet *Abendessen* est le plus appétissant de tous les repas allemands; les viandes froides servies dans ces jolis plats doubles qui commencent à être en usage chez nous sont arrosées de thé très faible pour les femmes, de vins du Rhin ou de Bordeaux, de bière de Bavière pour les hommes, qui ensuite allument leurs cigares, tandis que la partie féminine de la famille bat en retraite.

L'abus des conserves de légumes rend les repas allemands particulièrement désagréables en hiver; les bons fruits sont inconnus, sauf les fruits importés qu'offre le marché de Hambourg. On prendrait encore son parti de la cuisine allemande, s'il ne s'agissait que de la déguster; mais pour comble de malheur c'est un continuel sujet d'entretien. Revenez-vous du bal? La première question qu'on vous pose est celle-ci : — *Na! was hat's gegeben?* Que vous a-t-on donné à manger? — Les dames ne cessent d'échanger des recettes et de composer des menus. — Espérons, dit la femme de goût dont nous citons les observations, espérons que si jamais, dans le reste de l'Europe, les cuisinières arrivent à nous permettre de nous occuper des casseroles, nous serons assez bien inspirées pour ne pas porter au salon le récit de nos exploits culinaires! — Et elle termine son essai « de la nourriture » par une citation de Samuel Johnson : « Tout homme incapable de commander judicieusement son dîner peut être soupçonné d'incompétence sur les autres points. » Que de lacunes en ce cas dans l'esprit allemand!

Le mot du vieux docteur pourrait, avec une légère modification, s'appliquer aux femmes en matière de toilette. Ne sommes-nous pas autorisés à croire, en effet, qu'une femme qui s'habille mal manque généralement de goût, de tact, d'invention, de jugement, d'à-propos? La toilette implique autre chose que le vêtement, elle est la révélation d'une individualité. En France, cette science de l'ajustement est innée, elle n'exige pas d'études; en Allemagne, on la creuse, on la discute chaque jour sans arriver jamais à la posséder : le mot seul *geputzt*, qui signifie à la fois *paré* et *fourbi*, évoque des associations désagréables. L'Allemande n'est prête, *fix und fertig*, comme elle dit, qu'à une heure avancée de la matinée. Si vous la rencontrez à son lever en robe de chambre, en bonnet et en pantoufles de feutre, vous risquerez fort de la prendre pour la femme de charge. Elle alléguera que les soins du ménage exigent cet appareil, mais en réalité elle ne fait que s'abandonner à un instinct qu'on ne peut trop blâmer. Dans les villes d'eaux, où il n'est pas question de ménage, les dames qui se rendent au bain sont tout aussi mal tenues. C'est en vain que l'hypocrisie voudrait donner à je ne sais quelle négligence inavouable le nom d'une vertu domestique. Peu importe d'être laide à une heure qui n'est point celle de la promenade et des visites. Le mari, les enfans savent bien qu'avant l'arrivée de la coiffeuse on ne peut avoir bonne mine. Plus l'Allemande est âgée, moins elle prend soin d'elle-même. D'autres s'efforcent de dissimuler les ravages du temps, de porter avec grâce leur drapeau de vieille femme : elle est au-dessus de ces faiblesses, qui ne sont que des égards délicats pour le goût d'autrui et une dernière pudeur obligatoire comme toutes les autres. « Peu importe

maintenant! semble-t-elle dire en montrant sa tête chauve et son cou ridé. Nous laissons la frivolité aux plus jeunes! » Peut-être confond-elle la frivolité avec le respect de soi-même.

Arrive cette peste femelle, la *Friseusinn*, pour employer une ridicule désignation gallo-germaine. La *Friseusinn* joue dans les intérieurs allemands le même rôle que le barbier dans les opéras-comiques. Elle recueille et colporte les scandales, contribuant ainsi pour sa bonne part au bagage de niaiseries et de méchancetés qui se débite après midi sur le sofa; mais enfin, grâce à elle, la chrysalide, devenue papillon, peut parader en visites, à la promenade, où s'échangent les complimens. Il est permis en Allemagne de s'extasier sur le choix d'une robe, d'en demander le prix, etc... Nulle part on ne parle autant des chiffons en les comprenant moins. Ce n'est pas vanité, au contraire; il y a dans cette préoccupation une méfiance de soi, une sorte d'humilité presque touchantes. La lecture attentive des journaux de modes français a-t-elle un résultat heureux? Hélas! non, car les combinaisons de formes et de couleurs sont adoptées indistinctement, sous prétexte que « cela se porte, » avec une ignorance complète de ce qui sied, tandis que toute innovation quelque peu originale et personnelle est repoussée avec crainte comme une excentricité qui provoquerait le blâme. La vie de la plupart des Allemandes est faite pour donner une importance exagérée aux infiniment petits, à ce que Goethe appelle *die Gemeinheit des Lebens*. Quels orages peut susciter dans les meilleures âmes l'apparition dans le *Parc* d'un chapeau inédit! Cependant la propriétaire du chapeau se promène sous le regard admiratif des officiers, en songeant que peut-être une bonne fortune lui fera rencontrer ses princes! Il faut voir, si son espérance se réalise, l'émotion, la béatitude de la loyale sujette et la révérence qui fait croire qu'elle va s'abîmer dans les entrailles de la terre! Son altesse peut être Barbe-Bleue si bon lui semble, scandaliser le monde par ses vices, n'importe, c'est le prince régnant! On se prosterne avec une foi, une vénération aveugles!

La toilette du soir est le triomphe de l'Allemande; elle fait valoir une opulente chevelure et ces blanches épaules que les demoiselles de la petite bourgeoisie aiment à exhiber même en plein jour: les cosmétiques, adoptés dans les hautes sphères, sont encore inconnus dans les classes moyennes, et l'aspect d'un bal est très-gracieux, très-brillant en Allemagne, bien que le luxe tel que nous l'entendons en soit banni. L'éclat et la variété des uniformes militaires prêtent à la plus petite réunion un air d'apparat et de cérémonie. Dans un pays où l'on est soldat bien avant d'être homme, l'uniforme est de rigueur naturellement, et les gens perdent beaucoup à en sortir; cependant telle est l'inconséquence humaine que

le jeune officier rêve d'échapper à la vigilance de son *Vorgesetzten* pour se montrer dehors en civil. Il ne se doute pas que ces vêtemens dont il n'a point l'habitude et qui lui vaudront probablement les arrêts lui donnent une apparence gauche et empesée; sa taille, même délivrée de l'étreinte du ceinturon, demeure raide comme celle d'un mannequin; ses épaules carrées semblent toujours attendre l'épaulette, sa main cherche involontairement la poignée du sabre et sa démarche saccadée a perdu l'excuse d'une entrave impitoyable. C'était un magnifique soldat, ce n'est plus qu'un épicier endimanché. Bien entendu, il n'est pas question ici des Autrichiens, qui portent avec grâce les habits de fantaisie les plus audacieux.

Puisque nous avons parlé de bals et des officiers qui en font l'ornement, disons un mot des fêtes, des plaisirs, des amusemens en général dans la grande patrie germanique. Ils sont variés à l'infini, mais se ressemblent presque tous sur un point : la séparation sévère des deux sexes. Seule une très-grande dame, élevée par le rang et par l'âge au-dessus de toute critique, peut se permettre d'inviter des hommes à la *Kaffee-Gesellschaft*, qui est la récréation ordinaire des femmes. En général, ces sortes de réunions, où se consomment plus de pâtisseries variées que dans toutes les autres, participent des mystères d'Éleusis par la stricte exclusion de tout mari, frère ou fils des initiées.

Outre les cafés privés, il y a les cafés publics dans des jardins ouverts à tout venant. Autour d'une pelouse sont groupées des tables rondes, des bancs, des chaises; un jeu de quilles, une brasserie, un orchestre, forment les indispensables ornemens de ces lieux de félicité quasi-champêtres. La musique est souvent excellente. Dans l'intervalle des morceaux, vous entendez tomber les quilles, et le cri bruyant de : *Kellner!* sans cesse répété se mêle au choc des couteaux sur les verres et des cuillers sur les tasses : des rafraîchissemens variés sont offerts aux familles qui affluent par troupeaux pendant toute l'après-midi. Les jeunes filles rassemblées comme un vol de colombes chuchotent entre elles, tandis que les mamans travaillent au crochet. *Herr Papa* savoure son *Bock*; les Adonis de la garnison se promènent de long en large, sûrs de l'admiration des vierges timides qui baissent les yeux aussitôt qu'un jeune homme ose les aborder, quitte à reprendre, aussitôt que celui-ci a le dos tourné, une conversation assaisonnée de petites mines et d'œillades qui contrastent singulièrement avec leur attitude précédente.

Nous avons dit que les dames ne se permettent que les boissons les plus anodines. Jamais vous ne les verrez tremper leurs lèvres dans le punch ou le champagne sans mille protestations préalables, mille petits cris affectés. Les Bavaroises font exception : elles accom-

pagnent leurs maris et leurs frères au *Biergarten* et vident une chope virilement. Ces *Bier- et Kaffee-Garten* sont dans les petites villes une précieuse ressource pour les indigènes; dans les grandes, ils offrent aux étrangers un spectacle intéressant et parfois magnifique. Ainsi la terrasse Bruhl, décrite par la comtesse Hahn-Hahn au début d'un de ses romans les plus célèbres, est une des curiosités de Dresde. Le clair de lune ruisselant sur les flots de l'Elbe où se mirent les quatre rangées de réverbères des doubles ponts, l'horizon confus des montagnes lointaines, les accens de Beethoven, de Schubert et de Strauss, les souvenirs historiques, la variété des types de promeneurs : étudians drapés de châles écossais, juifs de Posen et de Leipzig, élégantes en toilettes tapageuses, artistes et voyageurs de différens pays venus pour visiter les musées ou pour explorer les environs, tout contribue au charme de ces pittoresques et poétiques assemblées. A Vienne, elles ont un caractère plus léger et font penser davantage à notre ancien Tivoli; mais en général une décence parfaite règne dans tous ces jardins publics.

La passion innée de la musique est un lien entre les Allemands de toutes les classes. On parvient, dans le plus pauvre village, à organiser un quatuor : le maître d'école, le sacristain, le meunier, le cordonnier, se réunissent pour jouer Bach ou Haydn. Les jeunes filles et les jeunes garçons entonnent en chœur, avec une précision merveilleuse, les touchantes mélodies populaires de la montagne et des bois, les *Volkslieder*, les *Weisen;* de colline en colline, la chanson du chevrier répond à celle du pâtre ou du chasseur. Des bandes de pèlerins, traversant les lacs, élèvent sur l'eau leurs voix pieuses qui font penser à un concert céleste; le soldat astique son fourniment une mélodie aux lèvres; la laveuse a sa chanson, le forgeron a la sienne pour accompagner le bruit mesuré du battoir ou de l'enclume. Les étudians donnent à leur professeur une sérénade; ces ménestrels errans sont des mineurs qui se rendent à quelque foire du voisinage. Les petits enfans mêmes, durant les tièdes soirées de mai, gazouillent d'une voix juste : « *Maikäfer flieg. Hanneton vole.* » Chateaubriand a raconté, dans ses *Mémoires d'Outre-Tombe*, comment il vit dans le crépuscule du soir des centaines d'artisans se rassembler et entonner, en tenant chacun une page notée à la main, un chœur admirable. « Les Français, dit-il, sont bien loin de ce sentiment de l'harmonie, moyen puissant de civilisation qui a introduit dans la chaumière des paysans de l'Allemagne une éducation qui manque à nos hommes rustiques. Partout où il y a un piano il n'y a point de grossièreté. » — Ces paroles, vraies jusqu'à un certain point, ont besoin de commentaires; la musique, qui adoucit certainement les mœurs, ne suffit pas toujours à les polir. L'Allemand peut être un rustre, un lourdaud, mais il

est humain; tout brutal qu'il soit, les actes de révolte, de violence et de cruauté lui font horreur, et il jouit avec une naïveté enfantine des plaisirs les plus simples.

Il va sans dire que pour un peuple amoureux de musique, le théâtre n'a pas moins d'attrait que les concerts. On le comprend en Allemagne tout autrement que chez nous; ce n'est pas un pur amusement, c'est un moyen d'éducation; les gens vont gravement, presque religieusement entendre le drame ou l'opéra; les subventions accordées à leurs théâtres par les petits princes d'Allemagne étaient vraiment magnifiques, et c'est le cas de rappeler ici le mot de Goethe, que la culture intellectuelle, en Allemagne, doit plus à ces modestes cours de fer-blanc, comme on les nomme, qu'elle ne devra jamais probablement aux lointaines sympathies impériales de la patrie unifiée. — Si Dresde, Weimar, Hanovre, Stuttgard et Brunswick n'avaient été que des villes de province, les arts n'y eussent pas brillé avec autant d'éclat.

A Berlin, les deux grands théâtres sont des propriétés impériales fortement subventionnées par la liste civile. L'office d'intendant est rempli par un gentilhomme haut placé. Des seize théâtres sans subventions, les plus connus sont le Friedrich-Wilhelmstadt, où l'on joue le drame moderne, l'opéra-comique, l'opérette; le Victoria, qui est l'équivalent du théâtre de la Porte-Saint-Martin, et Kroll's, qui rappelle l'Alhambra et le Cremorne anglais réunis. Chez Wallner, on donne des *posse mit gesang* (bouffonneries avec chant), qui n'offrent aucun agrément aux étrangers, étant bourrées d'allusions toutes locales.

Selon les conditions de votre abonnement, vous allez plus ou moins souvent au théâtre; les dames s'arrangent pour avoir un fauteuil rapproché de ceux de leurs amies; les hommes ne sont pas admis dans le « cercle habillé, » pas plus que les femmes ne sont admises dans les stalles réservées à l'élément militaire, qui a toute sorte de prérogatives. C'est presque un devoir, en revanche, pour l'officier, de paraître au théâtre au moins une heure dans la soirée. L'œil du maître aime à se poser sur un parterre en uniforme.

Auprès de la loge du souverain il y a la loge des étrangers, occupée généralement par les voyageurs de distinction qui traversent la ville. La représentation commence à six heures et demie ou sept heures au plus tard. A neuf heures, on est rentré chez soi.

Il y aurait beaucoup à dire sur les acteurs allemands, qui en général honorent leur profession par des mœurs irréprochables. Les femmes sont souvent dignes de l'accueil qu'on leur fait dans les familles de la haute bourgeoisie. Vous rencontrez à la table de personnes très bien posées au point de vue social des comédiennes ou des cantatrices qui causent en toute intimité avec les jeunes filles

de la maison. Fidèles à leur public, elles restent parfois vingt, trente, quarante ans sur la même scène. Les habitués du théâtre les désignent par des noms affectueux : notre *une telle*, notre bonne *une telle*, etc. Ne vous étonnez pas si dans un magasin où vous faites des emplettes le marchand se permet de vous demander ce que vous pensez de la *Clärchen* ou de la *Gretchen* de la veille, en pérorant sur *Egmont* ou sur *Faust* avec beaucoup d'érudition.

Le métier d'acteur doit être rude dans les petites résidences, où le public est toujours le même, et l'affiche changée tous les jours par conséquent. Ce qui nous paraît admirable, c'est la conscience, l'abnégation des artistes qui acceptent le rôle le plus infime avec l'unique souci de la perfection de l'ensemble.

Rien n'est plus caractéristique de la simplicité des mœurs allemandes que le Théâtre d'Été : dans les villes qui n'ont pas de troupe permanente, les comédiens ambulans sont reçus avec enthousiasme. Une tente se dresse en un clin d'œil, la foule s'y entasse frémissante, et souvent le spectacle est bon. Même dans les grandes villes, ces acteurs de passage se font entendre, — avec permission spéciale toutefois des autorités et de l'intendant, — qui discute, il faut le dire, avec un soin jaloux, jusqu'à l'installation d'un cirque de foire, dans la crainte que cet humble rival ne nuise aux recettes de l'opéra ou du drame légitimes.

L'auteur de *German home life* oublie de dire que le théâtre n'est pas partout en Allemagne un cours de morale ou d'art pur, et que l'opérette fait dans les capitales concurrence à Wagner lui-même. Nous ajouterons que les bouffonneries d'Offenbach, par exemple, y sont interprétées de manière à devenir choquantes et insupportables; aussi l'honnête bourgeoisie se scandalise-t-elle de la vogue qu'elles obtiennent à Paris, ignorant qu'à Paris on apporte du goût et de la mesure jusque dans les hardiesses les plus périlleuses. Telles obscénités reprochées violemment aux Français ne sont obscènes qu'à Berlin.

Après le théâtre, le bal est le plaisir de prédilection des Allemands. On conçoit que les inventeurs de la valse s'entendent merveilleusement à l'organisation d'une fête dansante. Jamais d'encombrement comme ailleurs dans des pièces trop petites pour le nombre des invités, jamais de cohue. Personne n'oserait donner un bal s'il n'avait une salle de danse spéciale; aussi les bals pique-niques suffisent-ils le plus souvent aux exigences de la classe moyenne. Telle personne possède une vaste salle, mais n'est pas assez riche pour recevoir; on la prie de prêter son salon, un ou deux commissaires attitrés font une liste d'invitations, et quiconque accepte de venir est chargé de contribuer pour sa part aux frais de la fête, ou bien encore le bal a lieu dans un hôtel. La cour, dans les villes où il y

en a une, les ministres, le corps diplomatique, les fonctionnaires, les officiers, les marchands, les boutiquiers donnent chacun leur bal, et, règle générale, n'y reçoivent chacun que leur société particulière; les intrus admis par exception au sein de la coterie ou de la corporation sont rarement contens de l'accueil qui leur est fait.

Dans tous les bals, tant de la cour que particuliers ou par souscription, le soin de conduire les danses est confié à un *Vortänzer*. Le *Vortänzer*, choisi parmi les jeunes gens à la mode, donne à l'orchestre le signal pour commencer et pour finir; il dit tout haut: « Deux tours par la chambre, six couples se suivant. » Et de cette façon il maintient l'ordre, il n'y a point de robes déchirées; les divisions de danseurs, guidées par le *Vortänzer*, se succèdent régulièrement, plus ou moins nombreuses, selon les dimensions du salon; chacun a son tour, et le *cotillon* couronne naturellement la fête.

Nous en aurons presque fini avec les amusemens nationaux quand nous aurons mentionné le pique-nique champêtre, qui a beaucoup de vogue, peut-être parce qu'il permet une liberté relative entre la jeunesse des deux sexes. Le laisser-aller est loin d'être complet cependant; les dames sont en toilette : on craint la pluie, on souffre de bottines trop étroites, on a peur des cousins, des araignées. L'excursion se borne à une promenade à pas comptés dans les bois jusqu'à la prochaine guinguette, où l'on vous sert de la salade, des gâteaux et des limonades. Rien de commun avec le joyeux pique-nique anglais, où l'appétit est aiguisé par une longue course, où la plus franche gaîté réunit de jeunes *misses* énergiques, sans prétentions, et de jeunes garçons qui pensent à tout autre chose qu'aux grimaces sentimentales; rien de commun non plus avec le folâtre déjeûner sur l'herbe que Paul de Kock a fait connaître à toute l'Europe comme un trait caractéristique des mœurs françaises. La partie en traîneaux compte beaucoup d'amateurs, — sans doute à cause du privilége traditionnel : un baiser de la dame de votre choix. Cette longue liste de plaisirs doit suffire à prouver que, sans être d'humeur très vive ni très gaie, les Allemands sont sociables.

II.

Élargissant peu à peu le cercle de ses observations, l'auteur de *German home life* passe des détails de la vie matérielle proprement dite à ces autres signes distinctifs du caractère d'un peuple, les manières et le langage. Tous les voyageurs en Allemagne sont d'accord sur un point : l'absence de savoir-vivre. Il suffit, pour prendre cette opinion, d'avoir dîné une fois à une table allemande, fût-elle princière ou même royale, et assisté aux jongleries qu'exécutent les

convives avec leur couteau, comme s'ils ne se doutaient pas de l'existence de la cuiller ni de la fourchette.

En général, les façons allemandes sont rudes, et il semble au premier aspect que ce manque absolu de souplesse soit un signe d'orgueil. Ajoutons que depuis la dernière guerre il s'y mêle quelque chose d'agressif : l'auteur de *German home life* a beau rappeler à ses compatriotes qu'eux aussi ils se sont enivrés de leurs victoires jusqu'à l'arrogance et que, s'ils ont changé, c'est que les lauriers de Waterloo ont eu le temps de jaunir; nous trouvons, pour notre part, l'aplomb insolent du vainqueur d'aussi mauvais goût que la morgue de l'enrichi; c'est en outre une sottise, car la fortune continue de tourner sa roue, et elle peut mettre au plus bas le lendemain celui qui la veille était au sommet; ses favoris ne devraient jamais oublier cela. Longtemps du reste chaque principauté, chaque petit état séparé, eut, quant aux mœurs et aux habitudes, ses traditions spéciales, qui cèdent peu à peu devant les empiétemens de la Prusse. A mesure que l'on s'éloigne de Berlin, on entend bien des gens soupirer après l'obscurité des anciens jours, où chacun vivait à sa guise, tout en s'égarant dans des généralités sentimentales et platoniques sur le paradis lointain, inaccessible peut-être, de la patrie unifiée. Il faut voir l'attitude des villes du Hanovre par exemple, où règne une garnison prussienne! Les indigènes ont l'air d'écoliers craintifs sous l'œil sévère d'un maître; la vie sociale ne gagne rien au despotisme de celui-ci et au sourd mécontement de ceux-là. On respire une atmosphère d'oppression et de contrainte.

Avec le temps sans doute le ton prussien finira malheureusement par dominer, mais, ces différences locales fussent-elles effacées, il sera toujours difficile néanmoins de parler à un point de vue général de manières qui varient essentiellement selon les diverses classes entre lesquelles est tracée une ligne de démarcation rigoureuse. Les manières des officiers sont les plus raides, les plus hautaines de toutes, avec la prétention en outre d'être fascinatrices. Si l'on ne s'arrête pas à l'habit, souvent négligé jusqu'au ridicule, le professeur paraîtra le type le plus réellement aimable de la société allemande par sa simplicité, son désintéressement, sa bonhomie, qui s'allient à un mérite intellectuel incontesté.

Il va sans dire que dans un pays où les quartiers de noblesse sont comptés comme autant de sublimes vertus, où l'aristocratie fait bande à part, même au théâtre, où, sans un titre, personne ne peut être présenté à la cour, l'étiquette et le clinquant jouent un grand rôle. Les décorations sont prisées très haut. On en faisait un étrange abus dans le bon temps des petites cours. Chaque résidence princière était littéralement constellée de croix et de plaques honorifiques; à première vue, vous vous croyiez dans le Walhalla au mi-

lieu des plus illustres guerriers du monde, mais la vénération se calmait chez vous lorsqu'on vous expliquait qu'une grande chasse, un baptême d'archiduchesse, le passage d'une sérénité quelconque, avaient suffi pour ajouter une étoile de plus à la cuirasse de strass qui flamboyait sur telle ou telle poitrine de chambellan. Chacun sait avec quel orgueil railleur M. de Bismarck portait à cette époque l'unique décoration qu'il possédât, une médaille de sauvetage.

Le culte du blason est poussé jusqu'à la démence; il n'y a pas un banquier juif, pas un spéculateur heureux qui ne s'efforce de couronner sa prospérité par cet ornement. La vieille noblesse méprise de tels parvenus, la bourgeoisie se moque d'eux, mais à son tour un juge, un assesseur, un architecte, etc., ne craint pas de se montrer ridicule en exigeant qu'on lui répète à chaque mot de la conversation sa qualité. Les femmes partagent cette manie. A moins de manquer aux règles de la civilité, il ne faut jamais oublier de dire : — Merci, madame la conseillère privée, — à vos ordres, madame la *doctoresse* ou madame la *pastoresse*, etc... — Quand on a prodigué quelque temps ces titres aux personnes de la bourgeoisie, on finit par trouver que ceux de prince, de comte ou de baron sont d'une agréable simplicité. Des préoccupations obsédantes vous poursuivent dans la conversation : ne vous êtes-vous pas trompé en qualifiant de *Geheimerath* ce conseiller qui est en réalité *Wirklicher Geheimerath?* Ce membre du clergé protestant, qui est *Hochehrwürden*, ne vous pardonnera jamais de l'avoir nommé *Hochwürden*, qui est un titre catholique. Comment pouvez-vous savoir qu'un conseiller privé a droit au *Hochowhlgeboren*, qui appartient de droit à la noblesse de seconde classe, tandis qu'un comte est *Hochgeboren* ou même *Erlaucht?* Cependant si vous ignorez ces choses et beaucoup d'autres, vous êtes un malotru. Les gens du commun, même les boutiquiers, veulent que la suscription des lettres qu'on leur adresse porte : *Wohlgeboren* (bien né). Rien n'est plus compliqué qu'une adresse de lettre allemande. Dans la société, une femme mariée qui n'a pas de titre est toujours interpellée *gracieuse, très gracieuse dame*, ou simplement *ma très gracieuse* (*meine gnädige*). Entre elles, les femmes s'appellent : chère générale, chère conseillère. Les jeunes filles ne sont pas mademoiselle tout court, mais « ma gracieuse demoiselle; » on leur donne le titre de leur famille. A Vienne, le mot français *comtesse* s'emploie pour une *Gräfinn* non mariée.

De la part de la classe inférieure, il y a un mélange de confiante familiarité et de déférence profonde. Autrefois on parlait aux serviteurs, aux soldats, etc., à la troisième personne en les interpellant par *er, il*, ce qui serait aujourd'hui une insulte, mais le tutoiement est encore accepté par les domestiques comme une marque

de protection et de bonté. De leur côté, ils tutoient les enfans confiés à leurs soins jusqu'à l'âge de la confirmation, ce qui n'empêchera pas la mère de leur donner l'ordre d'amener au salon « leurs petites seigneuries. » Sous le nom de *Herrschaft* (seigneurie) les domestiques désignent la maison tout entière, sans préjudice des titres scrupuleusement distribués à chacun des maîtres.

Disons vite que les interminables et assommantes cérémonies de l'étiquette recouvrent en Allemagne une franche cordialité. L'auteur du livre qui nous occupe raconte par exemple son arrivée dans une ville. Étrangère, munie de quelques lettres d'introduction, elle a eu pour premier soin de se procurer la liste des notables et de distribuer des cartes de porte en porte. Les cartes lui sont rendues dans le délai voulu, puis un peu plus tard, sans qu'elle ait encore vu personne, les invitations à dîner lui parviennent. Chez chacun de ses hôtes, elle doit, pour se conformer à l'usage, prier la maîtresse de la maison de la présenter aux dames. La présentation commencera par les excellences, en continuant par les personnes de moindre importance, sans que jamais les degrés de l'échelle soient intervertis. Cette formalité terminée, les maris des dames à qui vous avez tiré votre révérence viendront vous faire leur cour. Certes, ces complimens réglés d'avance sont un mortel ennui, mais vous aurez des compensations. Chacun prendra en patience votre mauvais allemand; la moquerie est inconnue dans ces cercles, où la bienveillance égale la routine; chacun vous tendra une main secourable pour vous tirer du bourbier impraticable des déclinaisons et se tiendra prêt à répondre, si vous le voulez, dans votre propre langue avec une facilité qui ne laisse pas de vous humilier; en revanche, vous riez sous cape de l'accent baroque de vos interlocuteurs, parce que, n'étant point Allemande, vous avez le sentiment de ce qui est ridicule. — Vous remarquerez bien vite que, beaucoup plus que partout ailleurs, on considère ce que vous êtes et non ce que vous avez. S'il vous plaît de ne pas rendre les bals et les dîners auxquels on vous convie, vous ne serez pas moins invitée à tous ceux qui suivront; agir autrement serait une impolitesse envers la caste à laquelle vous appartenez. Il n'y a en Allemagne que des préjugés de caste, il n'y en a aucun contre les individus : une femme de lieutenant sans le sou a autant d'occasions d'aller dans le monde qu'une duchesse millionnaire, et on ne lui saura pas mauvais gré d'être vêtue de simple mousseline. Rien de plus hospitalier que le *Gesegnete Mahlzeit* de votre voisin de table : — Puisse le repas être béni pour vous! — ni que ce salut féminin entre amies : — Dieu t'accueille!

Mais, nous le répétons, la politesse n'existe en Allemagne que sous forme de cérémonies absurdes et de cordialité parfaite bizar-

rement mélangées. Du reste, aucune délicatesse : l'Allemand qui mange des petits pois avec son couteau ne se doute pas que la bonne éducation défende de parler haut. Les voix sont puissantes en Allemagne, et jamais elles ne se modèrent dans la conversation. C'est à qui fera le plus de bruit; l'interlocuteur qui vous jette cent fois en une heure votre titre au visage n'attendra pas pour se remettre à crier que vous ayez achevé votre phrase; montez dans un wagon de chemin de fer, entrez dans un café ou dans tout autre lieu qui renferme deux ou trois Teutons réunis, vous serez assourdis littéralement. Il est curieux que le peuple du monde le mieux doué pour la musique soit aussi insensible dans l'ordinaire de la vie aux sons les plus discordans. Tandis que nous sommes en chemin de fer, écoutez les exclamations des dames, des jeunes filles surtout, devant le paysage. L'abus vicieux des adverbes et des adjectifs ne tarit pas. D'abord vous excusez ce tapage monotone en l'attribuant à l'enthousiasme, mais bientôt vous vous rendez compte que ces bruyantes extases ne sont rien moins que naïves. Quiconque s'en dispenserait risquerait fort d'être sévèrement jugé : manquer de *Geist*, de *Gemüth*, de sensibilité, d'âme, est un crime irrémissible, et pour l'esquiver on se jette dans l'affectation du sentiment.

Nous voyageons toujours; remarquez, si vous osez les regarder en face sans trop rougir, l'attitude de ces deux fiancés au milieu de la foule du wagon ou du bateau à vapeur. Ils restent amoureusement enlacés sous l'œil de leurs parens. Aucune timidité de la part de la jeune fille, ni trouble, ni empressement de la part du jeune homme. Non, ils se sont plantés là carrément, côte à côte, en pleine félicité solide et hardie, savourant les baisers et les *Butterbrödter* (pains beurrés) avec le même calme. On vous dira que dans les rangs élevés de la société il n'en est pas ainsi, mais partout sur votre passage vous rencontrerez ce même tableau qui a inspiré toutes les enluminures accrochées aux murs d'auberges : *Familienglück* (les joies de la famille), et qui vous fera désirer, quant à vous, d'être à cent lieues. Ce qui vous étonnera aussi, et cela dans les salons les plus exquis, dans ceux où l'esthétique est à l'ordre du jour, c'est l'emploi par une bouche illustre ou gracieuse d'expressions d'une grossièreté inqualifiable. Si la chose dont il est question est grossière en elle-même, pourquoi en farder le nom? Cette étrange sincérité est poussée parfois à un degré embarrassant pour l'auditeur étranger, qui s'attend à voir tout le monde éclater de rire ou marquer du dégoût, tandis qu'au contraire personne ne paraît choqué.

Depuis quelques années, on s'efforce en haut lieu et on a grandement raison, d'obtenir que la langue allemande, si riche par elle-même, soit débarrassée des emprunts ridicules qu'elle a faits

jadis à la langue française. Ces mots hybrides, souvent détournés de leur sens primitif, n'ont jamais été sanctionnés par la grammaire et produisent un effet déplorable dans la conversation. Ils datent de la *francomanie*, du temps où Frédéric II affichait son mépris pour tout ce qui n'était pas de la patrie de Voltaire, jouant sur la flûte des airs français, écrivant en français de longues lettres et de mauvais vers, et imposant son exemple à tous les petits princes, ses voisins. Les modes, les coutumes, la langue françaises étaient universellement adoptées à la cour. Visitez Schönbrunn, Charlottenburg, Herrenhausen, Wilhelmshöhe, Ludwigslust, vous trouverez partout le même parti-pris d'imiter Versailles. A cette époque régnait en Allemagne un cosmopolitisme auquel n'échappa point Lessing lui-même, si Allemand par le génie. Lessing n'avait pas honte de dire que « du patriotisme il n'avait nulle idée, que c'était là tout au plus une sorte de faiblesse héroïque dont il était aise d'être exempt. » L'occupation napoléonienne ne diminua en aucune façon la francomanie. La gloire du vainqueur se reflétait sur les états subjugués qui acceptaient leurs chaînes avec une étonnante résignation. Pas plus que Lessing, Gœthe, le plus grand des Allemands, ne connut l'amour de la patrie. L'Allemagne était une fiction géographique à ses yeux. Napoléon lui inspira un moment d'enthousiasme passionné, et on connaît de lui ces paroles étranges : « J'ai souvent éprouvé un amer chagrin en songeant que les Allemands, si honorables individuellement, sont si misérables en masse. La comparaison entre ce peuple et les autres nations éveille toujours en moi un sentiment pénible auquel je m'efforce d'échapper. » Ajoutons qu'il y a bien peu d'années encore M. de Bismarck trouva l'occasion d'adresser à ses compatriotes le reproche que Goethe eût mérité d'encourir : « Je voudrais, dit-il, attirer l'attention de ceux qui cherchent leur idéal outre-Rhin et outre-mer, sur un trait caractéristique des Français et des Anglais : ce fier sentiment de l'honneur national qui empêche de tomber en admiration devant toutes les institutions étrangères, comme c'est malheureusement le cas chez nous. » Il est vrai que nous avons peu de mérite peut-être à ne rien envier à nos voisins d'Allemagne, sous le rapport des manières du moins ; mais quant au reste, M. de Bismarck doit être satisfait. Le patriotisme prussien s'est exaspéré depuis peu jusqu'à devenir oppressif, et déjà l'on est tout près d'oublier qu'il n'a pas toujours mérité ce reproche.

III.

La partie la plus intéressante peut-être de ce livre, celle où l'on trouve le plus d'esprit et de verve, c'est toute la partie qui traite

du mariage, et d'abord du caractère, de la situation réciproque de l'homme et de la femme en Allemagne. L'esprit généreux de l'Anglaise indépendante et honorée se révolte en présence de la destinée inférieure, du rôle d'esclave attribué à sa sœur de Germanie. Elle la prend depuis le berceau : la voici toute petite, assise derrière le poêle, s'empoisonnant d'acides et de sucreries, se préparant par un mauvais régime à devenir *bleichsüchtig*, une créature qui n'a ni sang, ni nerfs, ni muscles. Elle ne sort guère que pour aller chaque matin à l'école; la parcimonie qui règle tout empêche qu'on la mette définitivement en pension. Ceux qui ont habité une ville d'Allemagne quelconque se rappellent ces jolis défilés d'enfans chaque matin dans les rues : les écoles sont parfaites, et, sous le rapport de l'instruction, un pareil système ne laisse rien à désirer; c'est l'éducation qui est déplorable. Le goût naturel de la petite Allemande pour les travaux à l'aiguille favorise encore les habitudes sédentaires qu'on lui laisse prendre; elle boit du café au lait avec ses amies en babillant à l'exemple des femmes. Une pruderie qui par la suite a des résultats fâcheux l'empêche très-jeune de prendre part aux jeux de ses frères; dès l'enfance commence la séparation des sexes, mais on se rencontre sur le chemin de l'école, et bientôt je ne sais quels manéges de coquetterie sentimentale prennent la place de cette intimité franche, de cette camaraderie qui serait naturelle. La cérémonie de la *confirmation* fait d'elle une femme; dès lors elle aspire à ressembler au modèle tracé par Schiller, à cette figure féminine éthérée « qui enguirlande la terre des roses du ciel. » Elle se voit douce, sensible, toute sympathie, tout adjectifs, couronnée de myosotis, voguant sur la vaste mer du sentiment qui n'est pas sans écueils, la céleste amie d'un amoureux semi-platonique; elle craint presque de s'évaporer dans le bleu; en réalité, c'est la prose même, — elle beurre des tartines. La femme allemande n'a fait que cela depuis que la *Charlotte* de Goethe est venue clore et renouveler la scandaleuse série des belles incomprises de Weimar. Il faut avouer que celles-ci, en faisant connaître le type de la femme dite émancipée, ont dû contribuer à l'abaissement actuel de leurs descendantes.

L'ère glorieuse de la résurrection de la philosophie et des lettres vit fleurir une pléiade de bas-bleus qui, en revendiquant leurs droits, commencèrent par en abuser. Ces dames portèrent des robes à la grecque, s'adonnèrent au sentiment et à la mélancolie, prétendirent se conformer aux lois de la nature, et défièrent les conventions sociales, si bien que Schiller déclare qu'il n'y a guère de femmes à Weimar qui n'aient une liaison. Deux anges mariés se disputaient l'âme platonique de Richter; Mme de Stein terminait par l'envoi de saucisses et de petits gâteaux ses querelles d'amour

avec Goethe, et le mari assistait placide aux raccommodemens. F. Schlegel écrivit un livre odieux pour glorifier son adultère avec la femme d'un ami et d'un bienfaiteur; tout porte à croire que le sage Körner eut un tendre penchant pour sa belle-sœur, Dorothée Stock, dont l'amant enleva l'épouse adorée d'un vertueux personnage qui bénit, comme c'était l'usage des maris dans ce temps-là, l'union du couple fugitif; Sophie Vogel se tuait avec son ami, Von Kleist; Charlotte Stieglitz n'hésitait pas à se plonger un poignard dans le cœur pour réveiller son mari, affligé d'hypocondrie incurable, et la *Correspondance de Goethe avec une enfant* nous montre jusqu'à quel délire alla le culte de Bettina d'Arnim pour un Dieu de chair et d'os. Si les Allemandes doivent, en cessant de faire des tartines, tomber fatalement dans l'ornière des affinités électives, mieux vaut assurément, n'en déplaise à l'auteur de *German home life*, qu'elles s'en tiennent, comme elles le font aujourd'hui, au simple rôle de ménagères, dont elles s'acquittent d'ailleurs à merveille, et dont elles prennent leur parti sans regret. L'Allemande contemporaine méprise la frivolité de la Française; une Anglaise qui monte à cheval la scandalise; peu lui importe ce qui se passe hors de son foyer, il n'y a pour elle qu'un pays au monde : l'Allemagne; le reste lui fait pitié. Jamais elle n'osera se proposer de devenir la compagne, l'égale de l'homme; on lui a enseigné que pour plaire il fallait être faible, soumise, craintive. Elle ne se permettra ni d'être dévote, ni d'avoir son franc-parler; on l'appellerait *piétiste* ou *libre penseuse*. Cette créature passive, qui n'est rien que « sensible, » arrive à l'âge où il faut se marier sans perdre trop de temps, car sa beauté, souvent ravissante, n'est jamais solide; son teint de rose se fane de bonne heure, elle perd ses dents plus vite qu'aucune femme du monde. Nous parlons ici de l'Allemande du Nord; les Autrichiennes, les Hongroises, conserveraient plus longtemps leurs charmes si l'embonpoint ne venait empâter la taille svelte et les attaches élégantes qui les recommandent à l'admiration. Enfin le mari se trouvera-t-il? Dans la société quelque peu élevée, on n'admet guère d'autres partis que les bureaucrates ou les officiers. Les gens de robe ne sont pas en faveur depuis que les avocats se sont attiré par leur ton acerbe et tranchant, leurs ambitions politiques démesurées, la désapprobation d'en haut. Les ecclésiastiques sont loin d'avoir la même importance qu'en Angleterre, le clergé ne se recrutant plus que dans les classes inférieures : à la campagne, les maîtres du château invitent encore leur pasteur à venir faire un quatrième au whist et à dîner au bout de la table; mais en ville on ne le voit pas du tout, et nulle part on ne l'épouse, pour peu qu'on ait la prétention d'être bien née. Les banquiers sont presque exclusivement des fils d'Israël, et qui dit commerçant ou

industriel, dit plébéien. Il est donc probable qu'on épousera un officier; alors il s'agit de trouver le cautionnement, plus ou moins considérable selon le grade du fiancé, cautionnement qui doit être déposé entre les mains du gouvernement, afin qu'en cas de mort du mari la veuve puisse être assurée de vivre comme il convient à son rang. Tous les jeunes couples ne sont pas en mesure de déposer la somme requise; de là nombre d'inclinations contrariées et une grande affluence de vierges délaissées dans les *Stifte*, sorte de couvens protestans fondés à l'intention des demoiselles nobles. Les amans favorisés sous le rapport de la fortune entrent dans la période bienheureuse et souvent très longue des fiançailles, qui autorise une certaine liberté. Ils sortent, ils font des visites ensemble, mais toujours sous l'œil d'une mère, dont la présence ne leur impose d'ailleurs aucune contrainte. Nous avons eu l'occasion de mentionner déjà cette impudeur étrange.

La veille du mariage a lieu une cérémonie très particulière, la *Polsterabend*; tous ceux qui connaissent la fiancée se réunissent pour lui rendre visite, et chacun d'eux se procure un vase de faïence quelconque qu'il jette devant la porte, de sorte que les poteries accumulées rendent la rue impraticable. Cette coutume a sans doute son origine dans un vieux rite païen; le but qu'on se propose paraît être de faire le plus de bruit possible; on absorbe du café, du punch, etc., en débitant des vers plus ou moins appropriés à la circonstance, on prononce des discours, on porte des toasts; c'est une épouvantable cacophonie.

Voyons maintenant quel est l'époux auquel se livre la blonde Almande. Certes, l'aigle qui enlève une colombe ne diffère pas plus absolument de sa proie par l'humeur et les allures. Tandis que la petite fille s'étiolait dans l'atmosphère étouffée du poêle, le jeune garçon suivait le régime le mieux fait pour développer toutes ses énergies. Il faisait partie d'un *Turnverein*, d'une société de gymnastique; mêlé à la bande joyeuse de ses camarades, il entreprenait des voyages à pied, il s'adonnait à tous les exercices physiques imaginables, sans préjudice des travaux de l'esprit. Étudiant, il portait des rapières, de grandes bottes, de longs cheveux, il s'évertuait à boire trop de bière, à fumer trop de pipes, à taillader force nez et force oreilles, à persécuter le philistin; mais ces allures tapageuses n'ont qu'un temps, celui de la première jeunesse; l'ordre se rétablit vite. Qui dit Allemand, dit soldat, c'est-à-dire le type même de la soumission et de l'exactitude. Le service militaire est la meilleure éducation pratique pour les hommes de toute classe.

Le fermier, le petit marchand en Allemagne, retourne à sa charrue et à son comptoir, ayant appris la discipline et l'obéissance une fois pour toutes. Les officiers, gens instruits autant que nobles,

ne lui inspirent ni haine, ni envie, rien que du respect; il s'incline devant leur supériorité. Que la *Landwehr* ou la *Landsturm* le réclame, il quittera ses travaux sans murmure; il reste toujours soldat dans l'âme; mais les vertus militaires ont leur revers, elles sont incompatibles avec l'initiative. L'Allemand fait le meilleur de tous les colons parce qu'il est frugal, patient et courageux, et parce que la fiévreuse activité américaine l'entraîne dans son tourbillon; chez lui, au contraire, il flâne, il s'engourdit, il s'abandonne à une apathie léthargique dont il ne sort que si un surveillant, un exploiteur le réveille, le secoue à chaque minute et avec rudesse. Il est habitué à voir tous ses actes épiés, dirigés, contrôlés, et nous ne parlons pas ici de l'homme du peuple seulement : le régime militaire prussien est implacable et maintenant il s'implante partout. Un officier allemand n'est libre ni dans ses amours, ni pour son mariage; au temps des villes de jeu, il n'avait pas le droit d'aborder le tapis vert, et plus d'un jeune officier a été relégué dans quelque triste dépôt de la frontière pour avoir compromis par ses attentions une demoiselle de haut rang. Voici donc unis, le cautionnement payé, le guerrier et la ménagère, et il ne faut pas croire que les considérations d'argent soient étrangères à leur mariage : si l'Allemand est sentimental, il ne manque pas de prévoyance. Entre le mari et la femme, la disproportion est affligeante sous tous les rapports, et on ne peut s'étonner de ce fait dénoncé par Heine : le mariage allemand n'est pas un mariage. Le mari n'a pas une femme, il a une servante, et il continue d'isoler sa vie intellectuelle au sein de la famille.

Il monte en grade, il arrive à la Chambre, au ministère, mais pour *elle* il n'y a pas de promotion : la colonelle continue de pétrir des gâteaux, la conseillère ne dédaigne pas d'étendre le linge. Monsieur va au club, au théâtre, il ne rentre que pour manger et dormir; alors de quoi parlera-t-on? Madame ne s'intéresse qu'aux choses de son ménage, aux bruits de son petit cercle féminin, elle ne lit pas les journaux, et de cela ne la plaignons pas, car la presse quotidienne allemande avec son verbiage vide, boursouflé, stupidement agressif, est inférieure encore à ce que le journalisme moderne a produit de plus médiocre, les gazettes américaines.

Heureusement le mari ne dédaigne pas d'être initié au prix du beurre et de la choucroute, il tient même à le connaître; rien n'échappe à son autorité; il est le roi, sa femme n'est que le premier ministre. Plongé dans son fauteuil, une pipe à la bouche, il écoute les rapports qui lui sont humblement présentés. Et ne croyez pas que cette humilité la femme ne l'apporte que dans ses relations avec son mari; elle est déférente avec toute l'espèce masculine, ne s'attend pas aux hommages que ses pareilles en d'autres pays re-

çoivent tout naturellement comme y ayant droit, et sert ses hôtes, les amis du maître, avec un zèle attentif qui met au supplice tout étranger invité dans une maison allemande.

L'enfant vient-il à naître, on le comprime, on en fait un martyr dès son premier souffle. Les longues bandelettes qui le réduisent à l'état de momie ne sont renouvelées que deux fois par jour au plus; jamais on ne le baigne; on lui laisse religieusement jusqu'à l'âge de huit ou dix mois la coiffe de crasse qui doit lui assurer une belle chevelure; vous ne persuaderez pas aux mères et nourrices allemandes que le dernier roi de Hanovre n'ait dû d'être aveugle à un excès de propreté. Le misérable poupon, serré dans ses bandelettes, est porté dans un pli du manteau de sa bonne, vaste pelisse qui se relève sur la hanche. Ce système, assez semblable à celui des *squaws* américaines, produit plus d'une déviation de l'épine dorsale. Si les soins de la nourrice auxquels l'enfant reste abandonné pendant les premiers mois nous paraissent peu judicieux, ceux de la mère qui leur succèdent sont, presque sans exception, des plus dévoués et des plus tendres. L'art allemand a été particulièrement inspiré par l'amour maternel, que la poésie a chanté en vers immortels; la langue même, avec son luxe de diminutifs, se prête mieux qu'aucune autre aux caresses parlées : les mots charmans *Mütterlein*, *Kindlein*, échangés entre la mère et l'enfant, ne sont pas traduisibles. Et non-seulement la mère se dévoue, mais elle s'efface; elle perd tout soin d'elle-même, tout souci de sa propre personnalité. Aussitôt que les enfans sont nés, il n'est plus question que d'eux, tout leur appartient : l'Allemande qui a des filles n'est plus qu'une vieille femme, elle rougirait de penser à sa propre toilette. Les privations ne lui coûtent pas plus que ne lui ont pesé ses chaînes; elle est heureuse, et dans ce rôle d'incessant sacrifice nous sommes forcés de l'admirer. Mais comment arrive-t-il que ces créatures exemplaires aient parfois recours au divorce? demandera-t-on.

Le divorce n'existe guère dans les classes moyennes, et ailleurs même il est très rare, bien qu'on puisse l'invoquer sous le prétexte le plus futile. D'autre part, les époux divorcés ne se gardent point rancune; là encore reparaît la bonhomie native. Voici deux cas de divorce assez curieux : dans le premier cas, deux frères avaient épousé les deux sœurs; à l'amiable ils échangèrent leurs femmes, puis, la mort ayant fait une brèche dans chacun des ménages, les deux veufs se réunirent de nouveau. Le second cas survint dans la famille même de l'auteur de *German home life*. Un de ses grands-oncles ,tous les soirs, jouait le whist avec ses trois femmes divorcées : celles-ci disaient gaîment entre elles qu'il n'avait jamais été un partenaire supportable qu'au jeu.

Il faut parler plus gravement de cette triste hypocrisie du mariage morganatique, inventée pour préserver les jeunes altesses d'entraînemens de cœur irréparables. Quand il s'agit d'une ballerine, la précaution peut être sage, mais souvent l'épouse morganatique est une honnête femme de bonne maison. N'importe! puisqu'elle n'est pas de sang royal, elle ne peut aller à la cour sous le nom de son mari. Ses enfans n'héritent point du titre de leur père; on leur en invente d'autres, ils ne sauraient être officiellement reconnus. Trop heureux encore quand le mari n'est pas arraché au foyer de son choix pour épouser, bon gré mal gré, quelque princesse que lui imposent des ordres supérieurs. Ces drames domestiques sont assez fréquens dans le cercle des petites altesses et des infimes sérénités.

Ayant achevé de feuilleter ces esquisses, nous nous bornerons à dire qu'elles ont été accueillies avec curiosité, non pas seulement en Angleterre, mais encore en Allemagne, où certains esprits judicieux n'ont pu s'empêcher de reconnaître dans le blâme même des traits d'une parfaite vérité. L'auteur nous communique la lettre « d'un Allemand » qui, sans nier les tares ni les misères attribuées à la vie domestique dans sa patrie, entreprend de les expliquer. La pauvreté, dit-il, en est cause. L'Allemagne ne possède pas de richesses accumulées, si on la compare à la France ou à l'Angleterre; la classe moyenne supérieure y est beaucoup plus nombreuse et plus mal pourvue que dans ces deux pays. Il s'ensuit que tout étranger est frappé par la disproportion qui existe en Allemagne entre la culture intellectuelle poussée très loin, et le confort matériel complétement nul. L'Allemagne est naturellement un pays pauvre, et la guerre de trente ans l'a épuisée de telle sorte qu'elle n'a recouvré que vers 1850 les conditions de prospérité publique qu'elle possédait avant 1618. L'auteur de la lettre, qui est un écrivain politique connu, ajoute que depuis 1866 le commerce, l'industrie, se réveillent et permettent de compter sur de rapides progrès.

Est-ce bien certain? On est tenté d'en douter, en se reportant aux renseignemens fournis par l'auteur de *German home life* d'après les statistiques allemandes : depuis 1870, les revenus des états secondaires qui composent l'empire d'Allemagne ont grossi sans doute, mais aucune prospérité civile n'en résulte. Tout le surplus est absorbé par les dépenses militaires qui ont été la suite de la guerre franco-germaine. L'augmentation de l'impôt est de 30 pour 100 environ, et non-seulement il faut payer de sa poche, mais encore de sa personne. La limite d'âge pour le service militaire est supprimée; la population décroît en même temps d'une façon alarmante. — L'étendue des frontières est immense; l'Allemagne a be-

soin de ses meilleurs soldats pour les garder; elle sait très bien que l'Autriche n'oubliera jamais le conseil qui lui a été donné de transférer le siége de sa capitale de Vienne à Pesth; elle sait que d'un moment à l'autre la Bavière peut s'échapper, que le Hanovre nourrit de sourds ressentimens, que les pays scandinaves gardent rancune à la Prusse de sa déloyauté, qu'en Russie le futur czar est à la tête du parti qui condamne l'encombrement des postes les plus élevés de l'armée et de l'état par des Allemands. Or on ne se fait respecter qu'à grands frais quand on n'est pas aimé. D'autres dépenses encore que celles qui sont nécessaires pour maintenir la crainte autour de lui contribuent à vider les coffres du pays des milliards. La Prusse a dû renoncer à la parcimonie dont elle était fière, il ne lui est plus permis de faire passer le bien public avant toutes les pompes inutiles : impérialisme oblige. Les hauts fonctionnaires reçoivent des traitemens magnifiques; il faut représenter dignement la grande patrie; le temps des petites économies est passé. Et il n'y a pas qu'une seule cour à Berlin; après celle de l'empereur et du prince impérial, viennent les cours respectives de tous les princes de la maison de Hohenzollern, qui rivalisent de luxe et d'apparat.

Si l'on considère qu'à mesure que cet éclat grandit, l'esprit de matérialisme, les tendances communistes, l'incrédulité systématique grandissent aussi, la situation de l'Allemagne en général ne paraîtra pas aussi prospère que voudrait le faire croire « un Allemand. » L'auteur de *German home life* nous montre le clergé abaissé, le nombre des étudians en théologie diminuant tous les jours, les pratiques extérieures du culte abandonnées de plus en plus, l'auréole du martyre mise au front de l'église catholique, qui, si l'on compte l'Autriche avec les autres états, prédomine après tout dans la *Vaterland*, bien qu'il soit avéré que l'Allemagne est protestante. Jamais Frédéric le Grand, qui se mêlait de tout pourtant, ne s'est mêlé de la religion. Il accordait à chacun « le droit d'aller au ciel par le chemin qui lui convenait. » En oubliant cet axiome très-sage, les rois de la terre risquent de se créer de sérieux embarras. Encore une fois, ce n'est pas nous qui le disons, c'est l'auteur de *German home life*, et elle le dit avec une énergie, une indignation à laquelle sa qualité de protestante, ses préventions, visibles çà et là contre la France, et son admiration avouée pour le génie de M. de Bismarck, sa sympathie même pour les vertus privées de ce Titan, de ce demi-dieu comme elle le nomme, donnent un certain poids.

TH. BENTZON.

LES DERNIÈRES ESPÉRANCES

DES

AMIS DE LA PAIX

S'il en faut croire les télégrammes de Berlin, M. de Bismarck n'a point dissimulé au marquis de Salisbury qu'il n'attendait rien de bon de la conférence qui va s'ouvrir à Constantinople, et sans contredit elle s'ouvrira sous des auspices peu rassurans. On fabrique des cartouches en Angleterre, la Russie mobilise six corps d'armée, et aux protestations pacifiques se mêlent des paroles de menace et de défi. A quoi bon conférer, si l'on est résolu à se battre? Ne se réunirait-on à Constantinople que pour se donner le plaisir d'amuser un tapis vert? — Un homme d'état disait l'autre jour que la guerre lui semblait inévitable, et il ajoutait que cette guerre serait la plus grande folie du XIXe siècle. — Cependant les gens doués de cette opiniâtreté dans l'espérance qui est le plus beau don que le ciel puisse accorder à un homme, persistent à croire qu'un arrangement est encore possible. Les gouvernemens désirent eux-mêmes qu'on n'interprète pas dans un sens trop sinistre leurs apprêts de guerre, et le journal de Saint-Pétersbourg a déclaré que « les armemens de l'empire, loin d'être une menace pour la paix, étaient au contraire un sacrifice bien lourd que la Russie s'impose en vue d'assurer au monde, autant que cela dépend d'elle, les bienfaits de la paix. »

Malheureusement ces préparatifs militaires, qui sont un lourd sacrifice destiné à assurer au monde les bienfaits de la paix, sont bien propres à enflammer les passions dans un moment où il importerait de les calmer. « Tous les Russes, disait l'empereur Nicolas à lord Seymour, désirent une croisade chrétienne pour délivrer la mosquée de Sainte-Sophie. » A la vérité, il y a en Russie, même à Moscou, beaucoup d'hommes raisonnables qui redoutent pour l'avenir de leur pays les

conséquences d'une guerre, fût-elle aussi heureuse, aussi glorieuse que possible; mais ces hommes raisonnables ne jouissent pas aujourd'hui de la faveur publique. La Russie est une nation encore jeune, et les peuples jeunes aiment les nouveautés, les hasards, les émotions des grandes entreprises, les spectacles et les changemens. Ils ressemblent à ce personnage de Shakspeare que le train de tous les jours ennuyait et qui trouvait sa journée médiocrement employée lorsqu'il n'avait tué que dix Écossais avant son déjeuner. Ils ressemblent aussi à ces gens pour qui le vin de champagne a moins de charme qu'une eau-de-vie commune, et qui pourtant ne laissent pas de donner la préférence au champagne, parce qu'il leur plaît de faire sauter un bouchon au plancher et qu'à leur avis la première des boissons est celle qui fait du bruit. Sans parler de l'enthousiasme sincère que peut leur inspirer « une cause sainte, » les peuples jeunes cherchent les plaisirs bruyans, et il n'en est aucun qui fasse autant de bruit que la guerre.

Ajoutons que la Russie a entrepris depuis vingt ans un grand ouvrage, elle travaille à se réformer; l'empereur Alexandre II a opéré dans ses vastes états une révolution pacifique et bienfaisante, et les révolutions, si pacifiques, si bienfaisantes qu'elles soient, ne peuvent s'accomplir sans provoquer dans un pays une sorte de fermentation ou de fièvre latente. Elles exaltent les imaginations, elles développent chez les hommes la faculté de désirer et d'espérer, elles les rendent plus sensibles aux maux dont ils souffrent. Dans tout pays en travail de révolution, vous trouvez des exagérés qui demandent plus qu'on ne peut leur donner, des déclassés qui s'en remettent au hasard du soin de leur refaire une situation, des mécontens, battus de l'oiseau, que tourmentent également le dégoût de leur passé et l'inquiétude de l'avenir. La guerre a pour eux cela de bon qu'elle remet tout en question, qu'elle suspend le règne des lois, qu'elle établit un état de choses dans lequel tout est permis et qui offre des occasions de prendre. Parmi les panslavistes qui prêchent la guerre sainte, il y a des enthousiastes sincères, des fanatiques, des démagogues, des aventuriers, de nobles cœurs, des esprits généreux, des cerveaux brûlés et beaucoup de mains prenantes.

On ne peut nier que dans ces derniers temps le gouvernement russe n'ait fait quelques concessions aux passions panslavistes. Pour leur complaire, il a pratiqué en plus d'une rencontre ce qu'on pourrait appeler la politique spectaculeuse. Les missions spéciales, l'envoi bruyamment annoncé du général Soumarokof à Vienne, étaient une faute au point de vue d'une sage diplomatie; mais cette faute a procuré quelque contentement aux têtes chaudes de Moscou. On a refusé l'armistice de cinq mois offert par la Turquie, et ce refus n'avait pas d'autre avantage que de flatter la fierté nationale. On a signifié un ultimatum à la Porte, après que la Porte avait tout concédé. Le prince Gortchakof a fait à sa popu-

larité quelques sacrifices douloureux et regrettables. Il lui a sacrifié plus d'un article du droit des gens, ce qui, à vrai dire, n'est pas une affaire quand il s'agit du Turc; il lui a sacrifié aussi avec plus de regret les élégances de son style diplomatique, dont la précision lumineuse, les finesses et les fières ironies faisaient l'admiration de l'Europe. Sa dernière dépêche-circulaire n'est pas tout à fait digne de sa plume, qui pour la première fois a ramené du fond de l'écritoire un peu de bourbe démagogique et quelques hyperboles d'un goût douteux.

Cependant, quelques complaisances qu'ait eues le gouvernement russe pour les passions effervescentes qui bouillonnent autour de lui, personne ne doute qu'il ne soit encore maître de ses décisions et que le dernier mot ne demeure à la politique. Ce qui est fâcheux, c'est que sa politique vient d'opérer résolûment une évolution qui laisse peu d'espérances aux amis de la paix. La Russie s'était proposé dans le principe d'accomplir ses desseins sur l'Orient par l'entente et l'alliance étroite avec les cabinets de Berlin et de Vienne; elle comptait sur les résignations et sur les défaillances de l'Angleterre. L'Angleterre a trompé cet espoir en rejetant le mémorandum, et elle a donné clairement à entendre qu'elle existait encore et qu'elle n'était pas disposée à faire bon marché de ses intérêts. La politique russe n'a point perdu courage, elle s'est flattée de gagner le cabinet de Londres à ses projets. Elle a rêvé de devenir, avec le consentement de l'Angleterre, avec l'adhésion de la France et les applaudissemens de l'Italie, la mandataire en titre de l'Europe, et de se présenter à la Turquie comme l'exécutrice des volontés de six puissances. Pendant quelque temps, elle a pu croire que ce rêve n'était point chimérique. L'Europe tout entière semblait se dire : Aidons la Russie, suivons-la, pour l'empêcher d'aller trop loin, — et il n'était aucun cabinet qui ne se mît en peine de ménager la fierté russe aux dépens des Turcs, ce qui faisait dire à un spirituel publiciste que l'Europe avait inventé depuis peu une médecine toute nouvelle, que toutes les fois que la Turquie recevait un mauvais coup, c'était à la Russie qu'on s'empressait d'appliquer un pansement.

Tout allait bien et l'entente se serait faite, si l'insurrection serbe, ouvertement patronnée par la Russie, ne s'était pas terminée par une catastrophe. Il s'est trouvé que le Turc était encore un excellent soldat, aussi solide et discipliné que brave; il s'est trouvé que ses généraux, malgré leur mollesse, l'ont bien conduit, qu'Alexinatz et Deligrad ont été pris, et que plus de 2,000 Russes ont trouvé la mort autour des retranchemens de Djunis. La Russie venait d'éprouver un échec grave, qu'a douloureusement ressenti l'amour-propre national, et le cabinet de Saint-Pétersbourg a dû changer d'attitude et de langage. Il a déclaré que « bien qu'il fût désireux de ne pas se séparer du concert européen, l'état de choses actuel était intolérable, et que si l'Europe n'agissait pas avec une énergique fermeté, il serait obligé d'agir seul. » Philippe vou-

drait obtenir un mandat et des pouvoirs réguliers du conseil amphictyonique; mais si les amphictyons ne se mettent pas d'accord avec lui, Philippe fera de son chef et en son propre nom la guerre sacrée.

Au commencement du mois dernier, l'empereur Alexandre donnait à lord Loftus l'assurance la plus solennelle qu'il ne désirait pas faire de conquête, et qu'il n'avait pas la moindre intention ni même le moindre désir de s'emparer de Constantinople. Qui peut douter de la sincérité de cette protestation? Qui se permettrait de soupçonner la loyauté de celui qui l'a faite? En 1853, l'empereur Nicolas était sincère, lorsqu'il disait à lord Seymour : « Je suis prêt à promettre que je ne prendrai jamais Constantinople. » Personne n'accuse sérieusement la Russie de vouloir aujourd'hui s'emparer de Constantinople; mais l'empereur Nicolas disait à lord Seymour qu'il importait de mettre à la place de la Turquie *quelque chose de mieux,* et ce qu'il entendait par quelque chose de mieux, c'était de créer sur les bords du Danube des états slaves indépendans. Or il est presque impossible à cette heure de croire à l'indépendance des états slaves indépendans qu'on pourrait créer sur les bords du Danube. De récentes expériences nous ont éclairés à cet égard. Qui est maître aujourd'hui à Bucharest? qui fait la loi à Belgrade? Lord Palmerston affirmait, dès 1853, qu'il n'y avait que deux solutions possibles de la question d'Orient, qu'il s'agissait de savoir si la péninsule du Balkan appartiendrait aux Turcs ou aux Russes. Ce qui se passe en Serbie prouve que, dans les provinces où la domination du sultan est réduite à une simple suzeraineté, le vrai suzerain est le tsar, et que l'empire russe s'étend dès ce jour jusqu'aux frontières de la Bulgarie.

Depuis que lord Beaconsfield a parlé, depuis que le prince Gortchakof lui a répondu, les situations se sont dessinées, et l'antagonisme des opinions et des intérêts s'est nettement accusé. De part et d'autre, on veut le maintien de la paix et des réformes radicales dans l'administration turque; mais lord Beaconsfield estime que le seul moyen de maintenir la paix est l'observation des traités signés par les grandes puissances européennes. A cela le prince Gortchakof répond que l'indépendance, comme l'intégrité de l'empire ottoman, doivent être subordonnées aux garanties jugées nécessaires pour le bonheur des sujets slaves de la Turquie. Ce qui est le principal pour l'Angleterre n'est que l'accessoire pour la Russie, et *vice- versa,* et malheureusement les garanties que réclame le cabinet russe en faveur des populations slaves ne sont pas faciles à concilier avec l'intégrité de l'empire ottoman. Voilà le nœud de la question.

Si nous en jugeons par les propositions que le plénipotentiaire russe présentera à la conférence de Constantinople, ce n'est pas chose aisée que de rendre heureux un Bosniaque, un Herzégovinien ou un Bulgare. Le programme de leur bonheur est très compliqué : il se compose de onze points, ni plus ni moins; nous nous trompons, il faut en

ajouter un douzième, qui est l'occupation de la Bulgarie par les troupes russes. Pour qu'un Bosniaque, pour qu'un Bulgare puisse se dire content et heureux, la première condition, paraît-il, est que tous les musulmans soient désarmés, et ce désarmement n'est pas une petite affaire dans un pays où le port des armes est un usage séculaire, une habitude consacrée par les mœurs, dans un pays où personne ne se promène sans avoir à sa ceinture des pistolets et un kandjar; cela fait partie du costume, comme ailleurs les bottes et le chapeau. Demander à un musulman son kandjar, c'est le prier de se déshonorer. La Russie exige aussi que les troupes turques se retirent dans les forteresses et qu'elles soient remplacées, dans les villes et dans les campagnes, par une milice et une police locales. Ce serait sans doute une précieuse et rassurante institution qu'une gendarmerie orthodoxe; Dieu veuille pourtant que les Bulgares ne soient jamais tentés de recourir aux nizams, pour qu'ils les protégent contre leurs gendarmes. Il faut encore que les Circassiens soient expulsés, que l'administration et les cours de justice renoncent à parler turc, que tout fonctionnaire ottoman soit exclu des trois provinces et qu'elles soient dotées de gouverneurs chrétiens indigènes, nommés par la Porte avec l'assentiment des puissances. Il faut enfin qu'une commission consulaire exerce un contrôle direct sur l'exécution des mesures proposées. Les onze points sont tout simplement les onze articles d'un décret d'expropriation au préjudice de la Turquie, sans qu'il soit question de lui allouer une indemnité. Elle conserve la propriété nominale des trois provinces, mais on la met à la porte de sa maison avec défense d'y rentrer jamais, fût-ce pour contraindre ses locataires à lui payer leur loyer. En un mot, on somme la Turquie victorieuse des Serbes de consentir aux clauses humiliantes d'un traité qu'un vainqueur imposerait à un vaincu et d'accepter toutes les conséquences d'une défaite qu'elle n'a pas essuyée. On dit aux Turcs : Représentez-vous que vous avez été dix fois battus, et payez de bonne grâce votre rançon. En vérité, c'est demander un trop grand effort aux imaginations ottomanes. Nous sommes persuadés que l'Angleterre est fort peu désireuse d'en venir aux extrémités et que son plénipotentiaire à la conférence, le marquis de Salisbury, a emporté de Londres les instructions les plus conciliantes; mais, quand il le voudrait, pourrait-il obtenir l'acquiescement de la Turquie aux onze points dont on parle et au douzième dont on parle moins? La Turquie aimera mieux courir les chances de la guerre. Il arrive parfois que tourmenté, harcelé par les *banderilleros* qui le percent de leurs dards aigus et de leurs flèches barbelées, confus de son humiliation, indigné de perdre son sang goutte à goutte, le taureau court sus au *matador* et sollicite l'honneur de périr par l'épée.

La Russie ne fera-t-elle aucune concession? est-elle résolue à pousser sa pointe jusqu'au bout? a-t-elle déjà prononcé son *Alea jacta est?* Il faut avouer qu'elle trouve dans la situation présente de l'Europe des

raisons de s'enhardir et de tout oser; tout semble favorable à la liberté de ses mouvemens et de ses entreprises. Combien les circonstances sont différentes de celles qui rendirent possible la guerre de Crimée et la résistance de l'Occident aux ambitions de l'empereur Nicolas! La Turquie, ruinée par les dilapidations d'un fou, est à bout de ressources, et elle encourt cette défaveur qui s'attache aux débiteurs insolvables. La France est une convalescente que ses médecins tiennent au régime; elle recouvre de jour en jour ses forces, mais on la condamne encore à garder la chambre. Au surplus la France n'a point de parti-pris dans la question d'Orient et elle ne demande qu'à être agréable à la Russie: elle désapprouve les solutions violentes, parce qu'elle en redoute les conséquences; elle a de la sympathie pour les Bosniaques, elle en a plus encore pour la paix et les pacifiques. L'Angleterre ne peut faire la police sur le continent qu'avec l'assistance d'une puissance continentale. L'Angleterre le sait, et la politique résolue et entreprenante du cabinet tory a été contrariée par un soudain revirement de l'opinion auquel tout a concouru, la peur, le calcul et la philanthropie. Peu s'en est fallu que le cabinet n'ait sombré dans cette tempête. Il a réussi à la conjurer, mais il a dû carguer ses voiles, et bien que le langage de lord Beaconsfield n'ait rien perdu de sa fière désinvolture, sa politique est obligée de louvoyer, de multiplier les précautions. Les alertes prêchent la prudence, et l'émotion qu'elles laissent après elles se trahit toujours par quelque incertitude dans les mouvemens et dans les volontés. Lord Beaconsfield se remet vite d'une alerte et il méprise les dangers; mais s'il voulait aller trop vite, le comte Derby le retiendrait. Quand Achille s'emporte et met la main sur la garde de son épée, la déesse des prudens conseils, le saisissant par les cheveux, lui recommande de maîtriser sa bile et de méditer les avertissemens du *Times*, qui répète tous les jours qu'un ministre assez chevaleresque pour se faire le don Quichotte de la Turquie deviendrait en vingt-quatre heures le plus impopulaire des Anglais. Le cabinet tory est fermement persuadé que l'intégrité de l'empire ottoman est nécessaire à l'intégrité de l'empire britannique, et l'opinion publique est disposée à lui donner raison; mais elle ne le pousse pas, elle le suit, et elle lui interdit de brûler aucune étape.

La situation embarrassée et périlleuse de l'Autriche n'est pas moins propre à encourager la Russie que la situation délicate du cabinet tory. On a reproché plus d'une fois au comte Andrassy les indécisions ou les ambiguïtés de sa conduite; on en parle à son aise. Pour faire à Vienne de la politique résolue, il faudrait un homme d'état qui eût non-seulement beaucoup de génie, mais cette hardiesse, cette confiance en soi-même, cette gaîté d'esprit que donnent l'habitude du bonheur et les longues complaisances de la fortune. Depuis longtemps l'Autriche n'a guère eu à se louer de la fortune; toutes ses entreprises ont mal tourné; elle n'a pas le vent en poupe, elle craint la haute mer et les tempêtes,

elle ne fait plus que du cabotage. Aucun empire ne se trouve aux prises avec des intérêts aussi compliqués; la monarchie austro-hongroise, qui compte parmi ses sujets près de 17 millions de Slaves, ne peut subsister que par de continuelles transactions, et les hommes d'état qui la gouvernent ont affaire à des races, à des opinions et à des partis intransigeans. M. de Beust disait autrefois : « J'ai créé en Autriche le parti libéral allemand, et aujourd'hui il me combat. Saturne était plus heureux que moi, il mangeait ses enfans, et je suis mangé par les miens. »

Les Magyars comme les constitutionnels cisleithans sont des partisans résolus du *statu quo* et de la résistance à la Russie; ils en veulent au comte Andrassy de ne pas avoir déclaré qu'en tout état de cause il s'opposerait à toute modification territoriale de l'empire; ils savent que la constitution dualiste et les libertés parlementaires implantées depuis peu à Pesth et à Vienne sont à la merci d'une annexion. Le comte Andrassy ne peut oublier qu'il y a dans l'empire 17 millions de Slaves, et que bon nombre de ces Slaves occupent des places importantes, des postes considérables dans l'armée et dans l'administration. S'il combattait ouvertement leurs intérêts, pourrait-il compter sur leur docilité? Ne s'exposerait-il pas à de dangereuses tracasseries? Serait-il sûr que ses ordres fussent obéis? Le comte Andrassy ne peut oublier non plus qu'il y a à Vienne un parti de l'action et que ce parti, favorable à la Russie, a beaucoup d'influence à la cour. Les chefs du parti de l'action ont des raisons plausibles ou spécieuses à faire valoir en faveur de leur politique. — L'Autriche, disent-ils, a eu quelquefois à se plaindre de la malveillance et des intrigues de son voisin de l'est, cependant ce n'est point la Russie qui l'a dépouillée de ses possessions italiennes et qui l'a exclue de la confédération germanique. Dans les temps durs où nous vivons, il ne faut pas être trop difficile en fait d'amitiés, il faut faire violence à ses penchans et savoir contracter des alliances de raison. Une occasion s'offre à nous de faire quelque chose, de relever le prestige de nos armes, de prouver que nous ne sommes pas condamnés à être éternellement malheureux. Un peuple qui refuse de s'agrandir quand la fortune l'y invite est un peuple fini. La Russie nous offre de nous faire une part dans le démembrement de la Turquie; acceptons ses propositions, lions partie avec elle; sinon elle prendra tout ou créera sur nos frontières des états autonomes, qui seront ses vassaux. La perte de l'appétit est pour un homme un pronostic de maladie, et pour un peuple c'est un signe de déchéance; tâchons de devenir nous-mêmes annexionistes; dans ce temps de convoitises universelles, il faut prendre ou se laisser prendre. Si nous laissons la Bosnie et l'Herzégovine tomber en d'autres mains que les nôtres, tôt ou tard nous perdrons la Dalmatie. Nous avons pour voisin, à l'ouest, un jeune royaume dont les insatiables ambitions nous menacent et à qui toutes les alliances seraient bonnes pour avoir encore part à nos dépouilles; les étranges prétentions

qu'il élève sur le Trentin et sur l'Istrie doivent nous servir d'avertissement. Aussi bien ce qui déplaît aux Magyars et aux constitutionnels est fait pour nous plaire. Ils veulent le *statu quo* en Turquie parce qu'ils veulent le *statu quo* des deux côtés de la Leitha. Ils ne s'y trompent point, la politique d'annexion porterait un coup fatal à la constitution dualiste et au régime parlementaire que nous détestons. La guerre éclatera bientôt à nos portes, imposons silence aux parlemens et à la presse, aidons la Russie à démembrer l'empire ottoman et profitons de la circonstance pour réformer à notre aise le ménage de l'état. — Ainsi raisonne le parti de l'action, et on l'accuse de vouloir profiter de la politique étrangère pour faire une révolution à l'intérieur, on le soupçonne de rêver un 4 septembre impérialiste.

Le comte Andrassy ne veut point faire un 4 septembre impérialiste, mais il ménage le parti de l'action, comme il ménage les Hongrois et les constitutionnels, car il est condamné à ménager tout le monde et à ne contenter personne. Représenter les intérêts communs dans un pays où les intérêts particuliers passionnent seuls les esprits, faire de la politique austro-hongroise sans indisposer les Slaves, sans se brouiller avec la Russie, sans trop s'engager avec elle, et de plus avoir toujours le regard dirigé sur Berlin pour tâcher de pénétrer le mystère de la politique allemande, c'est un dur métier, et celui qui le fait mérite qu'on l'admire et qu'on le plaigne. En 1867, un homme d'état prussien très connu s'exprimait ainsi dans une lettre qu'il adressait à un ami et qui, croyons-nous, n'a pas été publiée : « M. de Beust, écrivait-il, ne trouve personne en Autriche qui veuille servir ses idées avec joie, avec empressement, personne parmi ses agens ou ses collègues qui puisse pressentir délicatement ses intentions, ses combinaisons politiques, personne qui sache être modeste et s'incliner devant le talent. Il est à la fois l'acteur et le souffleur, et je sais par ma propre expérience combien ce double rôle est difficile à jouer. On m'écrit de Vienne qu'il n'a encore ni confident, ni favori, ni amitié dévouée, ni ennemis déclarés; un homme d'état a besoin de ces deux choses pour mener à bien ses entreprises. » La situation du comte Andrassy en 1876 est-elle fort différente de celle qui était faite à M. de Beust dès 1867?

Si l'état général de l'Europe semble conspirer en faveur des projets de la Russie et l'engager à beaucoup oser, n'y a-t-il pour elle aucun danger à suivre son entreprise? N'a-t-elle rien à craindre ni aucune raison d'être prudente et d'hésiter? Les vents sont favorables, le ciel est beau ; on y aperçoit pourtant un nuage, un de ces nuages mystérieux, aux contours indécis, dont la forme change à tout instant; tel était aux yeux de Polonius celui qu'Hamlet lui montrait du doigt et qui ressemblait tour à tour à un chameau, à une belette, à une baleine, *backed like a weasel or like a whale.* La politique de M. de Bismarck inspire-t-elle aux hommes d'état de Saint-Pétersbourg une confiance en-

tière, absolue? Le chancelier de l'empire germanique a bien des cordes à son arc. Il n'est pas seulement l'homme des actions hardies et des inspirations soudaines, il est aussi l'homme des longues et utiles patiences. Il ne lui est jamais arrivé de cueillir un fruit avant qu'il fût mûr. Voilà deux ans qu'il se recueille et qu'il se tait. Quel est ce fruit auquel il veut laisser le temps de mûrir?

M. de Bismarck affirmait l'autre jour au marquis de Salisbury que si le conflit venait à éclater, il garderait une complète neutralité. Il protestait en même temps de ses sympathies pour la Russie et déclarait que « la vieille amitié des deux peuples, scellée par des liens de famille, ne permettait pas au cabinet de Berlin de se faire l'intermédiaire de conseils à adresser au cabinet de Saint-Pétersbourg. » On n'a jamais poussé plus loin la délicatesse dans l'amitié. — J'aime trop mes amis pour leur donner des conseils ou leur adresser des remontrances qu'ils ne me demandent pas, disait quelqu'un ; en retour, je compte qu'ils m'aimeront assez pour ne pas se fâcher si je profite de leurs fautes. — Voilà le code de l'amitié réduit en deux points; c'est moins compliqué que les onze points nécessaires pour faire le bonheur d'un Bulgare. Que M. de Bismarck aime beaucoup les Russes, on peut en douter; mais il est hors de doute qu'il est bienveillant et sympathique pour leurs projets, qu'il a vu sans déplaisir se réveiller la question d'Orient. Les journaux qui passent pour recevoir ses inspirations ont toujours été très durs pour la Turquie, et ils ont prodigué les encouragemens à la politique du prince Gortchakof, tout en faisant parfois des réserves presque menaçantes à l'endroit du panslavisme. Il ne tenait qu'à M. de Bismarck de tout empêcher, comme il le fit au lendemain de Sadowa, dans l'hiver de 1866 à 1867, lorsqu'il refusa obstinément d'associer son action à celle du cabinet russe pour provoquer des soulèvemens en Turquie et amener l'Autriche et la France à réviser le traité de Paris. La Russie dut renoncer à son projet, qui en 1875 a obtenu un meilleur accueil sur les bords de la Sprée. Depuis deux ans, la presse officieuse de Berlin n'a cessé d'arborer le disque blanc pour annoncer que les ambitions russes trouveraient la voie libre, qu'on pouvait aller de Saint-Pétersbourg à Constantinople en train direct sans s'exposer à de fâcheuses rencontres. On assure que M. de Bismarck disait un jour au comte Andrassy : « Ne nous mettez jamais dans la nécessité d'opter entre vous et la Russie. » On rapporte aussi que le ministre des affaires étrangères de la monarchie austro-hongroise ayant exprimé ses inquiétudes pour l'avenir, ses appréhensions au sujet des embarras que lui préparait la question d'Orient, M. de Bismarck lui répondit : « Calmez-vous, *beruhigen sie sich, mein lieber Graf,* il ne faut pas toujours prévoir le pire, les choses n'iront pas si mal que vous le pensez, *es wird nicht so arg werden.* » Un journal anglais disait tout récemment que « l'empire

germanique ne pouvait voir que d'un œil satisfait la Russie épuiser ses forces et ses ressources dans une guerre difficile, pendant que lui-même ménagerait les siennes; que la Russie ne remporterait des avantages importans qu'au prix d'efforts immenses, en sacrifiant beaucoup d'hommes et d'argent; que, si elle succombait, elle serait paralysée pendant un demi-siècle; que, victorieuse, elle ne serait pas de longtemps en état de recommencer une nouvelle lutte, et que cette alternative n'était pas de nature à déplaire au cabinet de Berlin. » Il est possible aussi que, dans le cas d'une victoire éclatante des armes russes, le chancelier de l'empire germanique se fît payer le prix de sa complaisance, et que, si la Russie se trouvait aux prises avec de graves embarras, il se permît de les exploiter à son profit. Tout est possible; ce qui est certain, c'est qu'on ferait injure à l'habileté de M. de Bismarck en le croyant capable de sacrifier ses intérêts à ses amitiés, et qu'on ne ferait pas une moindre injure à la clairvoyance du prince Gortchakof, si on le soupçonnait de fonder sa politique sur le désintéressement de M. de Bismarck.

Le cabinet de Berlin serait d'autant mieux placé pour réclamer, le cas échéant, une compensation, qu'en Allemagne l'opinion publique est peu favorable aux ambitions et aux agrandissemens de la Russie. Si l'événement qu'elle redoute venait à s'accomplir, elle demanderait une fiche de consolation, qu'on ne pourrait lui refuser. L'Allemagne est aujourd'hui très pacifique, elle l'est presque autant que la France, elle a vu avec chagrin la question d'Orient menacer l'Europe de nouvelles perturbations. L'Allemagne serait désolée de voir la Russie s'établir sur le Danube, qu'elle considère comme un fleuve allemand et comme un grand chemin nécessaire à la liberté de son commerce. L'Allemagne a une antipathie naturelle pour les Slaves, et elle a ressenti un pénible tressaillement quand le tsar a prononcé au Kremlin certaines paroles qui ont réjoui les panslavistes. Une notable partie de la presse allemande a témoigné hautement le désir que le chancelier de l'empire arrêtât la Russie dès les premiers pas, ou qu'il se liguât contre elle avec l'Angleterre et l'Autriche. Elle plaide la cause de la Turquie, elle se plaît à comparer la tolérance religieuse des Osmanlis avec l'intolérance moscovite, elle répète volontiers que les Polonais sont pour le moins aussi intéressans que les Bosniaques et les Bulgares, que parmi les onze points il en est deux ou trois qu'il serait convenable de leur appliquer; elle insinue qu'il serait juste de leur donner des juges parlant leur langue et de les doter de gouverneurs indigènes. La pauvre humanité, depuis le mendiant jusqu'aux empereurs, est condamnée aux contradictions; mais il faut tâcher d'éviter le flagrant délit, sinon la logique se venge.

Le prince Gortchakof parle souvent de l'opinion russe et des sacrifices qu'il est obligé de lui faire; le jour n'est pas éloigné peut-être où M. de Bismarck parlera de l'opinion allemande et de la consolation qu'il

se voit contraint de lui donner. A la vérité, il a passé sa vie à contrarier ou même à braver l'opinion publique, mais il a toujours fini par la satisfaire. Il lui dit avec hauteur ce qu'il disait au *Reichstag* dans le mois de novembre 1871 : Ne dérangez pas mes combinaisons! Et citant le mot d'Archimède, il ajoutait : *Noli turbare circulos meos*. En définitive, il se trouve que ses combinaisons procurent à l'Allemagne des plaisirs et des jouissances d'amour-propre qu'elle n'aurait pas osé rêver. M. de Bismarck en use comme tel père de famille qui refuse de donner à ses enfans ce qu'ils lui demandaient pour leurs étrennes; il les laisse bouder et leur ménage de si délicieuses surprises qu'ils sont bien forcés de convenir que leur père entend leur bonheur mieux qu'eux-mêmes. M. de Bismarck n'a pas fait aux Allemands le plaisir d'arrêter la Russie par un impérieux veto, il se prête à ses projets; mais on peut s'en remettre à lui, il saura les faire tourner à l'avantage de l'Allemagne. Certains esprits hardis et sagaces, qui se plaisent aux conjectures, ont remarqué que depuis quelque temps on s'occupe de la Pologne à Berlin, qu'on y témoigne une tendre sollicitude pour son repos, et ils se croient autorisés à prétendre que, si la Russie rencontrait sur les bords du Danube une résistance et des difficultés qu'elle ne prévoit point, le cabinet de Berlin lui rendrait sûrement le service de faire occuper Varsovie par ses troupes, qui pourraient bien y rester. Nous ne voulons point faire de conjectures; nous doutons que les plans de M. de Bismarck soient définitivement arrêtés. Il prend toujours conseil des circonstances, il ne se décide jamais avant l'heure; depuis deux ans, il vit au jour le jour, comme tout le monde, avec cette différence que seul il connaît le jeu des autres aussi bien que le sien. Est-ce à l'est ou à l'ouest que le faucon promène ses regards? Personne n'en sait rien, mais on peut être sûr que les événemens ne le prendront pas au dépourvu. Les hommes d'état de Saint-Pétersbourg sont-ils certains de gagner au jeu qu'ils jouent plus qu'ils ne risquent de perdre? Puisqu'ils s'interdisent à eux-mêmes d'aller à Constantinople, sachant bien que l'Angleterre ne leur permettra jamais de s'y établir, quelle conquête, quel agrandissement de territoire peut compenser à leurs yeux l'affaiblissement que leur causerait une nouvelle atteinte portée par l'Allemagne à ce qui reste de l'équilibre européen et à l'influence que la Russie est appelée à exercer sur les destinées de l'Occident?

Ceux qui en dépit de tout persistent à croire au maintien de la paix invoquent pour justifier leur confiance la sagacité bien connue du prince Gortchakof, qui ne voudra pas pousser son pays dans les hasards d'une guerre où la victoire même aurait ses dangers. Ils fondent aussi leurs espérances sur le caractère de l'empereur Alexandre II, dont le règne a fait époque dans l'histoire de la Russie. Elle lui doit l'émancipation des serfs, ses chemins de fer, un commencement d'organisation provinciale, la réforme de la justice et de l'enseignement public; mais de longues

années de paix sont nécessaires pour que ces bienfaisantes réformes portent tous leurs fruits, et tout serait compromis par une aventure, fût-elle heureuse, qui jetterait le désarroi dans les finances de l'empire. L'Europe s'est plu à rendre hommage en toute rencontre à la modération, aux sentimens humains et pacifiques, à la sagesse d'Alexandre II. Au printemps de l'an dernier, quand il se présenta à Berlin une branche d'olivier à la main et qu'il rendit à la France un service qu'elle n'a point oublié, l'Europe demeura convaincue qu'avec l'aide de l'Angleterre il venait de lui épargner de nouveaux malheurs. On vit en lui un juge équitable, un arbitre souverain; on lui appliquait le verset de l'évangile : « Ils sont beaux sur la montagne les pieds de celui qui apporte la paix. » Aujourd'hui on nourrit à son égard des soupçons téméraires; on l'accuse de troubler la paix après l'avoir sauvée. Admettrons-nous qu'il n'est plus maître de ses résolutions, que la Néva et la Moskova débordées lui font la loi, qu'il s'abandonne au courant qui l'emporte? Joseph de Maistre a dit : « Il est bon de savoir borner le désir russe, qui de sa nature n'a point de bornes. » Les désirs infinis sont aussi dangereux pour un peuple que pour les particuliers. S'il est vrai que l'art de gouverner est l'art de céder et de résister à propos, souhaitons que l'empereur Alexandre mette sa gloire à résister à ses sujets, qui eux-mêmes lui en sauront gré.

Selon toute apparence, les plénipotentiaires de l'Europe apporteront à la conférence de Constantinople les dispositions les plus conciliantes, un sincère désir de ménager la dignité de la Russie, de lui accorder tout ce qui peut être accordé et de peser sur la Turquie pour qu'elle fasse à la paix générale les sacrifices conciliables avec son existence et son honneur; mais si la Russie n'est pas elle-même conciliante, si elle ne se relâche pas de ses prétentions, la guerre éclatera à bref délai, et l'Europe sera précipitée dans l'inconnu, dans un avenir plein de menaces et d'embûches. Goethe a raconté dans les plus beaux vers du monde la triste destinée de ce pêcheur que les alléchantes et décevantes promesses d'une ondine décident à se jeter dans les flots, se flattant de trouver au fond du gouffre qui l'attire la fortune et l'éternel bonheur. « Un mystérieux désir se glissa dans son cœur, et moitié cédant à la force, moitié s'abandonnant, il disparut dans l'abîme. » Faut-il croire qu'il y a quelque part en Europe une ondine ou une sirène dont les incantations sont irrésistibles, dont l'éloquence nerveuse, prime-sautière et saccadée possède un charme magique? Faut-il croire qu'elle attire les téméraires dans le gouffre, qu'elle endort les défiances, qu'elle engourdit les cœurs, qu'elle dissipe les inquiétudes des craintifs, qu'elle leur dit : Ne craignez rien, *beruhigen sie sich!* — et qu'elle parle aussi quelquefois latin pour dire aux députés et aux journalistes allemands : Ne dérangez pas mes combinaisons, *noli tangere circulos meos?*

G. VALBERT.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

30 novembre 1876.

Au moment où les affaires de l'Europe s'enchevêtrent de plus en plus dans un nœud redoutable qui va être bientôt dénoué ou tranché à Constantinople, les affaires de la France se font à Versailles, et, il faut l'avouer du premier coup sans subterfuge, elles ne se font pas d'une brillante manière.

Non, en toute vérité, ce qui se passe à Versailles ne répond ni aux sentimens les plus profonds du pays, ni aux nécessités patriotiques d'une situation difficile, ni aux intérêts libéraux, ni aux intérêts conservateurs de la France. Ce n'est même plus réellement de la politique, c'est une confusion médiocre, et si l'on n'y prend garde, si on se laisse aller sans réflexion, sans prévoyance à ce courant troublé d'intrigues, de conflits, de vaines agitations parlementaires, on arrivera fatalement, avant qu'il soit longtemps, à rendre tout impossible, à commencer par ce régime nouveau qu'on a la prétention d'inaugurer et de faire vivre. On en pensera et on en dira ce qu'on voudra, voilà malheureusement la moralité de cette session extraordinaire qui se déroule depuis un mois devant le pays étonné, et qui menace en effet d'être fort extraordinaire de toute façon. Certes rien n'était plus facile à éviter, et les circonstances que nous traversons faisaient de la prudence une nécessité de patriotisme. Lorsque les chambres se sont réunies il y a un mois à Versailles, elles avaïent un objet précis, déterminé, le vote du budget, du premier budget de la république constitutionnelle. C'était une œuvre toute financière, relativement simple, puisque pour le moment, par la force des choses, les problèmes d'un certain ordre se trouvaient réservés, puisqu'il n'y avait, — c'était entendu, — ni impôts nouveaux à voter, ni taxes à supprimer, et que d'un autre côté les réductions de dépenses ne sont pas aussi aisées qu'on le croit quand on ne veut pas désorganiser les grands services publics. L'œuvre avait en même temps un caractère pressant, puisque la chambre des députés, en reprenant son travail interrompu, devait songer que le sénat, lui aussi, avait à

examiner et à voter le budget avant le dernier jour de l'année. Avec un peu d'esprit politique de la part de la commission du budget, avec un peu de décision de la part du gouvernement et une certaine raison dans les partis, on pouvait certainement expédier sans précipitation, comme aussi sans discussions inutiles ou périlleuses, ce qui est après tout la première condition de régularité dans la marche des affaires de l'état, sous la république comme sous la monarchie. Oui, sans doute, c'était fort simple de s'en tenir à ce que les circonstances indiquaient tout naturellement. Il paraît que c'était trop simple, trop modeste, que la république aurait souffert, si l'on s'était borné à rester raisonnablement dans les limites pratiques du budget, et au lieu d'une session d'affaires, nous avons depuis un mois la session de l'imprévu, des incidens, des fantaisies agitatrices et des confusions. Qu'en résulte-t-il? Des votes d'irréflexion qui ont toute chance de n'être pas sanctionnés par le sénat, des perspectives de conflit entre les deux chambres, des relations de plus en plus difficiles entre tous les pouvoirs, en un mot une situation incohérente, si complétement ébranlée, qu'on ne sait plus ni comment le ministère peut vivre, ni comment on pourrait le remplacer.

Le mal réel et profond de cette situation, c'est que la direction n'est nulle part, c'est que de tous les côtés les instincts, les préjugés ou les passions de parti l'emportent sur la raison, c'est que dans cette majorité qui est censée être la régulatrice de la vie parlementaire, il n'y a ni équilibre, ni cohésion, ni expérience des conditions les plus essentielles d'un régime régulier. La conséquence est tristement claire, elle est écrite dans ces débats et ces incidens de tous les jours : on va au hasard; à propos du budget on se plaît à tout remuer, à tout confondre, on fait de la politique, de la philosophie, de la polémique religieuse, de l'administration, on ne résiste pas à la tentation de soulever les questions les plus irritantes ou les plus délicates, au risque de placer le gouvernement dans l'embarrassante alternative d'avoir l'air de se séparer de la majorité qui l'appuie ou de paraître infidèle à des intérêts supérieurs qu'il est tenu de défendre. M. le garde des sceaux disait l'autre jour, avec sa vigoureuse raison, aux députés qui l'écoutaient un peu impatiemment : « Vous vivez dans un monde qui est étroit, qui est exclusif, qui vous empêche de connaître le pays. » Rien n'est certes plus vrai : on vit dans une atmosphère factice pleine d'excitations, on amasse artificiellement des orages, et on se réveille bientôt en face des inquiétudes qu'on a semées, devant des complications qu'on a provoquées sans le vouloir ou sans le savoir. C'est l'histoire du moment.

Où était la nécessité de réveiller dès le début d'une session extraordinaire, toute affaire cessante, cette question des poursuites pour des faits relatifs à la commune? L'inconvénient de cette proposition, vertement combattue par M. le garde des sceaux, était de soulever toute sorte de difficultés très disproportionnées avec l'objet qu'on avait en vue. Si

ce n'est qu'une affaire d'humanité, s'il ne s'agit que de mettre fin à des poursuites dirigées contre d'obscurs égarés de cette fatale insurrection, la question est tranchée d'avance. Une lettre solennelle de M. le président de la république a donné toute satisfaction. Depuis dix-huit mois, le nombre des poursuites est à peu près insignifiant, et parmi ceux qui sont tombés sous le coup d'une action judiciaire, pas un seul n'aurait été excepté par la mesure nouvelle pour laquelle on fait tant de bruit. N'importe, la chambre des députés y a tenu, ou du moins elle n'a pas su résister à ceux qui se sont efforcés de l'entraîner dans cette voie, elle n'a pas voulu écouter M. le garde des sceaux. La loi a été votée avec des amendemens qui en réduisent l'importance, il est vrai, mais qui en maintiennent le principe. Cette loi, elle est aujourd'hui devant le sénat, et la meilleure chance qu'elle puisse avoir dans la haute chambre est d'être adoptée avec des atténuations nouvelles proposées par un jurisconsulte distingué du centre gauche, M. Bertauld. La commission sénatoriale, quant à elle, propose de rejeter l'œuvre tout entière. Qu'arrivera-t-il maintenant? Si la loi est rejetée, on n'aura rien fait. Si elle est adoptée avec l'amendement de M. Bertauld, on n'aura pas fait beaucoup plus, puisque la justice a spontanément cessé de poursuivre ceux qui se trouveraient couverts par la loi nouvelle. Non, on n'aura rien fait dans aucun cas; mais on aura eu l'air de faire quelque chose, et c'est peut-être tout ce qu'on veut. Seulement, pour ce quelque chose sans caractère sérieux et sans efficacité, on aura réveillé des passions et des espérances parmi ceux qui en sont encore à célébrer les lugubres anniversaires de la commune, on aura paru laisser la porte ouverte à des propositions nouvelles d'amnistie, on aura, en fin de compte, mis le gouvernement dans l'embarras en prétendant le soutenir dans l'intérêt de la république, et voilà le danger de ces questions agitatrices.

C'est là l'erreur d'une partie assez considérable de cette majorité républicaine envoyée à Versailles par les dernières élections. Tous ces nouveaux députés, encore enivrés de leur victoire, sont obsédés de cette idée certainement dangereuse qu'ils sont appelés à tout réformer, qu'ils peuvent toucher à tout, qu'ils sont pour le moins tenus de « faire quelque chose, » et comme après tout beaucoup parmi eux ont assez de modération naturelle pour comprendre le péril d'entreprises trop radicales sur certains points, ils prennent, pour ainsi dire, leur revanche dans les détails, ils tournent la position. Ils portent leur activité un peu fébrile dans le budget. Ils ne voient pas que, même dans le budget, quelle que soit leur puissance, ils sont liés par les lois qui existent, tant que ces lois existent, tant qu'elles n'ont pas été régulièrement modifiées. Lorsqu'ils croient pouvoir supprimer sommairement les aumôniers militaires par la suppression du crédit affecté à leur traitement, ils oublient ou ils feignent d'oublier que ces aumôniers ont été créés par une loi spéciale, qu'ils sont mentionnés et classés dans la loi

de réorganisation de l'armée, qu'une suppression arbitraire de crédit ne fait pas disparaître des lois, et que c'est là dans tous les cas un procédé subreptice, presque enfantin, peu digne d'un parlement sérieux. Lorsqu'ils suppriment d'un trait de plume les sous-préfets de Sceaux et de Saint-Denis, ils oublient encore qu'on peut bien se donner le passe-temps de biffer un traitement, mais qu'on ne modifie point par un article de budget l'organisation générale du pays, des circonscriptions administratives, et que c'est là tout simplement ce qu'on peut appeler du gâchis législatif. Ce qu'il y a de plus étrange, c'est qu'une commission parlementaire qui a la prétention d'être presque un pouvoir dans l'état, prenne sur elle de donner l'exemple de ces légèretés, au risque d'exposer l'assemblée qui subit son influence à recevoir d'une autre chambre un désaveu fondé sur le respect des lois. Maintenant c'est sur le budget des cultes qu'on s'exerce depuis plus d'une semaine, au milieu de toutes les péripéties d'une discussion qui ne laisse pas quelquefois d'être assez triste.

Que des théoriciens plus ou moins spécieux ou des déclamateurs vulgaires aient cru pouvoir, à l'occasion du budget, proposer la séparation de l'église et de l'état par la suppression totale de la dotation des cultes, la chambre, telle qu'elle existe, n'est point d'un tempérament à se laisser emporter jusqu'à cette extrémité. C'est là justement une de ces limites d'intérêt supérieur qu'elle n'est point disposée à dépasser. Elle sent bien ce qu'il y aurait de périlleux dans une expérience qui aurait contre elle la puissance des traditions, des mœurs, des habitudes, et par-dessus tout une paix religieuse de trois quarts de siècle maintenue par le concordat. A défaut de ces hardiesses ou de ces excentricités, habilement réfutées par M. Bardoux, énergiquement combattues par M. le garde des sceaux, on ne se refuse pas du moins le plaisir de tailler dans ce malheureux budget des cultes, tantôt au sujet d'une petite augmentation proposée pour le modeste traitement des desservans de campagne, tantôt à propos des bourses des séminaires ou du chapitre de Saint-Denis. La commission mène la campagne, et la chambre suit la commission. Évidemment, si ce n'était qu'un crédit refusé ou diminué par des raisons financières, ce ne serait rien. Au fond, ce qu'il y a de significatif et de grave, c'est l'esprit qui se révèle dans toutes ces discussions, dans ces votes presque invariables qui se succèdent, auxquels M. le ministre des cultes oppose une résistance aussi courageuse qu'inutile. Il faut dire les choses comme elles sont : qu'il s'agisse des aumôniers supprimés il y a quelques mois ou du chapitre de Saint-Denis et des séminaires plus ou moins atteints aujourd'hui, c'est la guerre engagée contre ce qu'on appelle le cléricalisme. Le cléricalisme, on le voit partout désormais, on le poursuit partout indistinctement, et par une sorte de fatalité, cette lutte vient de prendre un caractère plus aigu par cette irritante affaire des enterremens civils, des honneurs fu-

nèbres que le gouvernement a cru trancher en proposant une loi nouvelle, qu'il n'a fait peut-être que compliquer en voulant tout concilier. Rien ne faisait certes une nécessité de soulever cette question délicate; elle a été soulevée à propos du budget de la Légion d'honneur, elle a été le préliminaire compromettant des discussions sur le budget des cultes, et voilà maintenant les deux chambres, le gouvernement, mis en demeure de résoudre la difficulté la plus épineuse, de décider dans quelle mesure les honneurs funèbres prévus par un décret de l'an XII doivent être accordés aux membres de la Légion d'honneur, suivant qu'ils sont enterrés civilement ou religieusement. Ce n'est qu'un incident de plus dans cette lutte engagée à l'occasion du budget, et ce n'est pas le moins sérieux, puisqu'il met en jeu des susceptibilités de toute sorte, sans parler de la liberté de conscience.

Eh! sans doute, nous ne le méconnaissons pas, il peut y avoir de justes préoccupations provoquées par ces questions toujours graves, souvent redoutables, qui touchent aux fibres les plus intimes du monde moderne. Si la liberté de conscience était sérieusement en péril, elle devrait être sauvegardée, c'est bien certain. Assurément la société civile a le droit de se défendre, de maintenir son autorité souveraine. Le gouvernement n'a pas seulement le droit, il a le devoir de se faire respecter, de résister à tous les empiétemens, et en définitive il est suffisamment armé par les lois pour assurer l'indépendance, les prérogatives, la surveillance de l'état. C'est son rôle et sa mission de tous les jours. Qu'on prenne bien garde cependant de ne rien exagérer. Il ne faudrait pas montrer assez peu de foi dans la société à laquelle nous appartenons pour croire que la liberté de conscience puisse être si facilement compromise. Il ne faudrait pas s'effrayer de fantômes et se hâter de prendre pour un péril réel quelques déclamations, quelques excès de langage, ces polémiques bruyantes et passionnées que M. l'évêque de Gap désavouait récemment avec sagesse. Il ne faudrait pas enfin se livrer à un système de médiocres représailles.

Franchement, parce qu'on ajoutera quelques difficultés au recrutement du clergé en supprimant des bourses dans les séminaires, croit-on qu'on aura bien efficacement sauvegardé la société moderne? Pense-t-on avoir conquis de grandes sûretés, parce qu'on a supprimé le chapitre de Saint-Denis, et n'est-ce point une véritable puérilité de dire que de vieux prélats n'ont plus à garder la sépulture des rois, puisqu'il n'y a plus de rois? On veut avec raison empêcher l'invasion de l'esprit ecclésiastique dans la vie civile, dans la politique; ce n'est point apparemment pour faire soi-même ce qu'on reproche aux autres, pour substituer à l'esprit d'une église l'esprit de secte, d'irréligion ou d'athéisme. Dans cette question même des honneurs funèbres qui se débat aujourd'hui et qu'on a la prétention de régler, il y a certainement un point délicat à saisir. Que l'état ne fasse pas de distinction, qu'il ne s'informe pas des

croyances, des opinions d'un homme, rien de mieux : il ne peut sans inconséquence refuser, après la mort, des honneurs qu'il a cru devoir accorder pendant la vie; mais il ne peut non plus faire dans tous les cas et indistinctement de la puissance publique la complice de manifestations qui pourraient devenir blessantes pour un sentiment public. L'état peut honorer des morts, il ne prend pas part à des démonstrations organisées sur un tombeau, à des protestations contre les croyances traditionnelles de la grande majorité de la France. Tout cela veut dire que certaines choses de la politique sont avant tout une affaire de tact, de mesure, d'appréciation, selon les circonstances, et que la liberté de conscience ne signifie pas la guerre aux idées religieuses. Lorsque les radicaux s'efforcent d'allumer cette guerre en se servant des moindres incidens et poussent tout à l'extrême, ils sont dans leur rôle et dans leurs habitudes; ils sont accoutumés à tout braver, même le bon sens. Les esprits plus modérés, les politiques de la gauche, ont à réfléchir avant d'aller plus loin dans la voie où ils se laissent à demi entraîner. Ils auraient pu être avertis et retenus par l'apparition d'un étrange allié, par cette intervention du prince Napoléon, qui n'est pas l'épisode le moins curieux de la campagne engagée contre ce qu'on appelle les influences cléricales à propos du budget.

Voilà du moins un personnage sans préjugés, qui ne s'attarde pas avec les vaincus, qui est l'allié des cours et l'allié des radicaux! Des rangs les plus extrêmes de la république de 1848 il passe sur les marches d'un trône; il dépouille l'uniforme du prince de l'empire pour redevenir bientôt après le député de la république de 1876. Ce n'est point assurément un esprit vulgaire, bien qu'il soit fort inégal. Il a de la verve, du nerf; un certain souffle âpre et dur passe dans son langage incorrect. Tel il était dans le sénat impérial, tel il se retrouve à Versailles, césar déclassé aujourd'hui comme hier. Si la fortune a changé pour lui, ses idées, il faut l'avouer, sont restées les mêmes. Il a pris dans les traditions napoléoniennes la spécialité de l'humeur anticléricale, et pour son début d'orateur, de conseiller breveté de la république, il a eu l'habileté d'attendre une occasion où il était sûr de remuer la fibre secrète d'une chambre passionnée. Au fond peut-être n'a-t-il fait son discours que pour arriver à la grande révélation, pour expliquer comment la vraie cause des désastres de 1870 a été dans la protection accordée par le dernier empire au pouvoir temporel du pape, à l'église, à l'esprit clérical. Voilà la grande révélation offerte à la république pour son instruction et pour son salut! Le prince Napoléon doit savoir sans doute ce qui s'est passé au mois d'août 1870, puisqu'il a été mêlé aux négociations les plus intimes; seulement il l'arrange à sa manière, il fait de la diplomatie, de la politique et de l'histoire de fantaisie. Ainsi, c'est bien entendu, si la France a été conduite à la ruine en 1870, c'est parce que l'empire protégeait le pape. La guerre du Mexique n'y est pour rien!

Les coupables aberrations de la politique de 1866 ont été absolument étrangères à la catastrophe qui en est la conséquence fatale et l'expiation. L'imprévoyance, l'incurie et la frivolité qui ont présidé à la préparation d'une guerre gigantesque ne sont pour rien dans les défaites attirées sur l'armée française! Napoléon III lui-même était un grand général tout disposé à gagner des batailles; il avait son plan, il a merveilleusement disposé sur la frontière les forces qu'il conduisait au combat : que voulez-vous? C'est le pouvoir temporel qui a tout fait, c'est l'esprit clérical qui a empêché d'avoir des alliances! L'esprit clérical peut être sans doute un conseiller peu sûr, même dangereux en politique. Cette explication des événemens n'est pas moins une mauvaise plaisanterie, faite tout au plus pour être goûtée par les radicaux, qui ont trouvé que ce prince avait du bon, puisqu'il flattait leurs passions. Le prince Napoléon ne s'est point montré, il est vrai, favorable à la séparation de l'église et de l'état, mais il a été, lui aussi, pour tout ce qui peut faire sentir l'aiguillon au clergé, pour les suppressions ou les restrictions de crédit, pour toute cette guerre poursuivie à l'abri du budget des cultes. Est-ce là sérieusement la politique à laquelle peuvent se rallier les esprits les plus sensés et les plus modérés de la gauche, ceux qui ont la pensée, la prétention fort légitime de faire une république régulière, durable, non une république de perpétuelles réactions et d'agitation?

Ce n'est point sans doute le prince Napoléon qui peut travailler bien efficacement à relever les affaires de l'empire aujourd'hui. L'intervention d'un prince à l'humeur indépendante, à l'esprit indiscipliné, n'est qu'un incident bizarre, et rien de plus. Ce qui pourrait, bien mieux que les discours du prince Napoléon, préparer des chances nouvelles, désastreuses à l'empire, c'est cette politique d'aventure à laquelle on se laisse aller presque sans le vouloir ou sans en prévoir les conséquences; c'est ce système d'action décousue qui consiste à tout remuer sans rien faire sérieusement, à inquiéter les esprits tantôt par l'amnistie, tantôt par des querelles religieuses, à multiplier les propositions excentriques ou saugrenues, à livrer les services publics dotés par le budget au hasard de discussions de parti. Voilà le danger!

Est-ce que les esprits réfléchis qui sont dans la chambre ne s'aperçoivent pas qu'avec tout cela on n'accrédite pas des institutions nouvelles, que tous ces procédés, ces turbulences de parlement, ces conflits provoqués entre les deux chambres, ces motions agitatrices, sont autant d'armes dont on se sert contre la république auprès du pays, auprès de cette masse simple et sensée qui n'est point à Versailles, qui vit de son travail et de son industrie? Est-ce qu'ils ne voient pas que toutes ces questions qu'on soulève à tout propos sont justement une des causes de cette incohérence de majorité où les modérés, les sages, subissent l'influence des exaltés et des brouillons, se laissant emporter avec ceux-ci dans le tourbillon? C'est pourtant visible. Depuis un mois

que la session a commencé, on a passé le temps à créer des difficultés, comme s'il n'y en avait pas assez, à se quereller, à se diviser, à se décomposer, et à ne retrouver une certaine cohésion que pour infliger des mécomptes, des ennuis à un gouvernement qu'on prétend soutenir. Tout le monde y a passé. Le ministre de la guerre a eu son contingent de déboires avant les vacances. Le ministre de l'intérieur, il y a deux ou trois semaines, n'a pu sauver ses sous-préfectures, qui se trouvent pour le moment dans cette condition singulière d'exister toujours, puisque la loi qui les a créées n'est point abrogée, et d'être privées d'une allocation budgétaire. Depuis huit jours, M. le garde des sceaux est sur la brèche, et, quant à lui, il ne peut rien sauver; pour le dire en passant, on expose même M. le président du conseil à des scènes pénibles qui devraient lui être épargnées, qui sont plus humiliantes pour la chambre qui les tolère que pour l'homme résolu à remplir son devoir jusqu'au bout. De tout cela quelle est la conclusion fatale? Elle est malheureusement assez claire : c'est l'affaiblissement des institutions, du gouvernement, de l'autorité parlementaire elle-même. Il y a certainement dans la chambre des hommes qui le sentent, qui comprennent qu'on ne peut pas marcher ainsi au milieu de ces divisions, dans cette impuissance organisée, dans cette obscurité troublée, et, comme il arrive toujours, ils cherchent sur qui rejeter la responsabilité. — C'est la faute du garde des sceaux, c'est la faute du ministère! On ne pourrait pas dire absolument le contraire, et c'est là sans doute un autre côté de cette question qui s'agite aujourd'hui. Il est certain que le ministère va un peu à la dérive depuis quelque temps; il en est venu à ne plus trop savoir quels sont ses rapports réels avec la majorité, et peut-être quels sont ses rapports avec lui-même. Il vit d'un appui précaire, menacé s'il n'agit point, assailli de toutes parts s'il se décide à l'action. Évidemment son existence peut dépendre d'un vote plus ou moins imprévu.

A qui sera réellement la faute, et quelles en seront les conséquences? Oui, c'est bien certain, le ministère lui-même y est pour quelque chose. Il ne s'est pas assez préoccupé de la nécessité de rallier, de discipliner cette majorité dont il avait besoin. M. le président du conseil, avec ses éminentes qualités, avec son autorité et sa raison vigoureuse, n'a peut-être pas eu à tous les momens l'initiative qu'il aurait dû avoir; il a laissé naître ou s'aggraver des difficultés qu'il aurait pu détourner ou atténuer par une résolution prise à propos. M. le ministre de la guerre, nous en convenons, n'a pas porté jusqu'ici un grand secours au gouvernement. Il n'a paru au sénat que pour soutenir des idées un peu routinières, des traditions de bureaucratie, dans la discussion de la loi sur l'administration de l'armée, et la fatalité a voulu qu'il fût retenu par cette discussion même, le jour où sa présence aurait pu être utile à la chambre des députés pour vider sur-le-champ cette inopportune et maussade question des honneurs funèbres. M. le général Berthaut fera certainement

ses preuves, il en est encore à les faire, à montrer le degré de force que son concours peut porter au gouvernement. M. le ministre de l'intérieur est un peu la victime de la situation que les partis lui créent en dénaturant ses idées et son caractère. Les uns, par une exagération ridicule, se font un jeu de représenter M. de Marcère comme une sorte de mandataire ou d'otage du radicalisme au pouvoir. A les entendre, M. le ministre de l'intérieur livrerait les institutions, le gouvernement du maréchal aux influences révolutionnaires; il trahirait tous les intérêts conservateurs! Les autres, comme pour donner en partie raison à ces absurdes jugemens, se plaisent à montrer dans M. le ministre de l'intérieur le représentant privilégié de la majorité républicaine de la chambre, le gardien des institutions et de la politique libérale, un rival ou un antagoniste de M. le président du conseil. M. de Marcère n'est point ce que disent les partis contraires. C'est un homme de sens et de modération, qui n'a pas réussi encore à se dégager des faux jugemens. Il n'a pas trouvé son véritable équilibre, et il a fini par ce rapport sur les honneurs funèbres qui, sans le réconcilier avec les conservateurs, l'a mis peut-être en froideur avec une partie un peu ardente de la majorité.

Eh bien! tout cela peut avoir quelque degré de vérité, si l'on veut. Il n'est pas moins certain que le ministère, tel qu'il est, représente la sincérité des intentions, la fidélité au régime dont il est le gardien, la modération dans le libéralisme. Il se personnifie dans un chef environné de la considération publique, connu de l'opinion pour la supériorité du talent et pour l'intégrité. Nous savons bien qu'il est de mode aujourd'hui à Versailles d'accuser M. Dufaure. On prend presque son parti de la chute de M. le garde des sceaux, et on ne lui a pas ménagé les mécomptes depuis quelques jours. Tout cela est au mieux et rentre dans ce système de fronde, d'hostilités plus ou moins déclarées, que les ministres doivent s'attendre à rencontrer dans le régime parlementaire. Ce n'est pas tout cependant. Comment remplacera-t-on M. Dufaure? A-t-on à sa disposition un chef de cabinet ayant la même autorité aux yeux du pays, et si ce chef existait, aurait-on la certitude qu'il serait accepté ou subi partout? Les hommes sensés de la chambre devraient y songer. Après avoir défait ou arrangé comme on l'a voulu les budgets, va-t-on défaire des ministères sans se demander à qui le pouvoir passera le lendemain? S'il y avait une majorité réelle, la question serait simplifiée sans doute; mais cette majorité vraie, possible, elle n'existe point, ou du moins elle ne s'est révélée jusqu'ici que comme une force négative capable d'ébranler bien des choses, non de constituer un parti de gouvernement, et ce n'est point ainsi apparemment qu'on entend accréditer les institutions nouvelles.

Les républicains de la chambre n'ont qu'une chance, qui est pour eux une fortune inespérée, qui leur laisse le temps de la réflexion, c'est que,

s'ils flottent eux-mêmes dans une triste incohérence, ils n'ont devant eux que des conservateurs pour le moins aussi divisés. Au moindre incident, comme celui dont le discours du prince Napoléon a été l'autre jour le prétexte, la division éclate, passionnée, implacable. La vérité est qu'il y a toujours des bonapartistes, des légitimistes, des monarchistes de toute nuance, même des cléricaux; il n'y a point ce qu'on pourrait appeler un parti conservateur rallié à une même politique, décidé à la faire triompher. Le sénat lui-même, où ce parti semblait exister, où l'on aurait pu croire qu'il s'était réfugié, le sénat vient de prouver ce qu'il y a de fragile dans ce faisceau de fractions conservatrices qu'on ne parvient quelquefois à réunir que pour un instant. L'exemple est d'hier; c'est cette double élection qui vient de créer deux nouveaux sénateurs inamovibles. Après bien des efforts, bien des négociations intimes et trois scrutins consécutifs, le sénat est arrivé, à quoi? Il a élu, à quelques instans d'intervalle, M. Chesnelong et M. le procureur-général Renouard. Deux listes se sont trouvées en présence : l'une, celle de la droite, avec M. Chesnelong et M. le général Vinoy; l'autre, celle de la gauche, avec M. Renouard et M. André, homme de finances, aussi connu qu'estimé. Le sénat, en nommant un des candidats de la droite, a élu en même temps un des candidats de la gauche, et il ne pouvait certes mieux faire que d'appeler dans son sein M. le procureur-général à la cour de cassation. M. Renouard n'est pas seulement une des personnifications les plus éminentes de la magistrature française, un homme alliant la sûreté de la science à la gravité élégante du langage; il représente certainement aussi les idées conservatrices dans ce qu'elles ont de plus juste, de plus sensé et de plus libéral. Quant à M. Chesnelong, que les diverses fractions de la droite ont élu, il n'a pas été choisi sans doute pour ses opinions politiques, moins encore pour ses talens diplomatiques en souvenir de la mission qu'il a remplie en 1873 auprès de M. le comte de Chambord; ce serait donc pour ses opinions purement cléricales que M. Chesnelong aurait eu la fortune de la candidature sénatoriale, et sous ce rapport on ne peut disconvenir que le choix de la droite ne soit au moins singulier. Il représente ce qu'il y a de moins fait pour aider à la formation d'un vrai, d'un large et libéral parti conservateur qui pourrait être éventuellement appelé à exercer le pouvoir. On dirait qu'une fatalité ironique nous ramène sans cesse à cette situation, où les républicains font vraiment quelquefois la chance belle aux conservateurs, mais où en revanche les conservateurs se hâtent de pallier les fautes des républicains, en faisant de leur mieux, par le spectacle de leurs divisions et de leur impuissance, les affaires de la république.

Est-ce à dire qu'il n'y ait rien à faire, qu'il n'y ait qu'à suivre avec découragement ce jeu stérile des partis? Non certainement, et, si on le voulait, même avec tous les élémens qui existent dans la chambre des

députés comme dans le sénat, il y aurait tous les moyens de rétablir une situation suffisamment rassurante. Il s'agirait de reprendre une œuvre qui n'a pas été peut-être suivie avec assez de persistance, avec une volonté assez précise et assez résolue. Tout ce qui peut aider à cette œuvre existe. Il y a d'abord le pays, ce pays qui est un modèle de calme, de sagesse, qui désavoue par son attitude toutes les querelles engagées en son nom, qui ne demande qu'à rester en paix, à poursuivre sa tâche laborieuse sans être importuné par les agitations. Ce sentiment profond, saisissable du pays pourrait être certainement la force du pouvoir qui saurait s'en inspirer. Il y a en même temps des institutions précises, définies, c'est-à-dire ce qui constitue le terrain même sur lequel un gouvernement peut s'appuyer. Il y a, dit-on, des difficultés entre les hommes, entre les partis, entre les pouvoirs : c'est possible, la politique ne se compose que de cela; mais ces difficultés sont dominées par le sentiment supérieur, patriotique de la paix, de l'ordre, nécessaires à la France, et après tout le premier des programmes aujourd'hui devrait être tout simplement de vivre, d'éviter tout ce qui peut créer des complications artificielles et inutiles, c'est-à-dire troubler et affaiblir la France. C'est le meilleur programme conservateur, et pour les républicains sincères ne serait-ce donc rien que d'offrir le spectacle de la république durant et vivant, maintenant la paix intérieure et extérieure, assurant à tous les intérêts moraux et matériels la protection à laquelle ils ont droit?

La paix intérieure, elle dépend de nous; la paix extérieure dépend de ce qui va se passer à Constantinople, dans cette conférence où toutes les politiques se sont donné rendez-vous. Tant que la conférence ne sera pas réunie, on se trouve nécessairement réduit à des conjectures sur une situation toujours grave, sur les dispositions que les diverses puissances portent dans la prochaine délibération de la diplomatie européenne. Que pensent ou que veulent réellement l'Angleterre et la Russie? C'est là l'unique question, et la mission que vient de remplir dans les principales cours de l'Europe le représentant britannique à la conférence, le marquis de Salisbury, cette mission est probablement de nature à exercer une influence décisive; elle prend du moins, dans les circonstances présentes, une importance exceptionnelle; elle atteste de la part de l'Angleterre la volonté de préparer un accord des puissances. Un premier point essentiel, c'est que lord Salisbury ne va pas à Constantinople avec un programme arrêté, qui pourrait se heurter du premier coup contre un autre programme. Il n'a que deux idées qui résument sa mission : maintenir la paix et étendre les garanties en faveur des populations chrétiennes aussi loin que possible, sans aller toutefois jusqu'à ce qui serait une atteinte à l'intégrité de l'empire ottoman. Le gouvernement russe, lui aussi, veut la paix : le tsar en a renouvelé l'assurance dans

une conversation qu'il a eue avec lord Loftus à Livadia, et le prince Gortchakof a déclaré une fois de plus les intentions pacifiques de la Russie. Il ne faut pas néanmoins se dissimuler que les conditions dont la Russie fait dépendre la paix peuvent conduire par le plus court chemin à la guerre. Il y a surtout deux choses des plus graves : le cabinet de Saint-Pétersbourg semble considérer dès ce moment les transactions de 1856 comme virtuellement abrogées, et la question d'un désarmement qui serait accompli dans la Bulgarie par une force étrangère ne soulève pas une difficulté moins épineuse. C'est à peu près quelque chose comme la paix par la guerre, et, si on en croyait les confidences faites par le général Ignatief à Constantinople, la Russie serait évidemment entraînée à trancher la question par les armes. Ira-t-elle jusque-là? Entrera-t-elle dans la conférence avec le programme qu'elle a déjà divulgué et qui ne serait rien moins qu'une déchéance de la Turquie? Voilà désormais la question! Tout ce qu'on peut désirer, c'est que la Russie se recueille et réfléchisse avant de se jeter dans une aventure où elle peut beaucoup risquer sans pouvoir peut-être compter sur des avantages proportionnés aux efforts qu'elle serait obligée de faire.

CH. DE MAZADE.

Au moment même où nous achevions ces lignes, l'Académie française se disposait à tenir séance pour la réception de M. Charles Blanc, appelé à remplacer un de nos plus anciens et de nos plus chers collaborateurs, M. Louis de Carné. Nous venons d'entendre le discours de l'honorable récipiendaire; si M. Charles Blanc était un politique, un critique littéraire, un historien des idées, nous aurions été bien surpris de ses appréciations sur la personne et les principes de son prédécesseur. Sans être absolument injuste, M. Charles Blanc a méconnu en bien des points essentiels les véritables sentimens de M. de Carné; mais comment s'étonner de ces erreurs, quand on voit l'ingénieux auteur de la *Grammaire des arts du dessin* commettre de si étranges hérésies à propos de l'histoire de l'art? Heureusement c'était un historien, M. Camille Rousset, qui était chargé de lui répondre. M. Rousset a rétabli la vérité et sur les sentimens politiques de M. Carné et sur le rôle des républiques dans l'histoire de l'art. La leçon a été vive, quoique très courtoise dans la forme. Ajoutons que le discours du récipiendaire, malgré les objections qu'il soulève, contient des parties brillantes, et que l'auteur a tenu évidemment à se montrer digne de ses deux parrains, M. Mignet et M. de Sacy.

Le directeur-gérant, C. BULOZ.